



National Library of Canada
Collections Development Branch

Canadian Theses on
Microfiche Service

Bibliothèque nationale du Canada
Direction du développement des collections

Service des thèses canadiennes
sur microfiche

NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us a poor photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

THIS DISSERTATION
HAS BEEN MICROFILMED
EXACTLY AS RECEIVED

AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de mauvaise qualité.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

LA THÈSE A ÉTÉ
MICROFILMÉE TELLE QUE
NOUS L'AVONS REÇUE

POUR UNE THEORIE
DES CLASSES SOCIALES EN
AFRIQUE NOIRE

par

Jean-Michel Labatut

Thèse présentée à l'Ecole des Etudes supérieures
de l'Université d'Ottawa
en vue de l'obtention de la
Maîtrise en Sociologie

UNIVERSITE D'OTTAWA
OTTAWA, CANADA, 1981



J.-M. Labatut, Ottawa, Canada, 1981

REMERCIEMENTS

Mes remerciements s'adressent d'abord au Professeur Roberto Miguelez dont l'enseignement et les écrits ont été une constante source d'inspiration en ce qui concerne les réflexions théoriques contenues dans ce travail.

De plus, ses conseils et son encouragement ont toujours été pour moi une aide précieuse.

C'est avec une profonde amitié que je lui exprime ici ma gratitude.

Enfin, il est impossible de passer sous silence l'aide de mon épouse, Gisèle, qui m'a continuellement appuyé et encouragé. A elle aussi je dis: merci.

TABLE DES MATIERES

Chapitres	Pages
INTRODUCTION.....	iii
I. LES CLASSES SOCIALES EN AFRIQUE NOIRE: UN PHENOMENE NOUVEAU?.....	1
II. LES FORMATIONS SOCIALES AFRICAINES SONT-ELLES DUALISTES?	35
III. LES FORMATIONS SOCIALES EN TANT QU'ARTICULATION DE MODES DE PRODUCTION.....	59
IV. LA PERIODE MARCHANDE.....	94
V. LA PERIODE COLONIALE.....	125
VI. LE ROLE DU POLITIQUE DANS L'ARTICULATION DES MODES DE PRODUCTION EN AFRIQUE NOIRE.....	185
VII. LE CONCEPT DE CLASSE SOCIALE.....	217
VIII. LA BOURGEOISIE AFRICAINE ET SES FRACTIONS ORGANISATRICES	256
IX. ALLIANCES DE CLASSES ET CHANGEMENT SOCIAL.....	294
CONCLUSIONS.....	341
OUVRAGES CITES.....	349

INTRODUCTION

Le but de notre travail, comme l'indique son titre, n'est pas de construire d'emblée une théorie des classes sociales en Afrique, mais d'effectuer les étapes préalables à cette construction. Cela nous conduira à faire une analyse descriptive de ces classes qui, bien que devant être dépassée pour arriver au stade de la théorie, n'en constitue pas moins une phase transitoire et nécessaire au développement de celle-ci.

Nous nous proposons de montrer en particulier que cette analyse des classes sociales et de leurs luttes à partir de la théorie marxiste est pertinente à l'Afrique noire, cela à condition de renoncer au type d'approche économiciste qui caractérise la plupart des analyses marxistes concernant les formations sociales retenues dans notre étude. Ce sera du même coup nous démarquer des multiples chercheurs fonctionnalistes qui, sous prétexte qu'il n'y aurait pas de classe en Afrique noire, mettent l'accent sur la seule stratification sociale.

De plus, nous constaterons que les théories de l'impérialisme ayant retenu tout particulièrement l'attention des chercheurs ne peuvent, à elles seules, rendre compte du changement au sein des formations sociales africaines. Privilégier le rôle des facteurs externes à ces formations a souvent conduit ces chercheurs à sous estimer, voire à ignorer les facteurs internes économiques, mais aussi politiques et idéologiques qui président à la dynamique de ces sociétés.

v.

Dans notre travail, au contraire, nous voulons rendre aux facteurs internes leur importance, tout en tenant compte des effets de l'impérialisme qui n'agissent cependant que par intériorisation aux rapports de force entre les classes propres à chaque formation sociale.

Notre analyse nous placera délibérément dans une perspective historique. Bien que rejetant toute conception linéaire de l'histoire, nous pensons que la structuration spécifique des formations sociales africaines rend nécessaire une telle approche.

En effet, après avoir démontré que l'apparition des classes sociales n'est pas un phénomène récent en Afrique et en opposition à certains auteurs dont on critiquera les écrits, nous montrerons que les sociétés africaines contemporaines ne sont pas des sociétés dualistes, mais qu'elles sont formées par une articulation de modes de production au sein de laquelle un mode est dominant. Ce concept d'articulation nous renvoie à un processus dynamique, essentiellement celui de la transition au sein des formations sociales qui sera nécessairement analysée dans ses dimensions historiques.

L'analyse de ce processus comporte trois volets: en premier lieu, la période marchande, puis la période coloniale et enfin, la décolonisation et la période néo-coloniale contemporaine. Durant chacune de ces étapes nous nous efforçons d'étudier les relations entre le capitalisme et les modes de production pré-capitalistes aux niveaux économique, politique et idéologique.

Le fait d'insister tout particulièrement sur la période coloniale et les mécanismes qu'elle a mis en place, nous permettra de démontrer la domination du mode de production capitaliste sur les modes lignagers. Le caractère récent et forcé de cette articulation nous conduira de plus à avancer l'hypothèse de la dominance du politique qui jouera ainsi un rôle décisif au niveau de la lutte des classes dans les formations sociales de l'Afrique contemporaine.

L'analyse de cette lutte sera organisée principalement autour de la problématique du changement radical qui est, plus que jamais, à l'ordre du jour dans l'Afrique noire en crise.

CHAPITRE I

LES CLASSES SOCIALES EN AFRIQUE NOIRE:

UN PHENOMENE NOUVEAU?

1.

V

L'ensemble des formations sociales africaines qui constituent l'Afrique noire ne se présentent pas, à priori, comme une unité d'analyse scientifique. En effet, ces formations apparaissent comme extrêmement variées. Elles se partagent en régions distinctes et sont formées de cultures différentes. La notion même de formation sociale appliquée à l'Afrique noire n'a pas manqué de soulever des difficultés. Cependant, bien que ces formations sociales résultent d'un découpage artificiel relativement récent, on ne saurait nier leur profonde réalité et leur importance dans l'histoire de l'Afrique contemporaine en général et de chaque nation en particulier.

1

Pourtant, au delà de cette diversité et du particularisme toujours tentant pour le chercheur, nous proposons de considérer l'Afrique noire comme une unité d'analyse. Ce parti-pris est loin d'être arbitraire. Samir Amin, qui soutient cette thèse, avance qu'"un fond culturel d'origine commune ou parente et une organisation sociale qui présente encore beaucoup d'analogies frappantes, font de l'Afrique noire une réalité". (Amin, S., 1972: 753).

Il semble cependant légitime de s'interroger sur la validité de cette unité d'analyse appliquée à la période pré-coloniale et de se demander si, en définitive, ce n'est pas la période coloniale elle-même qui, d'une manière forcée, créa cette unité. Samir Amin, de nouveau, apporte certains éléments de réponse. (Amin, S., 1972: 753-54). Il affirme que si la période coloniale a renforcé le sentiment de l'unité

de l'Afrique noire, elle ne l'a certes pas créé. Durant la période pré-coloniale, des échanges entre le continent africain et l'ancien monde méditerranéen, européen et asiatique, loin de briser ce que l'auteur nomme la personnalité africaine, n'ont fait que l'enrichir et l'affirmer jusqu'à créer, au-delà de la diversité, une véritable unité africaine.

Cela s'explique aussi par un autre phénomène majeur qui caractérise ce continent: la mobilité des populations. Ces migrations ont pris fin durant la période coloniale au moment où les métropoles ont entrepris de les enrayer pour des raisons administratives. L'expansion la plus célèbre fut celle des Bantous. Catherine Coquery-Vidrovitch en trace les grandes lignes: cette expansion "submergea les populations existantes (Pygmées) dans tout l'ouest et le centre-sud du continent, à partir d'un noyau que les linguistes situent aux confins du Cameroun et de la Nigéria, quelque part dans la Bénoué centrale vers 1000 avant J.C." (Coquery-Vidrovitch, C., 1969: 65). Quant aux Peuls, "réfugiés dans l'ouest africain (Tékroul sénégalais) à la suite de migrations préhistoriques issues du nord-est transsaharien ils reprirent leur progression à partir du XVIIe siècle dans la direction opposée: ils suscitèrent jusqu'au XIXe siècle une série d'empires musulmans qui jalonnèrent leur progression... jusqu'au Cameroun" (Coquery-Vidrovitch, C., 1969: 65). Les exemples semblables sont multiples. Il ne fait aucun doute que les échanges découlant de ces migrations ont rendu possible un brassage culturel et social participant à ce que l'on nomme ici l'unité africaine.

Il est clair qu'une des caractéristiques des sociétés africaines est de n'avoir jamais vécu dans l'isolement. Une des premières

tâches du chercheur est donc de détruire l'image d'une Afrique ancienne, isolée, fermée sur elle-même et pour tout dire, livrée au primitivisme le plus étroit. Bien entendu, la création et la propagation de tels mythes corresponderaient à une tactique justificatrice de la politique coloniale et du racisme qui la caractérisait.

Les mythes sur l'Afrique sont légion; l'un des plus tenaces qui, par son extrémisme, contrebalance ceux qu'ont véhiculés les colonisateurs, est celui qui fait de l'Afrique noire pré-coloniale un lieu privilégié où régnait l'harmonie parfaite fondée sur la coopération, la fraternité, le respect des traditions, et où se trouvaient donc exclus toutes formes d'exploitation et tout antagonisme de classe.

Cette vision utopique est véhiculée, selon Rivière (Rivière, C., 1978: 19), principalement par des idéologues africains et en particulier de nombreux chefs d'état qui tentent ainsi de justifier l'existence d'un parti unique, symbolisant en quelque sorte la fraternité africaine dans des sociétés sans classe, et donc d'affirmer l'identité de la situation présente avec celle, idéalisée, du passé traditionnel.

Dans ce chapitre, nous nous proposons de montrer dans un premier temps que l'Afrique pré-coloniale fut loin de correspondre à ces deux extrêmes qui relèvent plus d'un procédé de légitimation du pouvoir en place que du désir réel de comprendre le passé de ce continent. Nous insisterons surtout sur le fait que l'apparition des classes sociales, concept central de notre étude, n'est pas un phénomène récent, mais que

celles-ci existaient déjà plus ou moins développées au sein des modes de production pré-coloniaux.

Dans un deuxième temps, nous ferons une analyse critique succincte du rôle idéologique du discours de certains dirigeants des nouveaux états africains. La plupart d'entre eux soutiennent que la division en classes caractérisait le passé des sociétés européennes et que la véritable division du monde actuel est plutôt entre états impérialistes et peuples prolétariés. Il faudrait selon eux bannir de l'Afrique tout esprit de lutte des classes pour susciter l'émergence d'une unité nationale, seul moyen permettant de réaliser le développement et l'indépendance véritable. A l'analyse des classes s'est substituée celle des élites qui, il faut le souligner, servaient parfaitement les intérêts des classes au pouvoir aussi bien au niveau national qu'international.

Pourquoi, lorsqu'on se propose d'effectuer l'analyse des classes sociales en Afrique noire contemporaine, doit-on, en premier lieu, se pencher sur les sociétés africaines pré-coloniales?

D'abord, comme nous l'avons suggéré plus haut, pour détruire les mythes attachés au passé africain et qui continuent à peser lourdement sur de nombreuses analyses portant sur l'Afrique contemporaine. C'est donc pour comprendre le présent que nous étudions le passé (notons cependant que, de manière dialectique, le présent ne manque pas d'influencer notre lecture du passé).

De plus, en voulant rendre aux facteurs internes à ces sociétés la place prédominante qui leur revient dans le changement social, nous devons du même coup analyser l'évolution de ces divers facteurs (qu'ils soient d'ordre économique, politique, ou idéologique) et des modes de production propres à l'Afrique que constituent leurs articulations. L'approche historique devient donc le fondement de notre analyse. Nous noterons cependant que cette étude se démarque de tout évolutionnisme dans la mesure où elle n'est que rétrospective. Nous récusons de plus l'idée avancée par Staline (Staline, J., 1949: 137) selon laquelle la succession communisme primitif--esclavage--féodalité--capitalisme serait universelle et nécessaire.

L'accentuation mise sur l'analyse de l'Afrique que l'on peut qualifier du terme général de pré-capitaliste, apparaîtra, nous l'espérons, pleinement justifiée lorsque, dans un chapitre subséquent, nous analyserons la formation sociale en termes d'articulation de modes de production dont l'un, au moins, serait la survivance d'un mode de production pré-capitaliste.

Pour résumer, nous pensons qu'il est d'abord nécessaire d'analyser les modes de production pré-capitalistes africains, pour ensuite s'intéresser, toujours dans une perspective historique, au problème de l'articulation des modes de production et de leurs instances, et ainsi être en mesure d'effectuer une analyse des classes sociales dans les formations contemporaines d'Afrique noire.

L'opinion selon laquelle les sociétés de l'Afrique noire pré-coloniale étaient sans classe a longtemps prévalu parmi les ethnologues et les autres chercheurs s'intéressant à ce continent. Notre but n'est certes pas de faire une analyse critique de toutes les thèses développées concernant ces sociétés. Nous dégagerons cependant les idées maîtresses qui ont pu engendrer, pendant longtemps, un tel consensus. Notons que ces arguments se trouvent aussi bien dans les écrits des ethnologues que dans les discours des hommes politiques africains.

Selon Rivière (Rivière, C., 1978 : 20), un des arguments les plus couramment avancés pour réfuter la thèse de l'existence de classes sociales dans les sociétés africaines pré-coloniales, est que dans les écrits historiques des voyageurs et des marchands arabes et européens, il n'est fait mention ni de révolutions, ni de révoltes populaires pouvant indiquer la présence d'une lutte des classes en Afrique.

Ils notent de plus l'absence quasi générale d'une aristocratie terrienne équivalente à la noblesse féodale européenne. La terre était la propriété collective des vivants, des ancêtres et des dieux. C'était le chef de la terre ou le cas échéant, le roi, qui en avait le contrôle et qui en assurait la distribution équitable. Dans la mesure où la terre était abondante, chacun pouvait avoir accès à une parcelle dont la taille dépendait seulement de sa capacité à la cultiver.

Bien que l'exploitation d'un groupe par un autre existait aussi dans certaines sociétés pré-coloniales, elle était rarement à la source des conflits et des désaccords. Ceux-ci trouvaient leur origine principalement

dans les traditions. Ce qui déterminait les relations sociales c'était les structures familiales et tribales, la culture en général.

La stratification des divers groupes était perçue comme essentiellement de deux ordres: verticale, par la hiérarchisation entre individus selon l'importance de leur rôle, et horizontale, entre groupes selon la tribu, la langue, etc. On parlera donc la plupart du temps de strates, parfois de castes comme dans le cas du Sénégal, et non de classes sociales. Soulignons à ce propos que dans certaines analyses d'auteurs non-marxistes, le terme de classe est employé dans le sens de strate. Cela n'a bien sûr rien à voir avec l'utilisation du concept au sens marxiste, c'est à dire construit à partir des rapports de production.

Nous nous rangerons à l'avis de Rivière selon qui ces auteurs minimisent les conflits sociaux dans les sociétés traditionnelles, et pour tout dire, avancent des arguments on ne peut plus critiquables à cause de leur superficialité même. En effet, les remarques sur lesquelles ils fondent leur critique partent toutes d'une analyse de surface, parfois même de simples observations.

Si ces auteurs tentent de démontrer la dominance de la super-structure, cela ne prouve nullement l'absence de classes sociales au sens marxiste. Godelier souligne: "C'est vrai que dans de nombreuses sociétés pré-capitalistes les rapports de parenté ou les rapports politico-religieux semblent 'dominer' leur fonctionnement et contrôler la reproduction de leur mode de production... Nombreux furent ceux qui virent dans le

fait de ces dominances la preuve que l'économie n'avait guère déterminé le fonctionnement et l'évolution des sociétés pré-capitalistes non occidentales et n'avaient donc joué qu'un rôle mineur dans l'histoire de l'humanité". (Godelier, M., 1974: 308-09).

En fait, l'hypothèse essentielle qu'il faut reprendre et explorer est celle qui fonde le matérialisme historique, à savoir que le mode de production de la vie-matérielle conditionne en dernière analyse les processus de la vie sociale, politique et intellectuelle en général. En effet, les classes sont définies à partir de l'infrastructure qui elle, est déterminante quel que soit le mode de production. Chaque classe se définit par les fonctions qu'elle occupe dans la production. Cette référence fondamentale au procès de production ne peut pas se réduire à la seule propriété des moyens de production au sens juridique. Dans la plupart des modes de production pré-coloniaux, il n'y a pas, comme le soulignent justement ces auteurs, de propriété légale de la terre, mais il y a néanmoins des modes de production dans lesquels une classe s'en assure le contrôle en organisant et planifiant la production. Il faut ajouter de plus que dans les sociétés de type lignager, la distinction entre infra et superstructure n'est pas sans poser de nombreux problèmes. Cependant, on peut avancer l'hypothèse de la dominance de la superstructure, tout en faisant de l'infrastructure l'instance déterminante (seul le mode de production capitaliste se caractérise par la dominance et la déterminance de l'infrastructure).

Le fait de noter l'importance de la tradition dans l'émergence des conflits ne saurait en aucun cas rendre secondaire d'autres dimensions de la vie sociale. En effet, ces auteurs notent eux-mêmes l'existence de

l'exploitation, concept lié à l'économique. Précisons par ailleurs, que celui de tradition se révèle assez peu utile: il recouvre en effet, dans sa conception populaire, aussi bien l'infra que la superstructure. De même, l'absence d'une classe féodale du même type que celle qu'a connue l'Europe ne prouve pas l'inexistence de classes à moins de tomber dans l'eurocentrisme que critique un auteur comme Samir Amin.

Il faut cependant reconnaître que certains points avancés par les chercheurs fonctionnalistes partent d'observations souvent justes. Elles restent néanmoins isolées du tout social et ont comme principale limite d'être descriptives et statiques. La classe sociale est avant tout un rapport: elle n'existe qu'en rapport aux autres classes et se construit à partir d'éléments dégagés d'une analyse structurelle, éléments que ne peut révéler totalement la simple observation, bien que celle-ci soit indispensable.

Il est cependant surprenant qu'en se plaçant au niveau où se placent ces auteurs, c'est à dire souvent à celui de l'intuition, ceux-ci ne soient pas arrivés à des hypothèses différentes. Fougeyrollas, partant de simples données historiques auxquelles les fonctionnalistes ont eu recours, propose une hypothèse contraire:

Par ailleurs, les historiens contemporains ont constaté l'existence, durant le Moyen-Age, de ce que l'on appelle les grands empires africains: Ghana, Mali, Empire Songhay de Gao, et de biens d'autres états (Zimbabwe, Kongo, Bornou, Kanem, etc.) antérieurs à l'arrivée des Européens en Afrique sub-saharienne. Comment concevoir que les sociétés organisées dans le cadre de tels états n'aient pas été divisées en classe. (Fougeyrollas, P., 1977: 309).

L'introduction relativement récente du matérialisme historique en anthropologie a perturbé quelque peu ce consensus et a remis à l'ordre du jour la question des classes sociales en Afrique pré-coloniale. Aussi diverses que soient les différentes approches se réclamant du marxisme, elles convergent toutes directement ou indirectement vers la question centrale du surplus:

Notion élaborée par l'extension de l'idée de plus-value, à la base chez Marx de la division sociale en classes de producteurs et de non-producteurs. Y a-t-il production de surplus? Comment sont éventuellement produits les surplus? A qui profitent les surplus? Comment certains acquièrent-ils le droit au surplus: comme contre-prestation d'une protection militaire, d'un service rendu par le spécialiste d'un pseudo-technique magique ou religieuse, par droit de conquête, de séniorité ou de progéniture. (Rivière, C., 1978: 42).

Les analyses marxistes des sociétés pré-coloniales d'Afrique sont multiples et ont donné lieu à des débats acharnés. Des auteurs, tels Meillassoux et Terray ont étudié les classes dans les sociétés segmentaires et en particulier les liens entre classe et parenté dans ces sociétés que certains appellent aussi sociétés sans état. Suret-Canale, pour sa part, concentre son attention sur les sociétés à état et défend la thèse selon laquelle ces sociétés peuvent être rapprochées de celles que Marx caractérisait par le mode de production asiatique. Notons que le concept général de mode de production tributaire élaboré par Samir Amin, bien que se voulant unificateur, va aussi dans ce sens. Enfin, C. Coquery-Vidrovitch critique l'opposition entre sociétés à état et sociétés sans état et lui substitue

le concept englobant de mode de production africain.

Répétons que ces auteurs ne nient pas nécessairement certains faits présentés dans les analyses de type fonctionnaliste. La divergence vient surtout de l'interprétation qu'ils en font, ce qui prouve, si besoin était, que les faits ne "parlent pas d'eux-mêmes" mais doivent nécessairement être appréhendés à partir d'un cadre théorique précis.

Claude Meillassoux et Emmanuel Terray se sont attachés principalement à étudier les sociétés africaines d'auto-subsistance, lignagères et segmentaires.

Dans ces sociétés, l'absence de rapports marchands, conjuguée au fait que l'énergie humaine soit la principale source d'énergie employée, entraîne que "l'unité de production qui trouve en elle-même les conditions de sa reproduction est là, de même dimension, de même nature, que l'unité de consommation". (Rivière, C., 1978: 46).

L'analyse d'un tel système a permis à Meillassoux d'expliquer l'émergence d'inégalités économiques et statutaires à partir de l'existence d'une classe: celle des aînés qui contrôlent les activités de production et de distribution au sein des sociétés lignagères. Il se crée ainsi une dépendance résultant de l'exploitation des cadets et des femmes par les aînés.

Terray, dans une auto-critique, renforce cette idée :

... je suis prêt aujourd'hui à admettre la présence dans ce mode de production, de relations d'exploitation: pour qu'il y ait exploitation, il faut et il suffit en effet que les producteurs directs ne soient pas à même de décider ensemble du volume et de l'affectation du sur-travail qu'ils fournissent, or tel est bien le cas dans les formations sociales analysées, pour les cadets et plus encore pour les femmes. En conséquence, je suis prêt à admettre également l'existence de classes au sens économique du terme, définies comme les deux pôles opposés d'un rapport d'exploitation. (Terray, E., 1977: 141).

Meillassoux précise cette analyse et en donne les conséquences:

Le caractère durable des produits est la condition matérielle nécessaire à l'accumulation. La polarisation des rapports de production autour de l'aîné, le droit éminent et discrétionnaire qu'exerce celui-ci sur le produit du travail de ses dépendants en est la condition sociale. Par sa position, l'aîné peut différer la redistribution de certains de ces objets, les garder par-devers lui et en définitive les transformer en trésor. Par là s'ouvre un processus d'accumulation qui s'accompagne d'un personnage social et politique nouveau: l'homme riche. (Meillassoux, C., 1967: 22).

Comment les aînés parviennent-ils à imposer leur domination?

Selon Meillassoux, celle-ci ne peut venir ni de la contrainte physique, dans la mesure où les aînés sont les moins nombreux et les moins forts, car les plus âgés. Elle ne peut reposer sur une forme quelconque de propriété privée, la terre, élément fondamental, n'appartenant qu'à la collectivité. L'auteur l'attribue à la possession du savoir. C'est à dire

la connaissance technique nécessaire à la production et celle du savoir qui permet la reproduction de la structure sociale et qui est distribuée parcimonieusement lors de séances d'initiation.

Il reste que dès que l'on avance l'hypothèse de la dominance des liens de parenté, inévitablement, on suggère que l'on est encore au premier stade faisant suite au communisme primitif. (On entend par là des sociétés qui ne comportent pas et ne peuvent pas comporter l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est à dire des classes antagonistes en raison de la faiblesse des forces productives. Cependant, cela n'exclut pas la possibilité d'extorsion, différente de l'exploitation). Nous sommes donc à un stade embryonnaire de formation de classes. Pourtant, comme nous l'avons vu, il ne s'agit pas d'en nier l'existence.

Il faut au contraire s'interroger sur les raisons qui font que dans le mode de production lignager, les classes "en soi" sont incapables de se transformer en classes "pour soi", ce qui expliquerait l'absence de révolutions notée par les voyageurs de l'époque pré-coloniale.

Les raisons avancées sont multiples: il est possible d'en suggérer quelques unes. Pierre Bonté développe le concept du "fétichisme de la parenté". Selon lui, dans un cadre domestique, la communauté en soi existe avant toute production. L'appartenance à une communauté de parenté, de culture, de langue... apparaît comme le préalable à la production domestique.

Ainsi d'une part, la communauté en soi se constitue comme un niveau structurel distinct qui repose sur l'organisation de la parenté, sur celle des classes d'âge, sur l'organisation religieuse et rituelle, etc. Mais, d'autre part, l'existence de la communauté en soi dissimule les conditions réelles de la production, domestique comme communautaire... en constituant l'armature de la société segmentaire, la parenté dissimule la fonction qu'elle assume par ailleurs de régler les rapports sociaux dans la production (au sein de ces groupes domestiques et entre eux). (Bonté, P., 1977: 107).

Ces rapports d'exploitation selon l'âge et le sexe apparaissent donc comme naturels, enracinés dans la nature des choses. L'idéologie justificatrice de la domination des aînés trouve ici un terrain particulièrement favorable pour se développer.

Terray (Terray, E., 1977: 142-43) pour sa part, ajoute d'autres explications. Si l'on accepte l'idée de la double relation d'exploitation: celle des cadets par les aînés et celle des femmes par les hommes, on peut remarquer que les cadets, étant aussi des hommes, il devient très difficile de réaliser une alliance entre les deux catégories exploitées.

De plus, dans la mesure où la production est dominée par la valeur d'usage, c'est à dire par la satisfaction des besoins, et que la productivité du travail est relativement faible, le volume du sur-travail extorqué reste limité car le caractère de la production ne fait pas naître chez les aînés un désir démesuré de sur-travail. Il ajoute que la structure même de l'organisation lignagère permettant au cadet d'espérer un jour

accéder au rang des aînés rend supportable une exploitation dont il espère un jour tirer lui-même profit.

Notons, concernant ce dernier point, une certaine faiblesse dans l'argumentation. En effet, rares sont ceux parmi les cadets qui auront la chance d'atteindre un âge avancé et ainsi de faire partie de la gérontocratie. Quant aux privations qu'ils doivent endurer, il ne faut pas les minimiser. Rey (Rey, P.P., 1977: 120) cite l'exemple de groupes dans lesquels on fait supporter aux individus dominés d'importantes privations, et cela jusqu'à un âge avancé.

Bien entendu, une telle analyse de la société segmentaire ne fait pas l'unanimité parmi les marxistes et même parmi ceux qui en acceptent les grandes lignes. De simples divergences ont suscité d'après débats. Nous n'allons pas entreprendre ici de rendre compte de toutes les hypothèses contradictoires inscrites à l'intérieur de l'analyse marxiste des sociétés lignagères dans la mesure où notre but se limite à soulever la pertinence de l'application du concept de classes sociales à ces sociétés.

Nous noterons néanmoins qu'un auteur tel que Godelier (Godelier, M., 1975: 80-131), critique volubile de l'oeuvre de Meillassoux, ne nie pas l'importance des rapports de parenté. Il reproche à celui-ci d'en avoir généralisé la dominance. En fait, cette dominance n'existe que lorsqu'ils jouent un rôle décisif dans la répartition des moyens de production et dans le contrôle des conditions mêmes de la reproduction des moyens de production

et des rapports sociaux qu'ils engendrent. C'est précisément cette double fonction qui leur attribue le rôle dominant. Ajoutons, fait important, que Godelier place les sociétés sans état parmi les sociétés sans classe au sens marxiste du terme.

Quant à Rey (Rey, P.P., 1977: 123), tout en gardant l'hypothèse de l'existence des classes dans les sociétés lignagères pré-capitalistes, il s'éloigne du schéma de Meillassoux qui, selon lui, centre trop exclusivement son analyse sur l'opposition aînés-cadets et confond l'ordre de succession de la chefferie dans le cadre du lignage et le rapport de dépendance dans le cadre du groupe local.

Il introduit en premier lieu une distinction capitale entre les concepts d'extorsion et d'exploitation dans les sociétés pré-capitalistes. Il est seul à notre connaissance à avoir développé ce point qui nous paraît capital.

L'extorsion, forte ou modérée, compensée ou non, ne méritera le nom d'exploitation, donc ne déterminera des classes — et un mode de production spécifique, que dans la mesure où elle exercera un effet structurant sur les rapports de coopération entre les producteurs et sur les procès de travail, où, pour reprendre les termes de Marx, où elle correspondra à une soumission réelle des producteurs: alors, et alors seulement, l'extorsion pourra être considérée comme un rapport d'exploitation. (Rey, P.P., 1977: 123).

En un mot, ce n'est pas la grandeur de l'extorsion, que celle-ci soit compensée ou non, qui en fait un système d'exploitation. Ce dont il faut

tenir compte, c'est si oui ou non elle s'appuie sur des rapports sociaux de manière à ce que la reproduction ne puisse pas s'effectuer sans elle.

Rey démontre que dans les sociétés lignagères, il existe bien une extorsion. Cette extorsion qui structure les rapports de coopération à travers la division du travail est le signe de la soumission formelle des producteurs. Il ajoute que toute mutation technique est déterminée par ces rapports d'extorsion et ne peut se développer que si elle les renforce; apparaît alors la soumission réelle des producteurs, c'est à dire la détermination de l'existence de classes sociales.

Selon Rey, le mode de production lignager est un mode classiste qui

se caractérise par une domination de classe exercée par les chefs de lignage qui se transmettent le pouvoir en ligne paternelle ou maternelle sur des groupes locaux constitués le plus souvent sur une base patrilocale. La soumission des producteurs au système lignager est une soumission réelle, donc particulièrement stable, car sa mise en cause suppose le renversement non seulement des rapports d'exploitation mais aussi de la division du travail et des processus techniques eux-mêmes propres à ce mode de production. (Rey, P.P. 1977: 133).

Ces présentations de thèses diverses peuvent paraître trop succinctes: elles n'avaient pour but que de montrer la pertinence du concept de classe pour analyser les sociétés africaines sans état. Si

nous donnons le dernier mot à Rey, ce n'est certes pas pour lui donner raison contre les autres auteurs, bien qu'il nous semble qu'il ait le mieux réussi à intégrer le concept de classe au niveau des structures. C'est plutôt que ses hypothèses semblent se rattacher à des sociétés que l'on pourrait classer à mi-chemin entre les sociétés sans état et les sociétés à état. Nous pensons qu'il faut distinguer différents stades dans le développement des sociétés sans état qui se caractériserait dans un premier temps par la domination exclusive des classes de parenté, pour devenir, au fur et à mesure que se structure le pouvoir, une domination d'une classe de chefs de lignages sur les groupes locaux. Dans ce cas, bien que la domination de la parenté existe, elle ne joue plus qu'un rôle secondaire.

Notons cependant que nous ne parlons ici que de classification et non d'évolution graduelle des sociétés sans état vers des sociétés à état. Nous allons montrer au contraire que le propre des sociétés à état est l'expansion territoriale, et qu'en ce sens, l'"évolution" de la plupart des sociétés sans état s'est trouvée brutalement bloquée par la conquête qui a entraîné leur annexion à un des multiples royaumes africains.

Nous ne pouvons en aucun cas réduire l'Afrique pré-coloniale aux seules sociétés sans état. Leonard Markovitz, dans son ouvrage Power and class in Africa consacre au passé de l'Afrique noire un chapitre qui témoigne de sa richesse.

Any study of African traditional societies must emphasize their variety and complexity as well as their greatness. In the pre-colonial era, many traditional societies numbered 100 000 people or more, and a few passed the million mark. For example, Ghana in the nineteenth century comprised between 500 000 and 1 000 000 people... (Markovitz, I.L., 1977:28).

Ralph Linton pour sa part, soutient que "... in the thoroughness of their political institutions and in the skill with which social institutions were utilized to lend stability to the political structure, they far exceeded anything in Europe prior to the sixteenth century". (Cit. in: Markovitz, I.L. 1977: 28).

Une des tentatives les plus intéressantes pour étudier ces sociétés est celle effectuée par Jean Suret-Canale. Il se propose de rapprocher le mode de production prépondérant des régions les plus "évoluées" de l'Afrique noire pré-coloniale avec ce que Marx nomme le mode de production asiatique.

Il démontre d'abord la non-pertinence du concept de mode de production féodal appliqué à l'Afrique ancienne. Il conclut de cela la non-nécessité de la succession des différents modes de production telle que développée par Staline.

En effet, ni les liens de vassalité, ni les redevances et les corvées que l'on retrouve en Afrique, suffisent à caractériser le mode de production de féodal. Dans celui-ci, la hiérarchie sociale est fondée

sur des liens entre individus, la hiérarchie de droit concerne les droits privés personnels. En ce sens, le détenteur de biens fonciers peut s'en séparer sans que sa famille puisse y faire obstacle. En Afrique, les exploités ne le sont pas en tant qu'individus mais en tant que membres d'une collectivité, en général le village:

L'organisation villageoise devient dans ces sociétés la règle parce qu'elle constitue un cadre commode pour la perception des tributs, redevances, prestations. Le chef du village se chargera d'en répartir le poids parmi ses ressortissants et sera responsable (en même temps que le village, collectivement) de leur fourniture. (Suret-Canale, J., 1969: 115).

En Afrique, dans les sociétés à état, le mode d'exploitation se fait au bénéfice des aristocraties. Selon Suret-Canale, les couches privilégiées s'emparent d'une partie de la production des villageois sous des formes qui étaient destinées primitivement à assurer des charges collectives, et en particulier l'entretien des chefs de la terre. Dans les collectivités, une partie des champs collectifs deviennent champs dont les produits serviront à régler l'impôt du ou des chefs.

Le roi n'utilise en fait qu'une faible partie de ces revenus à des fins personnelles; c'est surtout à sa famille au sens patriarcal qu'ils sont destinés. L'appareil d'état, lorsqu'il apparaît, se confond plus ou moins avec la maison royale et avec la classe privilégiée. Il est à noter cependant que ni les rois ni les chefs ne sont propriétaires de la terre.

Tout au plus le chef ou le roi, en tant que dépositaire des attributions traditionnelles du "chef de la terre", en a-t-il l'administration; il peut à ce titre, et en suivant les règles coutumières, délimiter les champs qui seront cultivés à son profit; il peut concéder l'usage des terres disponibles, (vacantes ou conquises), soit pour s'y établir, soit pour y exercer les prérogatives de chef de la terre. (Suret-Canale, J., 1969: 117).

Il s'agit donc d'un contrôle et non d'une privatisation de la terre au profit de la classe dominante.

Cependant, dans son étude du Royaume burundais pré-colonial, Roger Botte (Botte, R., 1974: 605-626) démontre comment le contrôle politique de la terre par le pouvoir royal va permettre le développement de processus économiques pouvant conduire à la dépossession de la terre d'une partie des paysans qui forment alors une classe exclue des moyens de production. Ces paysans ne possèdent plus que leur force de travail et se voient contraints pour survivre de se placer au service d'un shébuja (protecteur, patron, maître). Il constate de plus que la destruction des rapports lignagers antérieurs a eu pour effet de rendre les rapports aîné-cadet secondaires dans la société burundaise: l'exploitation y est donc indépendante des rapports de parenté.

On ne peut non plus parler de classe des esclaves. En effet, la condition d'esclave ou de captif, répandue en Afrique, avait un contenu juridique particulier et n'impliquait pas un rôle déterminé à priori dans la production. Selon Suret-Canale et la plupart des auteurs acceptant l'idée de classe dans ces sociétés à état, la classe exploitée fondamentale est la paysannerie qui englobe hommes "libres" tributaires et

captifs. La classe exploitante est formée d'aristocraties: tribales, militaires, y compris certaines catégories de captifs royaux chargés de fonctions publiques.

Le problème évident est donc celui d'appliquer à un tel contexte le concept de mode de production asiatique. Nous allons examiner comment Suret-Canale a résolu cette difficulté.

Il définit le mode de production asiatique d'une manière générale qui lui a valu bien des critiques. Selon lui,

La structure économique-sociale caractéristique du mode de production asiatique se limite à la coexistence d'un appareil de production fondé sur la communauté rurale, propriété collective de la terre à l'exclusion de toute forme de propriété privée et de l'exploitation de l'homme par l'homme sous des formes qui peuvent être extrêmement diverses mais qui passent toujours par l'intermédiaire des communautés. (Suret-Canale, J., 1969: 128).

Il minimise donc la place accordée en général aux grands travaux collectifs entrepris par l'état dans ce mode de production. Marx lui-même avait souligné particulièrement ce rôle de l'état dans le mode de production asiatique. Suret-Canale soutient que la société définie par le mode de production asiatique s'est développée comme société de classes sur la base de la propriété tribale. Selon lui, les fonctions économiques d'état n'en constituent jamais l'essence: "L'essence de l'état, c'est son rôle coercitif pour surmonter les antagonismes sociaux et maintenir "l'ordre social" fondé sur la dominance d'une classe". (Suret-Canale, J., 1969: 120). L'état est donc réduit à un organe répressif. C'est selon nous un des points faibles de sa démonstration dans la mesure où la répression ne peut être, en aucun cas, le seul rôle imparti à l'état quelle que soit la société.

Selon l'auteur, c'est le commerce qui fut l'élément décisif permettant la consolidation des premiers états d'Afrique tropicale: Mali, Ghana, Gao, Kanem-Bornou... bien qu'on ne puisse pas déduire de cela leur formation. Ces états reposent sur la combinaison d'une confédération tribale, avec à la tête le roi ou le chef de la guerre, et d'un marché dont il assure la sécurité et dont il tire une part substantielle de ses revenus. A la question de savoir si le rôle joué par l'état comme instrument de l'exploitation de classe, est un élément déterminant du mode de production asiatique, Suret-Canale répond en montrant que dans les sociétés africaines à état, l'appareil d'état comme structure spécifique "ne s'est pas dégagé, dissocié de la société qui l'a engendré. Les fonctions étatiques relèvent, comme partout, de la 'superstructure' de la société: mais l'appareil qui remplit ces fonctions ne se distingue pas de la classe dominante, et fait donc partie de la 'base' même de la société. (Suret-Canale, J., 1969: 124). Ainsi est créée l'apparence du rôle exceptionnel de l'état qui en fait n'intervient que comme une conséquence des caractéristiques du mode de production asiatique et non comme déterminant.

Dans un tel système, la contradiction fondamentale entre l'exploitation de classe et le maintien de la propriété collective de la terre ne peut se résoudre d'elle même. En effet, l'augmentation de l'exploitation renforce les structures fondées sur la propriété collective car elles constituent le cadre dans lequel s'effectue le prélèvement du surplus. Le dépassement de la contradiction ne pourra s'effectuer qu'en marge du système par le développement de la fortune privée individuelle à partir du

commerce, sinon, nous avons un phénomène de stagnation caractérisant le mode de production asiatique.

L'analyse de Suret-Canale eut bien des retentissements et le nombre de ses détracteurs est important. Néanmoins, c'est sans doute Catherine Coquery-Vidrovitch qui s'est révélée la plus intéressante en avançant l'hypothèse d'un mode de production africain. Elle reproche à Suret-Canale sa définition du mode de production asiatique qu'elle juge trop générale pour être opérationnelle. Cette définition a de plus le désavantage de supprimer l'essentiel, à savoir la désignation de l'élément moteur de l'exploitation au sein de ces sociétés. Selon Coquery-Vidrovitch, on ne trouve pas de mode de production asiatique en Afrique car il lui manque son élément dynamique: l'esclavage généralisé.

Le mode de production asiatique et le mode de production africain sont caractérisés tous deux par la présence de communautés villageoises d'auto-subsistance. Mais, alors que dans le mode de production asiatique on a le despotisme et l'exploitation directe par esclavage interposé, dans le mode de production africain, on rencontre une bureaucratie surimposée qui n'intervient qu'indirectement sur la communauté.

Le village, à condition de transmettre son tribut au chef de district ou de province, gérait à sa guise la vie de la collectivité; les anciens assuraient de plein droit le culte des ancêtres du clan; le chef de terre attribuait de sa propre autorité au chef de famille et à chaque génération son domaine cultivable... Il n'était même pas besoin de fournir au souverain un contingent de travailleurs des plantations ou de

porteurs de caravanes, charges généralement assurées par les esclaves royaux razzisés en pays étrangers. Les obligations les plus fréquentes se limitaient à l'enrôlement dans l'armée. (Coquery-Vidrovitch, C., 1969: 76).

Selon l'auteur, le mode de production africain se définit par la combinaison d'une économie communautaire patriarcale et de l'emprise exclusive d'un groupe sur les échanges à longue distance. Il serait, selon Coquery-Vidrovitch, abusif de ne chercher qu'au niveau de l'apport des forces productives d'auto-subsistance le moteur de l'évolution des sociétés africaines car "l'Afrique noire est sans doute le lieu du monde où l'agriculture était le moins susceptible de produire de la plus-value, les techniques agricoles et artisanales étant particulièrement rudimentaires". (Coquery-Vidrovitch, C., 1969: 70). En fait, le despote africain exploitait moins ses sujets que les tribus limitrophes. Les prélèvements majeurs de cette classe "provenaient de l'extérieur du territoire, grâce aux raids annuels ou à des transactions commerciales pacifiques qui assuraient l'accaparement des produits à des taux très inférieurs à leur valeur". (Coquery-Vidrovitch, C., 1969: 72). Il ne faut cependant pas déduire de cela que les rapports exploiters-exploités n'existaient pas au sein de la société à état; c'est cependant du commerce à longue distance qui provenait la majeure partie du surproduit.

Pour prévenir le reproche évident de privilégier le mode de circulation des biens aux dépens du mode de production pour expliquer les rapports sociaux, l'auteur avance une explication à notre sens peu convaincante. Elle souligne en effet que "le problème fondamental n'était

pas de transporter les marchandises, mais bien de se les procurer - en quelque sorte de les 'produire'". (Coquery-Vidrovitch, C., 1969: 71).

Ces formes de production abâtardies étaient de deux sortes: la guerre, ou les échanges pacifiques avec les peuplades voisines, "circulation 'exogène' que l'on peut assimiler à une forme de production, par opposition à la circulation à l'intérieur d'une société donnée". (Coquery-Vidrovitch, C., 1969: 71).

Reconnaissons cependant à ce modèle le mérite de mettre en lumière le rôle important du commerce à longue distance et ainsi de briser le mythe de l'isolement des sociétés africaines. Il met aussi en lumière les différences entre le mode de production asiatique et le mode de production qui régnait dans les sociétés africaines. Nous reprochons cependant à Coquery-Vidrovitch d'unifier arbitrairement des types de pouvoir différemment articulés avec l'élément lignager. Ne pas distinguer, par exemple, entre les sociétés sans état et les sociétés à état, c'est, selon nous, procéder à un amalgame qui ne peut déboucher que sur la stérilité. Nous avons vu précédemment que même au niveau des sociétés sans état, des distinctions s'imposent entre les divers stades.

Il semblerait aussi qu'elle minimise un peu trop l'exploitation au sein de chaque société et met trop de poids sur le commerce extérieur. Quant à l'esclavage, s'il ne fut pas généralisé à toute l'Afrique pré-coloniale, il y fut assez fréquent pour être considéré comme un élément important. Certes, nous ne voulons pas retourner à la solution "boîteuse"

de Suret-Canale. Pour trouver une réponse satisfaisante aux problèmes réels que pose l'application du concept de mode de production asiatique à l'Afrique, il faut se tourner vers Samir Amin.

Suret-Canale, conscient des limites du concept, écrivait:

La notion de 'mode de production asiatique' prend une valeur extrêmement générale s'appliquant à un stade traversé par un grand nombre de sociétés humaines et dont l'Afrique pré-coloniale nous offre des exemples sur une large partie de son territoire.
(Suret-Canale, J., 1969: 128).

Il ajoutait que "le terme géographique d'asiatique"... ne dégageant pas l'essence du mode de production ainsi qualifié apparaît désormais comme tout à fait impropre". En note on pouvait lire: "On a proposé l'expression de 'mode de production tributaire' qui met l'accent sur la forme d'exploitation dominante dans ce mode de production..." (Suret-Canale, J., 1969: 128). Samir Amin reprend là où Suret-Canale s'était arrêté.

Il met l'accent sur les analogies profondes qui caractérisent les grandes sociétés de classes pré-capitalistes. Il appelle le stade qui suit le mode de production communautaire, mode de production tributaire. C'est un stade qui selon lui, caractérise toutes les civilisations fondées sur:

- 1) un développement des forces productives importantes: une agriculture sédentaire qui peut assurer plus que la survie, un surplus substantiel et garanti, des activités non-agricoles (artisanales) mettant en oeuvre un équipement de connaissances techniques et un outillage

- (à l'exception de machines) varié;
- 2) des activités improductives développées correspondant à l'importance de ce surplus;
- 3) une division en classes sociales fondée sur cette base économique; et
- 4) un état achevé qui dépasse la réalité villageoise. (Amin, S., 1979: 17).

Ce stade évidemment, se présente dans une grande variété de formes, mais, selon Amin, l'extraction du sur-travail y est toujours commandé par la dominance de la superstructure à l'intérieur d'une économie où domine la valeur d'usage. C'est le mode de production tributaire qui caractérise ce stade, le féodalisme, le mode de production dit "asiatique" n'en sont que des variantes. Il faut, de plus, à ce stade, par-delà les rapports de production immédiats, considérer les rapports d'échange aussi bien internes qu'externes qui font intervenir la problématique des rapports marchands.

Dans ces sociétés où domine le mode de production tributaire, la lutte des classes oppose les producteurs paysans à la classe de leurs exploiters tributaires. Amin soutient que cette lutte "occupe toute l'histoire des formations tributaires autant en Asie ou en Afrique qu'en Europe". (Amin, S., 1979: 61). C'est d'ailleurs cette lutte qui expliquerait en partie la politique extérieure de la classe tributaire. Celle-ci cherche à compenser ce que les luttes de classes internes aux sociétés qu'elle exploite lui fait perdre; elle se tourne alors vers l'expansionnisme.

Ce modèle, en plus d'avoir l'avantage d'être unificateur, démontre la validité universelle des concepts fondamentaux du matérialisme

historique. Nous pensons ainsi avoir montré à partir de cette analyse schématique d'oeuvres de chercheurs marxistes que le concept de classes sociales, malgré les formes diverses qu'il prend au travers des écrits, s'applique aux sociétés pré-capitalistes et justifie ainsi la phrase de Marx: "L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte de classes". (Marx, K., Engels, F., 1973: 30).

Le fait de démontrer l'existence de classes en Afrique pré-coloniale ne se limite pas à satisfaire une quelconque curiosité de chercheur. Argumenter sur le passé de l'Afrique, c'est du même coup entrer directement dans les débats fondamentaux portant sur l'Afrique contemporaine. En effet, la plupart des hommes politiques africains soutiennent que les sociétés traditionnelles étaient non classistes: à partir de cette affirmation, ils prétendent qu'il n'existe aucune classe dans les sociétés contemporaines africaines. On est surpris à ce niveau de trouver un consensus entre les leaders dont les liens avec l'impérialisme sont de notoriété publique et ceux que l'on peut qualifier de progressistes. Les exceptions sont rares.

Sékou-Touré de Guinée offre un cas particulier. Après avoir pendant longtemps défendu la thèse des sociétés pré-coloniales non classistes, il parle en 1965 des sociétés traditionnelles féodales. Néanmoins, il nie l'existence de classes antagonistes en Guinée aujourd'hui (Touré, S., 1965: 130) et "rejette formellement le principe de la lutte des classes, moins par conviction que par volonté de sauver à tout prix la solidarité

africaine, seule susceptible de nous conduire à la virtualité de notre destin". (Touré, S., 1959: 23).

On peut être surpris de cette "volonté" de nier les luttes des classes comme si le principe invoqué pouvait être adopté ou rejeté selon le bon vouloir des dirigeants. Pour Sékou Touré, comme pour la plupart des hommes politiques africains, la contradiction principale se place au niveau mondial entre colonisateurs et colonisés, nations impérialistes et peuples prolétaires: les luttes internes des sociétés africaines ne sont plus perçues que comme secondaires. "The anti-colonialist and anti-imperialist struggle represents, in reality, in the framework of a group of nations, the national form of the class struggle between... nations which oppress and exploit other peoples and the peoples of the exploited and oppressed nations". (Touré, S., 1960: 384).

Cette conception de la lutte entre nations impérialistes et peuples dominés semble s'inspirer de celle de Lénine concernant l'impérialisme mais en même temps la déforme à cause du rejet des notions fondamentales du marxisme concernant la division de classes à l'intérieur des formations sociales. On peut noter, dans le même ordre d'idées, l'utilisation quelque peu tronquée de la thèse de Samir Amin qui met l'accent sur les luttes au niveau mondial mais ne nie pas les luttes de classes au niveau national.

Selon Madëira Keita du Mali, "although we obviously cannot assert that Negro African society is a classless society... we do say that

the differentiation of classes in Africa does not imply the diversification of interests and still less an opposition of interests". (Keita, M., 1969: 34).

Quant à Senghor, il maintient qu'au Sénégal il n'y a pas de classes au sens réel du terme: il n'y a que des groupes sociaux. Selon lui, les inégalités économiques actuelles dans son pays sont dues au colonialisme. Il reconnaît un certain mouvement vers la formation de classes, mais prétend que celui-ci peut être enrayé. (Senghor, L.S., 1961: 5)..

Nyéréré de Tanzanie soutient purement et simplement que le concept de classe ne s'applique pas à l'Afrique: "Here, in this continent, the nationalist movements are fighting a battle of freedom from foreign domination, not from domination from any ruling class of our own". (Nyéréré, J.K., 1962: 21).

Il faudra attendre 1970 pour que Kwame Nkrumah, alors éloigné du pouvoir, écrive Class struggle in Africa, ouvrage dans lequel il avance: "... it was not until the era of colonial conquest that a europeanized class structure began to develop with clearly identifiable classes of proletariat and bourgeoisie. This development has always been played down by reactionary observers, most of whom have maintained that African societies are homogenous and without class division..." (Nkrumah, K., 1970: 22). Notons que durant son temps au pouvoir, Nkrumah aussi niait l'existence de classes antagonistes au Ghana.

Comment expliquer un tel consensus qui, selon nous, et c'est le but de notre travail de le démontrer, repose sur des propositions fausses? Le fait de nier l'existence de classes justifie pour beaucoup l'institution du parti unique, symbole, selon les dirigeants, de l'unité nationale. Il semble cependant que reconnaître cela n'est que répondre de façon partielle à la question. Il serait naïf de limiter le rôle de cette idéologie au seul désir des chefs d'état de se maintenir au pouvoir. Il y a selon nous des raisons plus profondes expliquant ce consensus. C'est au niveau des structures mêmes qu'il faut chercher les motifs qui font que la plupart des leaders africains imposent le parti unique et nient l'antagonisme de classe pour le justifier.

Sans entrer dans une analyse détaillée qui fera l'objet de chapitres subséquents, nous pouvons déjà noter que depuis les indépendances, des bourgeoisies de nature essentiellement administratives et politiques sont apparues dans des pays africains. Leur pouvoir ne reposait sur aucune base économique solide. Dans ces pays, les industries étaient souvent à l'état embryonnaire, et quand elles existaient, étaient aux mains d'étrangers. Ces classes montantes vivaient surtout des échanges avec l'extérieur, source principale du revenu de l'état, et n'avaient pas, à ce moment là, la capacité de se substituer aux groupes étrangers dans la gestion économique. Selon Bertrand, "Les tentatives d'éviction brutale de ces groupes entraînent donc le plus souvent des catastrophes économiques immédiates suivies de troubles politiques et de la mise en place d'un nouveau régime plus sensible aux intérêts 'bien compris' de la bourgeoisie d'état". (Bertrand, H., 1975:14). Ainsi, les dirigeants, qu'ils le veuillent ou non, sont

contraints de compromettre avec les groupes capitalistes qui contrôlent l'économie de leur pays et doivent s'engager du même coup à assurer les conditions favorables à l'accumulation du capital. Pour remplir ce contrat, cette classe, de par son assise économique faible, se voit contrainte de régner sans partage. "L'instauration généralisée des partis uniques correspond beaucoup plus à la concrétisation institutionnelle de la domination de fait de la classe bureaucratique en formation, qu'à la mise en place de fronts de lutte représentant les diverses couches sociales". (Bertrand, H., 1975: 15).

Une fois le concept de classe évincé, ce fut le concept d'élite que l'on appliqua à l'analyse des sociétés africaines. Ce concept, loin d'avoir une neutralité descriptive, est au contraire chargé idéologiquement. Il participe parfaitement à une vision libérale de la société. En effet, il implique que les membres qui la constituent possèdent des qualités individuelles supérieures, et que seules ces qualités leur ont permis à avoir accès aux niveaux les plus hauts.

Bottomore, qui a analysé ce concept en profondeur, note que son origine n'est pas dénuée de signification:

Their original and main antagonist was, in fact, socialism, and especially marxist socialism. As Mosca wrote: "In the world in which we are living, socialism will be arrested only if a realistic political science succeeds in demolishing the metaphysical and optimistic methods that prevail at present, in social studies..." This 'realistic science', which Pareto, Weber, Michels and others in different ways helped to further, was intended above all to refute Marx's

theory of social classes... As Meisel so aptly comments: 'elite' was originally a middle-class notion... (in the marxist theory)... the proletariat is to be the ultimate class which will usher in the classless society. Not so. Rather, the history of all societies, past and future, is the history of its ruling classes... there will always be a ruling class, and therefore exploitation. This is the anti-socialist, specifically anti-marxist bent of the elitist theory as it unfolds in the last decade of the 19th century. Elitist theories also oppose socialist doctrine in a more general way, by substituting for the notion of a class which rules by virtue of economic and military power the notion of an elite which rules because of the superior qualities of its members. (Bottomore, T.B., 1966: 17-18)

En plus de tout cela, ce concept est à notre sens statique et a-historique. Il ne peut en aucun cas servir d'instrument pour l'analyse du changement social. En masquant les forces qui président à ce changement dans les sociétés africaines, il devient un instrument des classes au pouvoir au niveau national dans la mesure où la dichotomie élite éclairée et masse ignorante justifie elle aussi la domination du parti unique. Dans ce cadre, il est aisé pour le pouvoir en place de faire passer toute opposition comme une manifestation irrationnelle orchestrée par quelques groupuscules irresponsables ou bien des forces étrangères. La répression est ainsi parfaitement justifiée. Quant aux intérêts impérialistes, ils se trouvent directement protégés par ces régimes répressifs.

CHAPITRE II

LES FORMATIONS SOCIALES AFRICAINES

SONT-ELLES DUALISTES?

L'Afrique a la réputation d'être une terre de contrastes. Le moindre séjour sur le continent a tôt fait de le confirmer. Une vision dichotomique s'impose presque d'elle-même à tout observateur. Le contraste le plus apparent général à l'Afrique noire est celui qui oppose le secteur dit moderne à celui que l'on nomme traditionnel.

Le secteur moderne, la plupart du temps, est situé en milieu urbain, et plus particulièrement dans la capitale, véritable cité phare avec ses immeubles modernes, son aéroport, ses hôtels internationaux, ses banques, ses commerces, ses usines. A quelques kilomètres de ces hauts-lieux de l'occidentalisation on entre sans transition dans le secteur traditionnel au sein duquel les populations semblent vivre en auto-subsistance suivant un rythme de vie et des coutumes millénaires.

Dans ces conditions, "l'utilisation du modèle dualiste comme système explicatif des sociétés des pays en voie de développement est devenu un phénomène de plus en plus courant et persistant dans les sciences sociales". (DeCosta, M., 1970: 69) Le succès des modèles dualistes dans l'analyse des formations sociales africaines ne devrait pas nous étonner; ils ne paraissent, en fait, que systématiser ce que nous révèle l'observation la plus superficielle. Il est bien évident que l'analyse des classes sociales en Afrique noire va être tout particulièrement influencée par l'adoption ou le rejet de ce modèle.

Après une analyse critique du modèle formulé par W. Arthur Lewis (Lewis, W.A., 1954: 139-91), nous présenterons certains auteurs qui, tout en s'éloignant du modèle "pur" de Lewis, restent malgré tout influencés par certains éléments fondamentaux de celui-ci. Nous essaierons aussi de montrer, le cas échéant, les incidences d'un tel parti-pris théorique sur l'analyse des classes sociales en Afrique par ces auteurs.

L'antithèse du modèle dualiste est certainement la théorie développée par Gunder Frank (Frank, A.G., 1969) sur le développement du sous-développement dans le système capitaliste mondial. Dans un ouvrage récent (Frank, A.G., 1978), il généralise à l'Afrique les conclusions tirées de son étude sur l'Amérique latine. Il démontre ainsi que loin d'être dualistes, les formations sociales de ces continents sont pleinement capitalistes depuis la date à laquelle elles furent colonisées par les européens. Nous tenterons de montrer en quoi cette thèse, inapplicable à l'Amérique latine selon Laclau (Laclau, E., 1977), ne peut en aucun cas être pertinente à l'analyse des formations sociales africaines.

Dans la dernière partie de ce chapitre, nous tenterons de montrer que les formations sociales d'Afrique noire ne sont ni dualistes, ni entièrement capitalistes, mais doivent être définies comme une articulation de modes de production dont l'un est dominant.

C'est chez Lewis que nous trouverons une des formulations les plus "pures" du modèle dualiste appliqué aux formations sociales du tiers-monde.

Dans ce modèle, le système économique comprend deux secteurs distincts: le secteur capitaliste et celui d'auto-subsistance.

Le secteur capitaliste peut être soit sous le contrôle d'intérêts privés, soit sous celui de l'Etat. Il se caractérise par un certain développement industriel et surtout par l'existence de grandes unités agricoles dont les activités sont essentiellement axées vers l'exportation.

Quant au secteur traditionnel d'auto-subsistance, il se caractérise par l'agriculture familiale et d'autres activités économiques à petite échelle. Ce secteur est perçu comme stagnant aussi bien au niveau de la production (investissements très faibles, technologie rudimentaire) qu'à celui de la capacité de créer de nouveaux besoins et de nouvelles valeurs chez les individus.

Dans les sociétés occidentales, les secteurs progressistes et traditionnels sont complémentaires (ils ont une origine plus ou moins commune et leurs différences ne les rendent pas nécessairement incompatibles). Au contraire, les secteurs modernes et traditionnels des sociétés africaines n'ont pas été engendrés par un processus commun de changement des sociétés locales. Le secteur modernisant est le résultat de l'introduction de la puissance coloniale à un moment donné de l'histoire des sociétés capitalistes. En s'imposant à elles, cette puissance a introduit et forcé un secteur qui reflète ses propres caractéristiques et objectifs. Ainsi, les deux secteurs en présence n'ont pratiquement rien en commun.

Une série d'institutions sociales assurent en permanence le déséquilibre économique entre ces deux secteurs. La question fondamentale des salaires, soulevée par l'auteur, le montre bien. Selon Lewis,

The wage which the expanding capitalist sector has to pay is determined by what people can earn outside that sector... Men will not leave the family farm to seek employment if the wage is worth less than they would be able to consume if they remained at home. (Lewis, W.A., 1954: 148-9).

Les conséquences de cette logique sont multiples. Une des principales "is that capitalists have a direct interest in holding down the productivity of the subsistence workers. Thus, the owners of plantations have no interest in seeing knowledge of new techniques or new seeds conveyed to the peasants". (Lewis, W.A., 1954: 149).

Ainsi, les seuls contacts entre les deux secteurs selon Lewis, se résument à l'offre de travail fournie par le secteur capitaliste. Cette offre se caractérise par un degré d'élasticité exceptionnel. Chaque appel du secteur moderne fait accourir une foule d'ouvriers additionnels qu'on embauchera et débauchera selon les besoins, avec la même facilité. "Dans ce modèle le processus de croissance est entièrement le fait du secteur commercialisé avec régression parallèle du secteur 'naturel' et tendance à l'absorption complète de celui-ci par celui-là". (Kula, W., 1970: 8).

Selon Lewis, l'émergence d'un secteur capitaliste dans les pays sous-développés est une condition nécessaire à leur développement. C'est

dans le secteur moderne que sera généré le capital destiné aux investissements. Il maintient qu'en aucun cas ce capital ne peut venir de l'agriculture. Les fonds générés dans ce secteur sont utilisés à l'achat de terres dans la mesure où les valeurs et les normes de la société traditionnelle font obstacle à la pensée économique rationnelle qui est la caractéristique fondamentale du secteur moderne de la société où, selon les tenants du dualisme, "les normes et les valeurs des individus tendent à s'orienter vers le changement, le progrès, les innovations et la rationalité économique (c'est à dire le calcul des plus grands bénéfices aux moindres coûts)". (Stavenhagen, R., 1973: 12).

Selon cette thèse, les deux secteurs de la société qui se rencontrent ou s'affrontent dans la mesure où l'un se nourrit de la destruction de l'autre, ont leur propre dynamique. La société archaïque change à partir d'impulsions venant de l'extérieur. La société moderne au contraire, engendre ses propres développements.

Ainsi, dans ses grandes lignes, la thèse de la société dualiste s'exprime en soutenant l'existence de la dualité entre un secteur traditionnel et un secteur capitaliste dans les sociétés du tiers-monde en général et de l'Afrique en particulier. Elle affirme qu'il subsiste dans la majeure partie de l'Afrique une structure sociale et économique pré-capitaliste qui constitue la base de groupes sociaux attachés à perpétuer ces rapports pour ne pas perdre leur position sociale avantageuse. Par ailleurs, il existerait des noyaux épars de l'économie capitaliste dans lesquels opèrent

les classes entreprenantes et progressistes. Il ressort de cette analyse que le secteur rétrograde constitue un obstacle au développement de ces pays et doit donc être éliminé pour être supplanté par le capitalisme que développent les groupes sociaux les plus entrepreneurs et cela dans l'intérêt général des populations africaines.

Cette brève présentation du modèle dualiste tel qu'élaboré par Lewis nous permet déjà d'avancer certaines critiques à son égard.

En fait, la distinction tranchée entre les deux secteurs et leur opposition radicale doivent susciter certaines réserves. La stagnation totale du secteur traditionnel acceptée par Lewis comme une évidence ne va pas de soi. P.T. Bauer le montre bien:

Small-scale agriculture is often far from stagnant. The emergence of the production of cash crops by individual producers has often been a key instrument in economic development and there is often important capital formation in this type of agriculture. Many under-developed countries (and agricultural sectors of other countries) have progressed very rapidly over the last few decades; they are still at low levels because they have only recently been caught up in the stream of material progress. A low level is quite compatible with even a rapid rate of change, if the process has begun only comparatively recently and has started from a very low level. (Bauer, P.T., 1956: 633-4).

W. Kula critique de plus la distinction rigoureuse des deux secteurs fondée, selon Lewis, sur la répartition des entreprises. Kula avance que la gestion des entreprises dans la plupart des pays du tiers-monde est de nature bi-sectorielle. Il en déduit que "la délimitation des deux secteurs... ne revient pas à répartir en deux catégories les

diverses entreprises, elle passe souvent par l'intérieur de chacune d'elles, au point que l'on peut parfois raisonnablement douter de l'appartenance de telle ou telle grande propriété au secteur capitaliste". (Kula, W., 1970: 10).

Pourtant, le modèle dualiste n'a pas manqué d'inspirer directement ou indirectement de nombreux chercheurs qui ont analysé les sociétés africaines contemporaines. L'un des plus fidèles à la thèse de Lewis est Luis Beltran qui joint au concept de dualisme celui de pluralisme. Selon la définition de Beltran, le dualisme implique l'existence d'un secteur modernisant et de plusieurs secteurs traditionnels. Les formes du pluralisme sont, elles, déterminées par "cette mosaïque de sociétés traditionnelles incorporées aux unités territoriales créées par l'Europe expansionniste du XIXe siècle qui cohabitent aujourd'hui, à des degrés divers d'intégration, dans les systèmes para-modernes selon leur perméabilité et leur capacité d'adaptation à des nouvelles situations sociales, culturelles, politiques et techniques". (Beltran, L., 1969: 95).

Beltran aménage cependant tant soit peu la théorie de Lewis. Alors que ce dernier comme la plupart des théoriciens du dualisme, place celui-ci principalement au niveau économique, Beltran se limite à l'analyse au niveau culturel qu'il présente comme déterminant.

Nous considérons qu'un système est dualiste lorsqu'on décèle dans la société une scission entre secteurs culturels (avec leurs projections respectives dans les autres aspects de la vie sociale) dont l'un est d'origine locale et constitué par une ou plusieurs cultures autochtones engagées à divers degrés dans la "détraditionalisation" et dont l'autre, fondée sur une culture étrangère, teintée d'apports autochtones, oriente le dynamisme du système tout entier. (Beltran, L., 1969: 100).

Nous pensons qu'en plaçant les éléments déterminants au niveau du culturel, Beltran se condamne à sous-estimer les liens essentiellement économiques qui, au long de l'histoire, ont façonné l'unité profonde des sociétés africaines. Certes, les différences culturelles ne sont pas négligeables, et nous verrons dans les prochains chapitres qu'elles peuvent avoir des conséquences importantes au niveau aussi bien économique que politique.

Pourtant, comme le souligne Marx, c'est le mode de production de la vie matérielle, c'est à dire l'infrastructure, qui conditionne en dernière instance le processus de vie sociale, politique et intellectuelle en général. Beltran, lui, privilégie la superstructure et ne perçoit comme déterminant du sous-développement qu'un blocage culturel.

L'influence des cultures et des techniques étrangères se fait sentir dans n'importe quel système politique moderne, mais dans les systèmes paramodernes africains, il n'y a pas de culture nationale qui soit en mesure d'assimiler, d'une manière relativement uniforme et plus ou moins harmonieuse, les éléments extra-locaux et qui soit apte à traduire les impératifs du développement qu'impose l'édification d'un système moderne. Le dualisme se définit en fonction d'une situation culturelle. (Beltran, L., 1969: 100).

En résumé, pour ces auteurs, le sous-développement des pays du tiers-monde en général et de l'Afrique en particulier, est un état originel que le développement du secteur capitaliste élimine de façon graduelle. Ainsi, le développement du capitalisme dans les pays africains apparaît

comme un phénomène extrêmement bénéfique pour toute la population à court et à long terme. Ajoutons que si le développement du capitalisme est le facteur déterminant pour le développement de tous les pays, il est aussi spontané dans le sens où sa dynamique ne dépend que des forces du marché.

Notre attention va maintenant se porter sur deux chercheurs qui, tout en se démarquant des tenants du dualisme, tels Lewis ou Beltran, restent malgré tout influencés par ce modèle. Cette influence apparaît tout particulièrement déterminante, à notre sens, au niveau de leur analyse des classes sociales en Afrique noire.

Bien que Balandier conserve l'idée de deux secteurs, à l'inverse des auteurs précédents, il est loin de faire l'apologie du capitalisme. Il souligne en effet que

les instruments du progrès économique sont pour la plupart introduits du dehors: ils imposent une discontinuité brutale par rapport aux moyens traditionnels de production, par rapport aux relations sociales que ces derniers impliquaient... De tels foyers de modernisme apparaissent longtemps comme des éléments 'étrangers'; ils créent une rupture brutale entre milieu industriel et milieu traditionnel... le 'coût social' du progrès paraît encore plus lourd que dans le cas des sociétés d'Europe occidentale ayant accompli la première révolution industrielle. (Balandier, G., 1971: 198).

Selon Balandier, la dépendance qui résulte de l'histoire du continent africain ne peut être imputée à la nature même de ces sociétés car c'est sous-estimer d'une part "le jeu des forces internes qui auraient opéré pleinement dans le cadre d'une histoire non soumise aux dominations extérieures;

d'autre part, les incidences d'une subordination qui opère au détriment de ceux qui la subissent et introduit une coupure dans le devenir des sociétés dominées". (Balandier, G., 1971: 119).

A l'inverse des auteurs précédents, Balandier ne propose pas une vision des sociétés pré-capitalistes comme stagnantes, et, en ce sens, confirme les hypothèses que nous avons développées dans le premier chapitre. Dans son analyse, il déduit que leur potentiel de développement s'est trouvé anihilé par la pénétration du capitalisme. Loin de faire obstacle passivement à cette pénétration, ces sociétés résistent et offrent ainsi un blocage actif.

Les sociétés "traditionnelles" depuis peu ouvertes au procès de transformation rapide... sont maintenant considérées sous l'aspect de sociétés "problématiques" où le débat de la tradition et de la modernité s'exprime avec la plus forte intensité et où le développement en reste encore au stade de l' "essai". C'est en elles que semble se montrer avec le plus grand grossissement le phénomène d'aliénation au passé... Le blocage est si résistant que la tradition se trouve vigoureusement mise en cause et que la transformation des structures n'est souvent attendue que de l'entreprise révolutionnaire. (Balandier, G., 1971: 80-1).

Balandier avance même que ces structures traditionnelles, par réaction, peuvent avoir de nombreux effets en retour sur le secteur capitaliste. C'est de cette interaction que peut naître selon lui l'innovation. Ainsi, des deux secteurs, l'un n'est pas destiné à disparaître au profit de l'autre, mais au contraire, l'auteur prévoit à long terme une sorte de symbiose entre les deux. La distinction des deux secteurs qu'il maintient est donc due au caractère récent de la pénétration capitaliste.

Dans un tel schéma, la contradiction fondamentale se situe entre "l'affirmation d'un monde contraint aux mutations... et d'un autre côté, la reconnaissance d'une sorte de 'verrouillage' des sociétés actuelles par les multiples agents de conservation". (Balandier, G., 1971: 80). Ici, nous constatons que Balandier se rapproche sensiblement de Beltrán qui situait les éléments déterminants au niveau superstructurel.

Notre but n'est pas de reprendre en totalité une analyse complexe aux facettes multiples. Nous noterons cependant les limites d'une pensée impuissante à déboucher sur une analyse structurelle globale et systématique des formations sociales africaines. Balandier, s'inspirant de l'approche systémique, opère par touches multiples, qui, bien souvent, débouchent sur des intuitions stimulantes qui ne font pas l'objet d'analyses en profondeur. Ce parti-pris méthodologique le conduit à négliger toute vue d'ensemble dans laquelle les éléments structuraux fondamentaux seraient articulés. L'impression qui domine est donc celle que donne une pensée hétérogène où se mêlent les différents niveaux d'analyse sans que l'un paraisse nettement déterminant.

Il nous semble cependant que la partie de son étude consacrée aux classes sociales en Afrique noire est sous-tendue par l'idée (jamais directement exprimée) que les sociétés africaines sont dualistes.

Selon Balandier, ces sociétés se caractérisent par la diversité des situations et l'hétérogénéité due à la présence d'éléments d'âges différents. L'économie moderne s'est établie par îlots, alors que le

secteur traditionnel de subsistance coïncide avec des régions étendues. De cette domination essentiellement territoriale, il s'ensuit, selon Balandier, que les différenciations sociales qu'expriment les nouveaux rapports de production sont apparues tardivement et donc, n'ont que très peu d'impact à l'heure actuelle. La distinction ville-campagne qui recoupe la distinction fondamentale modernité-tradition est plus fructueuse que la distinction de classe. N'avance-t-il pas dans une entrevue accordée à Jeune Afrique qu'il n'est "pas possible de dire qu'actuellement les classes soient devenues des acteurs privilégiés de la vie sociale en Afrique"? (Ulysse, N., 1977: 41).

Ainsi, les luttes en Afrique (troubles, complots, coups d'état...) seraient déterminées par trois ordres de faits:

- la résurgence des antagonismes tribaux ou religieux (les effets se font sentir au niveau des deux pôles de la société);

- la compétition pour le pouvoir au-dedans de la nouvelle classe des dirigeants et des bureaucrates;

- l'existence de deux pôles (modernité et tradition) qui sont nécessairement reliés. Au niveau de ces liens naissent des contradictions ou plutôt, dans l'esprit de Balandier, des "désajustements" dus aux dynamiques différentes du secteur moderne et du secteur traditionnel.

Balandier, comme la plupart des chercheurs qui mettent en évidence un dualisme plus ou moins subtil et nuancé, penche tout naturellement vers une analyse des sociétés africaines en termes de stratifications sociales, et met tout particulièrement l'accent sur les relations qu'entretiennent les diverses strates avec le pouvoir. "Les rapports de production

(modernes) n'ont pas encore acquis, en Afrique, le rôle déterminant qu'ils ont eu et ont en Europe. L'explication doit être recherchée ailleurs: "là où se définissent les relations entretenues avec le pouvoir". (Balandier, G., 1971: 280).

Comme on le voit, dans l'étude de la stratification sociale, il semble que pour Balandier, à l'instar de Beltran, la superstructure soit déterminante en dernière instance. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce problème particulier dans un chapitre subséquent.

Dans son analyse des classes et stratifications sociales en Afrique, Claude Rivière, qui se place dans une perspective comparable à celle de Balandier malgré les différences, pense pouvoir résoudre le problème que pose la dualité et l'hétérogénéité complexe des formations sociales africaines.

D'autre part, en raison de la coexistence de structures économiques et sociales d'âges différents, les stratifications revêtent des aspects multiples, ce qui interdit des interprétations trop simplistes. Le dualisme économique (économie archaïque, économie moderne) ne correspond pas à la division ville-campagne, il est lisible même dans les structures agraires (agriculture de plantation, agriculture de subsistance). Mais les deux structures économiques sont désormais interdépendantes à tel point que l'une ne pourrait subsister sans l'autre. Beaucoup estiment que le secteur archaïque de la société dualiste représente le sous-produit d'un certain développement économique localisé et limité régionalement. En raison même de ce dualisme (voire pluralisme) plusieurs systèmes de stratification coexistent dans les pays sous-développés plus ou moins intégrés dans la structure globale. (Rivière, C., 1978: 30).

Il rejette ainsi les analyses marxistes qui

parviennent mal à expliquer le fonctionnement d'ensemble des rapports de classes; car ceux-ci découlent des rapports de production, lesquels réfèrent non pas à un seul système de production, mais à un mixte de système traditionnel pré-capitalisme ou anté-capitaliste plus ou moins désintégré, de système capitaliste local parfois en formation, de système capitaliste de monopoles internationaux non intégré d'origine exogène... (Rivière, C., 1978: 44).

Nous noterons au passage que Rivière semble refuser une telle hétérogénéité aux sociétés du centre qui seraient dotées, selon lui, d'un capitalisme plus ou moins pur. Nous verrons plus avant ce qu'une telle conception -- à notre sens fausse -- peut avoir comme conséquences. De plus, en ne poussant pas à fond son intuition de l'interdépendance des secteurs du fait que le secteur "archaïque" est le produit du secteur "capitaliste", il se condamne à recourir à des systèmes de stratifications pour l'analyse des classes sociales en Afrique. Il met l'accent sur l'hétérogénéité de ces sociétés et, en ne dépassant jamais cette constatation, il fait d'un phénomène inhérent à toutes les sociétés, un problème dans le cas particulier de son analyse.

Pour résoudre ce problème, il puise à la fois dans la sociologie marxiste qui insiste sur les classes, et dans la sociologie fonctionnaliste qui parle plutôt de stratification. Il se propose en fait d'en extraire des éléments qui puissent se compléter et prétend enfin que les deux courants marxiste et fonctionnaliste peuvent se rejoindre (Rivière, C., 1978: 37). Cette tentative nous paraît vouée à l'échec dans la mesure où les concepts de chacune de ces théories n'existent pas isolément, mais uniquement en rapport avec les autres concepts formant la théorie: chaque élément n'a de sens qu'en rapport avec le tout. C'est ce tout, qui est l'unité dans la diversité de la société globale, que se voient contraints de négliger les

tenants du dualisme aussi subtil] soit-il. Pourtant, reconnaissons à Rivièrè le mérite d'avoir entrevu un des éléments essentiels qui nous permettront de dépasser le dualisme et que d'autres auteurs, tels Stavenhagen, vont développer.

Stavenhagen, qui place l'économie comme déterminante, montrera les fausses évidences sur lesquelles est construit le modèle dualiste. Il note avec raison qu'il existe effectivement de grandes différences sociales et économiques au sein des sociétés sous-développées. Il rejette cependant le concept de dualisme pour essentiellement deux raisons. D'abord, parce que les deux pôles de la société sont le résultat d'un processus historique unique, et ensuite parce que les rapports entre les deux secteurs représentent le fonctionnement d'une seule société globale dont les deux pôles font partie intégrante.

Bien entendu, Stavenhagen développe son argumentation à partir d'exemples tirés de l'Amérique latine. Il nous est possible, tout en restant fidèle à sa démarche, d'en reprendre les grands points et de constater leur applicabilité au contexte africain.

Un des épisodes les plus dramatiques du continent africain -- l'esclavage des noirs exportés d'Afrique pour travailler sur les plantations de canne à sucre au Brésil ou dans les Antilles -- répondait essentiellement aux besoins d'une économie marchande orientée vers les marchés européens. Une fois la traite des noirs abolie pour des raisons plus économiques que morales, ce fut le commerce de l'huile de palme qui devint florissant. Vers

la fin du XIXe siècle, la plus grande partie de l'Afrique occidentale était sur la voie d'une reconversion à une économie d'exportation d'une monoculture: cacahuètes ou autres oléagineux. Ceci est loin d'être la caractéristique d'une économie fermée d'auto-subsistance. L'exploitation minière, encore rare, se développait dans le centre et l'est du continent. Il apparaît clairement que l'économie dite traditionnelle s'était convertie en grande partie en pôles subsidiaires des centres dynamiques. Les mines et surtout l'agriculture d'exportation répondaient, elles, aux besoins des métropoles coloniales.

Comme nous le verrons plus en détail, une des constantes de l'économie coloniale fut la recherche d'une main d'oeuvre bon marché, et en ce sens, Lewis a raison. Ce fut évidemment la main d'oeuvre indigène qui eut à remplir ces fonctions. Les moyens utilisés pour amener la population à travailler pour les colonisateurs furent multiples, et le recours à la violence était plus que fréquent. Nous sommes donc loin des auteurs dualistes qui mettaient en avant comme moteur du changement les lois du marché capitaliste. Ainsi, pour reprendre les termes de Stavenhagen,

Les conditions "féodales" de travail et de vie de la majorité de la population indigène paysanne servaient précisément à réduire au minimum les coûts de production des mines et de l'agriculture coloniales. Le "féodalisme" dans les rapports de travail peut donc être considéré comme une fonction du développement de l'économie coloniale dans son ensemble qui, elle-même, faisait partie du système mercantile mondial. (Stavenhagen, R., 1973: 15).

Samir Amin ajoute, à propos des sociétés africaines:

La société traditionnelle dans ces conditions est déformée au point de n'être plus reconnaissable; elle a perdu son autorité; elle a pour fonction principale la production pour le marché international dans des conditions qui, parce qu'elles l'appauvrissent, lui ôtent toute perspective de modernisation radicale. Cette société "traditionnelle" n'est donc pas en transition (vers la modernité); elle est achevée comme société dépendante, périphérique, en ce sens bloquée". (Amin, S., 1972: 774)..

Samir Amin fait en quelque sorte une critique radicale de la thèse de Balandier pour qui les sociétés traditionnelles sont en transition vers la modernité. Il ne fait pas de toute, selon Samir Amin, que le capitalisme n'était pas destiné à n'apparaître qu'en Europe. Il aurait pu aussi bien apparaître en Asie, en Afrique... La seule raison pour laquelle il ne fut pas "inventé" dans ces continents c'est qu'il s'est constitué d'abord en Europe, et que pour développer son capitalisme, elle a dû bloquer l'évolution normale des autres continents. Cela l'a conduit à susciter, en Afrique en particulier de véritables phénomènes de régression (par exemple le passage de sociétés tributaires à des sociétés d'auto-subsistance). (Amin, S., 1978: 287).

Ainsi, dans le continent Africain, le sous-développement (nous définirons le développement comme la capacité de transformer son changement en histoire) a suivi et non précédé le développement. Le sous-développement actuel de ces régions n'est bien souvent que le résultat d'une main-mise étrangère, directe ou indirecte, sur les activités des pays de ce continent. Il apparaît donc, que l'important n'est pas l'existence de deux "sociétés", c'est à dire, de deux pôles qui contrastent en termes d'indices socio-économiques,

mais les rapports entre les diverses instances propres aux divers modes de production qui forment la société globale.

En plus d'être pourvoyeuses de main d'oeuvre à bon marché, les zones archaïques sont, en général, exportatrices de matières premières bon marché vers les centres urbains et l'étranger. Pour ces raisons et bien d'autres, les régions sous-développées tendent à se sous-développer davantage; d'où le cercle vicieux que Frank nomme le développement du sous-développement.

Faut-il en conclure pour autant que l'Afrique noire est pleinement capitaliste? Cette thèse, concernant l'Amérique latine, fut soutenue par Gunder Frank. Il affirme cependant, dans un ouvrage récent: "... les facteurs fondamentaux du développement capitaliste mondial du sous-développement que nous avons mis en évidence en Amérique latine, en Asie et au Moyen Orient ont également joué en Afrique aux XIXe et XXe siècles". (Frank, A.G., 1978: 206).

En ce sens, Frank pourrait soutenir que le sous-développement actuel ne peut s'expliquer par la dynamique interne des sociétés africaines. Le sous-développement de l'Afrique, comme celui de l'Asie ou de l'Amérique latine, résulte des relations entre le centre développé et la périphérie sous-développée.

To extract the fruits of their labour through monopoly trade - no less than in the times of Cortez and Pizarro in Mexico and Peru, Clive in India, Rhodes in Africa, the "Open Door" in China - the metropoli destroyed and/or totally transformed the earlier viable social and economic systems of these societies, incorporated them into the metropolitan dominated world wide capitalist system and converted them into sources for its own metropolitan capital accumulation and development. The resulting fate for the conquered, transformed or newly acquired established societies was and remains their decapitalization, structurally generated improductiveness, ever increasing misery for the masses - in a word, their underdevelopment. (Frank, A.G., 1969: 225).

Il apparaît donc, que le modèle dualiste doit être rejeté dans la mesure où le système capitaliste a pénétré jusqu'aux parties les plus reculées du monde sous-développé.

On peut déduire de ce qu'avance Frank, qu'à l'instar des autres continents sous-développés, l'Afrique est capitaliste depuis le début de la colonisation.

Une telle affirmation a une importance capitale dans la stratégie de la lutte des classes pour le changement radical. En effet, si l'Afrique est capitaliste car intégrée au système impérialiste mondial, la lutte doit se faire pour un passage direct au socialisme, et non pas pour détruire un secteur traditionnel persistant, faisant obstacle au développement capitaliste et à l'apparition d'une bourgeoisie autochtone.

Both in the bourgeois and the supposedly Marxist version of the dual society thesis, one sector of the national economy, which is claimed to have once been feudal, archaic and underdeveloped as well, took off and became the now relatively developed advanced capitalist sector, while the majority of the population stayed in another sector which, supposedly remained as it was in its traditionally, archaic feudal, underdeveloped state. The political strategy usually associated with these factually and theoretically erroneous interpretations of development and underdevelopment is for the bourgeois the desirability of extending modernism to the archaic sector and incorporating it into the world and national market as well and for the Marxists the desirability of completing the capitalist penetration of the feudal countryside and finishing the bourgeois democratic revolution. (Frank, A.G., 1969: 225).

Sans entrer dans le détail de la critique de la théorie de Frank qu'effectue Laclau, nous dirons avec lui:

When Marxists speak of a democratic revolution sweeping away the vestiges of feudalism, they understand by feudalism something very different from Frank. For them, feudalism does not mean a closed system which market forces have not penetrated but a general ensemble of extra-economic coercious weighting on the peasantry, absorbing a good part of its economic surplus, and thereby retarding the process of internal differentiation within the rural classes and therefore the expansion of agrarian capitalism. (Laclau, E., 1977: 28).

Il apparaît donc qu'affirmer la persistance de relations de production pré-capitalistes dans le secteur agricole ne conduit pas nécessairement à opter pour le modèle dualiste. Laclau ajoute "It is... correct to confront the system as a whole and to show the indissoluble unity that exists between the maintenance of feudal backwardness at one extreme and the apparent progress of a bourgeois dynamism at the other". (Laclau, E., 1977: 33).

On peut donc, tout à la fois affirmer avec Laclau la persistance des rapports de production pré-capitalistes dans le secteur agricole et soutenir avec Frank que le développement capitaliste engendre le sous-développement.

Pour Frank ces deux propositions sont antinomiques car sa définition du capitalisme qui met l'accent sur l'existence d'un marché et l'extraction d'un surplus par les classes dominantes, exclut les relations de production. Ainsi peut-il assimiler au capitalisme des formes d'exploitation qui relèvent de modes de production pré-capitalistes. Nous dirons avec Laclau que la définition du capitalisme de Frank est non-marxiste car le capitalisme est avant tout un mode de production dans lequel les rapports de production sont les éléments déterminants de la sphère économique, elle-même déterminante du mode. Pour Marx qui a inspiré ces études, l'accumulation du capital commercial est compatible avec la plupart des modes de production et ne présuppose pas l'existence d'un mode de production capitaliste.

Nous devons donc rejeter, à la fois le modèle dualiste et en partie la théorie de Frank lorsqu'il affirme que les pays sous-développés sont devenus pleinement capitalistes dès l'arrivée des colonisateurs européens.

Enfin, à l'inverse du capitalisme monolithique de Frank, Laclau propose non pas un système dualiste dans la mesure où il parle d'une

unité indissoluble, mais un tout structuré et différencié: le "système économique" que nous nommerons pour notre part: la "formation sociale". Il est entendu que ce dernier concept en plus des dimensions économiques que suggère celui de Laclau comprend aussi des dimensions idéologiques et politiques.

Au niveau des relations de production, déterminantes pour tout marxiste, il existe en Afrique des éléments pré-capitalistes qui ne sont ni exogènes au capitalisme, ni sur le point de disparaître parce qu'anachroniques.

Laclau pour l'Amérique latine et Rey (Rey, P.P., 1978) pour l'Afrique démontrent que le marché extérieur, loin de dissoudre les modes de production pré-capitalistes, les a au contraire renforcés et consolidés. Ce phénomène fondamental qui, comme nous le verrons, ne peut être mis à jour qu'à partir d'une perspective historique, est à notre sens une des clés qui permettent l'analyse des formations sociales africaines contemporaines.

Selon Poulantzas (Poulantzas, N., 1974: 10), toute formation sociale comporte plusieurs modes de production ayant une articulation spécifique et dont un mode est dominant. L'analyse de Marx dans le Capital porte sur le mode de production capitaliste en quelque sorte à l'état "pur". Aucune formation sociale, malgré ce qu'ont l'air de suggérer les écrits de Rivière, n'a atteint un tel stade, pas même les Etats-Unis. Laclau et Rey ont montré, au contraire, que le capitalisme utilise d'autres modes de

production pour faciliter l'accumulation du capital.

En ce qui concerne la question des classes sociales, fondamentale à notre étude, on peut dire que chaque mode pris isolément comporte deux classes qui sont présentées dans leur détermination politique, idéologique et économique. Il y a la classe exploiteuse dominante au niveau des trois instances et la classe exploitée dominée. Dans une formation sociale où au moins deux modes de production sont articulés, il y a plus de deux classes. Ce qui est important de noter, c'est que les deux classes fondamentales par où passe la contradiction principale sont celles du mode de production dominant de cette formation. Il conviendra donc de déterminer quel est le mode de production dominant à l'intérieur des formations sociales africaines. Cela nous renvoie à la problématique de l'articulation des modes de production que nous allons tenter maintenant de développer compte-tenu de la nouveauté du concept.

CHAPITRE III

LES FORMATIONS SOCIALES EN TANT
QU'ARTICULATION DE MODES DE PRODUCTION

Précisons, dans un premier temps, que toute formation sociale, quelle qu'elle soit, est formée d'une articulation de modes de production, même si dans certaines d'entre elles, telles les Etats-Unis et en général celles du centre, le mode de production capitaliste tend à devenir exclusif. Ajoutons que dans les formations sociales du centre, le capitalisme a émergé de conditions qui leur étaient essentiellement internes.

Introduire le concept d'articulation de modes de production et vouloir l'appliquer aux formations sociales africaines dans lesquelles le mode de production capitaliste fut, en quelque sorte, importé, nous conduit à aborder un des problèmes importants de la sociologie du développement à savoir: l'impact relatif des facteurs internes à ces formations sociales et celui des facteurs externes liés à l'impérialisme dans la transformation des formations sociales africaines. N'oublions pas que notre étude est centrée sur les classes sociales et leurs luttes et donc, que les problèmes du changement en général et de la transformation en particulier, sont au coeur même de cette analyse.

L'intérêt porté aux formations sociales africaines s'est souvent manifesté dans le cadre d'études qui les débordaient, en particulier, celles traitant de l'impérialisme et de sa conséquence majeure: le développement du sous-développement. Ces formations sociales furent englobées dans des ensembles tels: la périphérie, les pays en voie de développement, le Tiers-Monde, etc... Le caractère global de ces études a souvent conduit les chercheurs à ne considérer la lutte des classes qu'au niveau

international, dans la mesure où la contradiction principale était toujours placée entre: centre/périphérie, pays développés/pays sous-développés. Les études de ce type sont multiples et leur intérêt ne doit pas être minimisé. Convenons cependant qu'elles restent d'une portée limitée en ce qui concerne l'analyse du changement et de la lutte des classes au sein des formations sociales africaines. En privilégiant les facteurs externes à ces formations, on a souvent sous-estimé et parfois ignoré les facteurs internes, économiques, mais aussi politiques et idéologiques qui président à la dynamique de ces sociétés.

Nous voulons donc rendre aux facteurs internes leur importance tout en tenant compte des facteurs externes et, en particulier, des effets de l'impérialisme qui n'agissent cependant que par leur intériorisation aux rapports de forces entre les classes propres à chaque formation sociale. Nous ne prétendons pas cependant que ces rapports de forces internes soient totalement indépendants des forces de l'impérialisme; nous pensons plutôt qu'il existe des rapports dialectiques entre les deux niveaux.

Pour mener à bien une telle entreprise nous devons nous défier de deux dangers toujours présents. L'un est le danger de la "grande théorie" qui, en enfermant le chercheur dans une logique formelle le coupe radicalement de la réalité. L'autre est la tentation du particularisme qui, sous prétexte de la spécificité des formations sociales, conduit le chercheur à se réfugier dans l'empiricisme le plus étroit.

Dans le chapitre précédent nous avons tenté de montrer qu'en ignorant la dimension historique de la pénétration du capitalisme en Afrique, ainsi que le processus de son implantation, certains auteurs ont pu être conduits à développer un modèle dualiste pour analyser les formations sociales africaines contemporaines. Cette thèse, pour les raisons invoquées plus haut, nous paraît fausse. Nous avançons, pour notre part, la thèse selon laquelle les divers modes de production au sein des formations sociales africaines sont articulés et que l'un d'entre eux est dominant.

Cette articulation entre un ou plusieurs modes de production pré-capitalistes et le mode de production capitaliste est essentiellement un processus et doit donc être analysée dans une perspective historique. Il est bien évident que l'analyse des tendances du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale en général et de l'impérialisme en particulier bien qu'indispensable, ne peut suffire à caractériser cette articulation.

En effet, la pénétration forcée de ce mode et la nature de son "contact" avec les modes de production pré-capitalistes ont dépendu autant des tendances de ce mode que de celles des modes qu'il a "rencontrés". C'est en ce sens que l'analyse des modes de production pré-capitalistes nous a parue essentielle.

Dans ce chapitre nous nous proposons d'analyser la nature de l'articulation des modes de production en Afrique noire. Nous nous aiderons pour cela des écrits de certains auteurs tels: Rey, Bradby et

Foster Carter. (Rey, P.P., 1978) (Bradby, B., 1975) (Foster Carter, A., 1978). En nous appuyant sur une perspective historique nous tenterons de démontrer la dominance actuelle du mode de production capitaliste et cela malgré son implantation relativement récente. Nous montrerons aussi que le renforcement ou la destruction des modes de production pré-capitalistes dominés a dépendu en partie des caractères propres à ces derniers. Enfin, nous nous attacherons à faire ressortir les conséquences générales d'un tel phénomène sur la lutte des classes au sein des sociétés africaines.

Les formations sociales africaines, objet de notre étude, comportent donc plusieurs modes de production et se définissent par l'articulation spécifique de ces modes. Cette articulation n'est pas une donnée statique mais un procès, c'est à dire une lutte avec les alliances et les conflits essentiellement entre les classes que ces modes définissent.

Les formations sociales, toujours uniques, représentent le niveau le plus concret de l'analyse. Chacune est le produit d'une histoire spécifique qui ne peut être étudiée que dans sa singularité. Faut-il, en constatant cela, rejeter toute forme de construction théorique et se tourner vers l'empirisme? Balibar penche dangereusement dans ce sens à l'intérieur de son analyse sur la dialectique historique. Selon lui, le changement et en particulier sa forme la plus radicale; la transformation des formations sociales, relève de l'analyse de chaque formation sociale concrète et surtout de la lutte des classes qui s'y déroule. N'affirme-t-il pas:

Il n'y a de dialectique historique réelle que le processus de transformation de cha-
que "formation sociale" concrète, processus
 qui implique l'interdépendance réelle des
 diverses formations sociales (en lui don-
 nant la forme de la surdétermination inter-
ne du processus de transformation de cha-
que formation sociale)... elles (les formations
 sociales) sont en réalité le seul objet
 qui se transforme, parce que le seul qui
 comporte réellement une histoire de luttes
 de classes. (Balibar, E., 1974: 229).

Il déduit de ses arguments l'impossibilité de construire une
 théorie de la transformation des formations sociales. Seule reste possi-
 ble et fructueuse l'analyse de la lutte des classes au niveau de chaque
 formation spécifique. Ainsi en essayant d'échapper à un certain formalis-
 me, Balibar semble opter pour l'empirisme historique.

Pourtant, nous ne pensons pas qu'un rejet radical de la théo-
 rie soit la seule issue possible. Il existe bien des preuves démontrant
 que le recul théorique de Balibar ne s'impose pas. La plus éclatante
 que l'on peut citer à titre d'exemple est sans doute l'oeuvre maîtresse de
 Marx. Le Capital, qui reste encore un instrument précieux pour analyser
 notre monde contemporain dominé par le mode de production capitaliste.

A moins de considérer cette oeuvre comme l'analyse de l'émer-
 gence du capitalisme en Angleterre, interprétation que nous rejetons, on
 conviendra que l'analyse du mode de production capitaliste construit à
 partir de la réalité concrète par une opération d'abstraction est particu-
 lièrement fructueuse.

Cette analyse du mode de production capitaliste à l'état "pur" telle qu'effectuée par Marx nous livre la connaissance des divers éléments qui composent ce mode: forces productives, rapports de production, base, superstructure articulée en juridico-politique et idéologie ainsi que les rapports de correspondance et de contradiction qui constituent leur unité.

Cette connaissance formelle des modes de production toujours possible, est à notre sens une étape nécessaire et préalable à l'analyse d'une formation sociale quelconque au sein de laquelle plusieurs modes sont articulés. Remarquons qu'au sein de la formation sociale les modes de production, à cause de leur articulation, ne seront pas à l'état "pur", tels que nous les révèle l'analyse formelle. Cependant, comme le souligne Miguelez, la connaissance des éléments des divers modes, de leur tendance déterminante et de la temporalité de cette tendance s'avèrera indispensable lorsqu'on analysera les formations sociales concrètes car on ne peut étudier l'articulation des modes de production dans une formation sociale que si l'on a une connaissance de leur forme. (Miguelez, R., 1979: 12).

D'un autre côté il faudra toujours tenir compte des limites de cette connaissance formelle. En effet, dans la mesure où elle fait abstraction de l'articulation des modes de production on ne peut déduire de cette seule connaissance théorique le développement historique de cette articulation et pour tout dire l'historicité de la formation sociale.

Mais il y a plus. En effet, si une formation sociale se caractérise par une articulation de modes de production, l'un d'entre eux est dominant. Cela signifie que les autres modes de la formation existent sur la base de celui-ci et se modifient en fonction de ses nécessités structurales. Notons cependant qu'un tel phénomène ne se réalise pas sans conflits, sans réactions des modes dominés bien que la contradiction principale au sein de la formation sociale soit celle du mode dominant.

Si chaque mode, pris séparément, compte deux classes antagonistes il y aura donc plus de deux classes dans la formation sociale. Cependant, les deux classes fondamentales par où passe la contradiction principale sont celles du mode de production dominant. Précisons qu'il ne s'agit ici que de tendance. Il n'est pas impossible qu'à un moment donné, compte tenu d'une conjoncture particulière, la lutte dominante dans une formation soit entre d'autres classes que celles qui forment le mode dominant. C'est cependant au niveau de ce mode que les enjeux décisifs se dessinent: c'est en effet une modification en son sein (au niveau des instances ou de leur articulation) qui va constituer le point de départ du changement au sein de la formation. Cela, compte tenu du fait que les modifications déterminantes résultent nécessairement de la lutte des classes.

En ce qui concerne les conflits générés dans les sociétés, il nous faudra, comme le fait Balibar, distinguer entre les conflits d'ordre antagonique issus de contradictions irréconciliables et qui s'attaquent aux structures même de la société pour aboutir à la transformation des formations sociales, et les conflits d'intérêts trouvant leurs origines

à un niveau de surface, et qui, en ne mettant pas directement en danger la structure des rapports de production, peuvent toujours se résoudre par le compromis et la réforme.

Alors que Balibar définit les conflits entre classes ou fractions de classes sur la seule base matérielle et en ne considérant que le mode capitaliste dominant (Balibar, E., 1974), nous généraliserons ses propos aux conflits qui se situent au niveau des autres instances. Ainsi des conflits jugés d'intérêts au niveau économique pourraient être en fait des conflits antagoniques au niveau des autres instances.

Si l'on porte ces réflexions au niveau des formations sociales concrètes définies en termes d'articulation de modes, le problème se complique. En effet, chaque mode peut se définir comme une articulation d'instances dont l'économique occupe la place déterminante. Si dans le mode de production capitaliste, l'économique est à la fois déterminante et dominante (rappelons qu'une instance est dominante lorsque dans son rapport aux autres instances son effet consiste à assurer l'articulation du mode), il n'en est pas de même au niveau des autres modes pré-capitalistes dans lesquels, nous l'avons vu au premier chapitre, les instances politique et idéologique dominent. Ainsi, dans une formation sociale, selon la conjoncture, le conflit principal peut ne pas porter sur les structures des rapports de production ou sur la dominance d'un mode. Le conflit principal peut même se dessiner au niveau des classes d'un mode dominé et même souvent, comme nous le verrons, servir les intérêts de la classe dominante du mode dominant. Nous ne voulons pas ici tomber dans une sorte de combinatoire, notons cependant que l'analyse du mode de

production dominant et celle en particulier de son instance économique ne sauraient suffire à la compréhension des phénomènes structuraux qui se déroulent dans la formation sociale.

La question que l'on doit maintenant se poser est de savoir quel mode de production est dominant dans les formations africaines contemporaines. Cette question nous renvoie à une dimension historique: celle de la pénétration capitaliste du continent, et des divers stages de l'articulation de ce mode avec les modes pré-capitalistes.

Quiconque travaille sur la problématique de l'articulation des modes de production doit nécessairement se référer à l'œuvre de P.P. Rey qui est un des rares chercheurs à s'être penché sur ces questions de façon systématique. Notre intérêt sera d'autant plus vif qu'il prend pour cadre de recherche principalement le continent africain.

En centrant son analyse sur le procès d'articulation, Rey insiste sur la problématique de la transition au capitalisme. Il se propose de développer un seul cadre analytique permettant d'expliquer la transition du féodalisme au capitalisme en Europe et le procès d'articulation entre modes de production pré-capitalistes et capitaliste dans les pays actuels de la périphérie et en particulier ceux d'Afrique.

Le but de cette recherche est d'éclairer certaines questions politiques et surtout d'être, comme le suggère Rey lui-même, "non plus ... un outil à comprendre les formations sociales à travers de grosses bibliographies mais... un outil pour cerner les limites des classes en

présence au cours d'une lutte révolutionnaire et la nature de leurs alliances et de leurs contradictions" (Rey, P.P., 1978: 217). En de nombreux points de l'ouvrage il insiste sur le rôle de la théorie dans son rapport à la pratique:

La rupture avec l'idéalisme (en particulier sous sa forme structuraliste) passe par la science avec la conception du marxiste comme science extérieure aux luttes... En un autre sens, la rupture avec cette conception est aussi nécessaire pour sortir du spontanéisme le plus élémentaire qui en est le complément: celui d'après lequel aucune science n'est nécessaire, d'après lequel chaque prolétaire serait capable de redécouvrir tout seul dans chaque lutte ce que sa classe a découvert en deux siècles de pratique et de réflexion. La lutte contre ce spontanéisme et les manipulations qu'il permet à des bureaucraties diverses est une tâche importante de notre époque, mais elle ne peut être menée qu'à l'aide d'un marxisme vivant, débarrassé de tous ses aspects académiques et en particulier définitivement débarrassé du fétichisme des grands auteurs. (Rey, P.P., 1978: 212).

Selon Rey, le mode de production capitaliste a comme tendance de détruire tous les modes de production pré-capitalistes que ce soit dans les pays du centre ou dans ceux de la périphérie. Tous les rapports de production autres que capitalistes doivent disparaître. Cependant, il constate aussi que le capitalisme n'a pas les mêmes effets dans les pays développés et dans les pays en voie de développement. En effet, si dans les pays du centre la tendance à l'homogénéisation capitaliste semble en bonne voie, dans ceux de la périphérie les modes de production pré-capitalistes persistent. Comment expliquer cette différence?



Selon Rey il ne faut pas aller chercher la source d'un tel phénomène dans la mauvaise volonté de la bourgeoisie:

Cessons de reprocher au capitalisme le seul crime qu'il n'ait pas commis, qu'il ne pouvait pas commettre, contraint qu'il est par ses propres lois de toujours élargir l'échelle de sa production. Mettons nous bien dans l'esprit que toutes les bourgeoisies du monde brûlent d'envie de développer les pays "sous-développés". (Rey, P.P., 1978 : 16).

Selon lui, les instruments théoriques permettant d'analyser le blocage du développement capitaliste dans les pays de la périphérie se trouvent dans le Capital de Marx. Non pas dans les chapitres consacrés aux actuels pays sous-développés qui sont à la fois trop rares et de type journalistique, donc théoriquement moins riches. Ces réponses se trouvent dans la section réservée à l'analyse de l'articulation du mode de production capitaliste et du mode de production féodal en Europe même. Nous pouvons dire que Rey se propose d'analyser l'émergence "naturelle" du capitalisme en Europe et, à partir des éléments théoriques qu'il peut en déduire, être mieux en mesure d'analyser son implantation forcée dans les formations sociales de la périphérie. C'est, selon nous, le raisonnement qui justifie le détour que prend sa démonstration.

Sa thèse, que nous ne faisons qu'énoncer brièvement, est que Marx a commis une erreur en ce qui concerne la place et le rôle qu'il alloue à la rente foncière. En effet, Marx la considère comme partie intégrante du mode de production capitaliste, alors que Rey soutient, au contraire, qu'elle est l'expression économique d'un rapport de production

de type féodal. Elle serait donc, en quelque sorte, l'indice d'une articulation entre les modes capitaliste et féodal.

La phase de transition en Europe obéit à une double nécessité; celle du développement du capitalisme pour les propriétaires fonciers car c'est ce développement qui assure l'augmentation de leurs rentes. Aussi, nécessité du maintien de la propriété foncière sous une forme spécifique à cette période de transition, car elle est la seule capable d'approvisionner le secteur capitaliste en force de travail par l'expulsion des paysans (cf. le système des enclosures en Angleterre) d'une part et en marchandises agricoles d'autre part.

A partir d'une analyse de l'articulation des modes en Europe correspondant à la période de transition du féodalisme au capitalisme, Rey débouche sur une périodisation de cette articulation. N'oublions pas en effet qu'elle est essentiellement un processus.

En Europe, les trois étapes de l'articulation ont pris les formes suivantes:

Au premier stade le couple production paysanne-artisanat est en partie remplacé par le couple fermier-manufacture. A ce stade l'artisanat n'est pas totalement détruit parce que le mécanisme dominant n'est pas la compétition économique mais la propriété légale de la terre qui permet à des propriétaires fonciers d'expulser des paysans et créer ainsi une masse de prolétaires n'ayant à vendre que leur force de travail. De

plus, l'exigence d'une rente en argent impose aux fermiers de convertir une part importante de leur production agricole sur le marché.

Lors de ce premier stade les liens entre les deux modes se font surtout au niveau de l'échange et les interactions avec le capitalisme renforcent les modes antérieurs qui restent dominants.

Lors du second stage le développement du grand capital industriel détruit radicalement l'artisanat. Cela, à cause de sa pénétration dans certaines branches de l'agriculture. De ce fait, les paysans producteurs de vivres deviennent tributaires du marché capitaliste par leur approvisionnement en biens de production. Le capitalisme prend donc "racines", devient dominant, et les modes de productions pré-capitalistes lui deviennent donc subordonnés bien que le capitalisme ait toujours besoin d'eux.

Au cours de la troisième phase le capitalisme pénètre et détruit l'agriculture paysanne par la compétition. Les paysans ne peuvent échapper à cette concurrence à cause de leur dépendance du marché capitaliste.

Durant cette dernière phase de la transition la présence des propriétaires fonciers n'est plus nécessaire au capital ni pour son approvisionnement en force de travail ni pour celui des matières premières agricoles.

Ainsi, les trois étapes que Rey a pu développer à partir de l'analyse de l'articulation des modes de production en Europe vont lui servir de base à la formulation de propositions théoriques plus générales qui correspondent d'ailleurs aux trois phases du capitalisme décrites par Marx et Lénine.

Il y a d'abord la période manufacturière durant laquelle le capitalisme s'approvisionne en moyens de production auprès des autres modes pré-capitalistes. Durant cette phase, le capitalisme utilise ces modes sans s'attaquer à eux.

La deuxième période correspond à l'apparition de la grande industrie. Le capitalisme peut alors réaliser lui-même les moyens de production qui lui sont nécessaires. On notera que cette évolution n'affecte pas également tous les secteurs pré-capitalistes de la société dont les produits ont pour débouché le secteur capitaliste. Nous savons que ces produits se répartissent en deux sections; la section I des moyens de production et la section II des biens de consommation. Seul le secteur fournissant les moyens de production (selon Marx, la section I est fondamentale) sera profondément affecté. D'un autre côté, la production vivrière pourra rester pré-capitaliste dans une mesure plus ou moins grande selon le cas.

Enfin, le troisième stade, celui du capital financier, se caractérise par la capacité du capital d'envahir tous les secteurs de la société, et ainsi, d'être en mesure de produire tous ses moyens de production

et tous ses biens de consommation quelle que soit la formation sociale. Constatons que ce stade n'est atteint par aucune formation sociale. Seuls, selon Rey, les Etats-Unis s'en rapprocheraient le plus.

Si, au cours de la première phase le capitalisme n'est pas dominant, au niveau de la deuxième il l'est devenu car la reproduction de la formation sociale s'effectue alors à partir de ses nécessités structurales. Il utilise cependant le système des rapports de production des modes dominés pour assurer sa propre reproduction. La question reste d'expliquer les mécanismes par lesquels le mode de production capitaliste a pris "racines" dans les formations sociales périphériques africaines au sein desquelles, nous l'avons vu à l'intérieur du premier chapitre, les modes de production différaient du mode de production féodal. La propriété foncière, élément clé, selon Rey, dans la transition en Europe était quasiment absente en Afrique.

Le capitalisme ne peut donc naître au sein d'une formation sociale non capitaliste que du développement dialectique des rapports de production non capitalistes. Sa première apparition en un lieu donné, c'est à dire l'apparition de sa "condition fondamentale", la force de travail "libre", ne peut naître que de l'autodestruction des rapports de production antérieurs. C'est ce qui se produit avec la rente foncière. Mais avec les autres formations sociales, cela ne se produit pas naturellement... comment alors le capitalisme peut-il "prendre racines" dans de telles formations sociales? Il ne le peut que grâce à la mise en place de modes de production de transition qui naissent au sein de la formation sociale colonisée et se dissoudront le moment venu pour lui laisser la place. (Rey, P.P. 1978: 159).

Ainsi, dès lors qu'il n'y a pas de propriété foncière, comme en Afrique notamment, il faut créer des conditions "artificielles" pour réaliser ce que la propriété foncière effectuait d'elle-même. Ce sera le rôle du mode de production colonial qui devra assurer par des moyens extra-économiques le passage de la dominance d'un mode de production pré-capitaliste durant la période d'échanges à celle de la dominance du mode de production capitaliste.

Ce qui caractérise le mode de production colonial, selon Rey, c'est l'usage systématique de la violence. Cela, dans la mesure où le mode capitaliste ne peut devenir dominant naturellement et que la dissolution des anciens modes a lieu contre la volonté de leur classe dominante.

Avant d'entrer de manière plus spécifique dans l'analyse de l'articulation des modes en Afrique, il nous faut examiner certains points de la thèse de Rey.

Sans entrer dans le détail de l'analyse de la transition du féodalisme au capitalisme nous dirons que la démonstration de Rey frise souvent l'évolutionisme qu'il condamne cependant. Certes, il précise que le féodalisme n'a fait que mettre en place les conditions d'émergence du capitalisme, mais son texte est parsemé d'affirmations soulignant la nécessité de cette émergence à cause des seules structures du féodalisme. Les exemples sont multiples: "... le mode de production féodal a déjà été capable de créer en son propre sein, par le simple développement

dialectique de sa propre reproduction, les conditions de naissance pour la première fois au monde du mode de production capitaliste" (Rey, P.P. 1978: 89). Il parle ailleurs de la "nécessité de la transition du féodalisme au capitalisme" (Rey, P.P. 1978: 71), et aussi du fait que "la phase de transition ne peut être comprise qu'à partir des caractéristiques internes du mode de production dominant avant l'intrusion du capital". (Rey, P.P. 1978: 70).

Si on prend pour acquis, comme Rey, que l'étude du mode de production féodal est nécessaire pour expliquer l'émergence du mode de production capitaliste, cela nous conduit à défendre une conception linéaire de l'histoire dans laquelle les modes de production se succèdent nécessairement et dans un ordre immuable.

Sans entrer dans le détail d'une analyse qui nous entraînerait loin de notre propos, nous dirons avec Balibar:

L'analyse de l'accumulation primitive ne coïncide pas, et ne peut jamais coïncider avec l'histoire du ou des modes de production antérieurs connus par leur structure. L'unité indissociable que possèdent les deux éléments (capitaliste et prolétariat) dans la structure capitaliste est supprimée dans l'analyse, et n'est pas remplacée par une unité semblable appartenant au mode de production antérieur... la dissolution de l'un (des modes), c'est à dire l'évolution nécessaire de sa structure n'est pas identique à la constitution de l'autre dans son concept: au lieu d'être pensé au niveau des structures le passage est pensé au niveau des éléments. (Balibar, E., 1968: 187).

Ces éléments n'ont donc qu'une position marginale, c'est à dire non déterminante et se forment de façon indépendante. Il nous est donc impossible de déduire, à partir de l'analyse des contradictions internes au mode de production féodal, les structures du mode de production capitaliste.

Il n'en reste pas moins que la propriété foncière a joué un rôle important dans l'émergence du prolétariat. Nous ne pouvons cependant pas déduire de ses mécanismes la naissance du mode capitaliste. Elle a tout au plus créé les conditions d'émergence de certains de ses éléments. On ne peut pas dire par exemple que la classe capitaliste soit née de l'aristocratie foncière ou que le prolétariat soit formé uniquement de la masse des paysans expulsés des campagnes. De plus, le Moyen Age lui-même avait transmis deux espèces de capital: le capital usuraire et le capital commercial. L'articulation entre le capital marchand et usuraire, et les salariés s'est réalisée lorsque le capital marchand est devenu capital producteur à l'intérieur des manufactures.

Cette critique fondamentale n'aura cependant pas d'incidence majeure sur son analyse des phases d'implantation du mode de production capitaliste dans les pays en voie de développement car cette fois il ne s'agit plus d'une transition "naturelle" (précisons tout de suite que cette terminologie, à la lumière de la critique précédente doit être rejetée) mais d'une imposition venue de l'extérieur. Ajoutons que la première phase d'articulation analysée par Rey prend pour acquise la formation du mode de production capitaliste, dans cette phase nous nous situons donc

au delà du moment où a lieu ce que Balibar nomme la "trouvaille" qui permet aux éléments marginaux de se structurer et de former le mode de production capitaliste. En effet, selon lui

... la constitution de la structure est une "trouvaille"; le mode de production capitaliste se constitue en "trouvant" (Vorfinden) tout formés les éléments que combine sa structure (formes antérieures). Cette trouvaille n'implique évidemment nul hasard: elle signifie que la formation du mode de production capitaliste est totalement indifférente à l'origine et à la genèse des éléments dont elle a besoin, qu'elle "trouve" et qu'elle "combine". (Balibar, E., 1968: 192).

Si la démonstration de Rey concernant l'émergence du mode de production capitaliste en Europe, nous paraît à bien des égards inacceptable, nous ne pensons pas que cela affecte profondément son analyse de l'implantation de ce mode en Afrique.

Une des conséquences de ces erreurs est qu'en posant le passage du féodalisme au capitalisme comme "naturel" Rey ne considère pas le rôle de la violence comme fondamental lors de l'accumulation primitive. S'il n'en nie pas l'existence, il ne lui attribue cependant qu'un rôle secondaire. La violence est pour lui fondamentale dans l'émergence du capitalisme dans les pays de la périphérie où, due à l'absence de propriété privée de la terre et donc de rente foncière l'implantation du capitalisme n'est plus "naturelle" mais forcée.

A la lumière de la critique précédente selon laquelle la constitution du capitalisme en Europe n'est pas née des contradictions internes du féodalisme, on peut avancer que, comme pour l'introduction du capitalisme dans les formations sociales de la périphérie, la violence y a joué un rôle déterminant.

Reconnaître que l'usage de la violence n'est pas une caractéristique unique de la pénétration capitaliste à la périphérie, c'est du même coup reconnaître que le sous-développement des formations sociales africaines ne peut être expliqué par la seule résistance des modes de production pré-capitalistes. Il nous faut tenir compte du phénomène de l'impérialisme et dire que si "la bourgeoisie du monde brûle d'envie de développer les pays en voie de développement" c'est d'un développement dépendant qu'il s'agit, dans la mesure où, comme nous le verrons plus en détail, la reproduction du capital à l'intérieur de ces formations sociales est contrôlée par le capital financier métropolitain ou de plus en plus par le capital financier international. Nous dirons avec Foster-Carter:

The only concession Rey makes to the specificity of the third world is to the particularity of its pre-capitalist modes of production, and hence of its paths of transition to capitalism. Of course, he is right to stress this, and to criticize those (from Marx to Luxemburg) who see capital always as principal actor and pre-capitalism always as passive and formless victim. It is perfectly true that the character of the resulting social formation reflects not only the dynamics of capitalism but also those of the pre-capitalist mode--precisely, it is constituted by their articulation. Where Rey goes wrong concerns the manner of insertion of such social formations into a wider system. For the "history of capital itself" continues to be "written outside such social formation". (Foster-Carter, A., 1978: 60).

Comme nous l'avons déjà souligné bien des fois, donner de l'importance à la division internationale du travail et à l'accumulation du capital à l'échelle mondiale n'est pas nier le rôle fondamental des facteurs internes aux formations sociales, au contraire.

Nous allons maintenant tenter d'analyser le processus d'articulation des modes de production en Afrique. Cela nous permettra de nuancer l'analyse des trois phases d'articulation telle qu'effectuée par Rey.

Dans un premier temps eut lieu ce que les auteurs nomment la période de traite au début du XVe siècle, au cours de laquelle des sociétés échangeaient des biens et des hommes (il s'agissait d'esclaves et non pas de travailleurs vendant librement leur force de travail) contre d'autres biens fournis par le capital européen. Selon Rey les échanges n'auraient pas transformé les modes de production des biens exportés de l'Afrique, au contraire, ils auraient eu plutôt tendance à renforcer le système des rapports de production en place. Il n'y aurait donc pas eu à ce stade destruction des modes pré-capitalistes. Rey précise d'ailleurs en ce qui concerne les formations sociales européennes :

Le capitalisme ne peut jamais immédiatement et radicalement éliminer les modes de production précédents ni surtout les rapports d'exploitation qui caractérisent ces modes de production. Pendant toute une période, il doit au contraire renforcer ces rapports d'exploitation, dont le développement seul permet son approvisionnement en biens venant de ces modes de production ou en hommes chassés de ces modes de production et par la même contrainte de vendre leur force de travail au capitalisme pour survivre. (Rey, P.P., 1978 : 15-16).

Dans le cas de l'Afrique, on retrouve une situation semblable compte tenu du fait que la force du travail fournie par les modes de production pré-capitalistes est formée d'esclaves.

Pendant la première période, les modes de production pré-capitalistes sont dominants. Le mode de production capitaliste qui échange des biens avec les autres modes a une action semblable à celle d'un simple mode marchand: les intérêts de la classe dominante du mode de production dominant et ceux de la classe capitaliste sont complémentaires pendant une assez longue période.

Comment expliquer le renforcement des modes de production pré-capitalistes? La réponse de Rey est décisive pour comprendre la vraie signification de la période coloniale qui fera suite à cette période marchande.

Lorsque la formation sociale n'est pas capitaliste, l'échange des biens avec une formation capitaliste ne peut aboutir seul au développement du capitalisme au sein de cette formation. En effet, Marx souligne que si cet échange permet au capitaliste de s'approvisionner en biens de production, "la nécessité de les remplacer impose leur reproduction et en ce sens le mode de production capitaliste dépend d'autres modes de production restés étrangers à son degré de développement" (Marx, K. 1976, T1: 102). Comme cette reproduction a nécessairement lieu dans le cadre des modes de production pré-capitalistes, elle en favorise la reproduction et en particulier celle de leurs rapports de production.

Pourtant il nous semble que cette généralisation est fautive en ce qui concerne l'Afrique. Marx et Rey oublient de considérer trois éléments à notre sens fondamentaux: la nature de ce qui est échangé, les modalités de l'échange et les caractères propres aux modes de production pré-capitalistes.

L'exemple du Royaume du Kongo nous paraît tout particulièrement éclairant.

Le régime y était une monarchie centralisée de type tributaire. Le roi exigeait de ses sujets l'hommage et le tribut, la loyauté et une contribution matérielle à l'entretien de l'Etat: autant de façons de s'accaparer du surplus. Les habitants du royaume vivaient d'une agriculture rudimentaire et de l'artisanat. La terre appartenait à la communauté clanique. Un des caractères fondamentaux de cette société était un ensemble de mécanismes complexes qui, organisés autour de l'autorité royale, avaient pour but d'empêcher toute possibilité d'accumulation de richesses. Le roi avait seul le contrôle du commerce de longue distance; il avait le privilège de posséder un élevage d'animaux domestiques en nombre illimité; il avait aussi le contrôle de la monnaie, consistant en coquillages provenant d'une île à laquelle lui seul ou ses émissaires avaient droit d'accès. Cette monarchie centralisée n'allait pas sans problèmes.

Le Royaume du Kongo était divisé en six provinces et avait annexé des royaumes voisins tributaires du roi du Kongo et astreints à payer

un tribut tout en gardant une certaine autonomie politique. Les six provinces étaient gouvernées par les parents du roi. Ils avaient autorité sur les chefs de villages qui, eux, étaient responsables de la communauté villageoise et du tribut qu'ils devaient percevoir. Mais les distances et le mauvais état des chemins empêchaient un contrôle efficace permettant de renforcer l'autorité du roi. Ainsi on peut dire que le régime n'avait pas les moyens de sa politique qui ne pouvait pas ne pas être répressive malgré la place tenue par l'idéologie et surtout l'emprise que donnait à la classe dominante la maîtrise de la métallurgie du fer. D'où l'émergence de fréquentes révoltes dans les provinces les plus éloignées de la capitale. Des soulèvements nombreux avaient lieu; la plupart du temps orchestrés par les gouverneurs provinciaux pour obtenir l'autonomie de la province dont ils avaient la charge et ainsi pouvoir s'approprier le tribut destiné au roi.

De plus, au moment où les portugais arrivèrent en Afrique, les rois et les nobles de lignages patrilinéaires essayaient d'établir le droit de succession de père en fils, et peut-être par ce biais auraient-ils pu instaurer la propriété privée des moyens de production et utiliser l'excédent de la production à des fins commerciales. Autant de phénomènes internes au royaume qui minaient le pouvoir central lors de l'arrivée des européens en 1483.

Par ailleurs, l'impact au niveau idéologique de la religion catholique fut un des facteurs déterminants dans l'histoire du Kongo. N'oublions pas que dans la mesure où la superstructure est dominante dans les formations sociales pré-capitalistes, s'attaquer à l'idéologie c'est

du même coup miner l'instance qui assure l'articulation de la société. Les nobles comprirent rapidement que les armes à feu portugaises et la religion catholique pouvaient être utilisées par eux pour renforcer leur contrôle social politico-économique aux dépens de la propriété communautaire et de la succession avunculaire. L'opposition politique à l'alliance avec les portugais était donc presque toujours dirigée par le secteur de la noblesse qui défendait le maintien des structures de la société traditionnelle, telles que la religion animiste et la propriété communautaire.

Par voie de conséquence, la concentration du pouvoir politique aux mains de la fraction catholique de la noblesse africaine précipita la détérioration des structures sociales traditionnelles. Pour Dom Affonso, roi du Kongo, la chrétienté signifiait principalement pouvoir maintenir les relations commerciales avec les portugais et garantir, au profit de la couronne et d'un secteur de l'aristocratie africaine, une partie du bénéfice tiré du commerce des esclaves. Si les portugais envoyés du Portugal respectèrent, au niveau des échanges, la hiérarchie propre à la société kongolaise, les pirates portugais venus de l'île de Sao Tomé commencèrent la traite des esclaves à partir des provinces côtières de l'ouest du royaume. Ainsi, ces provinces, parmi les plus belliqueuses vis à vis du pouvoir central, et en particulier leurs gouverneurs, purent profiter de ces échanges et accumuler des richesses, entre autre des armes à feu qui échappaient au contrôle royal.

C'est cependant la traite des esclaves qui, à notre sens, eut les conséquences les plus désastreuses concernant les modes de production pré-

capitalistes en entraînant le dépeuplement massif de grandes régions du royaume. Notons que ce phénomène fut général à toute l'Afrique.

The slave trade had the effect of progressively differentiation within traditional society, since the slaves came from different social origins King Dom Affonso I himself mentioned this in his correspondance with the portuguese sovereign, Dom Joao III. He bitterly regretted that the merchants were capturing "children of our land, sons of our nobles and vassals" and reducing them to slavery. (DeAndrade, M., Ollivier, M., 1978: 8).

Plus loin, DeAndrade souligne que "the slaves raids were more fatal from the demographic point of view, than firearms on the battlefield" (DeAndrade, M. Ollivier, M., 1978: 8).

Sur la traite des esclaves se greffe de plus une petite bourgeoisie africaine non solidaire des autorités traditionnelles qui forme une classe qui jouera un rôle important dans la destruction de l'ancien ordre. Autant d'éléments nous invitant à nuancer et à éventuellement corriger les affirmations de Marx et surtout de Rey en ce qui concerne la première phase de l'articulation des modes de production.

En conclusion, nous pourrions dire que dans certains cas, la reproduction des biens de production du système capitaliste à l'intérieur des sociétés pré-capitalistes peut entraîner la décomposition de l'édifice social pré-capitaliste et non nécessairement son renforcement.

Avec l'avènement des bourgeoisies et de l'industrie concurrentielle, le mode de production capitaliste est devenu dominant en Europe. Marx dégage clairement les implications de cela: "Poussée par le besoin de débouchés de plus en plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il faut s'implanter partout, mettre tout en exploitation, établir partout des relations" (Marx, K., 1973: 35).

Sans entrer dans une analyse détaillée du phénomène de l'impérialisme qui suscita de nombreuses thèses parfois contradictoires, nous retiendront l'idée générale selon laquelle, avec la dominance du mode de production capitaliste dans certains pays d'Europe, surgit la nécessité de coloniser le monde, que ce soit pour résoudre la contradiction immanente entre la capacité d'expansion des forces productives et la capacité limitée d'expansion de la consommation sociale basée sur les rapports de production capitalistes (thèse de Rosa Luxemburg) ou pour dépasser l'impossibilité du capitalisme à créer un débouché pour son capital dans sa propre sphère productive (thèse de Lénine). Nous ne pensons pas que ces thèses doivent s'exclure mutuellement. Nous dirons avec Bradby: "Capitalism has different needs of pre-capitalist economies at different stages of development, which arise from specific historical circumstances, e.g. raw materials, land, labour-power, and at times of crisis, markets". (Bradby, B., 1975: 129).

Dans le cas de la deuxième période il ne s'agit plus du simple échange aussi destructeur soit-il de la période de traite, mais il faut maintenant pénétrer au plus vite (c'est à dire avant les autres puissances) ces divers pays et les mettre au travail: c'est le début de la course coloniale. "Il faut organiser, généraliser la production, mettre en place

le minimum d'infrastructure de transport et de commerce indispensable au bon fonctionnement de ces nouveaux circuits. Ceci impliquait un contrôle strict, direct, des populations pour les orienter vers les activités requises" (Bertrand, H., 1975: 17). Ce problème essentiel soulevé par Bertrand qui s'inspire largement de Rey fut celui que dut résoudre l'administration coloniale. Il s'agissait de créer les conditions d'émergences d'un prolétariat offrant "librement" sa force de travail en échange de produits mis sur le marché.

Pour arriver à ces fins, les moyens utilisés dans les pays africains furent multiples selon le type de mode de production pré-capitaliste en place. Au risque de simplifier une réalité complexe disons que dans un premier temps les solutions privilégiées furent de lever des impôts capitaux et d'établir un recrutement forcé; Basil Davidson souligne que le travail forcé était encore important en Angola à la veille de son indépendance. (Davidson, B., 1972).

Bien que la division et la complicité de certains chefs lignagers limitèrent les coups et heurts de ces programmes coloniaux, de nombreux autres se sentant menacés se dressèrent contre les autorités coloniales. Ce furent alors les périodes d'interventions militaires ayant pour but de "pacifier" les régions rebelles. Dans la plupart des cas, les sociétés lignagères s'inclinèrent devant la force pour continuer la lutte sous d'autres formes.

Mais les moyens cités plus haut se sont avérés dans l'ensemble insuffisants et, selon Nkrumah, une des solutions les plus efficaces fut, pour le colonisateur, de s'approprier de la terre en vue de déloger une partie des paysans. Il donne en exemple le cas du Malawi où, en 1892, plus de 60% de la terre appartenait aux colons, et les troisquarts étaient sous la direction de onze grandes compagnies dont les activités étaient orientées vers le marché extérieur (Nkrumah, K., 1970: 14).

Rey, pour sa part, analyse dans un ouvrage extrêmement riche le rôle catalyseur qu'a pu jouer la construction d'un chemin de fer au Congo (Rey, P.P., 1971). En effet, celui-ci permit la formation d'une main d'oeuvre libre, prête à vendre sa force de travail.

Donc le capitalisme bénéficie dans l'industrie de la main d'oeuvre arrachée à la terre pendant la période coloniale grâce à divers moyens extra-économiques. De plus l'artisanat des campagnes périlite et le capitalisme fournit les moyens de production extrêmement sommaires des paysans. Rey souligne d'ailleurs que le fait d'être contraint de les acheter sur le marché ne constitue pas un facteur d'intégration très solide de l'agriculture à l'univers capitaliste et marchand. De plus, le capitalisme n'a pas pénétré directement la production vivrière et le développement capitaliste de l'industrie et des villes reste en grande partie tributaire des modes de production pré-capitalistes en ce qui concerne l'approvisionnement vivrier. A cause de cela, l'expropriation des paysans a dû être limitée. Dans la période coloniale, ce contrôle fut possible dans la mesure où le système capitaliste dominait complètement la politique locale.

Ce contrôle sera plus difficile dans la période néo-coloniale suivante durant laquelle la classe dominante nationale du mode de production capitaliste, pour des raisons que nous analyserons plus loin, doit partager son pouvoir avec les classes dominantes des autres modes de production. La conséquence majeure de cela, c'est que le prolétariat naissant est instable et qu'il existe toujours en potentiel la possibilité d'un retour à la terre. Les liens entre les habitants des villes et leur milieu rural d'origine sont encore très solides et jouent un rôle très important dans l'approvisionnement en biens vivriers des citadins, et cela en dehors du marché à proprement parler capitaliste.

Ce prolétariat représente donc une main d'oeuvre extrêmement bon marché car sa survie repose pour une part sur le système lignager; la rémunération de sa force de travail n'est pas conditionnée par les critères de la reproduction sociale de cette force de travail.

Bertrand et Rey soulignent qu'à la période coloniale un des éléments ayant contribué à l'articulation spécifique des divers modes de production fut l'acceptation par le système lignager qu'une partie de la dot soit en argent, c'est à dire un élément qu'il ne dominait pas. Ainsi, une partie du processus de production lui échappait. Il acceptait par là même que des jeunes gens puissent aller vendre leur force de travail à titre privé à l'extérieur de l'unité de production lignagère. Même si les autorités lignagères parvenaient à contrôler une partie du salaire résultant de cette vente, il n'en restait pas moins qu'un courant irréversible

était amorcé et que les individus travaillant à l'extérieur du système lignager considéraient de plus en plus leur force de travail comme une propriété privée susceptible d'être vendue. Cela eut pour conséquence de donner une forme marchande à l'ensemble des rapports lignagers.

Il fut un temps cependant où les pouvoirs coloniaux eurent le choix entre poursuivre la destruction déjà amorcée des modes de production pré-capitalistes et appuyer les autorités lignagères en plus de celles qu'ils avaient eux-mêmes mises en place, et ainsi contribuer à la formation d'une société lignagère marchande, dominée par les rapports marchands et assurant elle-même, bon gré mal gré, l'approvisionnement en main d'oeuvre du mode de production capitaliste. Ce choix, en général, fut celui de l'ordre et du moindre frais, c'est à dire la coopération avec la hiérarchie lignagère, tout en s'assurant que le système lignager était placé dans une situation de dépendance par rapport au mode de production capitaliste et à la pénétration des rapports marchands.

Selon Bertrand, la pénétration du mode de production capitaliste n'est caractérisée ni par l'apport de techniques nouvelles, ni même par l'apport du capital, mais d'abord et avant tout par une transformation complète des rapports sociaux:

Cette mutation sociale suraccélérée, imposée par la force depuis l'extérieur, explique la complexité des sociétés africaines. Du mode de production lignager dominant et des rapports sociaux afférents, on est passé en moins d'un siècle, par étapes forcées avec la phase de transition dictatoriale qu'a été le mode de production colonial, au mode de production capitaliste dominant. (Bertrand, H., 1975: 93).

A la fin de cette période de transition les modes de production pré-capitalistes subsistent, mais dominés. Du fait de cette domination, ils ne sont plus tels qu'ils étaient durant la période précédente. Une partie de leur reproduction dépend, en effet, du mode de production capitaliste dominant.

Ainsi, les sociétés africaines sont formées par une articulation de modes de production dans laquelle le mode capitaliste est dominant. Cela se traduit par la pénétration progressive des rapports marchands et la formation de nouvelles couches sociales prolétarisables.

De plus, comme nous venons de le montrer, les rapports sociaux de type lignager viennent masquer en partie les rapports sociaux capitalistes, d'où une difficulté pour les classes opprimées de prendre conscience de leur situation d'exploitée. Il ne faudrait pas non plus sous-estimer l'importance des effets de retour des sociétés lignagères sur les rapports sociaux capitalistes.

Au cours de la période de transition coloniale et néo-coloniale qui suivit, la reproduction des modes de production pré-capitalistes n'est plus qu'un moment de la reproduction capitaliste. Elle est constamment restreinte alors que la reproduction capitaliste s'élargit constamment. Durant cette phase, le capital qui a pris racine dans la colonie et qui est devenu le mode dominant, dépend lui-même d'un capital étranger à qui il fournit les moyens de production, en particulier les matières premières, et dont il reçoit d'autres types de moyens de production tels que les

machines. De plus, le moment essentiel du procès de reproduction de ce capital est contrôlé par le capital financier métropolitain ou, le plus souvent, par le capital financier international. C'est la situation que l'on perçoit durant la période néo-coloniale.

Le fait que la bourgeoisie détentrice des moyens de production soit étrangère en majorité aura des conséquences importantes sur la croissance du capitalisme en Afrique. Le développement des rapports marchands ne se traduit pas par une augmentation équivalente des forces productives et de la production matérielle. Cela est dû principalement au transfert de plus-value vers les bourgeoisies des pays capitalistes. Cette économie n'a donc pas de cohésion interne. Elle n'apparaît logique qu'en fonction des intérêts de la bourgeoisie dominante. Christian Palloix affirme justement qu'

Il y a un mode de production capitaliste qui s'implante dans les formations sous-développées, mais l'organisation de la production est spécifique: elle n'est pas construite sur un mécanisme de reproduction sociale qui lui soit propre, elle est orientée vers la reproduction sociale des formations sociales capitalistes avancées. (Palloix, C., 1977: 173)

Tout en insistant sur les facteurs internes aux formations sociales sous-développées, cette dimension impérialiste nous semble importante pour étudier les classes, leurs alliances et leurs luttes dans les sociétés africaines, précisément du fait qu'il n'existe pratiquement pas de bourgeoisie autochtone possédant les moyens de production. La lutte des classes opprimées dirigée vers cette bourgeoisie étrangère se confond souvent avec la lutte nationale. Cette confusion fait le jeu des couches apprenti-

bourgeoises qui s'efforcent dans leur propre intérêt d'entretenir une certaine xénophobie. Ainsi, l'articulation entre les modes de production capitaliste et pré-capitalistes, et l'enchevêtrement des rapports sociaux capitalistes et pré-capitalistes qu'elle suscite, contribue à créer un flottement au niveau de la conscience de classe. Celui-ci est d'autant plus fort qu'il s'appuie sur des faits bien réels: entr'aide familiale, embauche tribale, avantages particuliers... autant d'éléments qui masquent les rapports sociaux. Le décalage entre les situations de classes objectives et la façon dont elles sont perçues subjectivement est accentué par le caractère relativement récent et forcé de la pénétration capitaliste. Pour analyser les classes sociales au Congo, Bertrand souligne deux écueils à éviter que l'on peut généraliser à l'étude des autres sociétés africaines.

Le premier consiste à nier le caractère dominé du mode de production lignager, c'est à dire à ne pas classer les divers groupes sociaux d'abord par rapport au capital et à surestimer donc le rôle objectif du système lignager aujourd'hui. Le deuxième consiste à sous-estimer le rôle subjectif du système lignager et à se contenter d'un classement objectif par rapport au capital... C'est la dialectique entre la situation objective et la façon dont elle est perçue subjectivement par les divers groupes sociaux qui fait l'histoire. (Bertrand, H., 1975: 95-96).

CHAPITRE IV

LA PERIODE MARCHANDE ³

Les deux périodes; pré-mercantiliste (jusqu'au 18e siècle) et mercantiliste (1600-1800), ont joué un rôle capital dans le développement du continent africain, et cela à plus d'un titre.

Dans le premier chapitre de notre travail nous nous sommes limité à analyser les structures des diverses sociétés africaines pré-capitalistes au niveau le plus général. Dans ce chapitre, nous nous attacherons plus particulièrement à analyser les effets du commerce sur ces sociétés.

En faisant cela nous ne prétendons pas privilégier le niveau des échanges par rapport à celui de la production. Nous voulons, au contraire, tenter de montrer leurs liens dialectiques..

Durant la période mercantiliste les formations africaines sont autonomes bien que leur développement s'effectue en relation étroite avec celui des formations du monde méditerranéen avec lesquelles elles commercent. C'est la période qui marque l'apogée du commerce transsaharien. Il s'agit pour nous de montrer que ce commerce, en fait, favorise le développement réel des forces productives et que dans ce cas particulier la traite des esclaves n'occupait qu'une place secondaire. Tout cela va changer durant la période suivante.

Samir Amin définit la période mercantiliste comme:

celle au cours de laquelle se constituent les deux pôles du mode de production capitaliste: d'une part, la prolétarianisation résultant de la dégradation des rapports féodaux et d'autre part, l'accumulation de la richesse argent. Lorsque, avec la révolution industrielle, les deux pôles se réunissent, la richesse argent deviendra capital et le mode de production capitaliste prendra sa forme achevée. (Amin, S., 1972: 762).

Durant cette période, à la différence de la précédente, l'Afrique se trouve intégrée dans un système mondial au sein duquel elle a pour rôle de fournir la main d'oeuvre servile, c'est à dire des esclaves, pour les plantations d'Amérique. Elle perdra alors peu à peu son autonomie et deviendra la périphérie de la périphérie du système.

Alors que la période pré-mercantiliste avait participé au renforcement et à la centralisation étatique de nombreux royaumes africains, la période mercantiliste va marquer au contraire la fin du développement de ces sociétés, la destruction des structures nécessaires à leur autonomie, la dispersion tribale, et parfois la naissance de structures nouvelles mais faisant partie d'un système qui va faire de l'Afrique noire un continent sous-développé de la périphérie.

Nous nous attacherons aussi à analyser la période précédant la conquête coloniale. Avec la Révolution Industrielle en Europe, la traite des esclaves, élément clé du commerce de la période mercantiliste,

disparaît. Au commerce des esclaves aboli, succéda une traite "licite" de nombreux produits participant déjà à l'échange inégal. Notre but sera d'étudier tout particulièrement les tentatives d'adaptation et les réactions en général des sociétés africaines. Car si ce second partenaire du commerce atlantique ne jouait pas un rôle tendanciellement décisif, il n'en agissait pas moins et d'une manière qui, nous le verrons plus tard, aura des conséquences importantes sur l'histoire de l'Afrique contemporaine.

Ainsi, dans ce chapitre, nous nous efforcerons de mettre en évidence les forces en oeuvre au sein de ces diverses périodes. Ces forces sont en fait multiples. Si celles d'ordre économique sont déterminantes, il ne faudrait pas ignorer par exemple, le rôle idéologique et politique de l'Islam. Ce rôle apparaîtra comme décisif dans certaines conjonctures, en particulier durant le temps de transition entre les diverses périodes, transitions qui furent autant de crises.

Le commerce à longue distance à travers le Sahara a joué un rôle considérable dans l'économie de la partie Nord de l'Afrique noire. Il fut sans doute un des facteurs décisifs permettant le rayonnement d'importants royaumes dans cette région, et cela du 8e siècle jusqu'à la veille de la période coloniale. Les principaux étant: l'Empire du Ghana (700-1200), l'Empire du Mali (1200-1500), le Royaume de Songhai (1350-1600), le Royaume de Kanem Bornu (1500-1900). Les multiples récits des voyageurs portent tous le témoignage de civilisations en plein essor. C'est essentiellement du commerce de l'or que provenait leur

richesse et leur pouvoir. C'est aussi l'or qui sera à l'origine de la chute de certains. Tel fut le sort du Royaume de Songhai envahi par les forces marocaines en 1591, épisode dramatique qui laissa le Royaume en ruines. (Davidson, B., 1971: 81).

Le commerce de l'or remonte au temps où les Phéniciens étaient installés le long de la côte d'Afrique du Nord. C'est cependant au moment de la conquête arabe de la partie nord de l'Afrique (7e et 8e siècles) que ce commerce atteint un sommet. (Meillasoux, C., 1971: 9).

Dès l'émergence de l'Empire du Ghana, les villes marchandes ouest africaines ont largement profité de leur position privilégiée dans le commerce transsaharien. La classe marchande qui s'y développait, dominait l'exportation de l'or vers le nord et l'importation du sel vers les régions du coeur de l'Afrique. Ainsi, bien avant l'arrivée des Européens s'était formée une classe marchande en Afrique de l'Ouest qui, à cause de ses liens avec le pouvoir devait jouer un rôle politique important. Selon Meillasoux:

Le commerce continental (est) entre les mains de familles maraboutiques, le plus souvent d'origine étrangère et installées dans le pays de longue date. D'origine maghrébine, la traite saharienne transporte avec elle l'Islam... Loin de se constituer en communautés fermées, les familles maraboutiques sont souvent invitées par les chefs locaux à s'installer dans leur village pour y attirer les marchands et pour les faire bénéficier de leur savoir sur-naturel. Elles convertissent autour d'elles, créent un milieu favorable à leur enracinement et se constituent en une classe politique influente. (Meillasoux, C., 1971: 11).

Ainsi, à côté du roi qui avait le monopole de l'exploitation de l'or et du commerce en général, existaient des marchands musulmans qui avaient pour fonction d'assurer l'écoulement des produits. En Afrique de l'Ouest, comme le rapporte Meillassoux, les marchands, souvent une minorité religieuse, étaient organisés en une sorte de caste.

Ajoutons cependant que les bénéfices du commerce transsaharien ne touchaient pas seulement les centres urbains. L'augmentation de la population urbaine entraîna une parallèle de la demande en produits agricoles. De même les caravanes sillonnant le désert et qui comprenaient des milliers de dromadaires et le personnel que cela impliquait, exigeaient un important approvisionnement en aliments pour les animaux et pour les hommes. Tout cela contribua largement à accroître le marché des produits agricoles.

Selon Neumark, "from a purely economic point of view, the most significant aspect of this development was perhaps the emergence of a market economy in the midst of a primitive subsistence economy - an enclave from which an expansionary momentum spread to the surrounding economy". (Neumark, S.D., 1964: 26). Nous préciserons que ce mouvement expansionniste découle du caractère même des modes de production africains.

Le commerce de l'or contribua de plus à développer une technologie purement africaine. Basil Davidson souligne:

Technologically, the mining and working of this gold was entirely an African development - none of the methods of prospecting were imported from outside. Some of the gold was alluvial and could be panned from the rivers without much difficulty. But much of it was embedded in seams and had to be mined. Hundreds of shafts were opened, varying from a few feet to almost 100 feet deep, the latter being linked by galleries and side shafts. Extraction was undoubtedly crude and laborious - the ore was hacked out and crushed by hands - but the results were impressive. The total amount mined from antiquity until 1500 is estimated to have been about 3,500 tons. (Davidson, B., 1971: 87).

Rodney, pour sa part, nuance les explications généralement acceptées concernant l'importance de ce commerce. En effet, il retient volontiers l'idée selon laquelle le commerce transsaharien a stimulé le développement de villes telles Walata, Tombouctou, Gao et Djenné plus que le commerce local n'a pu le faire. Il reconnaît aussi l'importance des conséquences culturelles et politiques d'un commerce qui permit à l'Islam de pénétrer l'Afrique noire. Cependant il ajoute,

Long distance trade strengthened state power, which meant in effect the power of the lineages who transformed themselves into a permanent aristocracy. However, it is a gross oversimplification of cause and effect to say that it was the transsaharan trade which built the Western Sudanic empires. Ghana, Mali and Songhai grew out of their environment, and out of their own population; and it was only after they had a certain status that their ruling classes could express an interest in long distance trade and could provide the security to permit that trade to flourish. (Rodney, W., 1972: 69).

En mettant au premier plan le rôle des facteurs internes dans l'émergence des empires du Soudan, Rodney vient appuyer notre hypothèse de départ

développée plus particulièrement dans le premier chapitre.

Il est incontestable cependant que pour ces sociétés de l'Afrique tropicale, le commerce constituait une base essentielle de leur organisation. En effet, l'exploitation royale de l'or fournissait aux classes sociales dirigeantes de ces Etats un moyen de se procurer un certain nombre de produits de luxe rares tels: draps, drogues, parfums, dattes, un produit de grande consommation demandé par des couches de plus en plus larges de la population; le sel, mais aussi et surtout des moyens de renforcer leur pouvoir social et politique en achetant des chevaux, du cuivre, des barres de fer et des armes. Ainsi ce commerce favorisait le développement des différenciations sociales comme il favorisait aussi, cela nous l'avons vu, le progrès des forces productives. En échange, en plus de l'or, produit principal de ce commerce, l'Afrique fournissait quelques produits rares tels la gomme et l'ivoire. Elle fournissait aussi des esclaves, mais il faut distinguer cette traite continentale de la traite atlantique qui va suivre.

Selon Meillassoux, si le commerce continental porte en partie sur l'esclavage, celui-ci, pour une large part, est réintroduit dans la production par l'extension de l'esclavage productif. Les esclaves formaient en fait une partie importante des producteurs des marchandises du commerce inter-africain. Leur statut au sein des sociétés africaines était précis. En raison du danger de dégradation sociale que représentait la possibilité de vendre ou de mettre en esclavage les individus quels qu'ils soient, il était interdit de vendre les personnes de condition

franche appartenant à la société ainsi que les esclaves domestiques, c'est à dire nés en captivité. Ne pouvait être vendu que l'individu arraché à son milieu social par la capture. Dans ces conditions l'esclavage était nécessairement le produit de la guerre ou du brigandage, ce qui permit à une classe de guerriers de se développer.

Rodney ajoute que si le Ghana, le Mali et le Songhai exportaient des esclaves vers le Nord, ce n'était au tout début qu'en faible quantité. Seul le Kanem Bornu, ne participant pas au commerce de l'or faute de ressources, faisait de la traite son commerce principal.

Cette classe de guerriers mérite quelques développements. Les guerriers s'inscrivaient dans la société politique surtout comme protecteurs de communautés paysannes menacées par d'autres guerriers, spécialement aux moments intenses de la traite des esclaves. Cependant, leur insertion dans l'économie était en première instance limitée. Mais l'utilisation de la guerre comme moyen d'appropriation, c'est à dire comme moyen économique, donna à cette classe la possibilité d'affirmer son autorité. La diffusion et la généralisation de l'esclavage donnèrent à la classe militaire une fonction nouvelle qui eut pour conséquence de la situer dans une position marginale par rapport à la société. Dans sa fonction de chasseur d'esclaves, le système militaire tendit à devenir de plus en plus autonome et les intérêts de cette classe, de plus en plus éloignés de ceux de la paysannerie qu'il devait protéger. "Dans les cas extrêmes, lorsque la séparation d'avec le peuple est consommée, l'aristocratie guerrière en devient l'ennemi déclaré en le réduisant à

son tour en esclavage, comme par exemple dans le Cayor". (Meillassoux, C., 1971: 24).

Le marché de l'or, cependant, ne se limitait pas aux routes commerciales transsahariennes. Les Portugais atteignirent la côte ouest africaine aux environs de 1440. Leur mission consistait à établir des relations commerciales avec les empires africains. A la fin du 16e siècle, le Portugal achetait de l'or en différents points de la côte atlantique et en 1555 une expédition anglaise regagnait son port d'attache avec 400 livres d'or et 250 défenses d'éléphants. Cela pour montrer l'intérêt que pouvait avoir l'Europe pour l'Afrique avant la conquête des territoires américains.

Sur la côte est de l'Afrique, il existait aussi un ensemble d'Etats aux liens commerciaux multiples. Ici aussi, les produits échangés consistaient en or, ivoire, fer et esclaves. La ville marchande par excellence était Kilwa.

Kilwa's function was essentially that of middle-man. Its merchants rulers (who called themselves sultans) controlled the exchange of goods between inner Africa and the Arabian and Indian trading ships that plied the coast... Inland, Kilwa's trading contacts reached Lake Nyasa, and may even have extended to the empire of Mali - on the other side of the continent. Along the coast it dominated commerce to the south, as far as Sofala, 900 miles away. (Davidson, B., 1971 : 88).

Notre but n'est évidemment pas de passer en revue tous les différents empires africains. Nous mentionnerons cependant l'Empire du Kongo situé au

sud est du continent et dont nous avons parlé au chapitre précédent, ainsi que le Royaume de Monomatapa qui était sans doute le plus important royaume à l'intérieur des terres, au centre du continent, et dont la ville de Zimbabwe constituait un important marché et aussi un centre religieux d'une grande renommée.

The Rozwi lords of Mutapa did most to encourage production for export trade, notably in gold, ivory and copper. Arab merchants came to reside in the kingdom and the Zimbabwe region became involved in the network of Indian Ocean commerce, which linked them with India, Indonesia, and China. One of the principal achievements of the Rozwi lords of Mutapa was to organise a single system of production and trade. (Rodney, W., 1972: 79).

Ainsi, il paraît légitime de conclure que de la même manière que le commerce transsaharien a contribué à la formation d'empires puissants, le commerce sur la côte de l'Océan Indien a aidé à la création de liens entre les populations des hauts plateaux de l'Afrique centrale qui s'étendent de la Zambie moderne jusqu'au Zimbabwe actuel pour former des empires ou des confédérations à l'histoire prestigieuse.

Nous dirons avec Davidson (Davidson, B., 1971: 88) qu'au 16^e siècle seules quelques rares régions peu étendues avaient échappé à la pression économique et politique du commerce extérieur. La plupart des régions du continent noir semblaient sur la voie du développement au même titre que celles d'Europe par exemple. Et toutes celles qui participaient au commerce à longue distance bénéficiaient d'une augmentation sensible de leur richesse, d'un développement des forces productrices et d'une différenciation sociale de plus en plus marquée.

Pourtant ces empires, aussi puissants furent-ils, ne manquaient pas d'avoir leurs contradictions. Sans reprendre de manière systématique les éléments théoriques développés dans le premier chapitre, nous rappellerons cependant que les empires africains de cette période se caractérisaient par un mode de production tributaire entraînant une nécessaire politique expansionniste. Ils étaient donc pour la plupart formés par l'annexion de territoires environnants. De plus il faut remarquer que l'Etat n'avait que rarement brisé les barrières entre les différentes formations tribales composant chaque royaume. Il y avait donc toujours la possibilité d'un effritement et d'un retour en arrière. Selon Rodney:

The strengths and weaknesses of the Western Sudanic states attest to the point which they had reached on the long road away from communalism - with respect to social relations and to level of production. The state held together several clashing social formations and ethnic groups... In periods of weakness, the superstructure of the state almost disappeared and left free scope for divisive political and social tendencies. Each successive great state was a further experiment to deal with the problem of unity, sometimes on a conscious level and more often as an unconscious by-product of the struggle for survival. (Rodney, W., 1972: 70-71).

Il suffisait souvent qu'un groupe privilégié ou qu'un despote perde son emprise sur les échanges à longue distance pour que cela entraîne la ruine de son pouvoir politique et, comme dans le cas du Kongo, conduise à l'effritement pur et simple du royaume. (Coquery-Vidrovitch, C., 1969: 75).

Avant d'aller plus loin il nous faut parler d'une conséquence importante du commerce transsaharien que nous n'avons fait jusqu'ici qu'effleurer, à savoir la propagation de l'Islam en Afrique noire. L'influence musulmane se refléta sur la vie culturelle, les arts et les lettres

en particulier, mais aussi introduisit la monnaie, le crédit et la bureaucratie d'Etat dans l'ouest du Soudan et affecta ainsi profondément l'évolution des grands empires de cette région. Cette influence fut cependant limitée car rien de semblable ne se produisit plus au Sud. Jusqu'au 16e siècle l'Islam n'a pu pénétrer la forêt et les royaumes côtiers.

L'influence de l'Islam se fit aussi sentir au niveau politique.

Markovitz souligne:

Reforming Islamic holy men succeeded in their divine mission by appealing to oppressed peasants who knew the decadence and corruption, the unfair taxes and luxurious living of their feudal lords - so bitterly denounced by the marabouts - were possible only at their expense. After the first shock of the reformers, traditional authorities reestablished their power... but on a new basis. Islam in the eighteenth and nineteenth centuries shook feudal social structures and opened caste societies to new opportunities, new mobility and new social classes. By so doing, Islam brought radical changes - but it did not bring revolution - classes remained. The relative power of rulers and ruled persisted. The conditions of life of the peasants stayed unaltered. (Markovitz, I.L., 1977: 41).

A la lumière de ce qui précède on comprendra que la diffusion de l'Islam n'a pas manqué de soulever de fortes résistances de la part des classes dominantes des divers royaumes africains. Par exemple, ce n'est qu'en 1076 après de longues années de luttes que les armées musulmanes envahirent la capitale de l'Empire du Ghana, entraînant par là même la dissolution du royaume et le retour aux unités tribales.

Un point important à souligner est qu'au treizième siècle l'Islam était devenu la religion des nobles et des chefs alors que la masse paysanne et un grand nombre de petits chefs locaux restaient attachés aux religions ancestrales. Il faudra attendre une résurgence d'un islamisme puritain pour que la réunification sous la bannière de l'Islam se produise. Ce ne sera qu'au milieu du 19e siècle que l'Islam deviendra la religion officielle de la majorité des peuples de l'Afrique de l'Ouest.

En ce qui concerne l'expansion de l'Islam après l'arrivée des Européens, Markovitz avance:

The intrusion of western colonialism with all of its white man's burden and caravans and missionaries did not stop its spread. Indeed, the colonial expansion promoted Islam, sometimes voluntarily for political reasons - for instance to form advantageous alliances with an established class - and sometimes involuntarily, through the creation of an economic interest structure and the establishment of pacification with mixed populations who welcomed a new common basis of identity in new urban center. (Markovitz, I.L., 1977: 46).

Selon la plupart des chercheurs, le sens du développement de l'Afrique a pris une orientation radicalement différente lors du déplacement du centre du capitalisme mercantiliste européen naissant de la Méditerranée vers l'Atlantique. (Amin, S., 1972: 762; Braudel, F., 1949).

En fait, ce déplacement et ses conséquences vont ouvrir une crise en Afrique. Il a lieu durant le 16e siècle qui sonne, selon Amin, "les glas des villes italiennes qui, depuis le 13e siècle avaient ouvert

la brèche en direction d'une évolution qui allait être décisive pour toute la suite de l'histoire de l'humanité". (Amin, S., 1972: 762).

Ce déplacement va dans un même temps ruiner le monde arabe et l'Afrique noire soudano-saharienne.

Le déplacement du centre de gravité du commerce africain vers la côte atlantique suit celui du commerce en Europe de la Méditerranée vers l'Atlantique. Ajoutons que les échanges qui s'effectueront sur la côte atlantique n'auront pas la même fonction que les échanges de la période précédente. Il ne faudrait pas cependant percevoir les effets d'un tel commerce comme immédiatement destructeurs.

Selon Markovitz, dans un premier temps, l'arrivée des commerçants européens sur la côte ouest eut peu d'impact sur le commerce transsaharien, cela pour trois raisons. Premièrement, à cause de la taille et de la nature de ce commerce. Deuxièmement, à cause de la capacité d'adaptation des royaumes africains ainsi qu'à cause du contrôle strict par l'Etat de la circulation de la monnaie sous la forme de cauris. La troisième raison, c'est que les sociétés européennes pré-industrielles désiraient des produits de luxe comme la soie, des parfums ou des produits tropicaux tels les épices ou le sucre et qu'aucune des sociétés africaines n'était en mesure d'exporter ces produits sur une grande échelle. (Markovitz, I.L., 1977: 35-36).

Certains historiens ont en fait avancé l'idée que l'intérêt principal que présentait l'Afrique pour les Britanniques par exemple,

c'était surtout de donner la possibilité aux navires d'effectuer des étapes durant leurs voyages vers les Indes qui, elles, pouvaient fournir les produits de luxe recherchés.

Selon Rodney, ce déplacement est dû au fait que les Européens grâce à leur supériorité en matière de flotte et d'armement étaient parvenus à contrôler les mers du globe à commencer par celles de l'ouest méditerranéen et celles de la côte atlantique de l'Afrique du nord. Il ajoute:

By control of the seas, Europe took the first steps towards transforming the several parts of Africa and Asia into economic satellites. When the Portuguese and the Spanish were still in command of a major sector of world trade in the first half of the seventeenth century, they engaged in buying cotton cloth in India to exchange for slaves in Africa to mine gold in Central and South America. Part of the gold in the Americas would then be used to purchase spices and silks from the Far East. The concept of metropole and dependancy automatically came into existence when parts of Africa were caught up in the web of international commerce. (Rodney, W., 1972: 86).

On constate le rôle capital joué par deux faits historiques. Le premier fut la découverte par les Européens que l'or et l'ivoire, les deux produits africains les plus recherchés, étaient limités à quelques régions et que leurs réserves avaient grandement diminué. Le second fut la découverte d'un énorme potentiel en Amérique, en or, argent et produits tropicaux. Ce potentiel ne pouvait être réalisé sans une main d'oeuvre adéquate. La population indienne largement décimée par les envahisseurs ne pouvait à elle seule remplir ce rôle. Telles sont les raisons objectives qui ont emmené les Européens à attribuer au continent noir le rôle de fournisseur de main d'oeuvre. Ainsi, la périphérie américaine remplira

une fonction décisive dans l'accumulation de la richesse argent par la bourgeoisie marchande atlantique. L'Afrique deviendra, elle, une sorte de périphérie de la périphérie qui fournira les esclaves pour les plantations d'Amérique. Elle commence donc à être façonnée en fonction d'exigences externes à elle-même, celles du mercantilisme.

Pourtant, selon Markovitz: "not until the nineteenth century, however, did the trans-saharan caravan trade suffer its most serious damage, and not until the beginning of the twentieth century did the final remnants wither away". (Markovitz, I.L., 1977: 36).

Il distingue trois facteurs à la base de cette désintégration: le déclin du commerce des esclaves, l'expansion du commerce le long des côtes en direction de l'Europe et les changements politiques internes.

Vers le milieu du 19e siècle le commerce des esclaves représentait moins de la moitié des exportations au travers du Sahara. Après l'abolition officielle de la traite par la Grande Bretagne en 1815, le Bey de Tunis et le gouvernement ottoman acceptèrent d'en respecter les termes. Il faudra cependant attendre 1911 pour que la traite des esclaves soit totalement abolie.

La plupart des chercheurs reconnaissent que le coup décisif porté au commerce transsaharien n'est pas venu de décisions d'ordre légaliste concernant la traite mais de la concurrence provenant du commerce avec l'Europe.

Webster et Boahen avancent que "once european goods began to reach the markets of Hausaland (and other inland market places), from the late 1850's onwards, at relatively cheaper prices, and in greater quantities; it was obvious that the caravan trade was bound to collapse". (Cit. in Markovitz, I.L., 1977: 36).

Bovill note que le commerce avec l'Europe par la côte ouest a suscité une demande pour des produits agricoles nouveaux: "the unromantic groundnut has provided a greater and more reliable source of wealth than all the gold and all the slaves, the bundless of ostrich feathers and the loads of ivory carried by camel caravan accross the Sahara". (Cit. in Markovitz, I.L. 1977: 37).

Mais il ne faudrait cependant pas ignorer ou minimiser le rôle des facteurs internes. En effet, après la conquête de l'Empire du Songhai par les forces marocaines, à la fin du 16e siècle, les routes commerciales étaient devenues dangereuses et cela durant les trois siècles suivants. Pendant cette période, les empires et royaumes luttèrent âprement pour assurer leur suprémacie. Mais dès le milieu du 18e siècle le commerce des esclaves avec les marchands européens a révolutionné l'Afrique de l'Ouest et a fortement contribué à déplacer les centres de richesse et de pouvoir des empires du Soudan vers la côte. Il en a résulté des changements importants.

While european powers remained confined to negligible enclaves along the coast, many of which were simply leased from African chieftains, the most impressive African political development of the seventeenth and eighteenth centuries - the expansion of the new groups of major African states - took place a short distance inland. Eventually, the European coastal establishments combined with that thin layer of "coastal Africans who are partly European in their outlook" and with the chiefs of the coastal tradition societies to confront the leaders of these new African empires. (Markovitz, I.L., 1977: 37).

Ajoutons que cette stratégie de la part des Européens ne s'est pas limitée à l'Afrique de l'Ouest mais fut généralisée à tout le continent.

Le rôle des marchands va lui-même évoluer. Comme le souligne Meillassoux, la cohésion des communautés marchandes vis à vis des milieux sociaux au sein desquels elles opèrent est de caractère politique. Leurs relations avec le pouvoir vont changer selon qu'il s'agit du commerce continental ou côtier.

Dans le cadre du commerce continental les marchands doivent composer avec un pouvoir souvent d'origine guerrière qui ne se livre pas directement aux opérations mercantiles. Néanmoins, ce pouvoir qui a conscience de l'importance du commerce de longue distance essaye tant bien que mal d'assurer son contrôle en permanence. L'ouverture de la traite atlantique a permis aux marchands de prendre des distances par rapport aux empires du Sahel dès le 15e siècle. Leur rayon d'action leur a permis de déborder celui des autorités politiques, leur

commerce échappait ainsi en partie au pouvoir local. Ils avaient pour cela des moyens de pression dont il nous faut tenir compte: possibilité de s'allier avec des souverains rivaux, d'organiser un blocus ou de tarir le flot marchand par leur exil. Selon Meillassoux la situation se présentait ainsi:

Tout le temps que cette puissance potentielle n'a pas encore les moyens de se réaliser politiquement, les marchands professent ouvertement une attitude pacifique et se déclarent à l'écart du pouvoir. En revanche, l'attitude des souverains est à leur égard, empreinte de caution: ils protègent leurs caravanes; exigent rarement un tribut; nouent parfois avec eux des pactes (comme entre le Naba et les Yarse chez les Mossi), qui les placent dans des rapports précis avec les autorités. Ces marchands se révoltent cependant, lorsque, comme à Salaga, leurs intérêts cosmopolites entrent en conflit avec les intérêts nationaux. Révoltes qui, répétées et couvertes du voile de la guerre sainte, peuvent éventuellement aboutir à la conquête du pouvoir. (Meillassoux, C., 1971: 34).

Dans le chapitre précédent, nous avons vu comment le commerce côtier avec les Européens avait contribué à la chute du Royaume du Kongo. En effet, dès que le souverain eut perdu le contrôle des échanges, l'autorité sur les provinces lui échappa. Les chefs des provinces côtières profitèrent de leur éloignement de la capitale pour s'allier avec les pirates marchands de Sao Tomé et ainsi s'emparer du marché. En l'absence, d'une classe marchande comparable à celle des empires du Soudan, ce sont les vassaux qui se firent courtiers et tirèrent de ce commerce une puissance qui leur permit de rivaliser avec l'ancienne autorité.

Cependant, il n'en fut pas toujours ainsi. Il faudrait citer l'exemple de l'Empire Ashanti qui, menacé d'un éclatement pour les raisons avancées par Meillassoux, reconquit le royaume côtier Fante qui commerçait avec les Anglais et assura ainsi sa survie.

Autant d'éléments qui viennent renforcer la thèse que nous avons avancée dans le chapitre précédent, à savoir que l'échange commercial ne renforce pas nécessairement les modes de production pré-capitalistes. Il peut, en fait, susciter ou accélérer la destruction de certains et même contribuer à créer des conditions décisives à l'émergence d'autres, comme ce fut le cas des sociétés marchandes côtières d'Afrique.

Le rôle joué par l'esclavage dans l'accumulation primitive en Angleterre en particulier, ne doit pas être minimisé. Selon Eric Williams:

The Negroes were purchased with British manufactures; transported to the plantations, they produced sugar, cotton, indigo, molasses and other tropical products, the processing of which created new industries in England; while the maintenance of the Negroes and their owners on the plantations provided an other market for British industry, New England agriculture and Newfoundlands fisheries... The profits obtained provided one of the main streams of that accumulation of capital in England which financed the Industrial Révolution. (Cit. in Barrat Brown, M., 1976: 85).

Il faut ajouter que la traite des esclaves n'était pas un commerce comme les autres. En effet, elle ne libérait aucune forces productives mais au contraire entraînait, le plus souvent, une régression de celles-ci et une désagrégation de la société.

Samir Amin nous présente le cas de l'Etat Waalo qui, en plus d'illustrer le rôle destructeur de la traite, montre clairement l'importance de l'Islam comme facteur idéologique et politique décisif de la résistance de certains de ces empires en péril.

Dans le cas du Waalo, la traite des esclaves se juxtaposait au commerce de la gomme. La demande en esclaves par les Français était telle qu'une partie de la force productive du Royaume dût être vendue. De plus, pour assurer la suprématie du commerce atlantique, les Français ont décidé d'employer la force pour briser une fois pour toutes les rapports transsahariens antérieurs.

La société Waalo a dû réagir et s'opposer aux forces dont les actions ne pouvaient déboucher que sur la dégradation. C'est plus précisément l'Islam qui servit de cadre à cette résistance. Dans ce cas précis, les marchands ont pris le parti de protéger la société Waalo.

Les commerçants européens de la côte payaient les esclaves qu'ils achetaient avec des armes. Selon Amin:

L'équilibre des pouvoirs antérieurs entre le Roi (le Brak), qui dispose d'une armée permanente de captifs de la Couronne (les Tyeddo), l'assemblée des Grands qui le nomment (le Seb Ak Baor), qui bénéficie d'un système d'apanages qui se juxtapose et se superpose au Lamanat (la propriété clanique collective des terroirs des communautés villageoises), et les communautés villageoises elles-mêmes, fondées sur le Lamanat est rompu. Les coutumes payées par les commerçants de St. Louis au Brak favorisent une guerre civile permanente à laquelle se livrent le Brak, les Tyeddo et les Kangam (grands notables), le pillage des communautés pour s'y procurer des esclaves. (Amin, S., 1972 : 764).

Face à cette situation, l'Islam, de religion d'une caste minoritaire de marchands, est devenu réaction populaire de résistance. L'objectif était d'interdire l'exportation d'esclaves, c'est à dire de la force de travail. La première guerre des marabouts date de 1675. Il faudra attendre 1830 pour que la résistance organisée par les musulmans soit anéantie par les troupes françaises venues au secours du Brak.

Si les effets de la traite sur les Royaumes ou Etats de traite sont abondamment développés par les chercheurs, il en va tout autrement en ce qui concerne les effets de la traite, c'est à dire du dépeuplement systématique, sur le sous-développement ultérieur du continent.

Pour répondre à cela un certain nombre de chercheurs ont centré leurs recherches sur des questions démographiques, et ils sont loin d'être arrivés à un consensus concernant le nombre d'individus perdus par le continent durant la période de traite.

L'historien P. Curtin a estimé le nombre total des Africains transportés du 16e au 19e siècles inclusivement à environ 10 millions. Il arriva à ce nombre à partir d'un dépouillement systématique des documents existant sur l'arrivée des esclaves dans les îles ou sur le continent américain. (Cit. in Coquery-Vidrovitch, C., et Moniot, H., 1974: 288).

On conviendra avec Rodney (Rodney, W., 1972: 104) qu'un tel nombre d'esclaves arrivés vivants dans les Amériques doit être largement majoré pour s'approcher du nombre réel d'Africains perdus pour le continent. En effet, il faut tenir compte des individus morts lors de la "chasse"

aux esclaves ou au cours des traversées réputées meurtrières (15 à 20% de morts selon Rodney). Si l'on ajoute aussi que seuls les hommes et les femmes jeunes et en santé étaient pris, on comprendra que la perte pour le continent fut considérable et que le chiffre avancé par Curtin ne peut être retenu comme significatif.

* Peut-être plus décisif que l'argumentation tournant autour de questions démographiques (que nous ne minimisons pas pour autant) nous pensons avec Samir Amin que la traite eut surtout pour effet de bloquer "les processus d'intégration des peuples et de construction de vastes ensembles qui se développaient à l'époque pré-mercantiliste". (Amin, S., 1972: 765). Avec la traite sont apparus l'émiettement, la division, l'isolement, l'enchevêtrement incroyable qui sont certains des handicaps encore présents dans l'Afrique noire contemporaine.

Certains auteurs ont parlé de "traite arabe" en ce qui concerne la traite des esclaves sur la côte est de l'Afrique. Il ne s'agit pas ici de nier la place importante occupée par les marchands arabes dans ce commerce. Nous voulons simplement montrer que c'était encore l'Europe qui, directement ou indirectement, en contrôlait le volume. Rodney note que lorsque la traite battait son plein au 18e et au début du 19e siècle, la destination de la plupart des captifs était les plantations de l'Ile Maurice ou celles de la Réunion et des Seychelles ainsi que celles des Amériques qui appartenaient pour la plupart à des Européens.

Quant aux Africains travaillant dans les pays arabes ou à Zanzibar, le fruit de leur travail était principalement destiné à alimenter le marché européen. Depuis 1840, le Sultan avait transféré sa capitale d'Oman à Zanzibar, où il organisa peu à peu dans l'île une économie de plantations esclavagistes produisant des clous de girofle que le commerce européen lui permettait d'écouler. En ce sens, Rodney critique le terme de "traite arabe" car il masque le fait que ce sont les Européens qui en ont tiré les plus grands profits. (Rodney, W., 1972: 105).

La traite négrière disparaît avec le mercantilisme, c'est à dire avec l'émergence de la Révolution Industrielle.

En effet, l'esclavage était fort utile pour l'accumulation du capital, mais ce système s'avérait trop rigide pour le développement industriel. Ainsi la proclamation de l'abolition de la traite des esclaves lors du Traité de Vienne en 1915 à l'initiative des Anglais ne résulte ni d'accords diplomatiques ni de campagnes philanthropiques, mais surtout des transformations subies par l'économie euro-américaine à partir du 19e siècle.

Comme nous venons de le souligner, l'esclavage en tant que mode de production s'opposait à l'expansion croissante du capitalisme agraire et industriel qui exigeait un marché de la main d'oeuvre, celle-ci étant libre et n'ayant à vendre que sa force de travail. L'Amérique des plantations et l'Afrique de la traite négrière durent faire place à une nouvelle périphérie ayant pour objet de fournir des produits permettant la

réduction de la valeur du capital constant et celle du capital mis en oeuvre au centre et ainsi favoriser l'augmentation du taux de plus-value.

Ces produits seront essentiellement des matières premières et des produits agricoles. C'est la mise en place des conditions de ce que Samir Amin nomme l'échange inégal. Cependant jusqu'à la fin du 19e siècle le capital des pays du centre encore dispersé ne dispose pas des moyens pour réaliser ses objectifs. Il faudra attendre la monopolisation du capital et donc sa concentration pour que soit possible son exportation à une grande échelle. Dans ces conditions le capital central sera en mesure d'organiser directement la production à la périphérie du système. Notons que cette production est devenue indispensable à la reproduction du capital intégré dans ce qui s'est constitué comme un système mondial.

Jusqu'à ce que ces conditions soient réunies, c'est à dire, durant la période qui nous intéresse ici, le capital du centre ne doit compter que sur la seule capacité des formations sociales de la périphérie à s'adapter de façon spontanée aux nouvelles exigences économiques mais aussi idéologiques et politiques du système.

En même temps que déclinait le commerce des esclaves, le développement industriel déplaçait la demande vers des matières premières: huile de palme et d'arachide, bois, peaux et riz, aux dépens des produits de la traite traditionnelle: esclaves, ivoire, cire, gomme, indigo, et l'or. Ces transformations se traduisent en Afrique par un accroissement proportionnel en valeur et en quantité des échanges avec la France,

la Grande Bretagne et les autres pays comparativement à la période précédente.

La nature des importations change aussi. L'importation des textiles croît et le volume de la pacotille diminue au profit d'objets d'intérêt économique plus grand tels que métaux et quincaillerie provenant souvent des surplus européens.

L'Europe offre aussi du sel de manière à détourner à son profit une partie du commerce intérieur. Les Européens importent aussi des cauris qui, selon Meillassoux, "introduisent un moyen de paiement et tendent à orienter les courants commerciaux vers ceux qui en approvisionnent les marchés". (Meillassoux, C., 1971: 4).

Les réactions des sociétés africaines à cette transformation furent variables. En effet, elles furent fonction de la dépendance de ces sociétés à l'égard de la traite d'esclaves, de leur capacité à satisfaire les nouvelles demandes et aussi de leurs structures sociales et politiques. Cela nous conduit une fois de plus à relativiser les affirmations par trop tranchées de Rey concernant ce qu'il nomme le renforcement des formations sociales pré-capitalistes par le commerce avec l'Europe. En fait, selon Meillassoux "ces réactions ne furent pas toutes d'adaptation... elles se manifestent aussi par des crises, et dans certains cas, par une tentative de repli sur une économie et un commerce continental perdurable, indépendant des circuits économiques européens". (Meillassoux, C., 1971: 5).

En ce qui concerne les sociétés dont le commerce dépendait largement de la traite, la cessation de ce commerce privait les seigneurs d'une de leurs principales sources de revenus. Cela provoquait souvent leur division et entraînait le soulèvement du peuple qui devait subir une exploitation intensifiée.

Quant aux marchands, ils pouvaient en général adapter plus facilement leur commerce aux nouveaux produits agricoles. Ils pouvaient soit les produire eux même en y affectant leurs esclaves réintroduits dans la production ou encourager les paysans à pratiquer les nouvelles cultures. Dans le cours de cette transformation économique, principalement en Afrique de l'Ouest, les marabouts apparaissaient selon Meillassoux, comme les nouveaux cadres sociaux et politiques. La résistance paysanne aux tributs de plus en plus élevés que réclamaient les seigneurs s'organisait autour d'eux. L'Islam, comme dans les périodes de crise en général, va offrir à la population une alternative idéologique et sociale, selon Meillassoux "un mode d'organisation économique et politique capable de se substituer à l'ordre ancien ou simplement le moyen d'affirmer son opposition aux souverains païens". (Meillassoux, C., 1971: 12).

Il convient cependant de préciser que c'est principalement dans la moitié nord de l'Afrique noire que les effets de l'Islam se sont fait le plus sentir, ailleurs, les religions traditionnelles étaient dominantes.

Quant au christianisme, selon Rodney,

Christianity tried sporadically and ambivalently to make an impact on some parts of the continent. But most of the few missionaries in places like Congo, Angola and Upper Guinea concentrated on blessing Africans as they were about to be launched across the Atlantic into slavery. As it was Christianity continued only in Ethiopia, where it had indigenous roots. Elsewhere, there flourished Islam and other religions which had nothing to do with European trade. As before, religion continued to act as an element of the superstructure, which was crucial in the development of the state. (Rodney, W., 1972: 125).

Le rôle idéologique du christianisme a certainement été plus important en Europe. En effet, son implication directe dans l'exploitation du continent noir (n'oublions pas que les Jésuites portugais furent les premiers à avoir des intérêts dans les plantations de canne à sucre au Brésil) (de Souza Clington, M., 1975: 39), et les justifications religieuses, racistes qu'il a invoquées, ont certainement eu comme effet de faire accepter d'un bloc l'exploitation des Africains et le racisme par une grande part des populations européennes.

Il existe cependant de nombreux exemples d'adaptations remarquables, en particulier celle du Dahoméy qui nous est rapportée par Meillassoux (Meillassoux, C., 1971: 14). Les seuls rapports de l'Etat du Dahomey avec l'intérieur du pays étaient militaires. Son commerce extérieur était tourné vers la traite atlantique sans aucun débouché vers l'intérieur du continent.

Dans le cas du Dahomey, il n'existait pas de classe de marchands socialement et culturellement distincte. Leurs fonctions étaient remplies par des dignitaires bénéficiant de privilèges royaux. L'attrait de l'Europe

pour l'huile de palme qui pouvait être recueillie en abondance au Dahomey, ajouté aux structures sociales, permirent d'assurer une transition sans heurt.

Ce sont les mêmes cabécires, les mêmes chefs, les mêmes courtiers dans les mêmes structures préservées qui vendent maintenant l'huile concurremment, puis en remplacement des esclaves. Ceux-ci lorsqu'ils ne sont pas vendus, sont affectés à l'exploitation des palmeraies, à la production de l'huile et à son transport... Adaptation remarquable qui substitue la terre à la guerre. (Meillasoux, C., 1971: 15).

Là où l'adaptation a réussi, le système économique jusqu'alors destructeur laisse la place à l'organisation d'une production réelle. En substituant à la razzia des esclaves le commerce de l'huile, on a vu apparaître un mode de production nouveau au sein duquel la classe paysanne intervenait directement et était celle sur qui reposait la plus grande part de la production. Cette évolution se prolonge jusqu'à la colonisation et même au delà en particulier durant cette période où le pouvoir métropolitain intervenait plus politiquement qu'économiquement.

Cependant, il faut ajouter que ce nouveau mode de production ne résultait en aucun cas du déroulement logique d'une économie sans marché à une économie de marché, ni du jeu pacifique de l'offre et de la demande. Il s'agit en fait de l'aboutissement du conflit entre le mode de production capitaliste naissant et les modes de production pré-capitalistes africains. Avec le déclin des chefs quasi féodaux de la période pré-capitaliste, l'intervention européenne suscita l'émergence d'une classe de grands propriétaires fonciers (les marabouts) ainsi que de petits capitalistes locaux comme au Ghana, à la fois producteurs et commerçants.

Selon Coquery-Vidrovitch:

Le fait nouveau était qu'à la différence de la traite négrière qui supposait l'existence d'une catégorie sociale guerrière exerçant une force influence, en même temps qu'un nombre restreint de riches entrepreneurs chargés de pourvoir aux investissements exigés par l'équipement des expéditions et les aléas du commerce, le commerce licite était accessible à tous: pour la première fois, le paysan africain ordinaire, dans le cadre de la vie familiale, pouvait y participer. Cet usage plus intensif, en Afrique même, des ressources en travail pour la récolte, la préparation et le transport des produits fut l'un des facteurs déterminants du bouleversement des structures politiques et sociales internes, souvent générateur de conflits entre chefs ou au sein du même Etat, entre dirigeants et peuple soumis. (Coquery-Vidrovitch, C., et Moniot, H., 1974: 315-16).

La question que l'on peut se poser est celle de savoir si cette nouvelle crise d'adaptation aurait pu déboucher sur l'émergence de formes africaines modernes autocentrées. Il semble bien difficile d'imaginer qu'une telle mutation ait pu se réaliser dans le cadre politique traditionnel africain. Cependant un fait majeur intervient, rendant cette question purement spéculative: il s'agit de la mainmise impérialiste qui fit basculer ces Etats dans un système colonial qu'il nous faut maintenant analyser.

CHAPITRE V

LA PERIODE COLONIALE

Nous avons montré, dans le chapitre précédent que la traite négrière disparaît avec le mercantilisme, au moment de la Révolution Industrielle. D'un point de vue économique, la fonction du mercantilisme était avant tout de contribuer à l'accumulation primitive. Avec l'avènement de la Révolution Industrielle, le rôle de la périphérie, de façon globale, va changer. Cette nouvelle périphérie aura pour fonction économique de fournir des matières premières et des produits agricoles au centre. Selon Amin, "jusqu'au XIXe siècle le capital central ne dispose pour réaliser cet objectif que de moyens très limités". (Amin, S., 1972: 769).

Selon lui, ce n'est que lorsqu'apparaîtra au centre la monopolisation qui permettra l'exportation systématique et à grande échelle du capital, qu'il sera possible au capital central d'aller organiser lui-même la production à la périphérie. Jusque là, il a dû faire confiance à la capacité des formations sociales africaines de s'adapter spontanément aux nouvelles exigences du système.

C'est faire ainsi, de la colonisation, l'aboutissement d'une logique purement économique. Samir Amin rejoint Lénine qui fait du partage du monde entre les grandes puissances l'un des traits fondamentaux de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme. Rappelons les cinq critères avancés par Lénine pour définir l'impérialisme:

- Une concentration de la production et du capital génératrice de monopoles.
- Le rôle économique du capital financier provenant de la fusion du capital bancaire et du capital industriel.
- L'exportation de capitaux prend le pas sur l'exportation de marchandises.
- L'internationalisation des monopoles qui visent au partage économique du monde.
- Cela aboutit au partage du globe entre les grandes puissances. (Lé-
nine, V., 1975).

Pour appuyer cette thèse en ce qui concerne le partage de l'Afrique, les écrits sont multiples. De concert avec Amin, Hugues Bertrand souligne

Mais avec l'avènement des bourgeoisies industrielles en Europe, du capitalisme concurrentiel et les affrontements entre nations qui en résultent, il ne s'agit plus ni de ramasser des esclaves sur les côtes, ni de glaner quelques produits de-ci de-là, il faut pénétrer au plus vite (avant les voisins) ces divers pays, les "mettre au travail" c'est à dire leur faire produire de quoi approvisionner aux prix les plus bas certaines industries métropolitaines. C'est la course coloniale. (Bertrand, H., 1975: 79).

De même pour Rodney: "It was economics that determined that Europe should invest in Africa and control the continent's raw materials and labour". (Rodney, W., 1972: 155). Nous sommes ainsi orientés vers une explication du fait colonial en Afrique en terme purement économique: tout est ramené à la logique de l'accumulation du capital.

Cependant, Rodney introduit dans sa démonstration certains éléments la nuancant qui auraient mérité un traitement plus approfondi:

European capitalists came to the decision that Africa should be directly colonised. There is evidence to suggest that such a course of action was not entirely planned. Britain and France up to 1850's and 1860's would have preferred to divide Africa into informal "spheres of influence"... But firstly, there was disagreement over who should suck which pieces of Africa (especially since Germany wanted to join the grabbing); and secondly the moment that one European power declared an area of Africa as a protectorate or a colony it put up tariffs against European traders of other nationalities; and in turn forced their rivals to have colonies and discriminatory tariffs. One thing led to another, and soon six European capitalist nations were falling over each other to establish direct political rule over particular sections of Africa. (Rodney, W., 1972: 154).

Lénine apporte, lui aussi, certaines nuances dont il ne tire guère de conséquences dans sa démonstration. Il soutient en effet que "Les conditions strictement économiques ne sont pas seules à influencer le développement des possessions coloniales; les conditions géographiques et autres jouent aussi leur rôle". (Lénine, V., 1975 : 119).

Il est évident que pour ces auteurs l'économie en général et l'accumulation du capital en particulier peut à elle seule expliquer le partage de l'Afrique. Tous cependant reconnaissent un rôle aux facteurs superstructureaux, mais ce rôle est toujours présenté comme secondaire dans la mesure où ces éléments ne font que soutenir et renforcer la tendance économique. On peut donc à la limite ne mentionner ces facteurs superstructureaux qu'en Nota Bene sans avoir à les introduire dans la démonstration qui restera, la plupart du temps economiciste et mécaniste.

Bien que ces auteurs marxistes critiquent l'économie bourgeoise marginaliste qui a la prétention d'élaborer une science économique "pure", ahistorique, on constate qu'ils n'ont pas su intégrer pleinement au niveau théorique et à titre décisif, les dimensions super-structuelles qui, au mieux, ne sont présentées qu'en tant que reflet de la dynamique économique.

Ainsi, pour ces auteurs, les causes profondes de la colonisation de l'Afrique sont d'ordre économique. Elles sont à chercher au sein du continent lui-même.

Rodney comme Amin est très clair sur ce point:

European monopoly firms operated by constantly fighting to gain control over raw materials, markets and means of communications. They also fought to be the first to invest in new profitable undertaking related to their line of business - whether it be inside or outside their countries. Indeed, after the scope for expansion became limited inside of their national economies, their main attention was turned to those countries whose economies were less developed and who would therefore offer little or no opposition to the penetration of foreign capitalism. (Rodney, W., 1972: 149-50).

Cependant, cette pénétration du capital n'explique pas à elle seule la pénétration coloniale dans la mesure où Rodney lui-même le note dans son analyse: "Imperialisme is essentially an economic phenomena and its does not necessarily lead to direct political control or colonisation". (Rodney, W., 1972: 150).

La raison qu'il avance pour expliquer la colonisation de l'Afrique noire est la conjonction de deux phénomènes. Le premier, décisif, est avant tout économique. Les Européens se sont emparé de tout ce qui recelait la moindre potentialité de richesse. Les territoires colonisés, pour la plupart, n'étaient pas destinés à une exploitation économique immédiate, mais représentaient un investissement pour le futur. Cependant et c'est là son deuxième point, le contrôle politique devenu nécessaire ne put être réalisé que grâce à la supériorité militaire des nations européennes qui, selon lui, avant le 19e siècle étaient incapables de pénétrer le continent africain "because the balance of force at their disposal was inadequate". (Rodney, W., 1972: 150). Ainsi, "the same technological changes which created the need to penetrate Africa, also created the power to conquer Africa. The firearms of the imperialist epoch marked a qualitative leap forward". (Rodney, W., 1972: 150).

Selon Rodney, le fait de mettre certains territoires en "réserve" aurait rendu la domination politique nécessaire. Celle-ci fut possible grâce à un armement supérieur des forces impérialistes. Cette argumentation nous apparaît peu convaincante dans la mesure où il est difficile, en ce qui concerne l'Afrique, de trouver des arguments strictement économiques justifiant ce partage. En effet, comme le souligne Coquery-Vidrovitch, le rôle économique de l'Afrique noire coloniale était alors et est resté longtemps négligeable sauf pour la Belgique qui n'avait pas d'autres colonies. Plus précisément:

La part africaine des investissements effectués outre-mer par les grandes puissances resta réduite: en 1913, malgré l'étendue des superficies concernées, la Grande Bretagne n'avait investi en Afrique que M£ 402 sur 4 milliards et seulement M£ 37 si l'on exclut l'Afrique du Sud. En 1936 le total des investissements étrangers en Afrique noire était estimé à seulement M£ 200. (Coquery-Vidrovitch, C., 1971: 90).

Cela est confirmé par Kiwanuka qui, s'inspirant des travaux de William Langer, note en particulier que la période d'expansion maximale de la Grande Bretagne ne se caractérise pas par une quantité considérable de capital britannique exporté, mais au contraire par la chute marquée de l'investissement du capital outre-mer. Il est à noter aussi qu'avant 1914 la destination de la plupart du capital britannique était les Etats-Unis et que moins de 50% des investissements de la Grande Bretagne étaient destinés à l'Empire. Dans les colonies tropicales, la quantité d'investissement était marginale comparée à la somme globale des investissements outre-mer. Le marché africain pour les produits manufacturés était tout aussi marginal. (Kiwanuka, S., 1973: 10).

Du côté français, la seconde force coloniale en Afrique, il en fut de même. Selon Coquery-Vidrovitch, le rôle de frein du nationalisme colonial fut en partie masqué par le dynamisme d'une économie qui rattrapait un important retard. (Coquery-Vidrovitch, C., 1971: 102). En fait cet essort provenait presque entièrement des semi-colonies telles la Russie et la Turquie par exemple. C'est à dire de territoires en dehors du domaine colonial proprement dit. Elle ajoute:

Le territoire colonial une fois conquis ne coûte plus très cher. Mais il rapportait peu. Les investissements, presque toujours destinés à des travaux d'infrastructures entrepris par l'Etat (voies ferrées, routes, ponts...) n'étaient pas rentables à court terme dans des pays généralement dépourvus de richesses minières. Ils supposaient un développement parallèle du commerce d'exportation. Or celui-ci continuait à se diriger en majeure partie vers l'étranger ou, s'il s'adressait à la France, il lui posait de graves problèmes de concurrence au lieu de lui être complémentaire. (Coquery-Vidrovitch, C., 1971: 104).

Ainsi, le partage de l'Afrique semble s'être effectué sans mobile économique majeur préexistant. De plus, comme mentionné plus haut la domination coloniale n'a pas donné lieu à une mise en valeur justifiant la thèse économiste. L'exploitation du continent releva jusqu'à très tard de l'économie de traite. Celle-ci jusqu'à la deuxième Guerre Mondiale fut fondée sur le pillage.

On exportait l'or, le diamant et le cuivre et l'on achetait à des prix dérisoires des produits bruts ou médiocrement élaborés selon des méthodes artisanales (cueillette du caoutchouc sauvage, chasse à l'ivoire, fabrication villageoise d'huile de palme, concassage à la main des palmistes, plantations "indigènes" de cacaoyers de caféiers, d'arachides); ces produits étaient échangés contre des marchandises d'importation fortement surévaluées et destinées à l'autodestruction, à la consommation immédiate ou à la thésaurisation ostentatoire. (Coquery-Vidrovitch, C., 1971: 95).

Ce sont les compagnies commerciales qui dominaient le continent noir. Coquery-Vidrovitch évoque l'exemple de la compagnie concessionnaire du Congo qui jusqu'en 1920 ne pratiqua aucun investissement sinon les

premiers frais d'établissement (Coquery-Vidrovitch, C., 1971: 95).

L'exception à cela se trouvait dans les pays miniers tels le Congo belge et la Rhodésie.

Ainsi, la "mise en réserve" des territoires conquis apparut paradoxalement comme un frein à l'exploitation. On comprend dès lors les réticences manifestées par les gouvernements au plus fort du partage: la conquête et l'occupation étaient coûteuses; elles n'étaient pas nécessairement payantes.

Il semble donc que ce soit hors de l'économisme pur et hors du continent africain qu'il faille chercher les causes profondes de la colonisation du continent noir. C'est ce qu'a en partie réussi, à notre sens, Coquery-Vidrovitch. Elle va s'attacher à démontrer que la période coloniale ne peut pas être assimilée sans quelques réserves à l'impérialisme. Nous reprenons ici les idées qui se trouvent exprimées dans son article. (Coquery-Vidrovitch, C., 1971).

L'impérialisme britannique, le premier en date; naquit au milieu du 19e siècle, avant la ruée coloniale.

Au tout début cet empire mercantile fonctionnait selon les principes du libre-échange. Il contribua fortement à l'accumulation primitive qui permit de financer l'essor industriel de l'Angleterre. Le stade du mercantilisme fut vite dépassé, et l'Angleterre assura son hégémonie en ruinant les industries étrangères naissantes, en particulier celles des Indes.

L'impérialisme qui fit suite au capitalisme mercantile eut trois caractères principaux:

- exportation des hommes.
- exportation des marchandises.
- exportation des capitaux.

L'utilisation de capitaux au développement des moyens de transport contribua à créer une infrastructure nécessaire à une division internationale du travail au profit du centre. Cet empire, en s'étendant, nécessita l'intervention des pouvoirs politiques et militaires. Le gouvernement du intervenir directement pour protéger les intérêts de l'entreprise privée au sein de l'Empire Britannique. Cette conquête fut rendue inévitable à cause des contradictions que génère l'impérialisme lui-même.

Dans la suite de son analyse, l'auteur va tenter de montrer que si l'économie pouvait expliquer la construction du premier Empire Britannique (XVIIe et XVIIIe siècle), elle ne suffit plus à expliquer celle du second.

Sa démonstration reposera sur l'analyse spécifique du partage de l'Afrique. Elle va tenter de prouver que ce partage ne trouve pas ses raisons en Afrique même, mais sur l'échiquier mondial où les puissances en compétition "ressentaient le besoin" (Coquery-Vidrovitch, C., 1971: 92) de se ménager des chasses gardées pour l'avenir. C'est, selon elle, la mondialisation du capitalisme occidental et plus précisément la compétition entre les puissances du centre qui est la cause majeure de ce partage. Est-ce faire encore de l'économie l'unique instance explicative?

A partir de notre lecture de cet article, nous ne le pensons pas, car cette compétition coloniale va devenir une véritable entrave aux intérêts impérialistes en mettant au premier rang le politique voire, dans certains cas, l'idéologie. Cela eut pour conséquence la réalisation d'opérations économiquement injustifiables: "l'opinion générale restait en Angleterre que la création des colonies était une mauvaise affaire: il valait mieux s'assurer le concours des Etats existants". (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 144).

En ce sens, l'auteur peut avancer qu'

il est vrai que la Grande Bretagne constitua son Empire malgré elle: au plus fort du partage les hommes politiques auraient volontiers fait l'économie de la conquête. Mais ils la savaient inévitable: l'impérialisme sécrétant sa propre contradiction, impliquait une domination politique d'un coût élevé qui contrevenait à son objet économique.- (Coquery-Vidrovitch, C., 1971: 87).

L'occupation des territoires africains avait donc moins pour but de construire un empire que de protéger les intérêts existants. La période coloniale, à plus d'un titre, contredit ainsi les objectifs économiques de l'impérialisme.

Pour compléter cette explication il faut donc avoir recours à des éléments d'ordre superstructurel qui, grâce à leur propre dynamique ont pu jouer un rôle décisif dans le partage de l'Afrique.

Ce n'est en rien, comme le font les chercheurs libéraux qui ont recours en priorité aux éléments idéologiques et politiques, nier ou rejeter la détermination en dernière instance de l'économique. Il ne fait aucun doute que parler de l'avènement au niveau mondial du capitalisme occidental c'est se placer nécessairement au niveau économique, mais pas exclusivement, dans la mesure où la concurrence entre les Etats qui découle de cette situation exacerbe le rôle de la superstructure.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que nous constatons que la superstructure soit dominante. Les phénomènes relevant de la structure économique ouvrent un champ de possibilités politiques et idéologiques dont la réalisation n'est pas déterminée de façon mécanique par l'économique, mais par la globalité sociale (dont l'économique n'est qu'un des éléments) dans laquelle ces possibilités s'inscrivent. Ainsi, si l'économique reste déterminante en dernière instance les dimensions idéologiques et politiques peuvent jouer un rôle décisif dans une conjoncture donnée. En ce sens nous nous écartons de Coquery-Vidrovitch qui, dans un dernier sursaut et à l'encontre de sa démonstration, rejoint le rang des économicistes: ici la superstructure, de reflet, devient réflexe.

Certes le rôle économique de l'Afrique était alors, et est longtemps demeuré négligeable. Faut-il pour autant rejeter en bloc toute explication d'ordre économique au profit d'une sorte de mégalomanie politique? Cette dichotomie n'est plus de mise et reviendrait seulement à repousser le problème. (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 399).

Selon elle les phénomènes d'ordre superstructurel rattachés au partage du continent

étaient autant de réflexes locaux, de réponses à une situation globale qui dépassait de beaucoup le continent africain, pièce effectivement mineure de l'échiquier mondial. (Coquery-Vidrovitch, C., 1974 : 399).

Nous pensons au contraire que ces éléments superstructuraux ont joué un rôle décisif et ont imprimé à cet événement historique important une dynamique que l'explication économique n'épuise pas. C'est ce que nous allons tenter de montrer.

L'optique impérialiste propre à cette époque était principalement une exaltation de l'idée nationale. En fait, l'impérialisme colonial impliquait le nationalisme et le protectionnisme qui allaient tout deux à l'encontre de son essence économique. Nous nous attarderons ici sur le premier de ces éléments.

L'exaltation de l'idée nationale fut exemplaire en France en particulier. Le point culminant de l'expansionnisme se situa entre la crise boulangiste et l'Affaire Dreyfuss. En effet, au lendemain de la défaite de 1870 contre l'Allemagne et de la récession intérieure qui la suivit, l'entreprise coloniale relevait plus de l'épopée et de l'exaltation nationale que de la mise en valeur des territoires d'outre-mer. Hoffer souligne justement qu'on cherchait d'abord à conquérir l'Empire le plus vaste possible et secondairement à en faire le plus riche possible. (Hoffer, R., 1939: 55). Bien entendu, nous ne prétendons pas ici découvrir, comme la plupart des auteurs que nous citons, l'Événement d'ordre politique ou idéologique qui soit à la base du partage de l'Afrique. Une telle recherche est, à notre sens dénuée de fondement et par

là même vouée à l'échec.

R. Oliver et J.D. Fage ont aussi mis l'accent sur l'importance de l'émergence de la Belgique et de l'Allemagne en tant que puissances coloniales. Ils ont écrit:

The partition of Africa was indeed essentially the result of the appearance on the African scene of one or two powers (Germany and Belgium) which had not previously shown any interest in the continent. It was this that upset the pre-existing balance of power and influenced and precipitated a state of international hysteria in which all the powers rushed in to stake claims to political sovereignty and to bargain furiously with each other for recognition in this or that region. (Oliver, R., Fage, J.D., 1962: 186).

D'autre part de nombreux historiens ont souligné l'importance de la Conférence de Berlin et certains considèrent même cet événement comme le point de départ aboutissant au partage de l'Afrique. Kiwanuka écrit:

Because of this the role of Germany and the quest for colonies as symbols of her newly won greatness has been stressed. The partition of East Africa has consequently been attributed not only to British occupation of Egypt but also to the sudden irruption of Germany on the East African coast. By laying claims over the land of the interior Germany forced Britain to abandon her dog in the manger attitude and begin to be serious about her vague claims over the East African interior. (Kiwanuka, S., 1973: 6).

Robinson et Gallagher soulignent plutôt l'importance de l'intervention britannique en Egypte. En fait, pour les auteurs cette intervention

n'aurait pas de causes économiques mais avant tout stratégiques. Il s'agissait pour la Grande Bretagne d'assurer la sécurité de la route des Indes par la Méditerranée qui était menacée par le déclin de l'autorité turque sur les bouches du Nil. Le but de cette stratégie était de protéger le vieil Empire d'Asie et non d'en créer un autre. (Robinson, R., Gallagher, J., 1961).

Ces auteurs ont insisté tout particulièrement sur le rôle déterminant des hommes politiques qui, par l'action diplomatique, se sont trouvés au coeur du jeu subtil des rapports de force entre gouvernements de la métropole et groupes de pression coloniaux, pas nécessairement économiques. Nous verrons à ce propos le rôle des missionnaires.

Les thèses mettant en avant les facteurs politiques ou diplomatiques sont nombreuses dans la littérature non marxiste et nous ne tenons pas ici à toutes les énumérer. Disons simplement que nous avançons l'hypothèse que ces facteurs ont joué un rôle que les auteurs marxistes en général leur refusent, à savoir un rôle dominant dans le partage de l'Afrique. Il va sans dire que ces éléments d'ordre politique s'accompagnent d'éléments d'ordre idéologique fort importants, ceux-ci et ceux-là se soutenant et se renforçant les uns les autres.

Pour soutenir et justifier les décisions politiques il y eut en particulier la thèse darwinienne qui prouvait de manière "scientifique" la supériorité des Européens et ainsi justifiait la domination des autres races par la colonisation.

De plus, le racisme lié à l'humanisme chrétien déboucha sur la conviction des pays européens d'exercer un devoir moral envers le reste de l'humanité. "Le 'fardeau de l'homme blanc' apparaissait comme la rançon inévitable de la 'mission' occidentale exaltée par la littérature de l'époque (Kipling)". (Coquery-Vidrovitch, C., 1971: 98).

Selon l'historien Cornevin les milieux missionnaires appartenaient aux mêmes classes sociales bourgeoises ou nobilières qui fournissaient les officiers et les parlementaires. Bien vite, les premiers missionnaires et commerçants européens sentirent la nécessité d'une protection militaire et pensaient en général que seule l'intervention de l'autorité européenne parviendrait à redresser les mœurs, supprimer le servage, mettre un terme aux guerres tribales etc... (Cornevin, R., 1966: 510).

En Afrique orientale les méthodes des missionnaires rendirent impossible le maintien du statu-quo. Leur impuissance à supplanter l'Islam et leur incompréhension vis à vis des croyances traditionnelles rendirent négligeable leur impact au niveau idéologique. Mais le fait d'accueillir les esclaves fugitifs comme à Mombassa envenima les rapports de la Church Missionary Society avec les tribus voisines.

Dans d'autres endroits comme en Rhodésie, l'absence d'aide financière de la métropole conduisit les missionnaires à se comporter à la manière de seigneurs féodaux: assistance obligatoire aux services

religieux, travail forcé, soumission aux taxes par capita et aux châ-timents corporels. Selon Coquery-Vidrovitch, "L'évangilisme restait inséparable de l'esprit d'entreprise et (les missionnaires) firent de leurs villages des postes fortifiés et des centres de négoce et d'artisanat, suscitant des besoins nouveaux et diffusant autour d'eux l'idéologie occidentale". (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 147). Face à ce pouvoir économique, politique et idéologique parallèle les autorités traditionnelles, se sentant menacées, réagirent en utilisant la force.

"Traders as well as missionaries invariably clamoured for protection and feverishly agitated for the takeover of the territories in which they operated. Under such circumstances neither official Britain nor France nor Germany could resist colonial expansion for long". (Kiwauka, S., 1973: 5).

Bien que les facteurs externes au continent semblent déterminants dans le partage de l'Afrique, il nous faut souligner l'importance d'un facteur interne particulier.

La domination britannique et française qui trouvait son origine, comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent, lors de la période mercantiliste, avait depuis longtemps amorcé la décomposition des états exploités. Selon l'expression de Coquery-Vidrovitch "la plupart se trouvaient en état de moindre résistance" (Coquery-Vidrovitch, C., 1971), et ainsi la prise en main paraissait comme allant de soi.

Rodney ajoute de façon pertinente:

It is widely accepted that Africa was colonised because of its weakness. The concept of weakness should be understood to embrace military weakness and inadequate economic capacity; as well as certain political weakness namely the incompleteness of the establishment of nation states which left the continent divided and the low level of consciousness concerning the world at large which had already been transformed into a single system by the expansion of capitalist relations. (Rodney, W., 1972: 160).

Comme nous l'avons mentionné plus haut, nous nous écartons des thèses de ces divers auteurs qui tous cherchent l'Évènement qui, à lui seul, aurait enclenché le mécanisme du partage. Chacun, évidemment le cherche dans son domaine. Pour l'un ce sera au sein de la politique au sens large, pour l'autre au sein de la diplomatie au sens étroit ou encore dans l'idéologie. Mais tous rejettent la thèse marxiste d'un bloc du fait que, dans sa version courante elle se cantonnait à des explications purement économiques. Nous pensons nous situer sur une voie marxiste et non économiciste.

En conclusion, nous noterons qu'il est impossible de comprendre le partage de l'Afrique sans prendre en compte les changements politiques et idéologiques sur la scène occidentale.

The entertainers in the music-halls, the poets and the historians as well as the politicians all made their contributions to the scramble when they began to talk about "the historic missions of expansion". There was talk about "the white man's burden", "the manifest destiny", and "the lamp of life". The European nationalist movements which had been sparked off by the Napoleonic wars had by 1875 led to the unification of Italy and Northern Germany.

These new nations looked to the colonies as an outlet for their nationalism. The phrase "a place in the sun" became a catch-word among german colonial circles. The arrival of new claimants for the place in the sun or the colonial scene sharpened the rivalry and quickened the scramble. (Kiwanuka, S., 1973: 13).

Faut-il déduire de ce qui précède que la colonisation en Afrique ne fut qu'un épisode aux conséquences superficielles? Nous ne le pensons pas et nous allons essayer de montrer au contraire que les effets de cette période sont encore actifs aujourd'hui et que ceux-ci sont pour la plupart à l'origine des obstacles structurels majeurs qui bloquent le développement du continent noir.

En effet, l'emprise directe des forces impérialistes, quelle que fut la raison de cette domination, a eut des conséquences déterminantes pour l'avenir du continent. La domination politique succédant à une période de conquête au sens strict, a permis aux puissances coloniales de contrôler dans ses secteurs fondamentaux la vie politique, économique et même idéologique des formations sociales africaines. Davidson se référant à cette période a pu écrire:

However various the methods of colonial enclosure, the results were in one great aspect the same. They brought a new subjection by peoples who, unlike all previous and internal conquerors, regarded themselves as naturally superior to Africans, and who were also able to apply methods of oppression and exploitation of a range and intensity never known before. (Davidson, B., 1968: 254).

Ainsi, comme nous avons tenté de le montrer dans les chapitres précédents le mode de production capitaliste fut introduit de l'extérieur et fondé sur le marché extérieur. Une fois dominant, à l'inverse de ce qui se passe dans les pays du centre, il ne tend pas à devenir exclusif, mais s'articule à des éléments appartenant aux modes de production antérieurs.

Nous avons vu aussi dans le chapitre précédent, que le commerce de traite s'était développé sur les côtes en particulier, bien avant la conquête coloniale et qu'il avait donné lieu au développement d'une bourgeoisie commerçante d'origine européenne sur la côte ouest, et arabe sur la côte est. Cette bourgeoisie devint rapidement métisse. Au Sénégal par exemple, cette classe fut surtout recrutée parmi les métis ou les créoles lettrés. Le développement de cette bourgeoisie commerçante fut bloqué pendant la période coloniale par la concurrence des grands monopoles du commerce colonial. (Meillassoux, C., 1971: 37).

Au Sénégal, Meillassoux nous dit: "Le capitalisme commercial national se trouve bloqué par l'action des sociétés européennes auprès du gouvernement sénégalais pour lui interdire d'investir dans les secteurs stratégiques où règne le capital étranger: banques, transports aériens ou maritimes". (Meillassoux, C., 1971: 38). La capacité d'investissement était ainsi limitée. En effet, cette bourgeoisie se restreignait aux affaires spéculatives les plus aléatoires ou aux entreprises soumises au marché d'Etat. Ces divers secteurs pouvaient difficilement

être le point de départ d'un secteur économique autonome solide et durable. Meillassoux poursuit:

Totalelement tributaire des fournisseurs et des transporteurs européens, privé de contrôle sur les moyens bancaires, placé dans la mouvance monétaire d'économies centrales éloignées, et soumis à des décisions politiques sur lesquelles les sociétés étrangères pèsent plus lourd que lui, le commerce sénégalais ne se développe que dans les limites étroites que l'Etat veut bien définir pour lui. (Meillassoux, C., 1971: 38).

Cette situation ne fut pas particulière au Sénégal mais généralisée à l'ensemble des pays côtiers de l'Afrique noire.

Amin souligne justement que le développement des relations commerciales vers l'intérieur des pays aurait dû susciter l'émergence d'une bourgeoisie de petits commerçants. Mais dans ce cas comme dans celui du commerce côtier, la puissance des monopoles commerciaux les a empêchés de se développer au delà du stade du petit commerce. Seul le commerce des produits vivriers locaux, traditionnellement réservé aux femmes, a pu être accaparé par cette bourgeoisie commerçante. Ainsi, certains mouvements de concentration semblaient opérer par endroit. (Amin, S., 1970, T2: 28).

Comme nous allons le voir l'absence d'une bourgeoisie nationale forte (quand elle existait, elle était toujours faible) a joué un rôle crucial dans l'histoire du continent, et cela jusqu'à nos jours.

L'Angleterre fut la première puissance impérialiste mettant à profit l'initiative de ses nationaux en leur abandonnant la charge

d'assurer le contrôle politique des nouveaux territoires à exploiter. Ce fut l'émergence des compagnies à chartes. Il faut noter que pour l'Angleterre il n'y avait là rien de nouveau. En effet, le gouvernement par compagnies à chartes fut imposé sur différents territoires d'Amérique du Nord et aux Indes. Ainsi, un certain nombre d'aventuriers capitalistes étaient prêts à financer des projets d'exploitation à condition d'être assurés du monopole commercial et du droit exclusif à la perception de taxes, à l'exploitation des terres et des ressources minérales. De manière à protéger cette main mise, les gouvernements européens en général et britannique en particulier déclarèrent ces territoires protectorats.

Kiwanuka avance: "Because such protectorates might be claimed to have no legal standing, a legal fiction was found by a system of Treaties or Agreements. These documents were accepted as valid titles to the acquisition of African territories and the African were alleged to have 'voluntarily ceded their sovereign rights'". (Kiwanuka, S., 1973: 19).

Inutile de préciser qu'un tel procédé conduisit à de nombreux abus.

Documents were produced by the hundreds, written in all forms of legal verbiage. It did not matter whether a chief had no power to dispose of the wealth of the country or the political rights of the people upon whom he had been called to lead. The so-called treaties were duly attested by a cross which purported to carry the assent of a King or Chief... Oftentimes such assent was secured by military force or by the presence of a gunboat. (Kiwanuka, S., 1973: 20).

Ainsi, pendant que les concessionnaires obtenaient des conditions plus qu'avantageuses, le pouvoir en place engageait une campagne de propagande en faveur de ces compagnies. Elles étaient présentées par les puissances européennes comme la panacée et le système de colonisation le moins onéreux possible. Cette attitude s'explique par la situation analysée dans la première partie de ce chapitre. Il fallait réduire au maximum le coût d'une opération qui paraissait aux gouvernements européens peu prometteuse mais inévitable. "At that time, as in the case of Britain, when colonial expenditures were not enthusiastically supported by the Treasury, the Trading Company's readiness to provide capital played an important rôle in overcoming the resistance to expansion from the Treasury officials" (Kiwanuka, S., 1973: 20).

Il faut cependant ajouter que le modèle dont on prétendait s'inspirer était celui des entreprises belges situées dans l'Etat indépendant du Congo et dont les dividendes avaient impressionné les milieux boursiers des puissances coloniales.

En France la situation apparaissait similaire à celle de l'Angleterre, les différences n'étaient que d'ordre secondaire.

Les sociétés devaient verser au budget de la colonie une redevance annuelle, et 15% de leurs bénéfices, verser un cautionnement, entretenir des services de navigation fluviale pour la desserte de leurs territoires. En principe, elles n'avaient "aucune délégation de souveraineté" et leurs agents devaient "éviter toute ingérence administrative ou politique" (article 13 des instructions ministérielles du 24 mai 1899). Mais dans la pratique, des forces de polices (miliciens) furent mises à la

disposition des agents de la compagnie qui s'arrogèrent, surtout en l'absence d'administrateurs réguliers de véritables pouvoirs politiques. Les concessions ignoraient purement et simplement les droits des habitants autochtones, livrés ainsi à la merci des compagnies. (Suret-Canale, J., 1972, T2: 34).

Que ce soit en Afrique Occidentale Française ou en Afrique Equatoriale Française ce système mis en place donna lieu à la spoliation la plus brutale. L'exploitation des paysans africains indépendants se faisait par l'intermédiaire du marché. Ce sont eux qui fournissaient l'essentiel de la production. Il existait peu de plantations européennes. En Côte d'Ivoire on notait quelques concessions forestières. Dans la zone des savanes, les paysans indépendants produisaient moins cher avec leur outillage traditionnel qu'une exploitation employant une main d'oeuvre salariée même mal payée. Cela explique que dans l'ensemble de l'Afrique les investissements agricoles, forestiers et même miniers furent assez faibles.

Suret-Canale note à ce propos que mis à part les années d'installation des compagnies à chartes (1900-1901) la valeur des exportations dépasse largement celle des importations (Suret-Canale, J. 1972, T2: 60). Cela traduit la faiblesse des apports de capitaux et l'intensité du pillage des produits locaux.

Pour s'assurer le service des paysans indépendants l'administration utilisait tous les moyens possibles y compris la violence. On vit apparaître les cultures forcées, les livraisons obligatoires de

produits achetés aux prix les plus bas, l'impôt capitalaire, le travail obligatoire, la requisition de main d'oeuvre non payée... (Suret-Canale, J., 1972, T2: 40).

En ce qui concerne le Portugal la situation fut sensiblement différente. Comment ce pays pauvre, non industrialisé et sans capital pouvait-il faire face à la concurrence qui allait s'établir entre les puissances européennes en Afrique? La solution, toute originale qu'elle fut, entraîna des conséquences similaires à celles soulignées plus haut.

Lors de la Conférence de Berlin (15 novembre 1884) les pays industrialisés se mirent officiellement d'accord sur les limitations de leur zone d'influence politique et économique. Les dispositions ressortant de cette conférence obligèrent les Portugais à partager l'exploitation coloniale avec d'autres puissances européennes et les Etats-Unis. De Souza Clington ajoute que:

Pour atteindre (les objectifs décidés lors de la Conférence de Berlin) les classes dirigeantes portugaises furent contraintes de trouver de la main d'oeuvre pour une agriculture de type latifundiaire, pour les industries extractives, les travaux à caractère public et privé. Cette politique exigeait d'abord la soumission complète des peuples africains... On assista à l'avènement d'une période d'exploitation acharnée des travailleurs africains. (De Souza Clington, M., 1975: 122).

Cette exploitation se fit à partir des moyens mentionnés plus haut.

A part le fait d'avoir permis la fortune de certaines compagnies à chartes et de certains individus tel Cecil Rhodes, il faut bien

dire que la politique de ces compagnies fut un échec. Celui-ci fut en grande partie dû aux excès de leurs dirigeants, à la dilapidation de capitaux insuffisants et à leur incapacité d'administrer les vastes territoires qui étaient placés sous leur contrôle.

Pourtant ces compagnies "avaient été aux mains des métropoles un instrument commode de transition entre les techniques coloniales traditionnelles et les formes nouvelles de l'impérialisme économique. A l'aube du XXe siècle commençait de se poser le problème majeur: celui de l'aménagement des Empires, préalable nécessaire à la mise en valeur" (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 156).

Dès les premières agressions coloniales, les populations africaines résistèrent soit par la révolte ouverte, soit par la passivité. Nombreux furent ceux qui abandonnèrent leur village pour échapper au recensement, au paiement d'impôts, à l'obligation d'approvisionner les marchés ou à la déportation au loin et au travail forcé.

Comme nous l'avons noté plus haut, l'époque mercantiliste avait depuis longtemps amorcé la décomposition des états exploités. Si on ajoute à cela le fait que les armées coloniales étaient supérieurement équipées, on comprendra que la conquête brutale se solda par la perte de la souveraineté des derniers empires quand ce n'était pas leur destruction pure et simple. Rodney note:

The French wiped out the large muslim states of the Western Soudan, as well as Dahomey and kingdoms in Madagascar... The British eliminated Egypt, the Mahdist Sudan, Asante, Benin, the Yoruba Kingdoms, Swaziland, Matabeleland, the Lozi and the East African Lake Kingdoms as great states. It should further be noted that a multiplicity of smaller and growing states were removed from the face of Africa by the Belgians, Portuguese, British, French, Germans, Spaniards and Italians. Finally, those that appeared to survive were nothing but puppet creations. (Rodney W., 1972: 246).

Comme le notent de nombreux chercheurs, la chute des empires ne mit pas fin aux mouvements de résistance. La plupart de ces mouvements de masses d'origine paysanne furent réprimés avec violence.

Selon Coquery-Vidrovitch ils étaient

sous-tendus par un messianisme prophétique qui sacralisa et popularisa des révoltes de désespoir; celles-ci dans un contexte de mutation accélérée par la pression administrative puis, dans les années trente, par l'effondrement de la grande crise exprimaient au nom d'un retour à l'ordre social antérieur, moins des revendications qu'un refus brutal global du nouveau pouvoir et de son idéologie, de son ordre "laïcisé, bureaucratisé et stratifié". (Coquery-Vidrovitch, C., 1974 : 211).

Nous verrons plus loin l'importance idéologique de ces mouvements messianiques.

Notons que, bien que la fréquence des soulèvements eut atteint un paroxysme au début du siècle, ces phénomènes d'affrontement furent constants durant toute la période coloniale. Il faut ajouter cependant que progressivement ces révoltes marquées par l'héritage traditionnel de

croyances ont commencé à fusionner avec des revendications modernes d'émancipation et d'indépendance nationale. L'impact des différenciations de classes se firent de plus en plus sentir bien que comme nous le constaterons, la période coloniale se caractérise plutôt par la lutte colonisateurs/colonisés qui mit comme un frein à la lutte des classes.

Disons cependant que, malgré la réticence des gouvernements européens ~~à se~~ lancer dans l'aventure coloniale et à cause de l'échec des concessions à charges dans la mise en valeur des territoires africains, les puissances coloniales vont entrer directement en jeu. Comme nous l'avons déjà mis en évidence dans la première partie de ce chapitre, le partage de l'Afrique ne donna pas lieu à une réelle mise en valeur. L'économie de traite fondée sur le pillage y domina jusqu'à la 2e Guerre Mondiale. (Coquery-Vidrovitch, C., 1971: 95).

Pour se convaincre de cela il suffit d'observer la logique qui a présidé à la mise en place d'un réseau de transport minimal. Les métropoles se contentèrent d'ouvrir les pays par des voies ferrées, pistes et ports, ceci afin d'évacuer les ressources minérales quand elles existaient et les produits tropicaux fournis par la population paysanne, et aussi par des plantations comme ce fut le cas en Afrique de l'Ouest.

Mais pour imposer ce type d'économie, il fallait s'assurer la participation de la population africaine. Même si le nombre de gens touchés resta longtemps limité, le bouleversement des structures antérieures fut radical. En fait, comme le souligne Coquery-Vidrovitch "l'impact

colonial modifia toutes les sphères de la vie africaine". (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 197).

Un grand nombre d'auteurs répartissent les systèmes politiques coloniaux en deux catégories principales: la domination directe (France, Belgique et Portugal) et le gouvernement indirect (Angleterre).

Un auteur tel Markovitz donne à cette différenciation une grande importance. Selon lui, "Colonial policies and structures of rules differed among the European powers and overtime. These policies conditioned the nature of the nationalist movements that emerged in Africa before independence, and also guide the type of economic development and social policy characteristic of different African territories". (Markovitz, I.L., 1977: 59). Kiwanuka cite le professeur Emerson qui lui aussi abonde dans ce sens:

The nature of the colonial setting and the contrasting colonial policies of the powers have played a significant role not only in the shaping of nations, but also in the development of nationalism, influencing the speed with which nationalist movements have swung into action, their membership and structure, the demands they pose and their tactics and strategy. (Cit. Kiwanuka, S., 1973: 76).

Comment expliquer l'émergence de deux types de politiques coloniales? Les explications avancées sont en général issues des caractéristiques politiques nationales de la métropole combinées à différentes idéologies.

Gann et Duignan soutiennent que

The British were on the whole pragmatic and more respectful of established chieftain authority while the French were more legally minded, bound to the continental tradition of centralized administration. The French thus based their government on centralized rule from Paris and on the same administrative concepts that dominated their outlook on government at home... The Belgian like the French believed in extreme centralization. (Cited in Kiwanuka, S., 1973: 77).

La colonisation à domination directe était sous-tendue par le mythe de l'assimilation.

Les coloniaux français envisageaient un empire qui pourrait faire de tous les sujets colonisés des citoyens ayant les valeurs et les droits métropolitains. En fait, ces déclarations de principe rattachées à cette philosophie de la colonisation sont restées pratiquement lettres mortes. Coquery-Vidrovitch soutient que "les théoriciens de l'assimilation n'étaient disposés ni à assumer les charges ni surtout à en admettre les conséquences qui eussent, entre autres, singulièrement modifié la composition des organismes du gouvernement central". (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 159). En fait, seul le Sénégal fut représenté par députation à l'Assemblée Nationale Française durant la période précédant la seconde Guerre Mondiale. Cette mesure fut mal accueillie aussi bien par les colons qui avaient le sentiment de perdre leurs privilèges, que par les africains qui rejetaient le postulat de leur infériorité culturelle et raciale.

Selon Suret-Canale, après la guerre de 1914-1918, pour faire barrage aux revendications des africains qui commençaient à prendre au sérieux les promesses d'assimilation, on déclara celles-ci démagogiques et irréalisables. On leur opposa alors une prétendue politique d'"association" qui présentait avec l'"indirect rule" anglais quelques analogies. Suret-Canale ajoute: "En fait la prétendue "association" (jointe au maintien des "droits de la domination") n'était guère que l'association du cheval et du cavalier... Sous le prétexte du respect des coutumes... l'administration coloniale fera barrage à toute revendication démocratique". (Suret-Canale, J., 1972, T2: 113).

Pourtant Coquery-Vidrovitch soutient que la doctrine coloniale resta profondément marquée par la tendance à l'assimilation et à la centralisation de l'administration directe. "Du chef de village au gouverneur général, en passant par l'administrateur de subdivision, l'administrateur de cercle et le gouverneur de la colonie, l'identité du système pyramidal incarnait l'unité de l'Empire, quel que fut le point du globe envisagé". (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 160).

L'idéal d'un tel système consistait à supprimer les grands chefs ou du moins à réduire leur autorité au niveau des villages en plaçant des fonctionnaires français. En général, le gouvernement colonial utilisa le pouvoir traditionnel chaque fois que cela fut possible. Cette politique habile fut principalement utilisée en milieu musulman car "l'Islam représentait" aux yeux des colons "un jalon utilisable entre le 'barbarisme' et la culture française". (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 160).

Cette version française de l'"indirect rule" trouva sa meilleure application au Sénégal où eut lieu l'essor de la Secte Mouride qui comptait plus de cent mille membres, paysans pour la plupart. En accord avec l'administration française cette "force de travail" fut utilisée à la production arachidière. (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 161).

Il en fut de même dans toutes les régions de pouvoir animiste. Dans un premier temps furent éliminés les chefs récalcitrants. Seuls furent épargnés ceux qui se rangèrent aux côtés de l'administration. Les autres furent remplacés par des chefs plus dociles. Ces nouveaux chefs différaient de ceux de naguère. Leur rôle essentiel se bornait à assurer la transmission entre le commandement du cercle et la population. C'était, en quelque sorte, un fonctionnaire souvent mal payé et méprisé de la population.

L'autre puissance coloniale utilisant aussi le mythe de l'assimilation fut le Portugal. En théorie les Africains avec une bonne éducation, une maîtrise du portugais et des habitudes de la culture portugaise avaient droit au statut de citoyens portugais.

Selon Markovitz "although more social contact probably occurred between Europeans and Africans in the Portuguese areas of dominion than in any other colonial zone, in reality few Africans were ever legally assimilated and thereby given rights of education and law". (Markovitz, I.L., 1977: 67). D'après Coquery-Vidrovitch les personnes ayant statut

portugais (blancs, métis et assimilés) étaient en 1950, 30,000 sur 4 millions en Angola et 4,300 sur 6 millions au Mozambique. (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 158).

Au dire de Markovitz la Belgique était la puissance coloniale la plus assimilatrice (Markovitz, I.L., 1977: 65). En fait, sa politique coloniale fut comparable à celle de la France mais poussée à ses limites. "Belgian colonial administration meant direct rule by Belgians; that is no local government of Africans; no African representation in Belgian institutions; no Africans in any form of political activity whatsoever". (Markovitz, I.L., 1977: 65).

Alors que les Français et les Anglais encourageaient la formation d'une élite africaine éduquée, les Belges limitèrent la formation des Congolais aux activités manuelles de manière à éviter le danger potentiel de révolte que la création d'une élite éduquée pouvait comporter.

Nous devons maintenant nous tourner vers le système anglais généralement appelé "indirect rule".

Cette conception était fondée sur le désir du gouvernement anglais de maintenir le plus longtemps possible un contrôle externe sur ses possessions en Afrique. Il est évident qu'à l'inverse du contrôle direct particulièrement onéreux à cause de la structure administrative et militaire qu'il suppose, l'"indirect rule" équivalait à choisir la politique du moindre frais.

To the colonial power the system has certain advantages. It is far cheaper for instance to employ an African. Because even if he does the same job twice as efficiently, he is always paid less than his European counterpart. Being a mere functionary, he does his best to please his colonial master and he can be far harsher toward his fellow Africans than the colonizer himself. Furthermore the immediate repercussions of the agents harshness may not be rubbed against the colonizer but against the agents. (Kiwauka, S., 1973 : 78).

Bien entendu, de telles préoccupations de la part des Britanniques ne furent que rarement exposées directement. On invoqua à la place une philosophie de la colonisation enrobée de motifs nobles. Sir Philip Wilson Gouverneur du Kenya et de l'Ouganda déclare

Indirect rule is founded on the conception that the most important duty of the government is to train and develop the African inhabitants of the country, so that their ancient tribal organisations may be modernized and adapted by them in such a manner as to serve the present and the future as they have served the past. That our duty is not to facilitate the Europeanisation of exceptional individuals but the civilization of the masses. (Cit., in Kiwauka, S., 1973: 79).

La théorie du gouvernement indirect met l'emphasis sur le changement lent. Le système idéal sera celui qui perturbe le moins la vie rurale. Mais en même temps et principalement en dehors des colonies de peuplement, les autorités coloniales encouragèrent ou forcèrent les Africains à cultiver les produits destinés à l'exportation, tels que le cacao, le café, le coton. De plus, les autorités anglaises se réservaient le droit de supprimer les "excès" (Markovitz, I.L., 1977 : 61), c'est à dire tout ce qui pouvait s'opposer aux principes de la culture

britannique, à savoir: la polygamie, la clitorrectomie ou en général les coutumes "choquantes" pour la sensibilité des colonisateurs.

Il va sans dire que les changements imposés dans la production agricole et les traditions autochtones eurent d'importants effets destructurants parmi les sociétés pré-capitalistes africaines. Il ne faudrait pas manquer de noter aussi que la politique britannique à l'inverse de celle des Français fut de considérer chaque territoire séparément avec ses lois, son budget et son conseil législatif. Cette décentralisation liée à la politique du gouvernement indirect donna au système britannique une grande souplesse.

Au Buganda, par exemple, où le caractère centralisé et hiérarchisé de l'Etat rendait celui-ci apte aux innovations coloniales, "Le protectorat se contenta de se couler dans les structures traditionnelles en institutionalisant en conseil politique l'Assemblée jusqu'alors informelle des chefs". (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 163). Pourtant Kiwanuka soutient: "Chiefs in Buganda for instance were in an entirely subordinate position just like other colonial chiefs elsewhere". (Kiwanuka, S., 1973: 80).

Au Nigéria du Nord, le gouvernement indirect laissa aux mains musulmanes la possibilité de gérer les territoires à condition de remplir les exigences financières dictées par l'administration coloniale.

Dans bien des cas le gouvernement indirect fut un échec, en particulier comme le souligne Coquery-Vidrovitch, là où les systèmes politiques traditionnels étaient dispersés à l'extrême ou bien imprégnés d'occidentalisme (pays Yoruba et Fanti) (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 165). Il fallut se rabattre alors sur l'imposition de nouveaux chefs, analogues à ceux qu'on trouvait sous le régime français, et dont l'autorité était généralement rejetée par la population (Nigéria oriental, Ghana, Kenya).

Qu'en est-il alors des différences entre les gouvernements directs et indirects? Comme nous l'avons constaté l'administration coloniale déstructura partout et en profondeur les structures politiques existantes. En ce sens, l'opposition radicale des doctrines affichées par les divers pouvoirs coloniaux apparaissent bien souvent pure rhétorique.

Kiwanuka le dit clairement:

A brief study of the colonial history of any country even of the so-called British models shows that the differences upon which so much ink has been poured are more mythical than real. Whether a chief was hereditary or appointed, whether he was under a British or French regime he owed his position to the approval of the colonial power and he retained that position as long as the colonial regime believed he was playing the rôle he was supposed to play. (Kiwanuka, S., 1973: 80).

S'il est vrai que les diverses modalités de l'exercice du pouvoir eurent une importance mineure du fait que les vrais chefs étaient avant tout les "Blancs", il faut cependant ajouter qu'il existe des différences tangibles au niveau culturel. En effet, même si le mot d'ordre

britannique de respecter les valeurs traditionnelles fut souvent outrepassé, cela ne peut être assimilé à l'impérialisme culturel systématique des Français qui fut sans doute à la base de l'émergence d'un mouvement de nationalisme culturel en Afrique francophone qui n'a aucun équivalent dans les territoires anglophones. Comme nous le verrons plus avant, la relative tolérance de l'"indirect rule" permit à l'Afrique occidentale britannique d'être la pionnière dans l'émancipation de l'Afrique (Ghana, Nigéria).

Selon Amin, "l'opposition colonisation directe française - indirecte anglaise, fréquente dans la littérature, est très peu marquée en Afrique". (Amin, S., 1972: 771).

Pourtant nous pensons avec lui que si l'objectif est partout le même quelle que soit la nationalité du colonisateur, il existe le développement de variantes du système d'exploitation coloniale. Ces différences seraient dues aux rôles économiques attribués aux diverses régions d'Afrique. L'Afrique orientale et australe devient l'Afrique des Réserves, l'Afrique de l'Ouest celle où domine l'économie de traite et l'Afrique centrale celle des compagnies concessionnaires.

Nous avons déjà mentionné le faible montant des capitaux investis en Afrique. Parmi les territoires britanniques ce sont surtout les territoires miniers qui attirèrent ces capitaux. Il faut ajouter aussi qu'une bonne part des capitaux investis en Afrique venaient des fonds publics ($\frac{1}{2}$ des capitaux en territoires britanniques, plus de 50%

en territoires français). Dans l'Afrique portugaise la faible quantité de capitaux venant de la métropole fut compensée par l'afflux de capitaux anglais et américains. Quant au Congo belge, il se caractérisait par un système de concessions très favorable au capital privé. (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 181). On peut donc déduire de cela que le secteur privé, dans la plupart des cas a laissé au secteur public la charge des dépenses d'équipement et d'infrastructure en général.

La caractéristique principale de l'Afrique des Réserves est la richesse minière (cuivre, or, diamant...). Les limites de ces territoires telles que données par Amin sont l'ensemble oriental et austral du continent (Kenya, Ouganda, Tanzanie, Rwanda, Burundi, Zambie, Botswana, Malawi, Angola, Mozambique, Zimbabwe, Lesotho et Afrique du Sud). (Amin, S., 1972: 755).

Dans ces régions le capital central eut besoin de disposer d'un prolétariat nombreux qui n'existait pas. Pour se procurer les travailleurs indispensables, les colonisateurs utilisèrent la force la plus brutale en vue de déposséder les communautés rurales africaines d'une grande partie de leur terre et de les pousser dans des régions pauvres où ces communautés se trouvaient incapables de subvenir aux besoins de tous les individus qui les composaient. Ainsi, selon Amin,

oblige-t-il (le pouvoir colonial) la société "traditionnelle" à se faire pourvoyeuse de migrants temporaires ou définitifs à une échelle immense, fournissant ainsi un prolétariat à bon marché aux mines, aux fermes européennes puis, plus tard, aux industries manufacturières d'Afrique du Sud, de Rhodésie et du Kenya. (Amin, S., 1972: 772).

Ajoutons qu'une telle pratique fut payante, le cas sud africain reste exemplaire. Il l'est à tel point que selon Coquery-Vidrovitch, par sa précocité et sa rentabilité, la révolution minière d'Afrique du Sud détermina l'orientation définitive de l'exploitation coloniale de l'ensemble du continent.

Partout les métropoles essayèrent d'imiter le développement sud africain. Selon le même auteur à la veille de la deuxième Guerre Mondiale l'industrie extractive représentait plus de la moitié des exportations africaines. On a pu calculer par exemple qu'avant la guerre les taxes perçues par la Grande-Bretagne dans la région du Copperbelt (Zambie) avaient atteint 24 millions de livres alors que les subventions se montaient à 136 mille livres. (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 186).

Dans l'Afrique de l'Ouest il y eut pendant longtemps peu de richesses minières connues ayant quelque importance. Ajoutons à cela l'absence généralisée de colonie de peuplement. Nous avons parlé dans le précédent chapitre des empires qui caractérisaient cette région, ainsi que des effets occasionnés par la traite négrière. Celle-ci y avait développé des structures sociales à la fois riches et complexes. L'organisation étatique de ces sociétés rendit possible l'organisation de la production à grande échelle de produits agricoles tropicaux destinés à l'exportation. Une rémunération extrêmement faible rendait l'opération rentable et donc susceptible d'intéresser le capital central.

En fait cette économie de traite suppose un certain nombre de

conditions d'ordre économique et politique. Amin en isole cinq principales:

- La détermination d'un réseau commercial par les maisons coloniales d'import-export. Les zones intermédiaires étant occupées par des Libanais, Grecs ou Indiens, les fonctions subalternes par les anciens marchands ou artisans africains.
- Imposition des paysans en argent pour les forcer à produire ce que la puissance coloniale veut leur acheter.
- Le soutien de couches ou classes sociales qui, en assurant l'approvisionnement en main d'oeuvre peuvent s'approprier une partie des terres claniques.
- Alliance politique avec des groupes qui, dans le cadre des confréries musulmanes, ont intérêt à donner une forme commerciale au tribut qu'ils perçoivent de la paysannerie.
- Enfin, la possibilité d'utiliser la force. (Amin, S., 1972: 743-74).

Dans ces conditions l'économie de traite se réduit à l'échange de produits agricoles fournis par la périphérie contre des produits importés ou confectionnés sur place par l'industrie capitaliste européenne. Ainsi on comprend que cette économie soit particulièrement "primitive et paresseuse" il s'agit de drainer vers les ports les produits du pays exportés bruts en échange de produits fabriqués. Le seul effort est donc porté sur l'infrastructure d'évacuation de ces produits; c'est ce que nous avons remarqué plus haut.

L'économie de traite prend en général deux formes principalement déterminées par le type de société pré-capitaliste. Il y a d'abord la koulakisation, c'est à dire la constitution d'une classe de planteurs africains d'origine rurale. Ils s'approprient généralement du sol et emploient une main d'oeuvre salariée. C'est ce type d'économie qui dominait selon Amin tout le Golfe de Guinée.

Dans la savane du Sénégal au Soudan et dans le Nigéria du Nord la domination des confréries musulmanes va permettre un autre type d'économie de traite. La production et l'exportation du coton et des arachides va s'effectuer sous le contrôle d'un pouvoir théocratico-politique qui commercialise le surplus approprié sous forme de tribut.

Les effets de l'économie de traite furent avant tout dévastateurs. "L'organisation de l'économie de traite imposait la destruction du commerce pré-colonial et le refaçonnement des circuits dans la direction exigée par l'extraversion de l'économie". (Amin, S., 1972: 776).

Le monopole des compagnies import-export coloniales réduisit les commerçants africains à des rôles de subalternes dans l'économie de traite. C'est ce qui explique la destruction du commerce de Samory comme celle du commerce des métis de Saint Louis, Gorée et Freetown, celle du commerce haoussa et assante de Salaga et celle du commerce ibo dans le Delta du Niger. (Amin, S., 1972: 776).

Une autre conséquence fort importante, c'est la polarisation

du développement dépendant des diverses régions. Le caractère extraverti de l'économie entraîne nécessairement la richesse de la côte ou du moins des centres commerciaux qui y sont situés. Ce type de développement a pour corollaire la stagnation et même l'appauvrissement des régions de l'intérieur. Cet écart encore fondamental aujourd'hui combiné à des problèmes ethniques qui lui sont liés a contribué certainement à l'émergence de guerres civiles et de conflits pour le contrôle du pouvoir entre régions du nord et du sud, principalement en Afrique de l'Ouest. L'émigration massive du centre vers la côte par exemple participe à ce système.

En Afrique centrale il fut impossible d'imposer une économie de traite à cause de la faiblesse du peuplement et l'absence de hiérarchisations comparables à celles des sociétés d'Afrique de l'Ouest. C'est donc le vieux système des compagnies concessionnaires qui fut poursuivi. Il faudra attendre les années 1950 pour qu'apparaisse un embryon d'économie de traite.

Si l'échange inégal et les compagnies de commerce européennes ont contribué grandement à l'exportation du surplus vers les métropoles, il ne faut pas cependant négliger le rôle des banques. Celles-ci apparurent en Afrique dès 1853 (Banque du Sénégal). Le cas de la Standard Bank analysé par Rodney est exemplaire.

In 1960, the Standard Bank produced a net profit of £1,181,000 and paid a 14% dividend to its shareholders. Most of the latter were in Europe

or else were whites in South Africa, while the profit was produced mainly by black people of South and East Africa. Furthermore, these European banks transferred the reserves of their African Branches to the London head office to be invested in the London money market. This was the way in which they most rapidly expatriated African surplus to the metropolises. (Rodney, W., 1972: 178).

Ainsi, on peut conclure que le trait essentiel de toute l'économie africaine fut son caractère extraverti. Compte tenu de cela les quelques investissements n'eurent pas pour objet de stimuler le développement autocentré par la mise en place d'activités productrices. Il s'agissait avant tout de se doter des instruments indispensables pour piller systématiquement les richesses, et cela aux moindres frais.

Il est incontestable que l'introduction de ces divers types d'économies eurent des conséquences désastreuses sur les structures anciennes. Le premier problème auquel eut à faire face le colonisateur fut de trouver les moyens pour obliger les paysans soit à effectuer certaines cultures soit à devenir prolétaires. On peut énumérer quatre procédés employés à ces fins:

- expropriation des terres
- travail forcé
- cultures obligatoires
- impôts capitaux

En Afrique équatoriale l'expropriation des terres avait commencé dès l'installation des concessions à charges. La tâche fut facilement

justifiée légalement dans la mesure où les Africains ne connaissaient pas la propriété privée de la terre. Suret-Canale cite J.B. Mockey qui, dans un rapport destiné au Conseil Général de Côte d'Ivoire, a pu écrire:

Aucun mètre carré de terrain ne peut être considéré comme sans maître.
Vacants? Sans doute, mais le plus souvent momentanément, périodiquement, par le jeu des rotations de cultures, par l'utilisation intermittente des pâturages...
(Cit., in Suret-Canale, J., 1972, T2: 327-28).

Cela pour repousser l'excuse du manque de connaissances des pratiques locales.

Selon Coquery-Vidrovitch les concessionnaires de l'Afrique Equatoriale Française reçurent ainsi 7000,000 km² et ceux de l'Etat indépendant 300,000 cela sans compter la superficie des terres domaniales. (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 199).

La constitution des réserves villageoises destinées aux Africains posa de tels problèmes qu'

en Afrique Equatoriale Française, faute de réussir à délimiter les terres de réserves; on estima provisoirement à 6% de la récolte moyenne de la société les produits dont les Africains pouvaient s'estimer propriétaires. En fait, le monopole imposait aux producteurs de livrer encore aux concessionnaires le produit de leurs réserves dont le bénéfice remis au chef du village, ne leur revenait même pas.
(Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 200).

Nkrumah donne en exemple le cas du Malawi où, en 1892, plus de 60% de la terre appartenait aux colons, et les trois-quarts étaient sous

la direction de 11 grosses compagnies dont les activités étaient orientées vers le marché extérieur. (Nkrumah, K., 1970: 14).

Au Congo belge fut généralisé le système de "zones de protection" où les sociétés avaient le monopole de l'achat, aux prix les plus bas, des produits aux paysans, ceci contre la promesse de moderniser leur équipement. On trouvera des systèmes analogues en Afrique Equatoriale Française pour l'achat du caoutchouc ou du coton.

En fait, cette mise en exploitation du continent se heurta partout au refus de la population africaine à coopérer. Ni le salaire, ni les techniques nouvelles qu'on leur proposait ne pouvaient éveiller leur intérêt. Jusqu'aux années 1930 le continent connu ainsi une pénurie de main d'oeuvre que l'on ne peut expliquer par le seul facteur démographique.

Pour remédier à cette pénurie les colons réclamèrent l'institution du travail obligatoire. En principe les métropoles refusèrent cela. Seul le Portugal alla officiellement dans le sens de la demande des colons en établissant une différence entre le travail forcé et le travail obligatoire.

En novembre 1899 une commission royale portugaise décréta:

Article 1:

Tous les indigènes des provinces portugaises
seront soumis à l'obligation morale et légale

de s'efforcer d'obtenir par le travail les moyens d'existence qui leur font défaut, et d'améliorer leur condition sociale. Ces indigènes jouissent de toute liberté dans le choix des moyens leur permettant de s'acquiescer de cette obligation; toutefois, au cas où ils n'y satisferaient pas, les autorités publiques peuvent les contraindre à remplir cette obligation. (De Souza Clington, M., 1975: 123).

Ce travail obligatoire pouvait être imposé six mois par an à tout Africain adulte qui se voyait ainsi employé à son compte ou à celui d'un autre.

En fait, le travail forcé fut largement pratiqué par le biais de l'impôt par capita ou même sous forme de prestations selon les coutumes traditionnelles. Un des premiers bénéficiaires du travail forcé fut l'Etat lui-même. Rey analyse dans un ouvrage extrêmement riche le rôle qu'a joué le travail forcé dans la construction d'un chemin de fer au Congo. (Rey, P.P., 1971). Coquery-Vidrovitch avance que la construction du chemin de fer Congo-Océan à peine de 500 km, construit entre 1921 et 1934 fit 20,000 morts parmi les 127,000 travailleurs recrutés de force à travers toute l'Afrique Equatoriale Française. (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 202).

En ce qui concerne les cultures obligatoires, elles furent imposées de manière similaire au travail forcé. Au Congo belge le système des cultures gouvernementales datait de 1897. Il s'agissait principalement de la culture du coton. "En 1938, 200,000 familles travaillaient sur les terres de l'Etat qui couvraient plus d'un million d'hectares, la moitié en cultures vivrières et le reste en cultures

d'exportation". (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 203). En Afrique française la coercition permettait de pallier à la médiocrité des budgets destinés à l'agriculture.

Dans les territoires britanniques où on faisait davantage appel au système traditionnel pour les cultures d'exportation, il ne fut pas nécessaire d'imposer de nouvelles cultures: le cacao était produit au Nigéria et le coton au Buganda. En fait le travail de coercition fut effectué en grande partie par les chefs qui gardaient une part importante du salaire de leurs hommes.

Dans la mesure où l'administration refusait d'accepter ouvertement le travail forcé, l'imposition par capita put apparaître comme la solution idéale. Elle avait pour effet de rapporter de l'argent à l'Etat et de forcer les paysans à travailler au service des colons. Cet impôt apparut en même temps dans la plus grande partie de l'Afrique noire.

L'une des conséquences de l'impôt et du travail forcé, supports de la monoculture d'exportation, fut de réduire dangereusement les cultures vivrières, ce qui donna lieu à des famines meurtrières prouvant la fragilité d'un continent miné par la colonisation.

En ce qui concerne la masse des salariés, bien que limitée (en 1950, 2% de la population en Afrique francophone), la plupart des auteurs notent son augmentation rapide. Si le nombre d'individus

salariés temporaires reste encore dominant, l'accroissement des besoins, la perspective de gains plus importants et le déclin des campagnes poussent de plus en plus vers les villes une population qui devient citadine sans pour autant couper les liens avec le milieu rural.

Arrivé à ce point de notre analyse, il nous faut signaler une des contradictions fondamentales du type d'articulation des modes de production en Afrique noire. En effet, l'intérêt premier de la main d'oeuvre africaine fut d'être bon marché. Les salaires dérisoirement bas versés aux paysans ou aux ouvriers s'expliquent du fait de la présence d'une sphère de production hors de la sphère coloniale. C'est dans cette sphère que seront assurés la reproduction et l'entretien de la force de travail. De cela découle la nécessité de préserver, même déformés les modes de production pré-capitalistes africains sur lesquels repose en grande partie la production vivrière. Selon Meillassoux:

A l'origine, le contact est sans équivoque entre deux modes de production l'un dominant l'autre et l'engageant dans un processus de transformation. Tant que persistent les rapports de production et de reproduction domestiques, les communautés rurales en transformation demeurent qualitativement différentes du mode de production capitaliste. Par contre, les conditions générales de la reproduction de l'ensemble social en viennent à ne plus dépendre de déterminismes inhérents au mode de production domestique, mais des décisions prises dans le secteur capitaliste. Par ce processus, en essence contradictoire, le mode de production domestique est à la fois préservé et détruit; préservé comme mode d'organisation sociale producteur de valeur au bénéfice de l'impérialisme, détruit parce que privé à terme, par l'exploitation qu'il subit des moyens de sa reproduction. (Meillassoux, C., 1973: 48).

" En plus d'assurer la dominance du mode de production capitaliste dans l'articulation des modes, la période coloniale a pu dans une certaine mesure contrôler cette contradiction ou du moins, grâce au contrôle politique, a pu en atténuer les effets. Rappelons que durant cette période, l'acceptation par le système lignager qu'une partie de la dot soit versée en argent, c'est à dire un élément que ce système ne dominait pas, eut pour conséquences de donner une forme marchande à la plupart des rapports lignagers.

Disons avec Suret-Canale en guise de bilan de ce tableau économique que:

Les très faibles moyens mis en oeuvre par l'investissement capitaliste ont été appliqués non aux progrès de la production, sur le terrain technique, mais pour l'essentiel, à l'extraction de profits élevés sans que la technique pré-coloniale ait été modifiée, donc principalement par l'intensification du travail des populations. Il en résulte un déséquilibre croissant entre les techniques (moyens et méthodes traditionnels de travail des populations, travail agricole principalement) et les exigences de production qui réclament, en plus du minimum nécessaire à assurer la subsistance des populations des quantités de plus en plus élevées de produits d'exportation. (Suret-Canale, J., 1972, T2: 369).

D'où, une exploitation de plus en plus brutale de la population africaine.

La colonisation n'a pas manqué d'avoir aussi des effets au niveau idéologique. Durant cette période la vie politique sous toutes ses formes fut comme stérilisée. Seuls furent retenus des éléments de

façade de l'ordre ancien jouant néanmoins un rôle important dans la soumission d'une partie de la population paysanne. Cependant, comme nous l'avons signalé, la réaction des Africains en fut surtout une de révolte. La situation était telle que tout poussait au transfert sur d'autres plans de la vie sociale, des manifestations politiques. Ces divers plans sont ceux des mythes, des mouvements religieux et des expressions orales. Les deux premiers retiendront notre attention.

C'est sans doute Balandier qui a étudié avec le plus de succès ces phénomènes de transfert.

La réaction n'intervient pas là où on aurait pu l'attendre, parce que l'appareil colonialiste a eu pour but, quel que soit le régime de domination de geler en quelque sorte la vie politique indigène. S'il en est bien ainsi, on comprend mieux que les intentions politiques modernes, déterminées par la situation coloniale, se soient d'abord exprimées par le truchement du mythe, et qu'elles se soient d'une certaine manière cachées sous le voile du mythe... Jusqu'à une date proche - celle des indépendances - le but politique dominant de la majorité africaine (même silencieuse) resta la négation de la situation coloniale, la conquête de l'autonomie. C'est à dire que les thèmes politiques principaux expriment le refus de l'infériorité, soulignent la volonté de dépasser ou de transformer la relation d'inégalité établie par la colonisation. (Balandier, G., 1971: 204)

Balandier distingue trois moments différenciant les diverses utilisations du mythe.

- reconnaissance du fait colonial, son interprétation.
- la réaction à la domination coloniale.
- revendication de l'indépendance.

Sans entrer dans tous les détails importants de son analyse, nous pouvons cependant noter que dans un premier temps le mythe est remanié et adapté pour rendre intelligible les facteurs perturbants (valeurs, biens...) imposés par la colonisation. C'est le moment par excellence du synchrétisme religieux.

Puis vient le moment de réaction à la contrainte coloniale. Les phénomènes reliés à ce moment sont de trois types. Apparaissent en particulier les réhabilitations des cultures africaines. On donne une valeur à tout ce qui a été déprécié par le colonisateur. Selon Balandier, en interprétant la Bible, le mythe écrit des blancs, les Africains se découvrent comparativement une parenté avec le peuple du livre. Une parenté qui rehausse l'image qu'ils se font de leur civilisation. A partir de cela, ils transforment souvent l'enseignement missionnaire en un instrument d'émancipation.

Apparaissent aussi les innovations religieuses à but révolutionnaire. C'est le domaine des révoltes à thème millénariste tels les deux courants Kimbanguisme et kitawala en Afrique centrale. Il existait cependant des révoltes d'un autre type, dirigées contre le colonisateur et ses alliés indigènes. Elles se rapprochent des jacqueries. L'une des plus célèbres fut celle des Bamilékés au Cameroun. Elle fut dirigée principalement contre les chefs qui avaient abusé de leur autorité durant la colonisation. Selon Balandier, "la rébellion qui a surtout visé les 'collaborateurs' de la colonisation opéra en synchronie avec les manifestations plus violentes du nationalisme camerounais le plus radical.

C'est donc à la fois une révolte paysanne visant les autorités 'compromises' et une revendication nationaliste qui s'allie à l'action la plus révolutionnaire". (Balandier, G., 1971: 210).

Balandier range aussi dans cette catégorie la révolte Mau-Mau (1952 à 1954) au Kenya.

Le troisième moment est celui du passage du mythe à l'idéologie politique. L'initiative de cette formulation appartiendra en général à une minorité intellectuelle occidentalisée. Dans un premier temps l'accent est mis sur la libération culturelle. Cela expliquerait l'émergence de la théorie de la négritude. Ce premier temps apparaît avec plus d'impact en Afrique francophone qui, comme nous l'avons dit a connu un impérialisme culturel intense. Ici le mythe est considéré comme un moyen de nier la suprématie blanche. En fait cette idéologie qui se donne pour but d'universaliser les valeurs de la race nègre a été fort critiquée par les chercheurs marxistes parce que fondée sur l'exaltation de l'irrationnel. Il faut aussi souligner sa faiblesse politique.

En parallèle à cela ou parfois dans un second temps un nombre de penseurs africains prônaient la militance seule efficace pour amener une véritable indépendance, ce fut le cas de Sékou Touré et Kwame Nkrumah.

Si la colonisation a mis en place d'une certaine manière les générateurs de classes sociales nouvelles, elle en a, du même coup

freiné le développement en exacerbant la lutte nationaliste. Bien que les rapports marchands prenaient de plus en plus d'espace, le développement est resté encore limité. Le colonisateur qui avait les pleins pouvoirs dosa ce développement et l'orienta selon ses seuls intérêts. Cette relation de dépendance empêcha aussi l'émergence d'une classe bourgeoise qui aurait pu jouer un rôle décisif dans la période de transition au capitalisme. Disons de suite que l'Afrique n'a pas connu une telle période, c'est la colonisation qui d'une manière forcée, artificielle et tronquée a joué ce rôle. Les Européens, en particulier dans les colonies de peuplement, ont assuré un blocage de fait. Face au bloc des blancs et de leurs acolytes autochtones s'est alors dressé un front d'opposition qui réduisit provisoirement les antagonismes de classes au profit de la lutte nationale pour l'indépendance. C'est cette lutte pour l'indépendance que nous allons brièvement examiner.

A part le Portugal qui se place à contre courant en s'accrochant à ses colonies et crée en quelque sorte les conditions d'une longue lutte armée, les puissances coloniales se sont aperçu assez vite qu'elles avaient tout intérêt à se défaire des charges d'une administration de plus en plus coûteuse. En ce sens, il ne faut pas s'étonner de la rapidité de la décolonisation en Afrique expédiée de 1957 à 1962. Selon Coquery-Vidrovitch "elle résultait directement du processus impérialiste qui visait à éliminer les contraintes non économiques - au premier chef la 'couverture' de la domination politique". (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 112).

Pourtant, le phénomène de décolonisation ne provient pas d'une décision unilatérale de la part des puissances coloniales. En effet, il ne faudrait pas minimiser le rôle des forces politiques africaines qui, par leur action légale ou violente, ont déterminé l'accélération et parfois l'orientation du processus d'indépendance.

Le syndicalisme et les partis politiques apparurent en Afrique essentiellement durant la période d'après guerre. A cette époque "ils sortirent du cadre restreint de l'intelligentsia ou de la classe moyenne en formation pour rallier un support de masse à des objectifs résolument modernisants" (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 229), c'est à dire l'indépendance, la démocratie ou le socialisme le tout teinté de régionalisme ethnique.

C'est la lutte politique dirigée par Nkrumah qui permit au Ghana d'accéder le premier à l'indépendance. Son parti, le Convention People's Party (C.P.P.) se voulait unificateur et par là même s'opposait aux éléments conservateurs (propriétaires, lettrés, chefs) c'est à dire, ceux qui s'inquiétaient du programme du parti populaire comprenant en particulier la destruction des anciens privilèges. Les élections de 1951 marquèrent le triomphe du C.P.P.

Ce passage à l'indépendance exemplaire reste malgré tout l'exception. La plupart du temps, comme au Nigéria s'opposaient des partis fortement ethniques dont la lutte déboucha sur une indépendance extrêmement instable. Comme nous l'avons déjà souligné les disparités économiques

régionales (au sein des frontières héritées du colonialisme (entre le nord et le sud dans les pays de l'Afrique de l'Ouest) ont joué un rôle de tout premier plan dans l'émergence des conflits suivant l'indépendance.

Aux partis nationaux ou régionaux britanniques s'opposèrent les regroupements interterritoriaux de l'Afrique française. Bien que l'indépendance fut "octroyée", elle n'en résultait pas moins, également de revendications de formations politiques dont la plus ancienne était la section sénégalaise de la S.F.I.O. française. (Section Française de l'Internationale Ouvrière) les députés africains, divisés entre socialistes, communistes et M.R.P. (Mouvement Républicain Populaire) ne purent faire front à l'Assemblée Nationale. Il faudra attendre 1947 pour que soit fondé un front commun; le R.D.A. (Rassemblement Démocratique Africain) affilié au Parti Communiste français jusqu'en 1950. En effet, le Référendum de 1958 fera éclater ce front commun, le R.D.A., représentatif essentiellement des intérêts de la nouvelle élite bourgeoise bureaucratique qui limitait ses demandes à l'autonomie. On comprendra l'insatisfaction des leaders radicaux tel Sékou Téryou qui exigeait l'indépendance pure et simple ainsi que la constitution d'une communauté africaine.

En Afrique centrale et orientale dans laquelle s'était développé une masse d'ouvriers salariés travaillant dans les mines, existaient des organisations syndicales professionnelles qui préfiguraient par leurs actions les partis nationalistes. Pendant longtemps les mouvements revendicatifs furent étouffés par la constitution d'une importante armée de

réserve formée d'individus au chômage.

Les premières actions de masses eurent lieu en particulier dans le Copperbelt (1935 et 1940) où une organisation syndicale fut réclamée. Elle fut réalisée en 1947. (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 215). En 1946 apparurent aussi des syndicats fortement contrôlés par le pouvoir colonial au Congo belge.

Pourtant, bien qu'importante la lutte syndicale ne pouvait pallier à la nécessité d'une lutte politique nationaliste. C'est à dire une lutte dépassant le cadre des seuls salariés mais intégrant la population urbaine et rurale sur le plan territorial. C'est le rôle qu'ont joué le Zambian African National Independance Party en 1959, le Nyassaland African Congress devenu le Malawi Congress Party en 1959 et le Tanganika African National Union créée en 1954. Ce dernier en 1959 déclarait un million d'adhérents. (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 233).

Si dans l'ensemble la décolonisation africaine fut pacifique, la violence n'a pas manqué de jouer un rôle important dans certains cas. Nous avons déjà mentionné que des révoltes paysannes de type jacquerie s'échellonnent sur toute l'histoire coloniale.

Après la deuxième Guerre Mondiale, quand les partis nationalistes eurent pris le devant de la scène, l'organisation et l'efficacité préconisaient une lutte plutôt de type légaliste. A la violence désordonnée et vite réprimée fut substituée la grève et la manifestation de masse.

La lutte était en quelque sorte située à l'intérieur des cadres légaux, elle aurait lieu autour des urnes. Pourtant l'hégémonie des partis nationalistes ne fut pas toujours réalisée. Certes, la masse africaine souhaitait l'indépendance, mais en deçà de ce programme pointaient des affrontements ethniques, internes au mouvement. Souvent, en effet une ethnie dominait le mouvement nationaliste. C'est le cas des Bemba en Zambie, Kikuyu au Kenya, Baganda en Uganda.

Dans ces cas particuliers, les partis politiques eurent des difficultés à intégrer tous les intérêts exprimés par les différents groupes nationaux.

Parlant de la Guinée, Cabral conscient du problème déclare:

We consider the contradiction between tribes a secondary one... This does not mean that we do not need to pay attention to this contradiction, we reject both the positions which are to be found in Africa - one which says: there are no tribes, we are all the same, we are all one people in one terrible unity, our party can comprise everybody; the other saying tribes exist, we must base parties on tribes. Our position lies between the two, but at the same time we are fully conscious that this is a problem which must constantly be kept in mind; structural, organisational and other measure must be taken to insure that this contradiction does not explode and become a more important contradiction. (Cabral, A., 1969: 64-65).

D'un autre côté il ne faudrait pas voir les mouvements nationalistes comme uniformes ou se conformant à un modèle. Kiwanuka en distingue trois types.

The chiefly tradition was decidedly conservative and rightwing. Its contribution to the liberation movements of the 1950's and early 1960's was thus very minimal... The second tradition was represented by the intellectuals. They were constitutionalist and gradualist in their approach to independence. A small fraction of them consisted of downright conservatives though the majority were moderate... For many of them when they agitated for increased responsibility they did so for themselves and their kind... The third tradition represented radical and militant nationalist. (Kiwauka, S., 1973 : 116).

Plus loin il ajoute

At the beginning of the nationalist movements, the liberals and the future radicals were not only indistinguishable but they also worked together. It is also important to note that the complexion of the two groups was not always clear cut and it often imperceptible merged into each other. There was overlap in militancy, in ideology and many men were not always consistent... Some men who were liberals in the 1950's became the radicals or the conservatives of the 1960's and vice versa... But at the time of independence, the vast majority of African nationalist believed in liberal institutions such as free elections and individual liberty. (Kiwauka, S., 1973: 117).

Ce qu'avance Kiwauka est, à notre sens fort important car si ces différences furent étouffées à cause du désir commun d'indépendance, elles vont réapparaître dès le départ de l'administration coloniale.

Durant la période coloniale, nous l'avons déjà mentionné, la lutte des classes fut comme étouffée. Nous n'irons pas comme certains auteurs jusqu'à nier son existence. Nous dirons au contraire qu'elle se présente sous une forme toute particulière due à la coïncidence entre la position de classe et l'appartenance nationale. C'est ce qui a permis à

Cabral, par exemple d'utiliser le concept de classe-nation. (Cabral, A., 1975, T1: 299).

En effet, il est clair que durant cette période n'est pas apparue de bourgeoisie autochtone. Celle-ci, quand elle existait sur le continent, était dans sa totalité étrangère et plus précisément colonialiste. Si l'impérialisme a en fait empêché la bourgeoisie nationale de se créer, il s'est pourtant formé au service même du pouvoir colonial une classe, la petite bourgeoisie africaine qui a pris la direction de la lutte de libération nationale. C'est en quelque sorte la réaction de ceux à qui le pouvoir colonial avait tout promis et en fait rien donné, cela au niveau de leurs aspirations personnelles et sociales.

Quant au paysan intégré au système de traite, s'il reste "propriétaire" (individuellement ou plus souvent en tant que membre d'une communauté) du sol et des équipements, il n'est plus libre de sa production. En ce sens, il n'est plus un producteur marchand mais tout au plus qu'un semi-prolétaire.

Cette situation objective ne manque pas de susciter des difficultés au niveau des luttes menées par les nationalistes pour l'hégémonie. Divisée à cause du procès de travail, la paysannerie a toujours eu du mal à trouver une expression politique dépassant le particularisme. Les révoltes étaient le véhicule privilégié de leurs colères. Il faudra l'émergence de leaders charismatiques pour que ces mouvements désordonnés puissent être intégrés à la lutte nationale. Cette intégration de la paysannerie

est d'autant plus importante que cette classe représente la vaste majorité de la population africaine alors que le prolétariat et la petite bourgeoisie restent très minoritaires.

C'est à notre sens le caractère particulier de la lutte des classes soulignées plus haut qui a rendu l'hégémonie possible; et cela malgré l'effort de certains chefs lignagers collaborateurs pour situer la lutte sur un plan purement tribal. L'ennemi ne pouvait qu'être clairement défini: c'était le "Blanc". Le racisme brutal des occupants a donné aux Africains la conscience d'eux-même. Nous verrons qu'aujourd'hui, durant la période néo-coloniale la réalisation de cette hégémonie pose d'autres difficultés dans la mesure où les enjeux ne sont pas les mêmes. Selon Cabral:

Une autre distinction importante entre la situation coloniale et la néo-coloniale réside dans les perspectives de la lutte. Dans le cas colonial (où la nation-classe combat contre les forces de répression de la bourgeoisie du pays colonisateur) la lutte peut conduire du moins en apparence à une solution nationaliste: la nation conquiert son indépendance et adopte en hypothèse, la structure économique qui lui convient le mieux. Le cas néo-colonial (où les classes laborieuses et leurs alliés luttent simultanément contre la bourgeoisie impérialiste et la classe dirigeante autochtone) ne se résout pas par une solution nationaliste; elle exige la destruction de la structure capitaliste implantée par l'impérialiste dans le territoire national et postule justement une solution socialiste. (Cabral, A., 1975, T1: 299).

Mais cela nous entraîne dans la période néo-coloniale que nous analyserons plus loin.

CHAPITRE VI

LE RÔLE DU POLITIQUE DANS L'ARTICULATION
DES MODES DE PRODUCTION EN
AFRIQUE NOIRE

Dans un chapitre précédent, nous avons essayé de démontrer la domination du mode de production capitaliste sur les modes de production pré-capitalistes auxquels il est articulé au sein des formations sociales africaines.

Il n'est pas étonnant que ce furent les chercheurs traitant des formations sociales sous-développées qui contribuèrent, de façon décisive à la construction théorique du concept d'articulation de modes de production. C'est en effet dans ces formations que la présence de divers modes apparaît le plus clairement, au point de conduire certains chercheurs à soutenir la thèse du dualisme que nous avons critiquée.

Si dans les pays capitalistes occidentaux on doit parler aussi d'articulation de modes de production, la plupart des auteurs constatent cependant une tendance à l'homogénéisation parfois extrêmement avancée comme aux Etats-Unis.

Bien que notre but ne soit pas ici l'analyse détaillée des formations sociales du centre, il nous faudra expliquer succinctement certains mécanismes qui font que l'économie y est à la fois déterminante (cela est vrai pour toute société, la détermination de l'économie est un postulat dans la théorie marxiste) et dominante. Rappelons qu'une instance est dominante lorsque, dans son rapport aux autres instances, son effet consiste à assurer l'articulation du mode.

La plupart des études portant sur les concepts de dominance et de détermination ont été effectuées au niveau des seuls modes de production à l'état "pur" et non au niveau des formations sociales formées par l'articulation de divers modes.

Cette notion d'articulation des modes de production, relativement récente, et les questions multiples qu'elle soulève, n'ont pas empêché la plupart des chercheurs de rapporter les éléments théoriques résultant de l'analyse du mode de production capitaliste "pur" au niveau des formations sociales du centre dans lesquelles ce mode est dominant. En fait, cette transposition pure et simple ne fut pas la source d'erreurs qu'elle aurait pu être, à cause justement de la tendance avancée à l'homogénéisation des formations sociales du centre.

Bien qu'en Afrique le mode de production capitaliste soit aussi dominant, on ne peut effectuer une telle extrapolation sous peine d'erreurs grossières du type de celles qu'a faites Gunder Frank dans son étude de l'Amérique latine. Dans ces formations sociales le capitalisme n'est pas né d'une évolution interne "naturelle" mais fut forcé durant une période relativement récente. Cette introduction, comme nous l'avons vu, n'a pas détruit les modes antérieurs mais leur a donné au contraire un rôle de tout premier ordre que nous avons analysé plus haut. Nous allons tenter de montrer dans ce chapitre que dans le cas des formations sociales africaines, si l'économique est déterminante, c'est le politique qui occupe la position dominante.

L'analyse du politique en Afrique n'a pas manqué de retenir l'attention de nombreux chercheurs. C'est certainement l'instance qui a donné lieu au plus grand nombre de développements théoriques. Cette importance qui lui est justement conférée n'était cependant motivée, dans la plupart des cas, que par le rejet de la détermination de l'économique. Cette prise de position résultait en général, de la minimisation ou du rejet de la pertinence du concept de classe sociale appliquée aux sociétés africaines.

Arghiri Emmanuel avance qu' :

... à la suite d'une décolonisation obtenue sans lutte de masse (cela dans certains pays africains) un appareil d'Etat, fabriqué de toute pièce fut mis en place et occupé par une élite. Celle-ci, après le départ ou la neutralisation politique des colons européens... constitue un groupe social hautement privilégié en face d'une masse indifférenciée de paysans pauvres et de prolétaires urbains. (Emmanuel, A., 1977, 186).

Il déduit de ces constatations qu'il existe en Afrique noire des états dans des sociétés sans classe.

Si les conclusions de Ziegler diffèrent de celles d'Emmanuel, les démarches des deux chercheurs sont fortement apparentées. Pour Ziegler, la notion de classe ne peut être utile qu'à condition d'être détournée de son sens marxiste. En effet, selon lui, la contradiction principale dans les pays africains n'est pas entre capital et travail, mais entre les cadres qui commandent et le peuple qui obéit. Tout naturellement, Ziegler centrera son étude sur la sphère politique qu'il considère comme déterminante.

Les rapports de production étant sensiblement les mêmes pour toutes les classes, nous sommes forcés de recourir à un processus de recherche dont l'idée directrice est constituée par les rapports que les classes entretiennent avec le pouvoir. (Ziegler, J., 1964: 48).

Il parlera de "classe dirigeante" et de masse.

Ce ne sont pas les rapports de production de type différent qui apparaissent comme constitutifs pour la division des hommes en classes... le problème est ailleurs. Ici, une classe est au pouvoir et les autres n'y sont pas... Une classe ordonne et les autres obéissent. C'est la classe au pouvoir qui exploite ou opprime, ce sont les classes exclues du pouvoir qui, dans la résignation ou dans la haine, exécutent les ordres d'en haut. (Ziegler, J., 1964: 46).

En plaçant le politique comme déterminant, Ziegler fait de la terreur et de la répression intériorisées les bases mêmes des sociétés africaines. Une telle hypothèse nous semble difficilement soutenable. En effet, aucune société ne peut se maintenir par le seul exercice d'un pouvoir répressif au travers des appareils de l'Etat. On perçoit mal d'ailleurs dans le schéma de Ziegler l'origine et les assises d'un tel pouvoir. Il nous faut donc introduire des considérations d'ordre économique et idéologique. Dire que les rapports de production sont les mêmes pour toute la population des pays africains et que la seule lutte se déroulant dans ces sociétés est celle ayant pour enjeu la prise du pouvoir, nous apparaît une simplification abusive. Nous pensons l'avoir déjà montré dans les chapitres précédents.

Ceci pour les chercheurs se réclamant du marxisme. Quant à ceux qui se rattachent au fonctionnalisme, ils arrivent à des positions voisines.

Le politique est l'élément à partir duquel doit se faire la stratification sociale. Une classification plus raffinée devra considérer l'appartenance ethnique. R.H. Jackson est à ce propos exemplaire. Selon lui, les dirigeants africains qui ont succédé aux coloniaux européens ont hérité du même coup leur position de classe. En dessous de cette classe dirigeante, les sociétés africaines continuent à se différencier sur la base de groupes ethniques et locaux dont chacun inculque à ses membres la croyance en sa supériorité. (Jackson, R.H., 1973).

Nous ne reviendrons pas sur notre démonstration de la dominance du mode de production capitaliste ni sur celle de l'existence de classes sociales déterminées à partir de l'instance économique. En ce sens, nous pensons que tous ces chercheurs ont fait fausse route.

Pour aborder le problème de la place du politique dans les formations sociales africaines, il nous faut faire un détour par les formations sociales du centre et considérer en particulier les analyses de Marx et celles de Balibar du mode de production capitaliste.

Les analyses de Marx du mode de production capitaliste ont mis en évidence que l'économique est la base de l'histoire des hommes et est en ce sens déterminante. Cette détermination repose sur les fondements même du matérialisme.

On peut distinguer les hommes des animaux par la conscience, par la religion et par tout ce que l'on voudra. Eux-mêmes commencent à se distinguer des animaux dès qu'ils

commencent à produire leurs moyens d'existence pas en avant qui est la conséquence même de leur organisation corporelle. En produisant leurs moyens d'existence, les hommes produisent indirectement leur vie matérielle elle-même.... la façon dont les individus manifestent leur vie reflète très exactement ce qu'ils sont. Ce qu'ils sont coïncide donc avec leur production aussi bien avec ce qu'ils produisent qu'avec la façon dont ils le produisent. Ce que sont les individus dépend donc des conditions matérielles de leur production. Cette production n'apparaît qu'avec l'accroissement de la population. Elle-même présuppose pour sa part des relations des individus entre eux. La forme de ces relations est à son tour conditionnée par la production. (Marx, K., Engels, F., 1976: 15-16).

Pourtant, l'essence même de cette économie est masquée dans le mode de production capitaliste par ce que Marx appelle le caractère fétiche de la marchandise.

Des deux éléments fondamentaux attachés aux marchandises - valeur d'usage et valeur d'échange - seul le second participe au caractère fétiche. Le mystère apparaît lorsqu'un objet fabriqué par l'homme devient marchandise c'est à dire chose sociale. Le mode de production capitaliste est à ce titre unique.

Le caractère social de la marchandise est une notion fondamentale qui permet à Marx d'énoncer que "... la forme valeur et le rapport de valeur des produits du travail n'ont absolument rien à faire avec leur nature physique, c'est seulement un rapport social déterminé des hommes entre eux qui revêt ici, pour eux, la forme fantastique d'un rapport des choses entre elles". (Marx, K., 1969: 69).

Il s'agit ni plus ni moins que d'un phénomène de réification. La marchandise devient semblable à un fétiche, c'est à dire un objet adoré comme une divinité, l'incarnation apparente de puissances et facultés humaines. Créée par les hommes, elle leur apparaît comme étrangère et de fait, exerce sur eux un pouvoir réel.

Ce pouvoir s'exerce à un niveau idéologique et ne manque pas d'avoir des répercussions directes au niveau des échanges.

Le caractère de valeur des produits du travail ne ressort en fait que lorsqu'ils se déterminent comme quantité de valeurs. Ces dernières changent sans cesse, indépendamment de la volonté et des prévisions des producteurs aux yeux desquels leur propre mouvement social prend ainsi la forme d'un mouvement des choses, mouvement qui les mène bien loin qu'ils puissent les diriger. (Marx, K., 1969: 71).

Loin d'être réservée à une classe, la fétichisation des marchandises est le fait de tous les individus quelles que soient leurs origines, et tous dans une certaine mesure en subissent la domination. Cette fétichisation a pour conséquence de masquer les rapports entre les hommes qui produisent les marchandises et ceux qui se les approprient par des rapports entre les choses. L'élément quantité de travail permettant de mettre les objets en rapport sur une base commune, et dénotant de plus un ensemble de rapports sociaux propres au système capitaliste est lui-même caché. Le sur-travail qui, dans le capitalisme prend la forme de la plus-value, est accaparé par le capitaliste sans que l'opération apparaisse comme telle. En effet, l'échange (moment de la "réalisation" de la plus-value) apparaît comme répondant à des lois indépendantes de la valeur et

des rapports sociaux. Cependant, même si la mesure de la valeur par le temps de travail nécessaire n'est pas faite de façon consciente par le producteur, c'est elle, comme le souligne Marx, qui règle les échanges "comme loi naturelle régulatrice, de même que la loi de la pesanteur se fait sentir à n'importe qui lorsque sa maison s'écroule sur sa tête". (Marx, K., 1969: 71).

Ajoutons que le fait d'exprimer la valeur commune des marchandises sous la forme argent ne fait que voiler davantage le caractère social des travaux privés et les rapports sociaux de production. Autant d'éléments qui maintiennent l'illusion propre au capitalisme selon laquelle ce n'est pas la quantité de valeur de la marchandise qui règle ses rapports d'échange; mais l'échange qui règle la quantité de valeur d'une marchandise.

A ces divers éléments liés au caractère fétiche de la marchandise il faut ajouter un fait particulièrement important: la coïncidence dans l'espace et dans le temps du travail et du sur-travail.

Balibar qui développe ce point avance:

Dans le mode de production capitaliste, il y a coïncidence "dans le temps et dans l'espace" des deux procès (travail-sur-travail) ce qui est un caractère intrinsèque du mode de production (de l'instance économique); cette coïncidence est elle-même l'effet de la forme de combinaison entre les facteurs du procès de production propres au mode de production capitaliste, c'est à dire de la forme des deux rapports de propriété et d'appropriation réelle. Alors les "formes transformées"

correspondantes dans cette structure sociale, sont des formes directement économiques (profit, rente, salaire, intérêts), ce qui implique notamment que, à ce niveau, l'Etat n'y intervient pas. (Balibar, E., 1968, 109).

Dans le cas du mode de production capitaliste il apparaît donc clairement que l'économie se suffit à elle-même. Il n'en est pas toujours ainsi.

Dans les modes de production pré-capitalistes il y a disjonction dans le temps et dans l'espace du travail et du sur-travail. Pour que ce sur-travail soit accaparé par la classe dominante, compte-tenu du fait qu'une classe ne peut maintenir sa prédominance par la seule violence, il faut l'intervention d'éléments extra-économiques qui rendent cette accapARATION possible et acceptable pour une majorité de la population. Ces éléments d'ordre superstructureaux sont ceux sur lesquels, selon Balibar, va porter la fétichisation.

Dans la mesure où le travailleur reste propriétaire des moyens de production et des moyens de travail nécessaires pour assurer sa subsistance, le rapport entre les classes doit être de type maître/serviteurs. Cette relation, légiférée par le politique, est nécessairement renforcée par l'idéologie (en particulier la religion). Marx généralise cela en disant:

La forme économique spécifique dans laquelle du sur-travail non payé est extorqué aux producteurs directs, détermine le rapport de dépendance, tel qu'il découle directement de la production elle-même et réagit à son tour de façon déterminante sur celle-ci. C'est la base de toute forme de communauté économique, issue directement des rapports de production et en même temps la base de sa forme

politique spécifique. C'est toujours dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement caché de l'édifice social, et par conséquent de la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance, bref la base de la forme spécifique que revêt l'Etat à une période donnée. (Cit. in Balibar, E., 1968: 107).

Dans les modes de production pré-capitalistes l'économie ne peut, à elle seule, entraîner l'extraction "légitimée" ou masquée d'un sur-travail. Au Moyen Age que caractérise la dépendance personnelle entre serfs, seigneurs, vassaux, et suzerains, les rapports sociaux apparaissent clairement comme des rapports entre des personnes. Les rapports des individus par l'intermédiaire de leurs travaux apparaissent pour ce qu'ils sont réellement en fonction d'un code hiérarchique établi, qui détermine toute la vie sociale. Cette transparence des rapports sociaux existe aussi dans l'industrie rustique et patriarcale d'une famille de paysans travaillant à son auto-suffisance. Ainsi lorsque les rapports sociaux sont clairs, les règles régissant la production et la distribution des fruits du travail le sont elles aussi. Dans ce cas le fétichisme est déplacé au niveau de la superstructure.

De cela Balibar déduit qu':

Il apparaît que la "mystification" porte précisément, non sur l'économie (le mode de production matérielle) en tant que telle, mais sur celle des instances de la structure sociale qui, selon la nature du mode de production, est déterminée à occuper la place de la détermination, la place de la dernière instance. (Balibar, E., 1968: 103).

Il ajoute plus loin: "Dans des structures différentes, l'économie est déterminante en ce qu'elle détermine celle des instances de la structure sociale qui occupe la place déterminante". (Balibar, E., 1968 : 110).

On notera dans cette dernière citation le sens ambigu du concept de déterminance appliqué en fait à deux instances simultanément. Pour éviter toute confusion, nous dirons que l'économique est l'instance déterminante quelle que soit la structure dans la mesure où elle détermine l'instance occupant la place dominante.

Dans la mesure où le mode de production capitaliste, en détruisant les autres modes, tend à devenir exclusif dans les formations sociales du centre, il paraît légitime de leur appliquer les analyses théoriques effectuées au niveau du seul mode de production capitaliste. Nous dirons donc que dans les formations capitalistes occidentales, l'économique est à la fois déterminante et dominante, et de plus qu'elle ne se réfère qu'à un seul type de pouvoir.

Reportons notre attention sur l'Afrique au sud du Sahara. Nous avons déjà noté le caractère forcé et récent de la pénétration du mode de production capitaliste. Il n'est pas né du développement des structures internes, mais fut importé et imposé par le pouvoir colonial.

La décolonisation dans les années soixante a laissé les formations sociales africaines dans un état de dépendance que masque à peine

l'indépendance politique souvent formelle. Un des éléments renforçant et reproduisant cette dépendance est l'absence quasi générale d'une classe bourgeoise industrielle autochtone propriétaire des moyens de production. On rencontre tout au plus, surtout en Afrique de l'Ouest, une bourgeoisie rurale qui, malgré son importance, ne saurait être le substitut de la bourgeoisie industrielle en ce qui concerne l'accumulation du capital et l'investissement dans le secteur de transformation des matières premières. Amin va dans ce sens lorsqu'il dit que

La bourgeoisie rurale africaine est incapable de créer elle-même une industrie moderne comme son homologue européenne l'avait fait. Elle n'en a ni les moyens financiers, ni les capacités techniques... En Afrique noire, le capitalisme rural a beaucoup de chance d'être plus profond, mieux dispersé entre des dizaines de milliers de planteurs. Par contre, la grande bourgeoisie urbaine très concentrée, souvent alliée à la grande propriété foncière, commune en Orient et en Amérique latine est absente en Afrique. (Amin, S., 1970, T 2: 29-30).

Il ajoute: "L'indépendance a renforcé brutalement le poids spécifique dans la société nationale de la nouvelle bureaucratie d'état; d'autant plus que la bourgeoisie rurale, là où elle existe, reste dispersée et conserve des horizons limités". (Amin, S., 1970, T2: 31).

Quand il a émergé des conditions internes à une formation sociale, le capitalisme tend de lui-même à détruire les autres modes de production. Ce fut le cas en Angleterre avec le mouvement des enclosures et en France avec la suppression des corporations à la suite de la révolution de 1789. C'est en ce sens que l'on parle de tendance à l'homogénéisation. Mais quand le mode de production capitaliste apparaît comme le

résultat d'une conquête, ce fut le cas en Afrique, il en va tout autrement.

Selon Rey, dans ce cas,

... le capitalisme ne peut jamais immédiatement et radicalement éliminer les modes de production précédents, ni surtout les rapports d'exploitation qui caractérisent ces modes de production. Pendant toute une période, il doit au contraire renforcer ses rapports d'exploitation dont le développement seul permet son approvisionnement en biens venant de ces modes de production ou en hommes chassés de ces modes de production et par là même contraints de vendre leur force de travail au capitalisme pour survivre. (Rey, P.P., 1978: 16-17).

A l'appui de cela, nous avons parlé dans le chapitre précédent des rôles joués par le politique (taxes, travail forcé, violence...) pour forcer une partie importante de la population autochtone à travailler directement ou indirectement au profit des intérêts capitalistes.

Rappelons que dans les pays du centre, la présence d'un prolétariat, c'est à dire une classe d'individus démunis de tout moyen d'existence et réduits à vendre leur force de travail, a été décisive dans la naissance du capitalisme. En Afrique noire, au contraire, dans la situation que l'on a décrite, un tel prolétariat n'existe pas dès le début et ne peut pas exister immédiatement à cause de la persistance des modes de production pré-capitalistes. Parmi les individus travaillant directement ou indirectement pour les puissances capitalistes, on trouve ceux qui sont propriétaires de leurs moyens de production (paysans) en général intégrés au capitalisme par le biais de la circulation, et ceux qui, bien que travaillant dans la production directe, gardent des liens étroits avec leur

milieu d'origine intégré au mode de production pré-capitaliste. C'est en effet celui-ci qui assure une partie de leur subsistance. Cette situation est d'ailleurs favorisée et renforcée par les capitalistes eux-mêmes, dans la mesure où cela leur permet de payer les salaires les plus bas possibles. En ce sens, ils ne sont ni les uns ni les autres dans une situation économique qui les oblige d'elle-même à vendre leur force de travail. Il faut essentiellement que ce soient des raisons extra-économiques qui agissent.

Ainsi, le renforcement des rapports de production pré-capitalistes souligné par Rey va dans le sens du renforcement du politique dans la mesure où ces rapports, dans le mode pré-capitaliste, reposent essentiellement sur cette instance.

En avançant cela, nous ne voulons pas donner l'impression de retomber dans une sorte de dualisme. Nous ne reviendrons pas sur la démonstration de la dominance du mode de production capitaliste. Cependant, la présence d'un double pouvoir, les alliances et les conflits qui le caractérisent sont déterminants dans le processus d'accumulation.

Si le pouvoir d'Etat joue un rôle décisif au sein de l'articulation centre-périphérie, cela du fait qu'il maintient les conditions permettant l'accumulation du capital au profit des pays du centre, le pouvoir traditionnel joue un rôle équivalent dans l'articulation des modes de production au sein de la formation sociale africaine. Cela dans la mesure où

il contrôle le secteur dominant (en termes de pourcentage de la population) de la paysannerie qui est intégrée au capitalisme essentiellement par le biais de la circulation. C'est de plus ce pouvoir qui joue le rôle de fournisseur de main d'oeuvre à bon marché au secteur capitaliste.

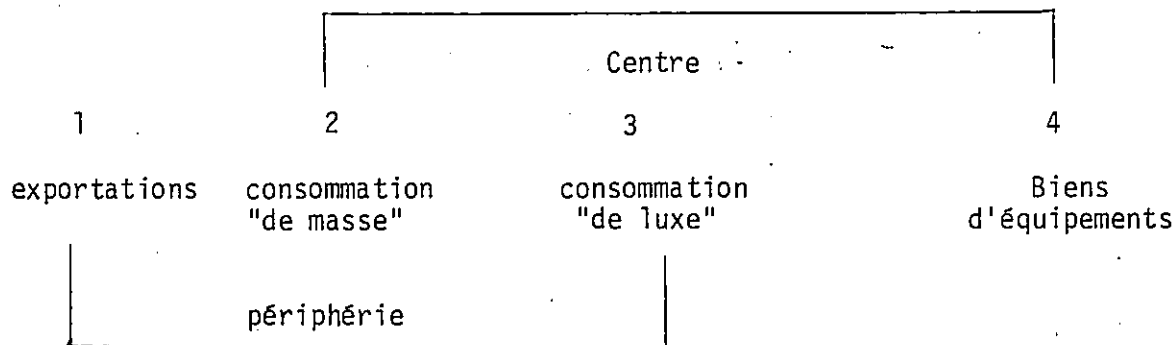
Précisons que nous ne négligeons pas le rôle des forces extra-économiques lors de l'émergence du prolétariat dans les pays du centre. Au contraire, le politique y joua effectivement un rôle de tout premier ordre. La violence en particulier fit partie intégrale du mécanisme de prolétarianisation d'une large fraction de la paysannerie. Pourtant, une fois le prolétariat et la bourgeoisie formés, et les rapports de production installés, la tendance à l'homogénéisation était en marche et les mécanismes économiques décrits plus haut participèrent de façon décisive à la reproduction du système (en ce sens, l'économique, déterminante, devint rapidement dominante).

Un autre des effets du développement capitaliste au centre sur lequel insiste Samir Amin, est d'assurer ce qu'il appelle l'intégration des masses, intégration qui, selon Amin, aura des conséquences décisives au niveau idéologique.

En effet, selon lui, dans le système autocentré des pays du centre, l'articulation déterminante est celle qui relie le secteur de la production des biens de consommation "de masse" au secteur de la production des biens d'équipement. Selon Amin:

Marx montre en effet que dans le mode de production capitaliste il existe une relation objective (c'est à dire nécessaire) entre le taux de la plus-value et le niveau de développement des forces productives. Le taux de la plus-value détermine pour l'essentiel la structure de la distribution sociale du revenu (son partage entre les salaires et la plus-value qui prend la forme profit) et partant celle de la demande (les salaires constituent l'essentiel de la demande de biens de consommation de masse, les profits sont en totalité ou en partie "épargnés" en vue d'être "investis"). Le niveau de développement des forces productives s'exprime dans la division sociale du travail: L'affectation de la force de travail dans des proportions convenables, aux sections 2 et 4 (les sections 2 et 1 du modèle de la reproduction chez Marx)... La contradiction entre la capacité de produire du système et sa capacité de consommer-immanente au mode de production capitaliste est sans cesse surmontée et... c'est ainsi que s'exprime le caractère objectif de la relation taux de plus-value - niveau de développement des forces productives. (Amin, S., 1972 a): 705).

Voici le schéma construit par Amin pour représenter abstraitement la différence qui sépare un système autocentré d'un système périphérique:



(Amin, S., 1972a) 704).

Cet équilibre (instable à cause de la lutte des classes) entre la capacité de produire et celle de consommer est un des facteurs indispensables au système d'accumulation dans les pays du centre.

Dans un système autocentré, l'articulation présentée plus haut débouche sur ce que l'on nomme habituellement "la société de consommation", c'est à dire un système caractérisé en particulier par l'intégration au marché de la fraction la plus large de la population. Notre objectif n'est pas ici d'analyser ce type de consommation et d'en faire la critique. Les ouvrages sur ce point sont multiples. Nous nous intéresserons plutôt aux conséquences idéologiques de cette intégration.

Dans le système central, on constate que la conscience de l'appartenance à un groupe social (le prolétariat par exemple) ne définit pas à elle seule la conscience de classe. Celle-ci peut être une "conscience réformatrice" - une conscience de classe social démocratique - qui constitue... une condition objective du fonctionnement du système central à notre époque. (Amin, S., 1972a):724).

Certes, cette fausse conscience est en grande partie due à l'économie elle-même, nous avons vu que celle-ci masque les véritables rapports de production et donc les mécanismes d'accumulation de la bourgeoisie. Mais dire que l'économie est à la fois déterminante et dominante, ne doit pas nous conduire à sous-estimer le rôle de la superstructure qui a des effets en retour sur l'infrastructure. Nous pensons en particulier au rôle des appareils idéologiques d'Etat dont l'école occupe la place dominante.

En effet, même si les tendances à l'homogénéisation au centre sont fort avancées, il y a toujours un décalage entre le mode de production à l'état pur et articulé à des vestiges des modes de production différents au sein des formations sociales concrètes. A cause de cela il y a toujours des décalages entre les instances et c'est parce qu'il existe de tels décalages que l'intervention du politique et de l'idéologie devient décisif. Il faut bien entendu rappeler le rôle primordial de la lutte des classes plus ou moins exacerbée, mais toujours présente.

Selon Althusser:

Ce sont eux (les appareils idéologiques d'Etat) en effet qui assurent, pour une grande part, la reproduction même des rapports de production, sous le "bouclier" de l'appareil répressif d'Etat. C'est ici que joue massivement le rôle de l'idéologie dominante, celle de la classe dominante, qui détient le pouvoir d'Etat. C'est par l'intermédiaire de l'idéologie dominante qu'est assurée l'"harmonie" (parfois grinçante) entre l'appareil répressif d'Etat et les Appareils Idéologiques d'Etat, et entre les différents Appareils Idéologiques d'Etat. (Althusser, L., 1976: 90).

On comprendra que le rôle de ces appareils sera d'autant plus efficace que l'homogénéisation économique est avancée et que les écarts entre les diverses instances sont de ce fait réduits. Dans les cas en pointe (l'Amérique du Nord) l'homogénéité idéologique est particulièrement frappante.

Pour expliquer cette fausse conscience il faut aussi faire intervenir des mécanismes résultant des liens de dépendance de la périphérie

vis à vis du centre. Du point de vue des pays impérialistes ce sont là des facteurs externes qui deviennent autant d'instruments contribuant au contrôle de la lutte des classes à l'intérieur de ces formations.

Ce dernier point fut tout particulièrement développé par Emmanuel. En effet, selon lui, la lutte des classes a cédé le pas à la lutte entre nations riches et nations pauvres. Nous retrouvons là la contradiction fondamentale de Samin Amin entre centre et périphérie.

Selon Emmanuel, au centre s'est développé un prolétariat embourgeoisé qui fait front commun avec la classe dominante pour perpétuer l'exploitation des nations de la périphérie. Les luttes au centre sont principalement réformistes dans la mesure où elles ne remettent pas en question le système impérialiste, mais débouchent au contraire sur son renforcement en amplifiant l'exploitation à la périphérie du système.

En fait, selon lui, les plus tenaces à protéger ce système sont les ouvriers du centre eux-mêmes car ce sont eux qui en profitent le plus. Leur exploitation nécessaire dans le capitalisme est de ce fait atténuée. Ce sont leurs salaires élevés qui sont la cause première de la surexploitation à la périphérie.

Ainsi, les revendications deviennent l'élément moteur de l'antagonisme économique mondial et la solidarité internationale des prolétaires devient un contre-sens historique. Il existe une solidarité internationale

capitaliste mais pas de solidarité prolétarienne. Pour Emmanuel l'exploitation fondamentale s'effectue au niveau de la circulation c'est à dire de l'échange inégal. Cela est du à la coïncidence de deux phénomènes: mobilité du capital et immobilité du travail, et a pour conséquence la surexploitation des travailleurs de la périphérie alors que les ouvriers du centre profitent du surplus extorqué à la périphérie. (Emmanuel, A., 1969).

Cette thèse d'Emmanuel n'a pas manqué d'être critiquée avec juste raison. On a pu regretter son caractère économiciste. Emmanuel sous-estime en effet le rôle de l'idéologie et du politique. Ces deux éléments n'apparaissent tout au plus que comme les reflets de l'économie. Nous retiendrons cependant l'idée d'une surexploitation à la périphérie et aussi le fait qu'indirectement la classe ouvrière du centre, par sa combativité et ses victoires salariales, amène les capitalistes à renforcer cette surexploitation.

Le défaut majeur de cette thèse où tout est basé sur la circulation, c'est de polariser le système capitaliste mondial entre centre et périphérie et surtout de reléguer ainsi l'importance de l'exploitation au moment de la production. Il s'agit de mettre l'accent sur les rapports de classes. Nous ne voulons pas comme Bettelheim tomber dans l'excès contraire et prétendre que l'exploitation n'existe qu'au moment de la production. (Bettelheim, C., 1969). Nous pensons qu'elle agit en fait aux deux niveaux: à celui de la production et à celui de la circulation. Précisons que pour

bien en comprendre les mécanismes et ses conséquences il faut sortir de l'économicisme et introduire la superstructure. Cette position nous paraît de première importance lorsqu'on se propose d'analyser les classes sociales en Afrique.

Dans le cas des formations périphériques africaines le maintien de l'articulation des modes est lié, ainsi que nous l'avons vu, au fait que l'économie de ces formations sociales est tournée vers l'extérieur.

Rappelons que:

Le développement du capitalisme dans le cadre colonial avait été fondé d'abord sur la transformation de l'agriculture de subsistance en agriculture d'exportation et sur la production minière. Le rythme de croissance du capitalisme colonial a été déterminé dans ces conditions par celui de la demande des pays développés en produits de base en provenance des colonies. (amin, S., 1970, T2: 32).

Cela eut pour conséquence de limiter le développement du marché intérieur et de bloquer le développement du capitalisme en Afrique: on produit pour exporter.

Touraine va dans ce sens lorsqu'il avance:

La logique de la domination est d'empêcher ou de ralentir la formation d'un marché intérieur. Les capitaux qui s'investissent ne visent pas à assurer une plus forte intégration de l'espace économique national, mais au contraire à l'incorporation de certains de ces éléments à un espace économique dont le centre est à l'étranger. (Touraine, A., 1976: 67).

Le seul marché qui ait pu se développer est celui des produits de luxe qu'importe la classe au pouvoir.

Par rapport au marché engendré dans le procès central, celui-ci est biaisé en défaveur (relative) de la demande de biens de consommation "de masse", et en faveur (relative) de celle "de luxe". Si tout le capital investi dans le secteur exportateur était étranger, et si tous les profits de ce capital étaient réexportés vers le centre, le marché interne se limiterait en fait à une demande de biens de consommation de masse d'autant plus limitée que la rémunération du travail est faible. Mais en fait, une partie de ce capital est locale. Par ailleurs, les méthodes mises en oeuvre pour s'assurer une rémunération faible du travail sont fondées sur le renforcement de couches sociales locales parasitaires diverses qui remplissent la fonction de courroies de transmission... le marché interne sera donc principalement fondé sur la demande "de luxe" de ces couches sociales. (Amin, S., 1972 a): 709)

Les conséquences d'un tel phénomène sont de première importance pour expliquer en partie les blocages du développement des pays africains. En effet, le développement auto-centré orienté vers la consommation "de masse" implique une certaine succession historique des types de production.

Les produits de consommation durables - dont la production est hautement consommatrice de capitaux et de main-d'oeuvre qualifiée - apparaissent tardivement lorsque la productivité dans l'agriculture et les industries de production de biens non durables a déjà franchi des étapes décisives. (Amin, S., 1972a):707).

A la périphérie au contraire, "l'industrialisation par substitution d'importations, va donc commencer par "la fin", c'est à dire par les produits correspondant aux stades les plus avancés du développement du centre, les biens "durables". (Amin, S., 1972a):710). D'où la stagnation

de l'agriculture de subsistance et du secteur de production "de masse" en général.

L'articulation dominante en Afrique noire est donc, selon Amin, celle qui lie le secteur de l'exportation à celui de la consommation de "luxe". C'est le propre d'une économie extravertie. Cette articulation dominante a pour conséquence la marginalisation des masses.

Amin définit ainsi cette expression:

Nous entendons par là un ensemble de mécanismes d'appauvrissement de masses dont les formes sont d'ailleurs hétérogènes: prolétarianisation des petits producteurs agricoles et artisanaux, semi-prolétarianisation rurale et appauvrissement sans prolétarianisation des paysans organisés en communautés villageoises, urbanisation et accroissement massif du chômage urbain ouvert et du sous-emploi, etc. (Amin, S., 1972a) 710).

Dans ce cas, il est clair que nous n'avons plus la recherche d'une sorte d'équilibre entre la capacité de produire et celle de consommer dans lequel ceux qui produisent sont aussi des consommateurs. Dans le cas des pays africains, ceux qui produisent restent en marge du marché capitaliste et sont obligés de se rabattre sur la production de modes pré-capitalistes pour assurer leur subsistance. C'est d'ailleurs, comme nous l'avons souligné, cette possibilité qui permet une rémunération du travail aussi basse.

Dans un tel système la prolétarianisation n'est jamais définitive, il y a toujours la possibilité d'un retour à la terre. En ce sens, le

phénomène de prolétarianisation irréversible qu'ont connu les formations sociales du centre n'a pas lieu dans celles de l'Afrique noire, ou du moins n'a lieu qu'à très petite échelle. A l'exploitation plus ou moins masquée au centre correspond une surexploitation évidente à la périphérie. En effet, les mécanismes économiques qui conduisent à la marginalisation des masses ne peuvent trouver en eux-mêmes les éléments leur permettant de masquer cette surexploitation. C'est ce qui conduit Samir Amin à affirmer de manière hâtive que "la prise de conscience de la marginalisation doit conduire au rejet du système". (Amin, S., 1972a):714). Dire cela, c'est ne tenir compte que de l'infrastructure sans faire intervenir de façon décisive les éléments superstructureaux. C'est l'analyse du rôle de ces derniers qui va maintenant retenir notre attention.

Le système que l'on vient de décrire à la périphérie ne manque pas de créer ses contradictions. Nous avons déjà noté au cours de notre travail, celle qui consiste en la nécessité d'un côté de conserver les modes de production pré-capitalistes qui assurent une part importante de la reproduction de la force de travail et d'autre part la nécessité de les miner pour obtenir la main-d'oeuvre nécessaire au secteur capitaliste.

Une autre est celle qui résulte de la présence d'un double pouvoir dans les formations sociales africaines. En effet, même si à court terme le pouvoir traditionnel (avec toutes les manipulations dont il a fait l'objet durant la période coloniale) et le pouvoir de l'Etat peuvent s'allier dans l'exploitation du peuple, à long terme leurs intérêts ne peuvent être que divergents. Cela, du fait qu'une bourgeoisie industrielle

autochtone ne peut naître que de la destruction des modes de production pré-capitalistes, bases du pouvoir de la bourgeoisie rurale.

La force du pouvoir traditionnel ne doit cependant pas être minimisée car si son importance économique a été fortement entamée, sa force idéologique et politique reste encore considérable aussi bien auprès des populations rurales qu'urbaines. Cette force est à la mesure même du rôle joué par la superstructure dans les modes de production pré-capitalistes. En ce sens, l'Etat ne peut se passer pour le moment de ce pouvoir parallèle qui lui coûte fort cher.

Ainsi, la présence d'une articulation de modes de production en Afrique est accompagnée d'une articulation de divers pouvoirs: celui de l'Etat moderne avec celui des autorités traditionnelles. C'est à partir de ces phénomènes et des éléments qui en découlent que l'on peut déduire la dominance du politique dans les formations sociales africaines.

Pour assurer la protection des intérêts capitalistes, l'Etat africain est la superstructure d'encadrement et de répression indispensable. L'ensemble des cadres et des responsables de cette superstructure forment la bourgeoisie bureaucratique. Nous avons déjà noté l'absence de capitalistes industriels autochtones. Au sein des entreprises capitalistes le contrôle s'effectue en général de l'extérieur du pays et lorsque les décisions y sont prises de l'intérieur, elles sont dévolues à des occidentaux importés à cet effet. Si donc la bourgeoisie est principalement concentrée dans l'Etat c'est que celui-ci dispose d'une certaine autonomie vis à vis de la bourgeoisie étrangère.

Cette bourgeoisie bureaucratique installée au pouvoir, la plupart du temps avec l'assentiment de l'ex-pouvoir colonial a pour fonction d'assurer la reproduction de conditions nécessaires à l'extraction de la plus-value au bénéfice des bourgeoisies impérialistes. En retour, elle reçoit une partie de cette plus-value extorquée.

Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas de conflits entre ces deux bourgeoisies, mais, dans la plupart des cas, ils restent encore d'ordre secondaire.

« La masse de plus-value qu'elle reçoit en échange de ses bons services est limitée et la bourgeoisie bureaucratique a très peu de moyens pour la faire accroître. En effet, si elle devient trop exigeante, le capital va ailleurs, et si elle est trop conciliante le capital afflue, mais la plus grande partie de la plus-value quitte la formation sociale.

Le capitalisme étranger ne laisse à cette bourgeoisie bureaucratique que ce qui lui est nécessaire pour assurer son maintien au pouvoir ainsi que la reproduction de conditions favorables à l'extraction de la plus-value.

Cette incapacité d'accumuler le capital est renforcée par une consommation ostentatoire de produits de luxe importés qui enfonce davantage dans la dette une économie ne pouvant être que malsaine.

Ces considérations nous conduisent à explorer plus en détail la manière dont cette classe assure la reproduction d'un système fondé sur l'exploitation extrême sans contre-partie pour la masse de la population.

Il faut en particulier pour cette classe contrôler le prolétariat naissant et la paysannerie de manière à ce que leurs luttes ne touchent pas les conditions d'extorsion de plus-value. Les foyers de luttes de classes seront rapidement étouffés par une répression extrêmement violente, surtout si ces luttes peuvent menacer les intérêts impérialistes.

Ce contrôle se fait la plupart du temps par l'intermédiaire d'un parti unique dont l'un des rôles est d'empêcher ou d'étouffer la montée et la formation de mouvements ouvriers et paysans. L'exacerbation du tribalisme peut être analysée dans ce contexte. Bien que les mouvements de type tribal portent préjudice à la stabilité sociale, ils ne s'attaquent que rarement directement aux intérêts capitalistes comme le ferait un mouvement ouvrier-paysans organisé. Le tribalisme maintient les problèmes à l'intérieur de la formation sociale, alors que la lutte des classes aurait des répercussions jusqu'à l'intérieur des formations capitalistes.

Il ne faut cependant pas voir dans le tribalisme africain le résultat d'une simple manipulation, il existait des rivalités tribales bien avant l'arrivée des Européens. Nous disons simplement qu'il existait

un phénomène idéologique (aux conséquences subjectives mais aussi objectives) qui a offert aux classes dirigeantes un moyen de canaliser le mécontentement ouvrier et paysan. Il y eut en quelque sorte la rencontre entre une idéologie traditionnelle et des intérêts contemporains. Notons enfin, pour éviter toute ambiguïté, que le phénomène du tribalisme a une dynamique propre et ne peut être réduit à une explication se limitant aux seuls intérêts des classes dominantes.

Cependant, on comprend mieux les raisons sous-jacentes à l'exploitation du tribalisme par la bourgeoisie bureaucratique et les autorités lignagères. Ils y trouvent le parfait brouillage idéologique ou pour reprendre les termes de Marx une fétichisation des plus efficaces.

En effet, comment mieux canaliser la frustration et le mécontentement dus à la surexploitation et à la marginalisation qu'en les détournant vers des causes servant d'exutoires, qui ont de plus l'avantage de diviser les classes exploitées.

Nous avons souligné la nécessité d'alliances entre la bourgeoisie bureaucratique et les chefferies traditionnelles à cause de l'existence d'une articulation de modes. Ces alliances sont dictées par le besoin qu'a la bourgeoisie bureaucratique de l'appui des anciennes classes dominantes. Celles-ci contrôlent les colères paysannes en les canalisant vers des impasses et aussi maintiennent le prolétariat dans le brouillage idéologique lignager. Ce brouillage idéologique repose sur des phénomènes très concrets en particulier sur l'existence, fort répandue en Afrique,

d'un marché du travail lié à l'appartenance ethnique.

Autant d'éléments qui, on s'en doute, vont stimuler les luttes tribales. Ajoutons que si ces alliances sont politiquement payantes, elles sont économiquement désastreuses pour la nouvelle classe au pouvoir. Elles canalisent, en effet, une partie importante du budget de l'Etat. La bourgeoisie bureaucratique n'arrive ni à conserver sa part de plus-value pour la transformer en moyens de production, ni à imposer de véritables rapports de production capitalistes dans les secteurs qu'elle essaie péniblement de mettre en oeuvre à cause de ses alliances avec le pouvoir traditionnel. Elle est prise dans un carcan entre l'impérialisme et les chefferies tribales, dont elle ne peut sortir.

Elle essaie cependant. Dans ses tentatives pour s'ériger en véritable bourgeoisie nationale, elle accumule selon deux voies distinctes pour des raisons politiques ayant trait aux alliances: une voie privée et une voie publique. (Bertrand, H., 1975).

Comme nous l'avons déjà mentionné, cette bourgeoisie bureaucratique se transforme, du moins partiellement, en bourgeoisie d'affaires, commerçante, agraire, et voire petite industrielle. Mais cette accumulation privée se fait à une échelle telle qu'elle ne rencontre pas l'hostilité du grand capital étranger. Quant aux hiérarchies lignagères, elles soutiennent de telles initiatives car elles sont largement partie prenante dans l'affaire.

Par contre l'accumulation publique vient se heurter directement aux intérêts impérialistes et à ceux des chefferies. En effet, cette forme d'accumulation implique une mainmise sur les secteurs clefs d'extraction de plus-value actuellement contrôlés par le capital étranger. Cela implique aussi la refonte des rapports sociaux au sein de l'appareil d'Etat et la transformation du marché bureaucratique-tribal du travail en un véritable marché capitaliste non réglé sur l'appartenance ethnique. C'est ni plus ni moins qu'organiser une lutte contre le tribalisme politique et toucher directement aux privilèges des autorités tribales et indirectement aux conditions masquant le rôle de l'impérialisme. Il convient de dire que dans la plupart des cas la bourgeoisie bureaucratique ne peut renoncer à ces alliances sur lesquelles elle appuie son pouvoir. Une des rares possibilités qui s'offrent alors à elle pour accumuler est la corruption.

Ainsi, le politique, dans l'articulation des modes de production au sein des formations sociales africaines occupe une position charnière. Il joue en fait un double rôle. Celui d'instance dominante dans la mesure où elle assure la reproduction de conditions de l'articulation des modes en utilisant à titre décisif l'appareil répressif d'Etat et les appareils idéologiques à sa disposition. De plus le fait d'occuper les fonctions politiques en Afrique donne accès du même coup aux leviers de l'économie.

Dans les économies sous-développées l'Etat est la principale source de capital domestique.

C'est lui qui distribue les contrats, les licences et les devises; il dispose du monopole du commerce dans les domaines réservés; il est le principal employeur, la principale source de clientèle. En fait, il soude le pouvoir économique en comblant les interstices laissés vacants par les étrangers. En conférant à l'Etat un rôle d'intermédiaire à l'égard du capital étranger, les hommes politiques se sont transformés en hommes d'affaires et c'est ce qui leur a permis de s'affirmer en tant que classe économique. (First, R., 1975: 8).

Ainsi, l'instance économique, qui est à la fois déterminante et dominante dans les pays impérialistes, n'est que déterminante dans les pays africains, alors que l'instance politique y est dominante. La plupart des éléments rattachés à cette dominance que nous avons essayé d'analyser montrent tous que c'est le pouvoir politique qui apparaît comme décisif dans le procès de reproduction du mode d'articulation. Cette situation résulte selon nous du fait que le mode de production capitaliste n'est pas aussi "avancé" que dans les métropoles du centre. Ajoutons que ce "retard" n'est pas le fait de facteurs uniquement économiques mais aussi politiques et idéologiques.

CHAPITRE VII

LE CONCEPT DE CLASSE SOCIALE

Le concept de classe sociale, central à toute analyse se réclamant du marxisme, entraîne nécessairement des problèmes de définition. C'est dans les écrits de Marx eux-mêmes que les chercheurs ont tendance à placer l'origine de ces difficultés.

En effet, Le Capital, oeuvre maîtresse de Marx se clôt sur un court chapitre intitulé "les classes" sans que celles-ci y fassent l'objet d'une analyse systématique. De plus, le fait que ce concept ait été employé dans des ouvrages antérieurs de manières plus ou moins rigoureuses et parfois contradictoires, ne fait qu'ajouter à cette ambiguïté.

Si l'on note enfin que le concept de classe "imprègne" tous les écrits de Marx on comprendra que cette apparente inconsistance soulève un problème fondamental.

Ziegler argumente dans ce sens:

Bien des auteurs reprochent à Marx l'imprécision de ses définitions, les contradictions propres à son oeuvre, ainsi que certains illogismes dans son raisonnement. Ces reproches sont particulièrement justifiés en ce qui concerne la notion de classes. Marx n'a jamais pris le temps d'en établir une définition qui soit claire et précise ou plutôt: il y a donné une série de définitions qui sur certains points important, se contredisent entre elles. (Ziegler, J., 1964: 29).

Il faut ajouter qu'une telle ambiguïté eut selon certains auteurs des conséquences directes au niveau de la praxis. Lukàcs note:

C'est un malheur pour la théorie comme pour la praxis du prolétariat, que l'oeuvre principale de Marx s'arrête juste au moment où elle aborde la détermination des classes. Le mouvement ultérieur en a donc été réduit sur ce point décisif,

à interpréter et à confronter les déclarations occasionnelles de Marx et de Engels, à élaborer et à appliquer lui-même la méthode. (Luckàs, G., 1960: 67).

Les solutions apportées à ce problème par les chercheurs furent variées. Une des plus originales fut celle avancée par Ralf Dahrendorf qui se proposa de compléter le dernier chapitre du Capital à partir des divers écrits de Marx. Selon lui la fin abrupte du chapitre sur les classes ne doit pas décourager le lecteur:

If he wants to, he can complete this chapter for Marx - not exactly as Marx would have written it of course, and not entirely without interpretation either, but in any case without substantically adding to what Marx said himself. (Dahrendorf, R., 1959: 88).

Il s'agit pour lui de regrouper un certain nombre de citations extraites des oeuvres de Marx et permettant, selon l'auteur, de combler en partie les manques apparents dans le dernier chapitre du Capital. Une telle activité, malgré tout ce qu'elle a de méritoire, ne contribue que fort peu à la compréhension du concept de classe tel qu'il apparaît à l'intérieur même du Capital qui est bien plus qu'une oeuvre synthèse.

La première étape nous apparaissant la plus profitable consiste à revenir vers ce chapitre LII, inachevé, et d'en faire une succincte analyse.

Marx commence ce chapitre en énonçant:

Les propriétaires de la simple force de travail,
les propriétaires du capital et les propriétaires
fonciers dont les sources respectives de revenu
sont le salaire, le profit et la rente foncière;

par conséquent, les salariés, les capitalistes et les propriétaires fonciers constituent les trois grandes classes de la société moderne fondée sur le système de production capitaliste. (Marx, K. 1976, T3: 796).

De ce qui précède on peut déduire que, pour Marx, le concept de classe émerge de l'analyse d'un mode de production spécifique. Ce n'est pas par hasard si l'analyse des classes fait suite à celles du procès de circulation du capital et du procès de production capitaliste. Il apparaît aussi que le concept de classe soit ancré dans les catégories économiques d'un mode de production.

Ajoutons que le mode de production ne se présente jamais à l'état pur mais qu'il existe, au sein des formations sociales, un mode de production dominant articulé à d'autres, dominés. Marx est donc conduit à préciser:

C'est sans contredit en Angleterre que la division économique de la société moderne connaît son développement le plus poussé et le plus classique. Toutefois, même dans ce pays la division en classes n'apparaît pas sous une forme pure. Là aussi les stades intermédiaires et transitoires estompent les démarcations précises (beaucoup moins toutefois à la campagne que dans les villes). (Marx, K., 1976, T3: 796).

Ainsi, la structure de classes au sein d'une formation sociale concrète est beaucoup plus complexe que celle découlant d'une analyse de mode de production à l'état pur.

Cette référence de Marx à l'Angleterre a conduit certains chercheurs à voir dans Le Capital l'analyse de cette formation sociale. Nous ne pensons pas que cette interprétation soit juste. En effet, Marx n'analyse pas dans cet ouvrage l'articulation de modes de production qui caractérise cette formation sociale. Il analyse principalement (et non exclusivement) l'instance économique du mode de production capitaliste. Les dimensions idéologiques et politiques sont introduites non pas en fonction de leur dynamique propre - Marx n'analyse pas leur autonomie relative -, mais en fonction de la dynamique économique. C'est ce qui explique l'insistance de Marx sur la notion de tendance du mode de production capitaliste. Pour appuyer cela, juste après avoir mentionné le cas de l'Angleterre et la complexité de sa division en classes sociales, il ajoute:

Cependant pour notre étude, cela est d'ailleurs sans importance. Nous avons vu que le mode capitaliste de production a constamment tendance - c'est la loi de son évolution - à séparer toujours davantage moyens de production et à concentrer de plus en plus, en groupes importants ces moyens de production disséminés, transformant ainsi le travail en travail salarié et les moyens de production en capital. D'un autre côté cette tendance a pour corollaire la séparation de la propriété foncière, devenant autonome par rapport au capital et au travail, ou encore, la transformation de toute la propriété foncière en une forme de propriété correspondant au mode capitaliste de production. (Marx, K., 1976, T3 : 796).

De ce court chapitre du Capital on peut déduire deux propositions d'ordre méthodologique. La première consiste à analyser les classes sociales à deux niveaux interdépendants: celui du mode de production à l'état pur et celui des formations sociales proprement dites.

La seconde proposition nous dit qu'il faut étudier en priorité le mode de production dominant qui, en quelque sorte, "fait" le système. Selon Marx c'est l'analyse théorique du mode dominant qui sera la base sur laquelle pourra s'effectuer l'analyse des classes de la formation sociale concrète.

Nous pensons cependant devoir modifier ce dernier point. En effet, ne pas avoir effectué de façon systématique l'analyse de la notion d'articulation de modes a conduit Marx à considérer abusivement la rente foncière comme "capitaliste" et non comme occupant une place particulièrement au sein de l'articulation du mode de production capitaliste et du mode de production féodal. Sans reprendre la démonstration de Rey qui fait l'objet d'un chapitre dans Les alliances de classes, nous dirons avec lui que

la rente foncière en tant que rapport de production et la propriété foncière comme forme juridique pouvaient à la fois être nécessaires à l'établissement du mode de production capitaliste, prendre une forme spécifique sur la base de ce mode de production mais néanmoins rester extérieures à ce mode de production, c'est à dire plus précisément être rapport de production et rapport juridique d'un autre mode de production, le mode de production féodal; d'un mode de production qui, à un moment donné est dominé par le mode de production capitaliste au sein de la formation sociale de transition. (Rey, P.P., 1978: 88).

Poulantzas, en reprenant les deux niveaux d'analyse préconisés par Marx, démontre que si les propriétaires terriens de rente foncière forment une classe du mode de production féodal à l'état pur, ils peuvent, dans certaines formations sociales concrètes, où le mode de production

capitaliste domine, être absorbé par la bourgeoisie et en faire partie sous la forme de fractions autonomes et cela pendant longtemps. Il ajoute:

C'est principalement cette transition nécessaire, opérée sous direction politique et idéologique de la noblesse ou de la bourgeoisie au moyen de la grande propriété foncière d'une part, l'autonomie de celle-ci une fois absorbée par la classe bourgeoise de l'autre, qui ont conduit Marx à considérer la grande propriété foncière comme classe du M.P.C. pur. (Poulantzas, N., 1978: T2: 56).

Ainsi il apparaît important de ne pas se limiter à l'analyse du seul mode dominant. Cela est vrai tout particulièrement pour l'Afrique noire où la domination du mode de production capitaliste est récente et où l'on ne retrouve pas encore la tendance à l'homogénéisation qui caractérise les formations sociales du centre.

La nécessité d'effectuer l'analyse des classes à deux niveaux ne fait cependant pas l'unanimité des chercheurs. Balibar, dans son auto-critique préconise d'analyser les classes sociales au seul niveau des formations sociales concrètes dans la mesure où ce n'est qu'à ce niveau que l'on perçoit le processus historique de la division des classes et de leurs rapports. Selon Balibar: "chaque classe ne peut être définie indépendamment du processus historique de sa propre transformation". (Balibar, E., 1975: 180).

Limiter l'analyse des classes au niveau de la formation sociale, cela implique la détermination pure et simple du spécifique et du conjoncturel. Cette approche qui peut apparaître légitime comporte un risque:

celui de confiner la problématique des classes dans un empirisme historiciste. Ajoutons enfin que si Balibar nie la pertinence d'une analyse des classes au niveau du mode de production pur, c'est cependant celle-ci qui lui a fourni les instruments théoriques dont il se sert pour l'analyse des classes au niveau des formations sociales concrètes.

Ce qu'il faut chercher à préciser ce sont les limites propres à chaque niveau d'analyse.

Au niveau du mode de production à l'état pur, le concept de classe apparaît comme émergent de l'analyse des forces productives et des rapports de production. Le caractère fondamental de ces rapports est d'être contradictoires. Ces contradictions étant objectives, le concept de classe sociale serait théoriquement lié à celui de luttes de classes. Nous sommes en accord avec Poulantzas lorsqu'il dit:

Les classes sociales signifient pour le marxisme, dans un un et même mouvement contradictions et luttes des classes: les classes sociales n'existent pas d'abord comme telles, pour entrer ensuite dans la lutte de classes ce qui laisse supposer qu'il existerait des classes sans luttes de classes. Les classes sociales recouvrent des pratiques de classes c'est à dire la lutte des classes, et ne sont posées que dans leur opposition.
(Poulantzas, N., 1974: 70).

Aussitôt après il ajoute:

La détermination des classes, tout en recouvrant des pratiques - luttes - des classes et en s'étendant aux rapports politiques et idéologiques désignent des places objectives occupées par des agents dans la division sociale du travail: places qui sont indépendantes de la volonté des agents.
(Poulantzas, N., 1974: 70).

Il apparaît donc clairement que, pour Poulantzas, le concept de classe se définit principalement à partir d'éléments objectifs. A la lumière de cette analyse il apparaît que la conscience de classe, élément clé pour les auteurs niant l'existence de classes en Afrique noire, n'entretrait pas à titre décisif dans la définition des classes posée au niveau le plus abstrait. Nous pensons en effet que la conscience de classe ne peut être analysée en dehors des formes de production historiques et concrètes au sein des formations sociales.

La distinction de deux niveaux d'analyse nous permet en outre de résoudre la question du nombre de classes.

Nous dirons qu'au sein de chaque mode se trouvent deux classes antagonistes alors qu'au niveau des formations sociales (formées de plusieurs modes articulés) le nombre de classes est plus élevé. Il faut aussi préciser que ces classes ne sont pas nécessairement homogènes et regroupent donc, en particulier, des fractions de classes plus ou moins autonomes. Quant aux groupes sociaux, s'ils n'appartiennent pas nécessairement à des classes, ils peuvent néanmoins, jouer un rôle important dans le changement social.

Cette extension du nombre des classes n'est pas due à une quelconque variation dans l'utilisation de leurs critères de distinction mais se rapporte rigoureusement a) aux modes de production en présence dans cette formation et b) aux formes concrètes que revêt leur combinaison. (Poulantzas, N., 1978, T1: 70).

Dos Santos argumente dans le même sens:

On a still more concrete level, social forms coexist in a society that are in antagonism with the ruling formation and limit it, while setting up historically delimited equilibrium situations (e.g.: the struggle between ruling and ruled classes of antagonistic modes of production - capitalism versus feudalism; the rise of intermediate classes on the road to disappearance, or classes in the process of formation; the case of the country-city contradictions; etc.). (Dos Santos, T., 1970: 177).

Il ajoute :

On this level the analysis must be made more concrete by means of description (which still remain theoretical) of the mode of relations possible in a given society, that is in a given social structure. (Dos Santos, T., 1970: 177).

Bien que ces considérations aient guidé toute notre analyse, il convient de préciser que notre étude se situe à un niveau particulier celui de l'Afrique noire. A notre sens, comme nous l'avons déjà exprimé, l'Afrique noire présente une certaine unité renforcée durant les périodes coloniale et néo-coloniale. Ce niveau d'analyse intermédiaire entre le mode de production et la formation sociale devrait nous permettre d'incorporer et articuler au niveau théorique les éléments propres au continent noir et tenter, lors d'une étape subséquente d'analyser des formations sociales concrètes.

Il nous faut aborder maintenant un problème de première importance, celui de la place de la superstructure dans la définition des classes sociales. Nous n'aurons pas évidemment ici la prétention de clore le débat théorique engendré par cette question.

Après avoir montré la nécessité d'effectuer l'analyse préalable des modes de production à l'état pur, nous ajouterons que c'est à ce niveau que doit se jouer la question théorique de la définition des classes.

Un mode de production se définit comme une articulation d'instances à déterminance et dominance. Selon Poulantzas, affirmer le rôle principal de l'économie dans la définition des classes ne signifie pas écarter la superstructure. Il soutient que

Les analyses de Marx concernant les classes sociales se rapportent toujours, non pas simplement à la structure économique - rapports de production -, mais à l'ensemble des structures d'un mode de production et d'une formation sociale, et aux rapports qu'y entretiennent les divers niveaux. (Poulantzas, N., 1978, T1: 61).

Il précise plus loin qu'

Une classe sociale peut bien être identifiée soit au niveau économique, soit au niveau politique, soit au niveau idéologique, elle peut donc être localisée par rapport à une instance particulière. Cependant, la définition d'une classe en tant que telle et sa saisie en son concept se rapporte à l'ensemble des niveaux dont elle constitue l'effet. (Poulantzas, N., 1978, T1: 61-62).

En une période où les analyses marxistes restent encore souvent économicistes, les tentatives de Poulantzas sont certes louables mais ne manquent pas de poser certains problèmes. Le plus évident reste sans doute celui que pose l'utilisation d'un tel concept. L'absence d'études convaincantes de formations sociales concrètes à partir de la définition des classes de Poulantzas en fournit sans doute la meilleure preuve.

A cela, il faut ajouter les problèmes d'ordre théorique que soulève cette définition. Notre lecture de son texte fondamental Pouvoir politique et classes sociales nous amène à juger son analyse peu concluante. En effet, en dehors d'affirmations directes du type de celles mentionnées plus haut, Poulantzas lui-même ne fait pas "fonctionner" le concept de classe défini à partir des trois instances. Lorsqu'il parle des classes du mode de production capitaliste, la bourgeoisie et le prolétariat, il est évident que leur définition implicite est d'ordre économique. La bourgeoisie est la classe qui a la propriété des moyens de production et le prolétariat la classe privée de cette propriété. La superstructure intervient pour analyser la formation des couches, fractions et catégories. Il nous semble d'ailleurs que seul ce que Poulantzas fait réellement dans son analyse peut être justifié. Quant à ce qu'il prétend avoir fait, cela nous paraît supposer une correspondance parfaite que nous rejetons entre infrastructure et superstructure. Admettons que cela soit acceptable au niveau du mode de production (ce serait du même coup rejeter l'idée de temporalité différente pour chaque instance), quelle est alors l'utilité d'une telle définition pour l'analyse des formations sociales au sein desquelles les décalages sont plus souvent la règle que l'exception? Ce danger loin d'être hypothétique, imprègne un bon nombre d'analyses dans lesquelles les décalages entre infrastructure et superstructure sont soit ignorés soit n'interviennent que de façon marginale.

Cette remarque nous ramène à la question de savoir quelles sont les limites de l'analyse des modes de production à l'état pur.

Ces limites sont en partie fonction du développement théorique inégal des instances. C'est l'instance économique, systématiquement analysée par Marx qui a retenu le plus l'attention des chercheurs. Les instances politique et idéologique, au contraire, n'ont été analysées dans leur autonomie relative que très récemment. Il semble que dans l'état de nos connaissances l'économique soit la seule à présenter une tendance permettant une analyse dynamique du mode même au niveau le plus abstrait. C'est sans doute un des éléments qui contribua à la quasi généralisation de l'approche economiciste qui cantonne la superstructure dans un rôle instrumental. L'autonomie relative des éléments de la superstructure varie avec le mode. En effet, dans les modes pré-capitalistes la superstructure joue un rôle dominant et en ce sens va jouir d'une autonomie relative plus limitée que dans le mode de production capitaliste où l'économique seule est à la fois déterminante et dominante. Cette autonomie est aussi le fait d'une temporalité différente dans le développement des diverses instances. Doit-on, à cause de cela, construire des définitions différentes des classes selon le mode? Un chercheur tel Bottomore admet la validité d'une définition des classes à partir des trois instances pour les modes pré-capitalistes et à partir du seul économique pour le mode de production capitaliste. (Bottomore, T.B., 1966: 16).

Nous ne pensons pas qu'une telle position annule les problèmes que nous avons mentionnés plus haut. Comme toute définition, celle des classes doit être jusqu'à un certain point relative. En effet, cette définition comme les autres dépend d'un certain état de nos connaissances et aussi d'un certain degré de manipulabilité. C'est en ce sens qu'avancer une définition reste toujours un geste partial et provisoire.

L'analyse du mode à l'état pur nous permet de connaître les éléments de ce mode et leur forme, elle nous en donne aussi la tendance qui repose essentiellement sur la dynamique économique, instance déterminante.

En introduisant des éléments tels que fractions de classes, catégories et couches au niveau du mode de production élargi, Poulantzas présume de manière implicite la non-correspondance entre infrastructure et superstructure, ce qui, selon nous, remet en question sa tentative de définition des classes à partir des trois instances.

Les fractions, les couches et les catégories désignent des parties de classes. Plus précisément les catégories désignent des ensembles sociaux susceptibles de devenir des forces sociales "dont le trait distinctif repose sur leur rapport spécifique et surdéterminant à des structures autres que celles économiques". (Poulantzas, N., 1978, T1:85). On y trouvera par exemple la bureaucratie et les intellectuels. Les fractions de classes, elles, sont repérables, principalement au niveau du procès de circulation du capital (fractions industrielle, commerciale, financière de la bourgeoisie). Les couches désignent les effets secondaires de la combinaison des modes sur les classes (ex: l'aristocratie ouvrière), les catégories et les fractions.

Poulantzas précise que le champ de ces éléments, fractions, catégories, couches n'est pas déterminé à priori. Par exemple, la distinction fractions-couches ne recouvre pas exactement celle des effets

respectifs de l'infrastructure et de la superstructure. Il ajoute "on peut effectivement déchiffrer d'une part des fractions relevant du seul politique d'autre part de simples couches repérables pourtant déjà dans l'économie - c'est le cas de l'aristocratie ouvrière. (Poulantzas, N., 1978, T1: 86). Pourtant, il faut convenir que dans la plupart des cas c'est l'introduction de la superstructure qui sera décisive dans ces divisions.

Il semble donc à la lumière de ce qui précède que l'on puisse définir les classes à partir de leur place dans le procès de production, c'est à dire dans la sphère économique. Quant à la superstructure elle sera décisive dans le repérage des fractions, couches et catégories.

En ce sens nous dirons avec Dos Santos:

The concept of classes appears as the result of analysis of the productive forces (technological level of the means of production and organisation of labour power) and of the relations of production (relations that men set up among themselves in the process of social production). (Dos Santos, T., 1970:174).

Ceci nous renvoie à la question décisive de la propriété des moyens de production qui nécessite une courte mise au point. Précisons, en effet, que cette notion de propriété n'a rien à voir nécessairement avec une quelconque législation. Il est juste d'affirmer que dans le système capitaliste la plupart des relations de production prennent souvent une forme légiférée, mais on ne peut en aucun cas généraliser cela à tous les modes. Pour appuyer de telles affirmations il suffit de rappeler que la propriété d'état des moyens de production réalisée par la nationalisation dans certains pays africains par exemple ne peut, à elle seule, prouver le caractère socialiste de ces formations sociales. En effet, pour

affirmer cela, il faut analyser les vraies relations de classes que cachent souvent en partie les lois.

Nous retiendrons donc comme définition des classes celle avancée par Lénine:

Large groups of people differing from each other by the place they occupy in the historically determined system of social production, by their relation (in some cases fixed and formulated in law) to the means of production; by their role in the social organization of labour, and, consequently, by the dimensions and mode of acquiring the share of social wealth of which they dispose. (Lenine, V.I., 1967: 248).

Au niveau des formations sociales l'analyse devient plus complexe dans la mesure où celles-ci sont formées par une articulation de modes dont l'un est dominant. Cette articulation, comme nous l'avons montré, n'est jamais statique mais constitue un véritable processus. Dans le cas de l'Afrique noire le mode de production capitaliste est dominant, mais compte tenu de l'absence d'une bourgeoisie capitaliste autochtone et du caractère récent et forcé de la pénétration du mode capitaliste, c'est, parmi les instances, le politique qui est en position de dominance.

Ajoutons qu'afin d'effectuer l'analyse de classes d'une formation sociale, il faut, en plus de considérer les classes propres aux modes de production articulés, tenir compte de classes, de fractions de classes ou de catégories sociales transitoires. Ce phénomène est particulièrement important en Afrique à cause du caractère original de l'articulation des modes et de la place qu'occupent les formations sociales africaines dans le système capitaliste international.

Nous avons déjà mentionné à plusieurs reprises l'absence quasi généralisée d'une bourgeoisie industrielle africaine: seule une bourgeoisie agraire a pu se former dans certaines régions bien définies. La situation néo-coloniale actuelle a fait que cette bourgeoisie industrielle soit principalement étrangère, vivant dans les métropoles du centre. Cette main mise étrangère sur les moyens de production a donné lieu à la formation d'une classe particulière que nous appelons la bourgeoisie bureaucratique et qui, tout en assurant les intérêts de la bourgeoisie étrangère aspire, cependant, à devenir une bourgeoisie à part entière.

Il faut aussi mentionner la classe des petits producteurs agricoles qui tend à diminuer au fur et à mesure que le capitalisme se développe à la campagne. La plupart des membres de cette classe se transforment en prolétaires agricoles ou émigrent vers la ville dans l'espoir de rejoindre le prolétariat urbain. On notera d'ailleurs que ces émigrants viennent en général grossir une catégorie sociale de marginaux urbains désœuvrés qui, tout en ne formant pas une classe au sens strict, jouent et ont joué à cause de leur nombre, un rôle social fort important en Afrique noire.

Quant aux chefs traditionnels, il semblerait qu'ils soient condamnés par l'histoire. En effet, l'émergence d'une bourgeoisie industrielle autochtone ne peut naître que de la destruction progressive des modes de production pré-capitalistes qui sont aussi la base du pouvoir des chefs. Certains d'entre eux ont pu déjà se transformer en bourgeois ruraux par la possession de grandes concessions agricoles.

Au niveau du mode de production à l'état pur, nous avons dit que les classes se définissaient en même temps que la lutte de classes. Pourtant, nous avons ajouté que la coïncidence entre infrastructure et superstructure apparaissait de façon exceptionnelle au moment des révolutions, en particulier.

De même au niveau des formations sociales, les conflits et les luttes que l'on peut lier aux classes ne présentent que rarement la lutte des classes dans sa pureté. Nous dirons même que plus les classes d'une formation sociale sont hétérogènes et plus il y a de classes de transition, moins la lutte des classes apparaîtra comme telle. Ce phénomène a sans doute contribué largement à la thèse de l'absence de classes en Afrique noire.

Lorsqu'on parle de conflits, puisque ce sont eux que l'on repère dans les formations sociales, il faut distinguer, comme le fait Balibar, entre les conflits qui ne sont que des oppositions d'intérêts et les antagonismes de classes résultant de contradictions irréconciliables.
, (Balibar, E., 1975).

Cependant, à la différence de Balibar qui limite ses réflexions au niveau économique, nous suggérons d'élargir à la superstructure l'analyse des conflits et par là même celle du changement social. Il est possible selon la conjoncture de définir comme conflit principal un conflit non nécessairement économique. De même, certains conflits économiques perçus comme de simples conflits d'intérêts à l'intérieur d'une même classe

peuvent, dans une conjoncture donnée et en fonction du rôle des autres instances, prendre la forme de conflits antagonistes. Cette dernière remarque est tout particulièrement importante dans l'analyse des formations sociales africaines. Le type d'articulation que l'on y trouve et le rôle dominant du politique rendent extrêmement âpres les luttes pour le pouvoir politique entre fractions de la bourgeoisie africaine, car, en Afrique, c'est encore la possession du pouvoir politique qui donne accès au pouvoir économique.

Si nous avons particulièrement mis l'accent sur les conflits d'ordre économique et politique dans notre travail, c'est selon nous qu'ils sont les plus fréquents, en Afrique. Ce serait cependant une grave erreur que de considérer comme négligeables les conflits d'ordre idéologique qui nous renvoient à la question de la conscience de classe.

Cette conscience de classe est liée, aux intérêts de classe. Ces intérêts résultent de la situation objective que chacune des classes occupe dans l'articulation des modes de production et en particulier dans la production elle-même. En ce sens, la conscience de classe ne peut être réduite à des phénomènes purement subjectifs, et, comme le précise Lukacs, ne doit pas être confondue, en particulier avec la conscience psychologique des individus faisant parti d'une classe. (Lukacs, G., 1960).

Ajoutons cependant que ce serait une autre erreur que de voir la conscience de classe comme la simple expression d'une situation économique.

Les décalages existant entre la situation de classe et la conscience qu'en ont les individus qui les forment s'expliquent par le rôle de l'idéologie dominante qui, au travers des appareils d'Etat cache ce que peuvent être les véritables intérêts des classes dominées. Il apparaît donc absurde de déduire l'existence ou l'absence de classes sociales à partir de la conscience de classe. Ce que l'on peut dire c'est que les luttes de classes se trouvent exacerbées lorsqu'il y a coïncidence entre la conscience de classe et les intérêts de classe, ou en d'autres mots lorsque les classes dominées ont conscience de leurs intérêts. Faut-il dire pour autant que la classe dominante est toujours consciente de ses intérêts? Nous ne le pensons pas. Marx dit bien que dans le mode de production capitaliste la fétichisation des marchandises qui cache les vrais rapports sociaux entre les hommes n'est pas le fait de la seule classe ouvrière qui en est la principale victime, mais de toutes celles du mode de production capitaliste. Nous pensons qu'il en va de même en ce qui concerne les classes des modes de production pré-capitalistes et cela, à cause du rôle joué par la superstructure. En fait, ce que l'on peut dire c'est que les individus de la classe au pouvoir qui prennent les décisions mettent constamment à l'épreuve leur conscience de classe vis à vis leurs intérêts, et ceci dans un système organisé à leur avantage.

Ajoutons cependant que la concordance entre la conscience de classe et les intérêts de classe se trouve rarement au niveau d'une classe dans sa totalité mais, plutôt, au niveau de certaines fractions amenées pour cela à jouer un rôle qui peut être décisif dans le changement social.

Notons à ce propos que le rôle mobilisateur et conscientisateur de ces fractions s'effectue en général au sein des partis politiques d'opposition au pouvoir en place. Cette stratégie sera particulièrement difficile à mettre en oeuvre en Afrique noire du fait de la généralisation du parti unique.

Dans les formations sociales africaines, la question de l'idéologie se complique à cause de la présence d'un double pouvoir nettement marqué dont nous avons souligné l'importance dans le chapitre précédent. Certes, bien souvent ces deux pouvoirs se soutiennent. Cela s'explique par leurs intérêts à court termes. Cependant, les idéologies attachées à ces deux pouvoirs ne peuvent être assimilables. On peut même dire qu'elles contiennent en potentiel de nombreuses sources de conflits à cause de leur contenu et de leur place dans l'articulation des modes et à l'intérieur de chacun d'eux.

Dans l'articulation des modes en Afrique l'idéologie devient importante du fait de la dominance du politique. En effet, si d'un point de vue analytique on dichotomise la superstructure, il ne faut pas oublier les liens qui existent entre le politique et l'idéologique: le politique sans une idéologie adéquate est inopérante même à moyen terme.

Le pouvoir traditionnel en particulier va insister sur la nécessité de conserver une idéologie qui est à la base de son pouvoir, et réagira dès qu'apparaîtra la moindre menace venant du pouvoir moderne. C'est en ce sens que les conflits idéologiques fréquents en Afrique masquent

le plus souvent les intérêts des classes dominées en général, et de la paysannerie en particulier. Certains de ces conflits peuvent être perçus comme de simples camouflages, masquant consciemment les intérêts de classe. Cela peut être juste dans certains cas, mais il arrive souvent que ce camouflage soit le résultat fortuit d'une lutte purement idéologique.

Ainsi, on notera au sein des formations sociales africaines un décalage important entre l'infrastructure et la superstructure. Monière va même plus loin lorsqu'il étudie le développement des idéologies dans une situation coloniale: "dans ce contexte de dépendance, le développement idéologique est tout à fait discordant, désaccordé par rapport à la situation concrète. C'est un cas d'autonomie parfaite de l'idéologie par rapport à la base économique interne". (Monière, D., 1977: 27).

Bien entendu, nous parlons ici d'une situation néo-coloniale différente de celle qu'analyse Monière, néanmoins, sans parler d'autonomie parfaite nous parlerons d'un décalage important entre l'idéologie du mode dominant et celle du mode dominé, et entre ces idéologies et la base économique. La dominance du politique, comme nous l'avons vu, tend à renforcer cet écart ou du moins à le maintenir. Tout cela a pour conséquence un retard considérable dans la formation d'une conscience de classe correspondante aux intérêts des classes exploitées en Afrique noire.

Si nous avons tout particulièrement mis l'accent sur la non correspondance entre superstructure et infrastructure qui nous paraît fondamentale, il faut en mentionner une autre tout aussi importante entre

l'individu concret et les "fonctions" sociales qu'il assume. On ne saurait en effet réduire la vie sociale à une mécanique de fonctions sans sujets. Selon Barel cela

ne correspond pas à la démarche observable chez Marx. Elle prive l'analyste de la possibilité de tenir compte du rôle joué parmi les autres contradictions sociales, par les contradictions entre les individus concrets et les fonctions sociales qu'ils remplissent. Nous n'hésitons pas à dire que si ces contradictions n'existaient pas, si vraiment les individus n'étaient que leurs fonctions, la lutte des classes - entre autre - deviendrait totalement incompréhensible, et le marxisme deviendrait une sorte de mécanique sociale tout à fait comparable à certaines interprétations fonctionnalistes. (Barel, Y., 1973: 311-12).

Barel poursuit:

La reproduction sociale est un processus finalisé mais dont la finalité ne correspond jamais (ou seulement dans des circonstances tout-à-fait exceptionnelles qu'on peut considérer comme cas limites) aux finalités des sujets de la reproduction. On retrouve là encore une thèse classique de Marx sur la distance entre ce que les hommes font et ce qu'ils s'imaginent ou veulent faire. (Barel, Y., 1973: 313).

Ces considérations de Barel nous ramènent essentiellement aux niveaux des individus formant les classes et les fractions, les groupes et les catégories qui les composent.

Nous nous limiterons ici à trois éléments d'analyse que nous considérons comme centraux. Il s'agit de l'appartenance des individus, leur origine et leur identification.

Par appartenance nous entendons la situation objective qu'occupe un individu dans la structure sociale, à savoir: sa classe, sa fraction, sa catégorie... Ce concept ne doit pas être confondu avec l'origine. Celui-ci se réfère à l'appartenance de classe, fraction ou catégorie dans lesquelles il s'est formé.

Cette dernière considération est de première importance. Prenons comme exemple le cas des ouvriers en Afrique noire. Leur appartenance est claire: ils appartiennent tous à la classe ouvrière. Bien entendu, ils appartiennent aussi à diverses fractions de cette classe et à certaines catégories. Leur origine, par contre, devient un élément essentiel pour expliquer leur conscience de classe qui se reflète, en partie, dans leur identification (rappelons qu'il n'y a pas équivalence entre conscience de classe et identification).

Il est en effet essentiel de déterminer si les ouvriers urbains sont d'origine paysanne ou prolétaire. Ceux qui sont venus d'un milieu paysan ont pu conserver, comme c'est souvent le cas en Afrique, des liens étroits avec la campagne. La famille paysanne représente pour eux une sorte de sécurité à laquelle ils peuvent toujours avoir recours si l'expérience en ville échoue. Ils ont de plus vécu la plus grande partie de leur vie dans un milieu où dominant en général les idéologies traditionnelles ce qui ne manque pas d'influencer leur conscience de classe.

Quant aux ouvriers d'origine prolétaire, ils sont en quelque sorte livrés à eux-mêmes. Ils ont de plus grandi dans un milieu où la vie

politique prend une place considérable et où les idéologies "modernisantes" dominant.

Ces différences, dans une certaine mesure au moins, devraient avoir des incidences au niveau des pratiques de ces individus appartenant cependant à une même classe. Ne pas tenir compte de ces facteurs serait une faute grave, mais ne tenir compte que d'eux serait aussi trompeur.

Il faut, en effet, vérifier s'il y a une correspondance entre l'origine et l'identification. Cette dernière sera décisive pour savoir si les individus ont une perception correcte de leur appartenance.

En fait, ces trois critères retenus nous conduisent à opérer parmi les individus d'une société donnée des stratifications riches en indications lorsqu'on analyse leurs relations avec la structure de classes.

Il nous reste maintenant à aborder une question qui est restée marginale dans les études marxistes portant sur l'Afrique noire: celle des rapports entre classes et ethnies.

Certes, que ce soit du côté des chercheurs marxistes ou fonctionnalistes, les prises de position concernant cette question sont fréquentes, mais elles restent la plupart du temps implicites, ou bien se dégagent d'analyses sommaires et insatisfaisantes.

Parmi les analyses fonctionnalistes l'appartenance ethnique est souvent présentée comme sous-tendant toute la vie sociale africaine.

Selon R.H. Jackson, la division ethnique dans la plupart des formations sociales d'Afrique tropicale, allant de pair avec le sentiment qu'a chaque groupe d'être supérieur aux autres, empêche les différenciations sociales fondées sur d'autres bases. * Il en déduit qu'en dessous d'une classe dirigeante, les sociétés africaines continuent à se différencier sur la base de l'appartenance ethnique.

Beneath the political class, the pervasiveness of ethnocentrism among communal groups has thwarted society-wide agreement concerning social ranking. Whether urban or rural residents the great majority of Africans in most countries still identify primarily with their communal group and feel scant moral solidarity or interest agreement with members of other ethnic groups who might share their objective class position. Instead of eroding or transcending ethnicity the forces of urbanization have permitted it to be projected into urban centres and reactivated there. (Jackson, R.H., 1973: 400).

Plus loin il précise:

African societies are societalized only at the level of the governing class while beneath this stratum a plural society of multiple stratification systems persists. They are, in other words one-class societies. (Jackson, R.H. 1973: 400).

Quant aux études marxistes, seules les classes sociales suscitent l'intérêt des chercheurs, l'ethnicité est simplement reléguée au niveau de la mystification idéologique.

A. Mafeje ne nie pas l'existence d'une idéologie tribale en Afrique mais il précise qu'elle doit être conceptualisée à partir de son

insertion dans des structures économiques et politiques modernes différentes de celles qui ont occasionné son émergence.

There is a real difference between the man who, on behalf of his tribe, strives to maintain its traditional integrity and autonomy, and the man who invokes tribal ideology in order to maintain a power position, not in the tribal area, but in the modern capital city, and whose ultimate aim is to underline and exploit the supposed tribesmen. The fact that it works, as is often pointed out by tribal ideologists, is not a proof that "tribes" or "tribalism" exist in any objective sense. If anything it is a mark of false consciousness on the part of the supposed tribesmen, who subscribe to an ideology that is inconsistent with their material base and therefore respond to the call for their own exploitation. (Mafeje, A., 1974: 258).

Bien que R. Sklar remarque que "nearly every African state has at least one serious problem of ethnic or regional separatism", (Sklar, R., 1967: 6), il a ajouté cependant:

it is less frequently recognized that tribal movements may be created and instigated to action by the new men of power in furtherance of their own special interests which are, time and time again, the constitutive interests of emerging social classes. Tribalism then becomes a mask for class privileges. (Sklar, R., 1967: 6).

Il semblerait donc, selon les auteurs que l'on a cités, que les notions d'ethnicité et de classe soient mutuellement exclusives au niveau des formations sociales africaines: pour les uns les classes restent une donnée objective n'ayant pas d'impact sur les pratiques, pour les autres l'ethnicité est une réification. Nous allons tenter de montrer au contraire qu'il s'agit ici de visions simplistes de la réalité complexe africaine.

Nous pensons que ces deux notions doivent être analysées au niveau de leur autonomie relative et aussi à celui de leur articulation.

C'est cette tentative qu'a effectuée J. Saul dans un article: The dialectics of class and tribes. La réflexion qui suit s'inspirera pour beaucoup du contenu de cet article qui reste un des rares à ne pas considérer la question du tribalisme et de l'ethnicité comme résolue à priori. En effet, si l'on considère le tribalisme comme l'expression politique de l'ethnicité en Afrique, il faut reconnaître avec Saul "the great vitality of ethnic identifications in Africa and the depth of feeling which can attach to them". (Saul, J., 1979: 10).

Cela devrait nécessairement inviter le chercheur marxiste à s'interroger de façon systématique sur les rapports aussi complexes soient-ils qui peuvent exister entre classe et ethnie.

Comme nous l'avons déjà montré plus haut, dans les analyses marxistes l'ethnicité apparaît toujours comme l'instrument privilégié des forces réactionnaires dans la mesure où elle masque l'appartenance de classe seule définie à partir d'éléments objectifs. J. Saul, s'inspirant des analyses de Tom Nair portant sur le nationalisme, avance l'idée que l'ethnicité représente en Afrique noire une forme d'opposition à l'impérialisme.

En Afrique, les limites territoriales des formations sociales résultent d'un découpage arbitraire récent, des puissances coloniales.

Cette situation expliquerait en partie les difficultés d'émergence d'une conscience nationale. Saul en conclue que la réponse nationaliste s'est donc construite sur la réalité africaine, à savoir, l'appartenance ethnique. Pour l'auteur, cette assimilation entre nationalisme et ethnicité ne poserait pas de problème dans la mesure où "the dividing line between ethnic unit and nation is a very blurred one". (Saul, J., 1979 : 11).

Cette réponse représenterait alors une forme de résistance à l'impérialisme. Dans le contexte de domination "nationalism was obviously generated as a compensatory reaction to the periphery". (Saul, J., Ibid: 12). Cette résistance avait pour but d'assurer le contrôle des forces autochtones mais aussi de permettre l'utilisation des bénéfices que l'impérialisme était en mesure d'offrir. (Saul, J., 1979 : 12).

Durant la période néo-coloniale faisant suite à l'indépendance, la présence de l'impérialisme se fit toujours sentir mais d'une manière indirecte, permettant ainsi le développement des contradictions de classes et par là même de la lutte des classes. Est-ce à dire que l'ethnicité disparaissait objectivement? Nous ne le pensons pas, car, en plus des contradictions de classes existe un second type de contradictions entre le "bloc au pouvoir" et le "peuple" qui engendrent, dans la terminologie althussérienne reprise par Laclau, des "interpellations" ethniques équivalentes à ce que ce dernier nomme les interpellations démocratico-populaires formées par les traditions et les éléments culturels en général.

Saul, allant dans ce sens, avance:

there will be room both for "interpellations" attendant upon the class contradictions inherent in the global reality of capitalism (e.g. African peasants and workers constituted as "class conscious" subjects) and for "interpellations" attendant upon the "centre-periphery" contradictions. And both Third World nationalism and "ethnicity" (Africans constituting themselves as "Kenyans" for example, or as "Luo") can be seen as interpellations which are triggered by this latter contradiction. (Saul, J., 1979: 14).

Cependant, quelques paragraphes plus loin, Saul semble remettre lui-même en question sa thèse en constatant que loin d'avoir été à la source des luttes progressistes, les conflits placés sous la bannière de l'appartenance ethnique ont la plupart du temps renforcé le statu-quo et par là même la domination étrangère impérialiste et celle des classes nationales au pouvoir. Ce qui en théorie apparaissait comme le fondement de la résistance des peuples dominés ne se révèle être, en fait, qu'un instrument maintenant leur domination.

L'ambiguïté de ce qui n'apparaît encore que comme une idéologie ne pourra être comprise que lorsqu'auront été mises en lumière les racines profondes de l'ethnicité en Afrique. Pour cela, il nous faut revenir sur la notion d'articulation de modes de production.

Les racines de l'ethnicité relèvent des modes de production pré-capitalistes. Le fait que les éléments de ceux-ci soient articulés au mode de production capitaliste dominant a agi sur les rivalités ethniques en radicalisant les inégalités séculaires et en en créant de nouvelles.

Dans la période de transition actuelle, la paysannerie, comme nous l'avons montré, n'est souvent intégrée au système capitaliste que par le biais de la circulation. Les paysans produisent encore souvent dans le cadre des modes pré-capitalistes, d'où l'importance du sentiment d'appartenance ethnique.

Cependant des changements ne manquent pas de se faire sentir en particulier au sein de la paysannerie.

The peasantry in Africa may best be seen as a transitional class, in between period of primitive cultivations living in independant communities and that of capitalist development in which peasants are restratified into capitalists and proletarians. (Saul, J., 1979 : 17).

Dans la mesure où cette situation de transition se prolonge, les classes elles-mêmes en portent les marques. Nous avons parlé à plusieurs reprises de la situation particulière d'une large fraction du prolétariat africain. En effet, récemment émigrés de la campagne, de nombreux ouvriers urbains ont gardé les liens étroits avec leur village et leur famille et portent avec eux les traits culturels de leur ethnie.

Pour toutes ces raisons on peut déduire que l'articulation des modes renforce l'ethnicité. P. Gulliver résume parfaitement la situation en disant

New institutions and new values and symbols have been developped in the colonial and independance periods, but these are attached to and receive strength and validity from the persisting or revived parts of the older culture... Old symbols and old institutions and

values are put to new uses and they gain new and different significance to deal with and express new interests... Nevertheless... cultural differences in their territorial context are the essence of tribe. (Gulliver, P., 1969: 20).

Ainsi, il est clair que l'appartenance ethnique est loin de n'être qu'une simple idéologie mystificatrice, ou une fausse conscience, mais repose sur des facteurs inscrits dans la structure même des formations sociales africaines.

Il reste à s'interroger sur le rôle potentiel que peut jouer l'ethnicité dans la lutte révolutionnaire en Afrique.

Nous avons déjà dit que l'histoire récente africaine semblait montrer le caractère réactionnaire des luttes tribales. Selon Saul et d'autres auteurs l'ethnicité pourrait, dans certaines circonstances, jouer un rôle progressiste. Pour comprendre cette non détermination à priori, il nous faut revenir sur l'équivalence entre les interpellations démocratico-populaires de Laclau et les interpellations ethniques de Saul.

The popular-democratic interpellation not only has no precise class content but is the domain of ideological class struggle par excellence. Every class struggles at the ideological level simultaneously as class and as the people, or rather, tries to give coherence to its ideological discourse by presenting its class objectives as the consummation of popular objectives. The overdetermination of non-class interpellations by the class struggle consists then in the integration of those interpellations into a class ideological discourse. (Laclau, E., 1977: 108-109).

Alors que les classes sont définies au niveau structurel à partir de la seule instance économique, le peuple, lui, est considéré comme un champ où l'hégémonie idéologique doit être réalisée. Selon ce qu'avance Laclau cette hégémonie sera réalisée par l'intégration des interpellations démocratico-populaires au sein du discours de classe. Laclau rejoint ainsi Gramsci: l'articulation des revendications démocratico-populaires n'est pas une simple tactique, mais la première condition de la transformation des formations sociales.

Ainsi l'ethnicité utilisée par les classes dominées pourrait devenir une force progressiste. Il reste cependant à expliquer le rôle systématiquement réactionnaire qu'a joué l'ethnicité en Afrique. La conjoncture ne peut, à elle seule, expliquer cela.

Selon nous, Saul accepte trop facilement l'assimilation entre nationalisme et ethnicité de même qu'entre interpellations démocratico-populaires et interpellations ethniques. Lorsque Laclau parle d'interpellations démocratico-populaires, il se réfère à des éléments culturels qui unissent le peuple au sein d'une nation. Il faut rappeler que l'analyse de Laclau est marquée implicitement par l'expérience populiste argentine. Si son analyse semble "cadrer" assez bien avec cette formation sociale dépendante, il nous semble devoir apporter quelques réserves en ce qui concerne son application à l'Afrique.

Si le mouvement populiste péroniste a pu émerger en Argentine c'est peut-être dû, en partie, au fait que c'est une des rares formations

sociales d'Amérique Latine n'ayant pas divers modes articulés, mais se caractérisant par une absence de modes de production pré-capitalistes. Ajoutons que, peut être de ce fait, cette formation sociale présente une intégration culturelle exemplaire. Il résulte de cela une situation dans laquelle les antagonismes ethniques sont atténués. Ainsi la nécessité selon laquelle il faut intégrer toutes les revendications démocratico-populaires trouve en Argentine des conditions privilégiées.

En Afrique, l'ethnicité ou sa forme politique, le tribalisme, divisé les peuples au sein d'une nation qui n'existe réellement qu'au niveau politique. Nous avançons l'hypothèse selon laquelle la stratégie proposée par Laclau et Saul ne peut réellement s'avérer possible qu'au sein d'une nation intégrée à tous les niveaux.

Nous comprendrons alors la méfiance des révolutionnaires africains à l'endroit du tribalisme. Ce dont ils ont besoin ce sont surtout d'éléments unificateurs. Ils utiliseront un discours nationaliste dont l'impact sera limité à certaines fractions des classes dont les membres vivent en milieu urbain. Encadrer la population paysanne présente un problème particulièrement aigu, d'où le rôle qu'ils accordent aux partis politiques (souvent clandestins). Soulignons que ce rôle des partis est ignoré par Laclau.

De plus, soutenir avec Laclau que les interpellations démocratico-populaires sont sans appartenance de classe à priori, nous paraît critiquable. En effet, les traditions quelles qu'elles soient sont aussi

marquées par leur propre historicité. Nous avons montré lors de notre analyse des modes de production pré-capitalistes à quel point les éléments d'ordre culturel participaient à la structure d'exploitation qui les caractérisait.

Sans revenir à l'affirmation de Poulantzas selon laquelle les interpellations sont en elles mêmes liées aux classes, nous dirons que si certaines d'entre elles ont l'ambivalence que leur attribue Laclau, d'autres, par contre, ne peuvent être qu'associées aux forces réactionnaires. Une des tâches fondamentales des partis politiques révolutionnaires serait justement de travailler en vue de l'hégémonie, en faisant un choix parmi les interpellations ethniques. Ajoutons que dans les conditions politiques africaines où règne le parti unique et la répression de toute opposition sérieuse, une telle stratégie reste encore du domaine de l'utopie.

La dominance du politique-qui n'est pas retenue dans le texte de Saul-, et la place particulière des chefs tribaux dans l'articulation des modes conduisent ces derniers à protéger leur position en renforçant principalement les interpellations qui sont les plus liées à l'exploitation de la paysannerie dont ils gardent le contrôle.

Il ne faudrait pas déduire de cela que le renforcement des interpellations ethniques n'est qu'un phénomène rural. Lloyd remarque justement:

It is in the modern towns that the people of diverse ethnic groups come together. In few cases are the members of any single group residentially segregated... Yet despite the numerous inter-ethnic contacts, the social life of the urban immigrant, and especially of the unskilled worker, tends to be shared with members of his own ethnic group. (Lloyd, P.C., 1967: 290).

Seuls les plus éduqués parviennent à passer les barrières ethniques en effectuant des mariages mixtes (inter-raciaux ou avec des individus n'appartenant pas à la même ethnie) par exemple.

Lloyd poursuit:

Hence it is not surprising that competition for jobs and the frustrations of failure tend to be seen in ethnic terms, with the resulting tensions merely increasing the tendency to categorize individuals primarily by ethnic criteria. Tribalism is thus to a large extent an urban phenomenon. (Lloyd, P.C., 1967: 290).

Cette catégorisation que mentionne Lloyd n'est cependant pas fortuite lorsqu'on sait qu'en Afrique l'indépendance a généralement consacré la domination politique et donc économique d'une ethnie sur les autres.

Qu'en est-il alors d'une articulation possible entre interpellations de classes et interpellations ethniques qui, théoriquement, apparaît réalisable (avec les limites que nous avons évoquées) et même souhaitable mais qui nécessite aussi certaines conditions non réunies en Afrique présentement?

C'est une fois de plus la réalité ou la conjoncture qui imposera une stratégie qui apparaît la seule possible actuellement.

L'élargissement de la base du mode de production capitaliste, bien que lente, semble inexorable. Même si les intérêts immédiats des forces liées à l'impérialisme est de préserver une part des modes de production pré-capitalistes, les lois mêmes du M.P.C. agissent indépendamment de la volonté des hommes qui ont le pouvoir.

En conséquence de cela, dans les milieux ouvriers qualifiés africains les conflits de travail montrent que la conscience de classe peu à peu s'impose pour reléguer à d'autres sphères la conscience ethnique.

A ce propos, Markovitz présente comme exemplaire l'étude d'une grève des mineurs africains de Lusaka montrant que dans certains secteurs du prolétariat industriel, la lutte des classes prévaut sur les effets de l'ethnicité.

Dans le cas rapporté, les propriétaires européens des mines de Luanshaya travaillaient en liaison étroite avec les anciens des tribus fournissant la main d'oeuvre. Ces derniers occupaient la place d'intermédiaires entre les autorités des mines et les ouvriers.

Lorsque des conflits survenaient entre mineurs, ils étaient réglés selon les usages traditionnels.

Au moment d'une grève occasionnée par des revendications portant sur les salaires et les conditions de travail, les anciens essayèrent d'user de leur autorité pour ramener, en vain, les ouvriers au travail. Ces derniers eurent des réactions violentes à l'endroit des anciens qui furent accusés de collaboration avec les Européens qui dirigeaient les mines.

Ainsi, les anciens dont l'autorité reposait sur le système de la tribu, se voyaient incapables d'imposer cette autorité dans un contexte différent, c'est à dire des rapports de production autres que traditionnels. (Markovitz, I.L., 1977:113-14).

Les perdants d'une telle évolution sont les chefs traditionnels qui voient ainsi diminuer leur pouvoir car, comme le souligne L.

Sylla:



Au sein des sociétés africaines actuelles, la lutte entre ces deux processus nationalitaires (processus nationalitaire issu de la colonisation et de l'indépendance et le processus nationalitaire ethnique) se joue sur le champ de la légitimation du pouvoir entre les autorités de types traditionnels et les autorités de types modernes. (Sylla, L., 1977: 39).

Certes la situation que rapporte Markovitz est loin d'être généralisée. On peut cependant penser qu'une fois le pouvoir des chefs amoindri l'articulation entre interpellations de classes et d'ethnies deviendra possible. Si les conditions de la lutte politique sont favorables, alors les révolutionnaires pourront utiliser à profit les interpellations

ethniques qui ne disparaîtront pas nécessairement avec l'effacement des chefs traditionnels.

Nous pouvons même dire qu'après la prise de pouvoir des forces progressistes, une erreur majeure serait, au nom d'un nationalisme désiré mais au mieux embryonnaire, de passer par delà les réalités ethniques.

Pour conclure nous dirons avec Saul:

We have seen that ethnicity is sufficiently multi-faceted - in particular, sufficiently open to articulation with diverse class ideological discourses - to permit the possibility that in some African territories a particular political expression of ethnicity may well be more immediately "progressive" than any nationalism which is on offer there. In any case, revolutionaries will not necessarily be presented with an unalloyed choice between the two interpellations under consideration; even if their preference runs to emphasizing the territorial-cum-national dimensions in the course of political mobilization, they will find ethnic realities and ethnic assertions which they must take seriously. (Saul, J., 1979: 31-32).

CHAPITRE VIII

LA BOURGEOISIE AFRICAINE ET SES FRACTIONS ORGANISATRICES

L'analyse des classes que nous nous proposons d'effectuer sera, en grande partie, déterminée par le cadre théorique que nous avons essayé de construire jusqu'ici. Certes, nous n'avons pas la prétention d'avoir conçu une théorie des classes sociales en Afrique. Au mieux, nous n'aurons fait que présenter certaines hypothèses permettant, si elles s'avèrent fécondes, de mieux comprendre le changement dans les formations sociales africaines. Un long chemin reste à faire pour construire une véritable théorie.

Avant d'entreprendre l'analyse des classes, il faut préciser que nous voulons éviter la fréquente analyse statique des classes qui se révèle souvent d'être qu'une simple description historique et statistique. Tomber dans ce type d'études comme le font certains auteurs (Diop, M., 1972; Barbé, R., 1964) c'est oublier que les classes sociales sont avant tout les éléments d'un rapport et qu'elles n'existent qu'à l'intérieur de ce rapport dont le caractère conflictuel se manifeste par la lutte des classes. C'est la raison pour laquelle nos prochains chapitres seront construits autour des conflits de classes ou de fractions de classes, et des contradictions qui les sous-tendent.

Cependant, le fait de ne pas avoir construit une véritable théorie des classes en Afrique noire ne nous permettra pas de quitter définitivement le niveau descriptif. Il faut voir dans ce qui suit une étape supplémentaire en direction d'une réduction de l'écart entre une théorie des classes en Afrique qui est à construire et la réalité sociale africaine.

Si, pour la clarté de l'exposé, nous consacrons notre première partie à l'analyse de la classe bourgeoise africaine c'est dû à son caractère particulier, dont nous avons déjà précisé certains éléments tels l'hétérogénéité; la faiblesse économique, ainsi que les luttes idéologiques, économiques et politiques acerbées entre ses diverses fractions pour l'obtention du pouvoir d'Etat qui assure le contrôle économique. Ce sont d'ailleurs ces traits particuliers joints à l'existence d'une classe paysanne divisée et d'un prolétariat encore émergent qui font des luttes au sein de la bourgeoisie celles qui apparaissent avec le plus d'évidence dans l'Afrique contemporaine. Cela, au point de justifier en apparence les chercheurs qui rejettent le concept de classe pour adopter celui d'élite ou bien qui, comme Ziegler, soutiennent qu'une classe au pouvoir exploite et opprime une masse plus ou moins indifférenciée (Ziegler, J., 1964: 46).

En fait, si les conflits les plus âpres se manifestent principalement au sein de la classe bourgeoise, c'est à cause de la dominance du politique. Cet acharnement à conquérir le pouvoir politique est un phénomène généralisé à toute l'Afrique:

Even where mass revolutionary nationalist movements did occur, they too frequently abandoned their euphoric aspirations to make a clean sweep of the past in their effort to create systems of state institutions: they sought above all to consolidate and take a firm grip on power. The new ruling classes either jumped to create much more powerful mechanisms of coercion than those of their colonial predecessors or they found themselves quickly overthrown by other african challengers. These rivals of similar social

origin, equally anxious to grasp power threatened to be still more resourceful in the manipulation of the new techniques of mass persuasion, organization, the military arts and bureaucratic control. (Markovitz, I. L., 1977: 199)

Si la dominance du politique place la bourgeoisie bureaucratique d'Etat dans une position particulière on ne saurait réduire la bourgeoisie africaine à cette seule fraction.

Si, jusqu'à présent, nous avons insisté sur les conflits politiques, idéologiques et économiques entre cette fraction bureaucratique de la bourgeoisie et celle des chefs traditionnels, c'est sans doute dû au fait que ces conflits mettent le mieux en évidence la vraie nature de l'articulation des modes de production en Afrique. Il nous faut maintenant examiner d'autres conflits qui, bien que théoriquement secondaires par rapport à ceux issus de la contradiction principale, prennent dans certaines conjonctures, la forme de conflits antagonistes. Pour cela, il nous faut, dans un premier temps, préciser la composition de la bourgeoisie africaine.

Elle est formée principalement d'une fraction commerciale, d'une bourgeoisie rurale (planteurs, gros éleveurs) et d'une fraction bureaucratique qui est ici plus qu'une catégorie à cause de son rôle économique. Il faut ajouter les chefs militaires qui forment une catégorie, mais peuvent devenir une véritable fraction lorsqu'ils prennent le pouvoir d'état et se substituent à la bourgeoisie bureaucratique.



Quant à la classe des chefs traditionnels, on peut avancer qu'elle a perdu, en grande partie, son statut de classe autonome. En fait, on peut parler d'un éclatement de cette classe à cause du rôle économique joué par bon nombre de ses membres qui participent bien souvent à la bourgeoisie rurale.

Markovitz nomme cette classe la bourgeoisie organisatrice.

The organizational bourgeoisie is not simply a collection of individuals, its members derive their power from organization. They are located at pivotal points of control in those overarching systems of political and economic power analyzed by Hobbes, Marx and Weber - the nation-state and capitalism. (Markovitz, I.L., 1977 : 209)

Pour notre part nous réserverons ce terme aux fractions de cette bourgeoisie liées directement au pouvoir politique, c'est-à-dire la bourgeoisie bureaucratique et les chefs militaires. Comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises la notion de contrôle est ici décisive.

Rappelons qu'au sein de l'Afrique le capital indigène est principalement d'origine marchande ou commerciale mais non industrielle du fait que ce dernier secteur est dominé par la bourgeoisie étrangère. Le capital local s'est donc développé le long de certaines branches commerciales, en particulier celle de l'import-export.

Cette caractéristique propre aux sociétés sous-développées africaines explique la faiblesse de la classe possédante. Dans une économie où les entrepreneurs locaux jouent le rôle d'intermédiaires entre les intérêts étrangers et l'économie nationale, les fractions de classe qui veulent s'affirmer comme bourgeoisie au sens strict n'ont souvent qu'une solution: se tourner vers l'Etat, source de capital. C'est le cas des fractions organisatrices.

En devenant hommes d'affaires les hommes politiques ont pu s'affirmer en tant que membres d'une classe économique. Nous avons vu cependant que l'alliance nécessaire de cette fraction avec les chefs traditionnels lui coûte fort cher, au point de soulever la question de savoir si cette bourgeoisie bureaucratique peut prétendre porter les "espoirs du capitalisme" en Afrique.

Nous ne reviendrons pas systématiquement dans ce chapitre sur les liens complexes qui unissent et séparent la bourgeoisie bureaucratique et les chefs traditionnels, ayant consacré à cette question assez d'attention dans les chapitres précédents. Nous allons concentrer notre analyse plus particulièrement sur les autres fractions de la bourgeoisie. Les luttes acharnées qu'elles livrent au pouvoir d'Etat vont tout particulièrement retenir notre attention. Celles-ci seront en effet déterminantes en ce qui concerne la possibilité d'un développement capitaliste en Afrique.

Dans un premier temps, nous examinerons le capitalisme agraire dont nous avons déjà souligné le développement. Il s'agit souvent de

paysans de type koulak employant une main d'œuvre salariée et produisant principalement des cultures destinées à l'exportation.

Samir Amin note l'émergence d'une telle bourgeoisie lorsque quatre conditions se trouvent réunies. Ces conditions sont les suivantes:

- l'existence d'une société pré-capitaliste suffisamment hiérarchisée pour permettre à des couches de la chefferie tribale de s'approprier les terres jusqu'alors collectives.

C'est ainsi que les chefferies traditionnelles du Ghana, du Nigéria méridional, de la Côte-d'Ivoire, de l'Ouganda et de la région du Kilimandjaro ont pu créer à leur profit une économie de plantation presque inexistante chez les peuples bantous non hiérarchisés. On notera cependant que des hiérarchies trop marquées, plus évoluées... comme dans la savane islamisée, n'ont pas été favorables au développement d'une bourgeoisie rurale. (Amin, S., 1973: 294).

- la seconde condition est l'existence d'une population de densité moyenne permettant l'appropriation facile de la terre et l'émergence d'une main d'œuvre suffisante.

- la troisième, l'existence de cultures riches permettant la réalisation d'un surplus important dès le premier stade de la mise en valeur. Ce sont, sans conteste, le cacao et le café qui répondent le mieux à ces critères.

- la quatrième condition veut que "l'autorité politique n'ait pas été défavorable à ce type de développement spontané. Les facilités offertes pour l'appropriation privée du sol, la liberté du travail, le crédit agricole individuel ont joué partout un grand rôle dans la

constitution de cette bourgeoisie rurale." (Amin, S. 1973: 295)

En plus, Amin présente trois limites possibles au développement de ce capitalisme agraire.

- la première limite consiste en l'extension géographique du système, ce qui réduit du même coup l'incitation à l'accroissement de la production. Selon l'auteur, cela risque de s'avérer fatal en ce qui concerne la production vivrière déjà insuffisante, et la libération de la force de travail nécessaire à l'industrialisation.

- la seconde limite est le détournement des revenus des koulaks vers la consommation improductive.

- la troisième est la faiblesse même de leurs profits.

Amin conclut:

La prédominance du capitalisme agraire entraîne la crise agraire, phénomène également général dans le Tiers Monde. La croissance démographique naturelle ne trouvant pas son issue normale dans l'industrialisation, la pression sur la terre s'accroît. D'un autre côté, les formes capitalistes agraires entraînent le rejet hors de la production de la main d'œuvre agricole surabondante... En même temps, les mécanismes de l'échange inégal appauvrissent les ruraux, malgré les progrès de la productivité de leur travail. Là se situent les racines profondes de l'exode rural et de son accélération malgré l'insuffisance du débouché urbain.
(Amin, S., 1973: 296)

En fait, on remarque que l'analyse de Samir Amin reste à un niveau descriptif qui précise mal les racines structurelles des rapports à la campagne. Nous pensons que le fait de ne pas avoir analysé

qu'énumérer des éléments de surface qui, bien que justes, manquent de base théorique.

L'analyse théorique de l'articulation des modes de production en Afrique, qui fut l'objet d'un chapitre antérieur, nous a permis de distinguer trois étapes correspondant aux trois phases du capitalisme décrites par Marx et Lénine.

On constatera que ces trois étapes ont donné lieu à trois types de rapports de production qui coexistent fréquemment dans le milieu rural africain contemporain.

Il y a d'une part, la survivance de rapports pré-capitalistes qui, parfois, jouent un rôle en marge du système strictement capitaliste. Ainsi, le système mouride au Sénégal, les sultanats nigériens qui combinent des rapports pré-capitalistes à une agriculture commerciale des arachides qui alimente le marché mondial.

On note aussi la présence, d'une petite production paysanne sous l'hégémonie capitaliste.

La troisième catégorie serait l'existence de secteurs agricoles capitalistes au sens strict. On classerait dans cette catégorie les koulaks, véritables capitalistes agraires.

A partir de cette classification, on peut déduire les divers types de luttes susceptibles d'apparaître à la campagne. Dans la première catégorie des rapports pré-capitalistes, le paysan luttera pour l'abolition de redevances ou de corvées. Au niveau de la petite production paysanne la lutte portera sur la privatisation de la terre et le prix des produits agricoles. Dans le secteur capitaliste ce sera sur le salaire que porteront les revendications des ouvriers agricoles. Nous verrons dans le chapitre suivant qu'à ces conditions objectives doivent être ajoutées des facteurs subjectifs, décisifs pour l'analyse de la lutte des classes à la campagne. Cependant, nous pouvons dire à l'instar de Samir Amin, que si seule la troisième catégorie peut être qualifiée de capitaliste, on notera que quels que soient les rapports de production dans le milieu rural, chacun des rapports présentés plus haut peut alimenter le marché mondial et susciter une accumulation de capital local.

La classe bourgeoise rurale proprement dite sera donc formée des chefs traditionnels participant directement à la première catégorie et à la seconde (nous reviendrons sur cette question dans le chapitre suivant), des koulaks participant à la troisième catégorie. On notera que ces derniers sont soit issus de la petite production paysanne soit du système plus traditionnel. En effet, les chefs utilisent leur influence politique, idéologique et économique pour se transformer en capitalistes. Seule leur hégémonie peut faire croire dans ces cas au maintien de rapports économiques pré-capitalistes. Il faut aussi considérer dans cette catégorie un certain nombre d'étrangers.

Bonnie Campbell analysant la situation de cette classe en Côte d'Ivoire confirme cela.

The growth of this planter class from several hundred families in 1950, parallels and is in fact largely explained by the end of forced labour legislated in that year. The origins of the planter class are largely to be found in the traditional elite and traditional powers were often used in the appropriation of land.
(Campbell, B., 1974: 304)

Ainsi, on constate, à l'inverse de ce qu'avance Amin, que la prospérité économique de cette fraction de classe ne vient pas nécessairement des seuls rapports de production traditionnels mais du type d'articulation des modes de production en place et principalement du fait de la dominance de la superstructure.

La lutte de cette fraction hétérogène contre celle qui détient le pouvoir se place à différents niveaux. Nous ne reviendrons pas sur la lutte de légitimation entre les chefs traditionnels et la bourgeoisie bureaucratique au pouvoir. Cependant, le fait que bon nombre de ces chefs fassent partie de la bourgeoisie agraire place aussi cette lutte sur un plan plus économique.

En effet, la pénétration du capitalisme dans la communauté paysanne entraîne ce qu'Amin nomme la crise agraire. L'intrusion du commerce dans cette communauté tend à favoriser la concentration de la terre entre les mains de quelques familles. Selon Markovitz par exemple: "In Nigeria, the large scale farmer increasingly dominates. As early

as the 1950's, inequality in land distribution resulted in 9% of all Nigerian farmers holding more than one third of the cultivated land".

(Markovitz, I.L., 1977: 276)

Cette situation a conduit certains gouvernements à entreprendre des réformes dans le milieu rural, en particulier des réformes agraires qui ont occasionné de vives réactions de la part de cette bourgeoisie rurale. Pour préserver ses avantages celle-ci ne se contentait plus d'un rôle économique et du prestige social; elle aspirait au pouvoir politique. Ainsi, le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire fut issu du syndicat des planteurs de café dont le président était Houphouët-Boigny. De même, l'hostilité des planteurs de cacao au Ghana fut à la base du mouvement qui écarta Nkrumah du pouvoir.

Parfois, quand elle a eu lieu, comme au Bénin, cette réforme apparaît pour le moins inconsistente. Marcelle Genné montre comment le gouvernement béninois a préféré employer une stratégie étagée plutôt que de s'attaquer directement aux racines du problème agraire. Selon l'auteur, cela fut dû "à la permanence de l'autorité des chefs et des religieux, tour à tour flattés et bafoués par les équipes qui se succédèrent à la tête de l'Etat. Le pouvoir des chefs s'est maintenu d'autant plus facilement que les hommes politiques ont été assimilés aux ex-colonisateurs par les paysans." (Genné, M., 1978: 403)

En ce qui concerne le capital marchand ou commercial, Jack Woddis précise:

Export and import trade, of course, were firmly in the hands of the big imperialist trading companies even prior to the twentieth century colonial system. Internal trade, however, gave scope for the emergence of African traders, especially in West Africa where palm fruit production and processing was already in the hands of Africans and where local trading was already widespread. (Woddis, J., 1977: 268)

En Afrique centrale et en Afrique de l'Est, l'absence d'un produit destiné à l'exportation et les mauvaises conditions de communication ont retardé l'émergence d'une classe commerçante africaine liée au marché européen. Lorsque les conditions furent favorables, le commerce tomba dans les mains des immigrants asiatiques qui se consacrèrent en particulier à la culture du coton et de la canne à sucre. Ajoutons que certaines branches du commerce furent monopolisées par les immigrants européens.

En Afrique de l'Ouest il en fut tout autrement:

In West Africa, however african traders had more opportunity... Some traders sell locally, others act as wholesalers, buying from the foreign importers and, with the aid of their lorries, selling up-country. Some traders in West Africa are also cocoa farmers, who utilise part of their profits from cocoa to launch out into trading, and conversely, ploughing back some of their trading profits to expand their cocoa production. (Woddis, J., 1977: 268/9)

Il est à noter qu'une différenciation s'est faite parmi ces marchands. En effet, les formes de production et la nature des échanges nous permettent de distinguer divers types de commerce. Alors que certains sont directement liés à l'exploitation des producteurs, d'autres ne sont nécessaires qu'à la réalisation d'une plus-value déjà extraite. C'est le cas en particulier de l'import-export et du demi-gros.

En ce qui concerne le petit commerce de détail, étant donné que sa fonction, du point de vue du capital, n'a que peu de choses à voir avec les deux catégories précédentes, nous le rangerons parmi les activités de la petite bourgeoisie.

Cette énumération ne prétend pas être exhaustive car il y a aussi tout le commerce de type spéculatif (terre, usure...) parasitaire et improductif qui participe au pillage de la paysannerie sans pour cela faire partie de la bourgeoisie que nous examinons.

Au sein de la partie commerciale la plus liée au marché capitaliste, on a pu constater dans les années 70 une évolution très nette. Le centre de gravité du capital étranger dominant s'est déplacé des maisons de commerce vers les grandes unités minières ou industrielles. De ce fait, le secteur du commerce fut plus ou moins abandonné au capital local. Ainsi apparut une nouvelle couche de gros commerçants privés prenant en main l'import-export, comme au Zaïre. Dans d'autres cas, ce sera la bourgeoisie d'Etat qui nationalisera ce commerce.

Cette remarque nous permet de constater le bien-fondé de l'analyse générale de Cardoso lorsqu'il avance:

Recent figures demonstrate that foreign investment in the new nations and in Latin America is moving rapidly away from oil, raw materials and agriculture in the direction of the industrial sectors. Even where the bulk of assets continues to remain in the traditional sectors of imperialist investment, the rate of expansion of the industrial sector is rapid. This is true not only for Latin America but also for Africa and Asia. (Cardoso, E., 1972: 88)

L'importance de ces nouvelles formes impérialistes ne vient pas du simple fait que l'investissement des corporations multinationales s'effectue dans l'industrie et le commerce. Ce qui est important c'est que le déplacement du capital étranger permet au capital local de se développer dans des secteurs qui lui échappaient jusqu'alors. Notons aussi que ce capital local participe dans les entreprises dominées par le capital étranger.

Il semble donc inadéquat de soutenir la domination totale de l'économie africaine par les forces néo-coloniales. Nous pouvons même dire qu'en Afrique, comme dans les autres parties du monde sous-développé, on constate la possibilité d'une forme de développement dépendant. Nous ne prétendons pas que face à cette nouvelle situation les différentes formations sociales africaines se placent sur un pied d'égalité. Il semble même que ce développement dépendant soit assez avancé dans certaines formations sociales. Woddis note le développement d'un capitalisme africain au Nigéria.

Some of the African capitalists in Nigeria have diversified their efforts acting as directors of British trading firms, exporting rubber and timber in their own right, entering industry itself with timber mills or rubber processing plants and eventually employing several hundred production workers, shipping clerks and so on. Some of the African capitalists, who commence as quite petty traders, evolve by stages into buying agencies in effect for the big foreign monopolies, subsequently emerging as direct exporters on their own account, accepting posts of directors of foreign monopolies, and then commencing their own manufactures. One can see, in this process, how interlinked with foreign monopolies are these African capitalists, yet, at the same time, the different points at which they enter into competition with these very firms, both in trade and in manufacture. (Woddis, J., 1977: 270)

Même si une telle situation reste encore exceptionnelle en Afrique, il est important de constater qu'au niveau de certains secteurs se dessine une possibilité d'accumulation de capital. Cependant, l'africanisation du commerce ne correspond pas à un grignotage des positions impérialistes. Il ne s'agit que d'une réorganisation du capitalisme à l'échelle mondiale.

Si l'on examine l'impact de l'africanisation du commerce au niveau des formations sociales africaines et non au seul niveau du commerce international, on constate que cette prise en main par la bourgeoisie locale, qu'elle soit privée ou d'Etat, contribue à l'édification de bases économiques indispensables à la nouvelle classe dominante.

On note aussi que si le capital local devient de plus en plus associé au capital étranger, la contradiction irréductible entre les bourgeoisies périphériques et celles du centre mise en évidence par Amin, tend à être étouffé en partie. Cela à cause de la fragilité de la position des fractions au pouvoir qui, comme nous l'avons vu, occupent une place particulière et décisive dans l'articulation des formations sociales du centre et de la périphérie.

L'amplification de l'exploitation des masses en Afrique et la conscience de plus en plus claire qu'elles en ont, tendent à exacerber la lutte des classes qui marque une perte de légitimation de la classe au pouvoir. Celle-ci n'a souvent que le recours d'appeler à l'aide les puissances occidentales.

Si ces bourgeoisies restent conflictuelles, dans l'état actuel du rapport des forces dans le système mondial aussi bien qu'à la périphérie, ce sont les intérêts communs qui semblent dominer. Ainsi, le caractère pyramidal du système mondial prendrait le pas sur la dichotomie centre-périphérie.

On peut cependant se demander si, compte tenu de la position subalterne du capitalisme africain et des conditions structurelles qui la maintiennent, on ne peut pas envisager l'émergence de conditions superstructurelles qui remettraient à l'avant la contradiction centre-périphérie.

En effet, pour que ceci se réalise il faudrait qu'une union ait lieu entre les classes se trouvant à la périphérie. Selon nous, certains éléments nous permettent d'entrevoir une telle éventualité. On remarque en effet qu'à l'intérieur de plusieurs formations sociales africaines, le pouvoir, à l'aide d'un discours progressiste et de certaines réformes affectant la vie quotidienne de la population, paraît en mesure de réaliser l'hégémonie, condition indispensable à la création d'un front commun national. Il est évident qu'un désir d'indépendance de la part des pouvoirs africains demande en premier lieu un réel désir de voir le peuple africain libéré de l'exploitation impérialiste.

L'autre question qui se pose est de savoir si cette fraction commerciale a des chances d'accumuler suffisamment de capital pouvant être investi dans le secteur industriel. Samir Amin y répond en soulignant que le capital marchand, étouffé durant la période coloniale, n'a en général pas la taille nécessaire pour permettre à la fraction marchande de jouer pour l'Afrique le rôle que le commerce méditerranéen et la traite atlantique ont joué en Europe à la fin du Moyen-Age. Il ne faut pas oublier en effet que le commerce africain est pleinement intégré, tel qu'il est, au capitalisme en Afrique, et au capitalisme mondial. Cela pour éviter une vision linéaire du développement.

Cette incapacité structurale que les fractions marchandes ont à accumuler suffisamment de capital, ne manque pas de soulever des problèmes entre elles et la bourgeoisie bureaucratique qui a accès aux ressources de l'Etat. Ruth First va même jusqu'à dire qu'il s'agit là de la lutte essentielle en Afrique noire contemporaine. (First, R., 1975: 8)

Bretton a analysé les conflits marquant les rapports entre la bourgeoisie marchande et la bourgeoisie d'Etat lorsqu'elles coexistent. Il précise la position des hommes d'affaires africains:

Their opposition to their own governments was not difficult to understand. Not only did their own leaders - they mistakenly regarded them as such - fail to produce the largesse popularly associated with independence not only did they seem to welch on the promise of transfer of economic power into African hands, but all too soon they also allowed a rapidly expanding public sector to strangle the embryonic private sector. Weak to begin with, African private enterprise could not hope to maintain its precarious hold on its rather minute share of the national wealth, let alone carve out new opportunities and improve its overall position, if checked and opposed by the overwhelming resources at the disposal of the directors of the public sector. (Bretton, H., 1973: 216)

Les exemples soutenant cette thèse sont nombreux, nous n'en retiendrons que quelques uns. Au Mali, après l'indépendance, les conflits apparurent lorsque les hauts fonctionnaires essayèrent de renforcer leur position économique en élargissant le contrôle de l'Etat et par là même en réduisant le rôle des marchands privés. Un coup d'Etat militaire renversa Modibo Keita en 1968. Le nouveau

gouvernement distribua une large part de ce qui appartenait au secteur d'Etat, au secteur privé.

Le résultat d'une telle politique fut, dans les formations sociales se réclamant du capitalisme, de permettre au secteur privé de développer surtout le commerce des produits de luxe, et de s'engager dans les affaires immobilières. (Markovitz, I.L., 1977: 248)

Au Sénégal, la fraction marchande de la bourgeoisie s'opposera à la socialisation de l'économie et en particulier à la nationalisation du commerce des arachides et à l'animation rurale comme moyen de mobiliser les masses.

Bien que la bourgeoisie commerçante soit intégrée à l'économie capitaliste, il faut préciser que le poids de la tradition ne manque pas de se manifester et, de ce fait, complique les luttes en faisant coexister des éléments conflictuels participant à l'articulation des modes.

Il est à noter qu'au Sénégal

An African traditional trading class may be found in the Mouride Brotherhood, whose wealthy marabouts became shrewd businessmen. Some of these marabouts run large plantations, their "talibés" furnishing the labour; others turned more to trade and became rich merchants from the donations of their "talibés" as well as their commercial efforts. (Markovitz, I.L., 1977: 240)

On constatera que ce type de conflit vient se superposer à la lutte de légitimation entre les pouvoirs traditionnels et modernes.

Cette lutte entre les bourgeoisies bureaucratique et commerciale se trouva particulièrement exacerbée dans les formations sociales africaines se réclamant du socialisme.

En Guinée le gouvernement de Sékou Touré a toujours considéré les hommes d'affaires comme une fraction contre-révolutionnaire. En 1962 il dut mettre en garde la population contre les agissements de la bourgeoisie commerçante. En 1963 le gouvernement introduisit une taxe de 10% sur les ventes. Ces mesures déclenchèrent la grève de certains secteurs commerciaux.

Au Ghana durant la présidence de Nkrumah, une lutte décisive s'instaura entre les forces du socialisme et celles du capitalisme au nombre desquelles on comptait la bourgeoisie commerçante et une partie de la bourgeoisie bureaucratique. (Woddis, J., 1977: 271)

Mais les demandes du secteur commercial ne se limitent pas à cela. Durant la période post-indépendance, la bourgeoisie commerciale africaine a fait pression sur le gouvernement pour que celui-ci limite son appui aux activités des hommes d'affaires étrangers. Ainsi, le gouvernement africain et du même coup la bourgeoisie bureaucratique se trouvent dans une position contradictoire. En effet, ils doivent appuyer deux forces souvent conflictuelles et parfois antagonistes. D'un côté, ils doivent protéger les intérêts des forces néo-coloniales

qui, dans bien de cas, les ont installés au pouvoir et contrôlent les secteurs-clés de l'économie, et la fraction marchande de la bourgeoisie autochtone qui essaie de s'accaparer le maximum du capital national en élargissant son champ d'action et en influençant le pouvoir d'Etat.

En effet, rappelons que l'impérialisme empêche que se répète en Afrique le processus d'accumulation qu'a connu l'Europe. Cela, parce que le processus d'accumulation africain a lieu au sein du marché mondial unique et de l'internationalisation des procès de production et non à l'intérieur de pôles capitalistes ayant une autonomie économique suffisante.

Précisons que ce type de conflits s'est généralisé à toute l'Afrique. La position des gouvernements diffère selon les régimes en place. Les gouvernements sénégalais et ivoirien ont misé sur l'aide massive accordée au secteur commercial autochtone sans pour cela entamer profondément les intérêts étrangers; français en particulier. Le Kenya lui-même a suivi une ligne similaire: "The present Kenya government... promises African socialism for some remote future yet promotes the organisational bourgeoisie which is dominated by an expanding commercial bourgeoisie and a growing capitalist class of large farmers." (Markovitz, I.L., 1977 : 251)

En Tanzanie cependant il en fut tout autrement:

The Arusha Declaration, by initiating the penetration of the state into to export-import and wholesale trade, milling, and other light industries, directly and substantially affected the upper echellons

of the commercial bourgeoisie.
(Shivji, I.G., 1976: 80)

De son côté le secteur "comprador" de cette bourgeoisie fut affecté par la nationalisation des compagnies étrangères.

A la suite de cela la bourgeoisie commerciale réduisit ses activités à l'exportation de son capital. Selon Shivji

The restricting of the activity of saving and accumulation within the territorial economy, selling off business, running down of stocks, etc... marked the beginning of the trend towards the desintegration of the commercial bourgeoisie as a class.
(Shivji, I.G., 1976: 81)

Il faut cependant préciser qu'en Tanzanie cette bourgeoisie était en majorité formée d'asiatiques ce qui ne faisait qu'accroître les divergences avec la bourgeoisie bureaucratique formée d'autochtones. De plus à l'encontre de ce qui s'est passé en Afrique de l'Ouest, les chefs traditionnels n'étaient pas impliqués dans ce commerce. On peut penser que cela n'a fait que faciliter le déclin de la fraction marchande.

On notera à ce propos l'importance de la place occupée par des groupes ethniques autres qu'africains dans le commerce (indiens, portugais, libanais, asiatiques), ces groupes furent, d'ailleurs, souvent utilisés pour masquer les véritables rapports de classes. Les campagnes d'africanisation, par exemple, se limitèrent souvent à la confiscation des commerces appartenant à ces minorités ethniques. Le cas le plus éloquent fut celui de l'Ouganda. Ces interventions de l'Etat, qui vont

dans le sens des luttes ethniques, sont toujours présentées comme décisives pour orienter le changement social au profit de la population africaine en général. Il faut aussi noter que ces commerçants d'ethnies étrangères sont souvent des citoyens de ces pays, et cela depuis plusieurs générations.

- Arrighi et Saul confirment cela:

Another prime target is the trading community, and again the argument against it is often advanced in terms of the need for both a more egalitarian pattern of distribution and accelerated capital accumulation. The redistribution of excessive profits of local traders and (sometimes) foreign trading houses is demanded to provide incentive payments for the growers and more finance for productive investment by the state... The fact that the trading group to be so displaced is often largely composed of a racial or cultural minority may, of course, ease the acceptance of such policies. (Arrighi, G. et Saul, J.S., 1968: 156)

La récupération des secteurs commerciaux par la nationalisation ou l'africanisation ne devrait pas nous étonner. Selon Olivier, dans bien des cas, cela met en évidence

... le nouveau rôle de la bourgeoisie d'Etat qui devient l'exécutant du système capitaliste mondial face aux masses africaines. Les profits apparents peuvent être négligeables par rapport aux chiffres d'affaires des grandes entreprises multinationales... Une petite entreprise n'est pas moins un maillon du système capitaliste qu'un gros trust. En outre, ici la petite entreprise est la filiale du ou des gros trusts. (Olivier, J.P., 1975: 1751)

Il nous semble cependant qu'une telle condamnation généralisée à tous les gouvernements africains est par trop injuste. L'étatisation de l'économie dans certaines formations sociales africaines ne participe pas nécessairement à un désir de mystification. A une extrême nous avons l'exemple du Kenya où l'idéologie du socialisme est utilisée pour rationaliser la main-mise de la classe au pouvoir sur tous les secteurs de l'économie, qu'ils soient publics ou privés.

A l'autre extrême nous avons le régime éthiopien analysé par Marina et David Ottaway. Les auteurs notent les changements profonds qui ont été introduits dans la société éthiopienne. Les masses ont connu une campagne de politisation intense en ville aussi bien qu'à la campagne. Les populations urbaines et paysannes participent désormais, au niveau local, à la gestion de leurs affaires. Les diverses ethnies et en particulier les Oromos, dominés jusqu'à la révolution par les chrétiens de langue sémitique, ont été placées sur un pied d'égalité. De plus, la révolution aurait entraîné "une radicale redistribution des richesses entre la ville et la campagne en faveur des paysans longtemps exploités". (Ottaway, M., et Ottaway, D., 1978:12) Les auteurs soulignent aussi que

La réforme agraire a apporté une amélioration significative et parfois énorme, dans le niveau de vie des millions de paysans éthiopiens. Maintenant ils peuvent garder toute leur récolte, et les prix que le gouvernement a fixés pour le blé sont beaucoup plus élevés, de façon qu'ils ont plus d'argent et de nourriture qu'ils n'en ont jamais eu. (Ottaway, M., et Ottaway, D., 1978: 182)

Cependant dans la plupart des formations sociales où le gouvernement se réclame du socialisme, il faut convenir que les résultats restent souvent en-deça des espérances. Malgré leur importance déterminante, les blocages structureaux ne semblent pas tout expliquer. Selon Amin, "l'austérité, l'effort révolutionnaire de mise au point de méthodes nouvelles moins coûteuses n'ont pas résisté aux appétits de la nouvelle bureaucratie... les plans guinéens et maliens prévoyaient un très gros effort de financement interne par voie publique qui n'a pas été réalisé." (cité dans Arrigni, G. et J. Saul, 1968: 160)

Pourtant comme le soulignent Arrigni et Saul l'accumulation du capital par la bourgeoisie rurale et par la bourgeoisie marchande ne parvient pas à susciter l'émergence d'un secteur industriel autochtone dynamique. Certains évoquent le volume réduit de cette accumulation, d'autres, le fait qu'elle est dépensée dans la consommation improductive.

Raymond Barbé précise comme le fait Amin:

Le rôle joué par la bourgeoisie bureaucratique apparaît d'autant plus important dans divers pays africains que la bourgeoisie économique "classique" y est embryonnaire...c'est seulement dans la mesure où les fruits de la corruption sont employés à l'acquisition de bases économiques dans le pays (achat de camions, ouverture de commerces, développement de plantations, construction d'immeubles de rapport, participation aux sociétés capitalistes locales) que leurs détenteurs s'intègrent plus étroitement dans la bourgeoisie. (Barbé, R., 1964: 113)

Nous allons maintenant compléter l'analyse de ce que l'on a nommée la bourgeoisie bureaucratique. Il faut d'abord remarquer que

loin d'avoir été brisé, l'appareil d'Etat colonial a été en quelque sorte africanisé. Cependant ce phénomène n'a pas manqué d'éclairer certains problèmes fondamentaux dans la mesure où le responsable de la repression n'était plus, cette fois, le colonisateur blanc mais le fonctionnaire africain. De plus le remplacement du pouvoir colonial a modifié considérablement les alliances. Par exemple, d'alliée, la petite bourgeoisie passe en partie dans le rang des ennemies de cette bourgeoisie d'Etat.

Il faut aussi noter l'autonomie politique relative bien réelle des Etats africains. Olivier avance:

Certes les pressions, les menaces, les chantages ne manquent pas. Mais la France, par exemple, ne peut plus rééditer tous les trois mois l'opération armée qui permit de maintenir son protégé M'Ba au pouvoir au Gabon. Elle doit s'accomoder des luttes de fractions internes aux bourgeoisies d'Etat, de la multiplication des contacts entre celle-ci et les autres puissances impérialistes... (Olivier, J.P., 1975: 1957)

Certes, cette indépendance politique a des limites mais ce serait une erreur de minimiser son importance. C'est une des raisons pour lesquelles l'analyse de la lutte des classes au sein des formations sociales devient si urgente. Baser toute la stratégie du changement sur la seule lutte des classes à l'échelle mondiale c'est, à notre sens, faire fausse route. C'est par la lutte nationale que passe le changement même si, comme dans le cas de l'Afrique, les ouvertures possibles vers le développement apparaissent encore incertaines. Une fois de plus précisons

que nous ne nions pas l'impact de l'impérialisme auquel sont consacrées un grand nombre d'études. Nous disons simplement que le changement social passe par la lutte des classes nationales dont l'analyse a été longtemps négligée sous prétexte que le degré de dépendance des formations sociales était tel qu'une analyse des rapports de force à l'échelle mondiale expliquait la réalité africaine dans ce qu'elle avait d'essentiel.

Si la bourgeoisie bureaucratique doit mener une lutte acharnée contre les autres fractions pour accumuler du capital, elle doit aussi faire face à d'autres obligations. Il lui faut se créer une légitimité qui lui soit propre.

Pendant longtemps c'est l'idée de "développement" qui prit le devant de la scène. Ce thème essentiellement unitaire se trouvait lié dans les discours des leaders politiques à l'idée d'une société africaine sans classe. Ainsi, tout le monde se trouvait naturellement uni et associé dans une vaste entreprise de solidarité.

Cette idée du développement justifiait du même coup les liens qui unissaient la bourgeoisie nationale aux intérêts capitalistes internationaux. Olivier note fort justement:

Tout cela manquait d'antagonismes... Une idéologie fondée sur les seules harmonies universelles se heurte à des réalités têtues, et ne peut par elle même tromper longtemps, le peuple. Il faut dévier les colères, car on ne peut les empêcher.
(Olivier, J. P., 1975: 1766)

Cela explique, en partie, les accents anti-impérialistes nouveaux incorporés dans les discours des bourgeoisies africaines. Cette phraséologie de gauche permet ainsi à la classe au pouvoir de rejeter sa part de responsabilité vis-à-vis des échecs trop apparents dans le développement national sur le dos de l'impérialisme et du néo-colonialisme. Bien que nous ne nions pas le rôle de ces derniers, nous suggérons que cette phraséologie sert aussi à camoufler l'autonomie politique relative de la classe au pouvoir.

Ce discours anti-impérialiste va de pair avec un autre pilier dans l'édifice idéologique de la bourgeoisie bureaucratique: celui de la Nation. Nous avons déjà noté que la création d'une unité nationale est une tâche que la bourgeoisie d'Etat entreprend pour asseoir sa légitimité au détriment de celle des chefs traditionnels qui cherchent à conserver l'identification tribale comme dominante. Il faut dire que dans ces cas l'idéologie ne peut être qualifiée de simple instrument.

Si on note un aspect mystificateur indéniable, ces idéologies démontrent aussi en même temps une double nécessité. Il est indispensable pour la fraction au pouvoir de devenir une bourgeoisie au sens strict et de créer une identité nationale sur laquelle asseoir son pouvoir. En créant et fortifiant l'Etat, la bourgeoisie africaine se donne les instruments de sa domination. Elle crée aussi elle-même les conditions de sa perte à long terme en éclairant les rapports de classes réels au sein de la formation sociale. Ainsi dans le caractère janussien de l'idéologie, l'aspect mystificateur n'a de porté que dans le court terme et ne saurait amoindrir les aspects plus profonds de la lutte idéologique.

Woddis, quant à lui, exprime les raisons économiques de cette ambivalence:

The whole point about the national bourgeoisie is that, like Janus, it faces two ways. As a bourgeoisie it is interested in exploiting its own workers and ensuring their submission to its domination. At the same time, its attempts to gain control over its home market and expand the national economy bring it into conflict with the big imperialist monopolies which naturally desire to maintain their dominant position in the market, and ensure that the economy of the given country evolves in accordance with their own profit-interests and not with the genuine development of that country itself. (Woddis, J., 1971: 274)

Un des instruments privilégiés de la bourgeoisie bureaucratique pour l'édification de l'unité nationale est le parti unique.

Les raisons avancées pour justifier son imposition sont multiples. Certains dirigeants ont évoqué l'absence de divisions de classes en Afrique. D'autres, soutenaient que le multipartisme ne ferait qu'exacerber la promotion des intérêts locaux, ce qui s'est avéré vrai pour le Ghana sous Nkrumah. Enfin, Nyéréré fut de ceux qui pensaient qu'il fallait protéger l'unité qui avait animé les mouvements nationaux d'indépendance.

Il faut bien souligner que dans certains cas l'octroi de l'indépendance s'est déroulé sans violence à cause du fait qu'il existait déjà un parti unique ou du moins un parti largement dominant. Ce fut le cas de la Côte d'Ivoire, de la Haute Volta, du Mali et du Niger. Par contre si en Guinée l'indépendance et le parti unique coïncidaient exactement, au Congo, au Dahomey (Maintenant Bénin), en République

Centrafricaine, au Sénégal et au Togo, le parti unique fut postérieur à la date d'indépendance.

Cependant, comme l'indique Benot, les partis uniques actuels, quelle que soit leur origine, sont de moins en moins des partis de militants.

Pratiquement, il sont tous, et dans le meilleurs des cas, des rassemblements ou des fronts unis plus que de véritables partis politiques; c'est-à-dire que les divergences, les oppositions, que l'on avait voulu harmoniser et effacer par cette unité, vont se retrouver à l'intérieur du parti, pour autant naturellement, qu'il y ait une certaine vie politique dans le parti. (Benot, Y., 1975TII: 119)

Cela expliquerait les tensions profondes qui existent à l'intérieur de la T.A.N.U., en Tanzanie, au sein de laquelle Nyéréré distingue les socialistes et les pro-capitalistes. Il en est de même à l'intérieur de l'U.N.I.P. en Zambie et du C.C.P. de Nkrumah au Ghana.

Il apparaît donc clairement que si la bourgeoisie africaine n'a encore qu'une faible base économique, elle n'a aussi qu'une apparente hégémonie. Ses divisions et ses luttes internes pour le contrôle des ressources de l'Etat n'ont fait que perpétuer sa faiblesse et la renforcer. Souvent, la bourgeoisie bureaucratique en place n'a pu se maintenir au pouvoir qu'avec l'aide de la force armée. Parfois aussi cette dernière se substitue à elle par des coups d'Etat. L'histoire récente nous montre le rôle prépondérant joué par l'armée en Afrique. C'est ce que nous allons maintenant tenter d'analyser.

En Afrique comme en Amérique Latine et même en Asie, le coup d'Etat militaire est devenu un phénomène endémique. Cette vague a déferlée sur l'Afrique et a touché des pays de taille réduite comme le Bénin, le Togo, le Congo, ou des pays de grande taille tels le Nigéria et le Zaïre. Les régimes renversés sont tout aussi variés. On y trouve des régimes conservateurs (Haute-Volta, République Centrafricaine), d'autres se réclamant de la démocratie parlementaire (Nigéria, Sierra Leone) d'autres, enfin progressistes (Ghana, Mali). Cela nous amène à penser que les conditions de crises exposées plus haut sont communes à tous les pays.

Les raisons conduisant à l'intervention de l'armée sont cependant multiples. Certaines sont extérieures à l'armée elle-même, d'autres lui sont internes. La thèse la plus courante est exprimée ici par Sklar:

The most common political device for dominant class consolidation in Africa has been authoritarian government... When the political leaderships of a dominant class is unable to organise state power effectively military intervention becomes probable. (Sklar, R. L., 1979: 540)

Il est à remarquer que cette sorte de coup d'Etat ne change pas la structure de classes. On notera cependant qu'une catégorie, les chefs militaires, devient ainsi une fraction de la bourgeoisie. Il faut pourtant faire quelques distinctions entre les coups d'Etat militaires en Afrique. En fait, ils apparaissent d'abord comme des manifestations distordues de la lutte des classes.

Comme nous l'avons vu l'armée entre en jeu pour suppléer à l'incapacité de la bourgeoisie bureaucratique à devenir hégémonique. Elle peut alors favoriser cette fraction contre une autre. Elle peut aussi se servir du contrôle qu'elle a sur l'appareil répressif fondamental pour exercer un contrôle sur l'appareil d'Etat, geler le procès de la formation des classes et amener l'Etat à se substituer aux classes possédantes. Ainsi, en régularisant le procès d'accumulation du capital et son utilisation, l'Etat accroît sa puissance. Pourtant, les régimes militaires ne créent pas plus un nouveau système politique que les civils qu'ils ont renversés. Au plan extérieur, les contradictions restent intactes. Au plan interne, elles tendent à se durcir.

Si on prend l'exemple du Nigeria, du Zaïre et de l'Ouganda, on s'aperçoit que l'Etat est utilisé en partie pour mettre en place un secteur public dirigé par la bureaucratie, mais, en même temps, il sert à renforcer les classes possédantes situées en dehors de cet appareil.

Parfois c'est la bourgeoisie bureaucratique qui se voit encouragée par les militaires au pouvoir. Il s'agit alors de créer une propriété publique placée sous le contrôle indirect de la bourgeoisie bureaucratique grâce à la place de cette dernière dans la gestion des affaires publiques. Dans ce cas précis, une idéologie adéquate doit accompagner les actions de l'Etat. Les dirigeants se proclameront socialistes.

Nkrumah, renforce cette analyse en la généralisant:

In the case of revolutionary nationalist coups those who seize power assert that they do so in order to banish foreign politico-economic dominance. In this, they may be said to be acting in the interest of the people as a whole. But the revolution is not socialist. It springs from and represents action by the nationalist bourgeoisie. The position of workers and peasants after revolutionary nationalist coups is scarcely affected. They continue to be exploited and oppressed, this time by the indigenous bourgeoisie with foreign business interests more concealed than ever behind a façade of nationalisation policies. (Nkrumah, K., 1970: 48)

Même si en dernière instance les coups militaires en Afrique sont causés par des facteurs internes aux formations sociales, il ne faudrait pas sous estimer le rôle des puissances étrangères dont dépendent économiquement les nouveaux tenants du pouvoir. Précisons que leur dépendance en matière d'armement par exemple place les puissances du centre dans une position de force privilégiée pour contrôler le déroulement des conflits internes aux formations sociales africaines. Les conflits zairois entre 1960 et 1965 et nigérien de 1966 à 1970 montrent clairement le rôle des anciennes puissances coloniales. Il semblerait aussi, selon Olivier, que des conseillers militaires américains seraient intervenus auprès des loyalistes pour prévenir un coup d'Etat en Ethiopie en 1960. Quant à la Grande Bretagne, elle serait intervenue pour réprimer des révoltes en Tanzanie, en Ouganda et au Kenya en 1964. Elle aurait par ailleurs laissé renverser le gouvernement Oboté dès qu'il se proposa d'entreprendre une politique orientée vers les intérêts des masses populaires. La France, de son côté, est intervenue en de nombreuses occasions durant les années 60. De 1960 à 1962, les troupes françaises

ont participé à la répression contre la guérilla au Cameroun. En 1964, elles intervenaient directement pour rendre le pouvoir à Léon M'Ba, renversé par un groupe d'officiers gabonais. Et de 1968 à 1971 les troupes françaises ont participé à la répression contre les dissidents du Nord Tchad. Il ne s'agit ici que de quelques exemples.

Pourtant, le constat de l'ingérence étrangère dans les affaires africaines ne saurait diminuer le caractère décisif des rapports internes à ces sociétés, tout en ayant conscience que certains de ces rapports peuvent être orchestrés de l'extérieur, la plupart du temps de manière indirecte.

Parmi les chercheurs s'intéressant plus particulièrement aux coups d'Etat militaires en Afrique, rares sont ceux qui s'intéressent aux facteurs internes à l'organisation militaire. C'est sans doute Martin (Martin, M. L., 1976) qui entreprit cette analyse avec le plus de systématisation.

Son approche systémique mériterait de nombreuses critiques qui nous éloigneraient sensiblement de notre propos. Reconnaissons-lui le mérite d'avoir mis l'accent sur certains facteurs qui nous paraissent forts importants.

Selon lui, en effet, les frustrations nées de la menace ou de l'atteinte aux intérêts personnels des militaires et au statut même de l'institution constitueraient l'une des causes de l'instabilité du milieu militaire.

Les privilèges des militaires se matérialiseraient sur trois plans. Sur le plan organisationnel par l'allocation d'un budget pris sur les ressources nationales. Sur le plan financier, par le paiement de salaires élevés et l'octroi d'indemnités monétaires annexes. On remarquera que d'année en année la part des revenus consacrés à l'armée ne cesse d'augmenter. La masse budgétaire affectée à la défense nationale en Afrique noire, constitue, selon Martin, entre 10 à 25% de l'ensemble des dépenses gouvernementales et entre 0.3 et 6.1% du P.N.B. (Martin, M. L., 1976: 77).

De plus, la mise en place de forces de sécurité paramilitaires constituerait une sorte de violation du statut de l'organisation militaire. Martin avance:

... les gouvernements africains se sont résignés à recourir à la force afin de se maintenir en place. Mais pour des raisons techniques (l'armée comme la police n'ont jamais pu suffire pour assurer le maintien de l'ordre à l'échelle nationale) et politiques (les gouvernements n'ont eu qu'une confiance limitée dans l'armée), ils ont cherché à mettre sur pied à côté des forces de sécurité traditionnelles (l'armée et la police) des organisations paramilitaires originales... les exemples les plus notoires sont ceux du Président's Own Guard Regiment ghanéen (P.O.G.R.), la General Service Unit (G.S.U.) et la Special Force en Ouganda, la Milice au Mali et en République Populaire du Congo. (Martin, M.L., 1976: 83)

En plus d'avoir des privilèges matériels, les membres organisateurs de ces groupes paramilitaires étaient intimement incorporés au sein de l'organisation politique et en contact direct avec les autorités

politiques.

Le fait que le gouvernement supprime le monopole de la détention et de la manipulation des moyens de violence constituait aux yeux des chefs militaires une opération préliminaire dont l'objectif visait à l'élimination et au remplacement de l'armée régulière. Ces réflexions nous paraissent expliquer en partie les coups militaires au Ghana, au Mali et en Ouganda.

Ainsi, quel que soit le contexte politique des coups d'Etat, les intérêts corporatistes sont rarement absents des motivations de l'armée ou d'une de ses fractions, lorsqu'elle passe à l'action.

Ruth First mentionne que la prise du pouvoir par les militaires a pu être interprétée par certains sociologues comme un instrument de mobilité sociale. En effet, l'armée pourrait servir de tremplin pour des groupes jusqu'alors éloignés du pouvoir. Dans bien des cas, les individus qui s'enrolaient dans l'armée étaient issus de milieux pauvres. Selon First:

Avec les coups d'Etat ce n'étaient pas seulement des soldats en tant que tels qui accédaient au gouvernement, c'était aussi de nouveaux candidats au pouvoir, souvent issus de groupes minoritaires comme par exemple au Nigéria en 1966, au Togo et en d'autres pays de l'Afrique occidentale ou encore en Ouganda.
(First, R., 1975: 7)

La question qui se pose alors est de savoir si les coups

militaires favorisent nécessairement les intérêts réactionnaires. Pour certains chercheurs la réponse est évidente.

Selon Martin:

L'hypothèse selon laquelle les militaires seraient une force révolutionnaire est dans une large mesure démentie par leurs comportements post-interventionnistes. L'analyse des régimes militaires est à ce sujet éclairante. Au Nigéria, en République du Zaïre, au Ghana, etc..., l'observation fait ressortir qu'une fois au pouvoir, les comportements des militaires ne sont pas différents de ceux de leurs prédécesseurs civils. (Martin, R., 1976: 104)

D'autres chercheurs tels First et Davidson pensent qu'il est abusif de vouloir ranger toutes les interventions militaires en Afrique dans une même catégorie.

S'il existe effectivement des cas où les expériences militaires paraissent ouvertement se réclamer de la corruption et même d'un véritable banditisme (Amin, Mobutu), s'il existe aussi des gouvernements militaires qui se contentent de laisser le champ libre au capitalisme sauvage, il ne faudrait pas ignorer les coups d'Etat militaires qui ont soulevé les espoirs d'évolutions plus radicales. On pense en particulier à la République Populaire du Congo, à la Somalie et à l'Ethiopie. First, R., 1975), (Davidson, B., 1976)

Selon Marina et David Ottaway, en Ethiopie seule une révolution imposée d'en haut avait quelques chances de réussir. En effet, l'Ethiopie se caractérisait par l'absence d'organisation politique et seule l'armée était en mesure de faire admettre les changements radicaux nécessaires. Ainsi ce ne serait pas, selon les auteurs, un mouvement populaire qui serait à l'origine de la révolution et de la chute de Haïlé Sélassié comme le soutiennent les intellectuels et les étudiants mais bel et bien une révolte militaire, commencée comme un mouvement corporatiste qui s'est radicalisé par la suite. (Ottaway, M. et Ottaway, D., 1978).

Selon Coquery-Vidrovitch

L'originalité de ces régimes est que même si l'emprise impérialiste demeure pesante, le primat est donné aux problèmes sociaux de l'intérieur. Entourés de pays défiants ou hostiles, ... ils n'ont guère la possibilité d'envisager, dès à présent, une politique de dégagement, sinon par des nationalisations plus ou moins formelles et généralement peu opératoires. (Coquery-Vidrovitch, C., 1976: 20)

Ainsi, si l'idéologie politique entraîne une césure radicale entre les divers coups militaires, on doit reconnaître que l'état de dépendance économique reste souvent inchangé, bien que seuls les gouvernements se réclamant du socialisme militaire (Ethiopie) ou civil (Tanzanie), se soient attaqués au problème fondamental de la transformation radicale des conditions de vie des paysans. La question reste de savoir si une telle volonté de changement parviendra à renverser les obstacles structureaux empêchant l'aboutissement d'une telle politique.

CHAPITRE IX

ALLIANCES DE CLASSES ET CHANGEMENT SOCIAL

Dans le chapitre consacré à la bourgeoisie africaine, nous avons essayé de montrer que l'hétérogénéité de cette classe donnait lieu à de multiples contradictions qui, bien que secondaires, pouvaient entraîner des changements en apparence radicaux. Nous avons constaté qu'à très peu d'exceptions près, les régimes qualifiés de progressistes n'aboutissaient au mieux qu'à l'amélioration des conditions de vie des classes les plus défavorisées sans pour autant changer les rapports de production. C. Gabriel va même jusqu'à nier toute différenciation entre les régimes africains. n'avance-t-il pas:

car en dernière analyse, le sort des masses n'est pas fondamentalement différent entre tous les cas de figure politique de l'Etat bourgeois. Si le régime de côte d'Ivoire est bel et bien différent de celui de la Guinée-Conakry, cela n'a guère de conséquence sur le vécu quotidien des masses africaines de ces deux pays. Nous sommes dans les deux cas confrontés à des Etats bourgeois dont les régimes politiques sont différents. Les lois du marché impérialiste s'exercent globalement de la même manière, malgré des réglementations différentes et malgré les rapports politiques particuliers que tisse chaque régime avec les directions impérialistes. (Gabriel, C., 1978: 30).

Nous n'accepterons cependant que partiellement un tel énoncé. Il serait vain de démontrer ici ce qu'une politique sociale même limitée peut amener comme amélioration au niveau de la vie quotidienne. Même s'il ne s'agit que de réformes, l'amélioration du système de santé, d'éducation, etc., ne peut être que bénéfique aux classes les plus défavorisées. Pourtant, comme le dit Gabriel, en profondeur, l'exploitation reste dans la plupart des cas du même type.

Cette constatation nous renvoie donc à l'analyse des conditions nécessaires pour aboutir à un changement radical en Afrique. Cela nous conduira naturellement à considérer le rôle des classes dominées.

Nous avons démontré plus haut la dominance du mode de production capitaliste. Nous savons aussi que les deux classes fondamentales par où passe la contradiction principale sont celles du mode de production dominant. Même si dans certaines conjonctures particulières la lutte dominante dans une formation est entre d'autres classes que celles qui forment le mode dominant, c'est cependant au niveau de ce mode que se jouent les enjeux décisifs.

Les deux classes fondamentales du mode de production capitaliste: la bourgeoisie et le prolétariat, dans le contexte africain, apparaissent sous un jour particulier. Nous avons longuement parlé de la bourgeoisie africaine dans le chapitre précédent et nous avons vu que ses fractions capitalistes restent encore de dimensions réduites et se trouvent principalement confinées aux activités agricoles et commerciales.

Selon l'analyse de Marx, la production capitaliste engendre d'elle-même sa propre destruction. L'augmentation du nombre de prolétaires liée à un accroissement de leur organisation de classe amplifie la lutte contre la bourgeoisie qui, à cause de la concentration de capital, se réduit à une quantité toujours plus limitée d'individus. De cette situation de déséquilibre découle le renversement complet de la classe au pouvoir. C'est là, selon Marx, le rôle historique de la classe ouvrière.

Il semble au premier abord qu'une telle analyse soit difficilement applicable aux formations sociales africaines. Le prolétariat y apparaît en effet comme peu nombreux. C'est ce que remarque Shivji:

In many African countries it is true that a proletariat in the classical sense - a large group of wage-earners employed in large capitalist industry and constituting a substantial proportion of the population-- did not develop and could not have possibly developed in the conditions of the colonial and, now, the neo-colonial economies. (Shivji, I., 1976: 22-23).

De plus, la persistance des liens entre la ville et la campagne qui se manifeste tout particulièrement dans les migrations saisonnières, rend cette classe fort instable. Cela au point qu'un auteur tel P.C. Lloyd suggère qu'il est même prématuré de parler de classe en ce qui concerne les travailleurs salariés. Selon lui, la différenciation économique n'étant que peu avancée, le statut et le prestige sont fondés sur des facteurs en dehors des relations capital-travail. (Lloyd, P.C., 1966: 56).

A côté de certains marxistes qui soutiennent que l'évolution de la classe ouvrière africaine est similaire à celle du prolétariat dans les autres sociétés capitalistes (Elkan, W., 1960), on trouve des auteurs qui, tel Frantz Fanon, rejettent le caractère progressiste de la classe ouvrière. Selon lui, ce sont les paysans pauvres alliés aux marginaux et non les ouvriers qui sont "les damnés de la terre". Ce point de vue a donné lieu à de nombreuses études portant sur ce que les auteurs considèrent comme "l'aristocratie ouvrière" qui, au contraire de la paysannerie surexploitée, a tout à perdre dans la lutte de libération vis à vis de l'impérialisme. (Fanon, F., 1963: 86-101).

Il faut dire que parmi les chercheurs marxistes dont les études portent sur l'Afrique, la thèse dominante est celle de la nécessité objective d'une alliance entre le prolétariat naissant et la masse paysanne surexploitée. Cette thèse est développée en particulier par S. Amin et P.P. Rey.

Par ailleurs, A. Cabral, un auteur quelque peu isolé, se dissocie de ces thèses pour chercher du côté de la petite bourgeoisie les éléments catalyseurs pouvant entraîner un changement radical. Cette classe qui fut, comme nous l'avons vu, à la source de la lutte pour l'indépendance, serait encore amenée à jouer le rôle déterminant en se "suicidant" en tant que classe. Car selon Cabral, "les faits ont démontré que le seul secteur social capable d'avoir conscience de la réalité de la domination impérialiste et de diriger l'appareil d'Etat hérité de cette domination est la petite bourgeoisie autochtone". (Cabral, A., 1975: T1: 301).

La multiplicité des thèses et les conséquences qu'elles impliquent au niveau d'une stratégie du changement social, nous conduisent à faire l'analyse des facteurs objectifs et subjectifs participant à la lutte des classes. Cette analyse nous permettra de revenir plus longuement sur les diverses thèses présentées ci-dessus et d'en faire une critique débouchant sur plus d'hypothèses que de réponses définitives concernant la question fondamentale du changement radical en Afrique.

Nous commencerons notre analyse en considérant la classe paysanne qui, de par son intégration spécifique au niveau du procès de production et sa masse, est souvent présentée comme la preuve de la dominance du mode

de production lignager. L'image de cette classe qui domine dans les analyses de type fonctionnaliste est celle de paysans vivant en autosubsistance à l'intérieur de communautés villageoises. Le moins que l'on puisse dire lorsqu'on confronte cela à la réalité africaine, c'est que cette vision est par trop simpliste.

Dans le chapitre précédent, nous avons distingué trois types de rapports de production coexistant dans le milieu rural africain: il s'agit de survivances des rapports pré-capitalistes, d'une petite production paysanne transitoire, et enfin, d'un secteur agricole capitaliste proprement dit. Il est à constater qu'à un degré ou à un autre, les fractions dominées de la paysannerie sont intégrées par la circulation ou la production au mode de production capitaliste, et en subissent donc indirectement ou directement la domination.

Pour expliquer cela, il faut se tourner vers la période coloniale qui a joué un rôle décisif dans le devenir de la paysannerie africaine. Nous avons déjà indiqué les moyens de pression utilisés pour généraliser les rapports marchands et permettre à un prolétariat de se dégager de la masse paysanne.

De plus, comme le montre justement Amin, durant la période coloniale, le producteur de traite n'est pas nécessairement ce que l'apparence nous dicte, à savoir un petit producteur marchand plus ou moins indépendant. En fait, "l'administration et le capital pénètrent le processus productif, le commandent véritablement". (Amin, S., 1974: 56).

En ce sens, si le paysan reste formellement propriétaire de ses moyens de production, c'est à dire du sol et des équipements, il n'est pas libre de sa production car il est forcé par des moyens pouvant aller jusqu'à la violence la plus brutale à produire ce que l'on veut qu'il produise. Amin va même jusqu'à dire:

Sa rémunération ne comporte ni de contrepartie pour sa propriété du sol - de rente foncière - ni de "rémunération" pour son "capital", mais se trouve réduite par la domination du capital au niveau de la valeur de la force de travail, et souvent en dessous. Un paysan réduit à ce statut est un semi-prolétaire. Prolétaire parce qu'il est soumis à la domination du capital qui l'exploite, et qui tire de lui la plus-value. Semi-prolétaire parce qu'il conserve l'apparence d'un producteur marchand libre. (Amin, S., 1974: 58).

L'africanisation de l'administration au lendemain de l'indépendance n'a guère changé cette situation. De plus, si la domination du capital sur l'agriculture n'est pas particulièrement avancée, il n'en est pas moins rentable à cause de rémunérations très faibles rendant les prix compétitifs.

Ce taux de rémunération extrêmement faible s'explique par le fait que la reproduction de la force de travail est assurée pour une grande part avant la vente des produits, à l'intérieur même des modes de production pré-capitalistes; ceci est vrai aussi en ce qui concerne le prolétariat rural.

Nous allons considérer maintenant les trois formes que prend cette économie de traite. Nous avons mentionné tout d'abord l'existence,

dans l'Ouest de l'Afrique en particulier, de systèmes de production agricole qui combinent des rapports pré-capitalistes à une agriculture commerciale. Au dire d'Amin, cette forme est très fréquente en zone fortement islamisée, c'est à dire dans les zones "... des systèmes de confréries et des sultanats (du Sénégal mouride, au Soudan ashiqua et khatmia, en passant par le Nigéria des émirats...)". (Amin, S., 1974 : 60).

Dans un tel système, les produits vendus sont détenus directement ou indirectement par la classe des chefs traditionnels. Le prix que cette dernière obtient sur le marché dépend de sa force vis à vis de la bourgeoisie et de l'importance de son rôle dans l'articulation des modes. La combativité des membres de cette classe va aussi dépendre de leur insertion dans la bourgeoisie africaine. En effet, les chefs qui ne tirent profit que de la rente ou des prestations diverses liées aux rapports lignagers, sans se transformer en bourgeois, ne cherchent pas à mettre en valeur le surplus qu'ils extorquent. Ils ne s'intéressent, en fait, qu'aux valeurs d'usage. Comme le souligne Rey:

Seul le capitaliste cherche toujours à échanger ses produits contre leur contre-partie exacte en Valeur; le propriétaire foncier ou le membre d'une classe dominante traditionnelle quelconque n'a pas les mêmes préoccupations. L'échange extérieur ne l'intéresse que par les Valeurs d'usage qu'il lui permet d'acquérir et peu lui importe que la Valeur contenue par chaque Valeur d'usage baisse. (Rey, P.P., 1977a: 46).

On comprendra par là même que les chefs, devenus membres de la bourgeoisie rurale, seront des hommes d'affaires plus difficiles à manipuler

par les autres fractions de la bourgeoisie. Il faut ajouter que plus le prix de vente des produits sera bas, plus la classe des chefs sera amenée à surexploiter la paysannerie. En effet, une façon de maintenir le profit est d'augmenter la productivité. Compte tenu des techniques rudimentaires utilisées par les paysans, la solution qui s'impose est un surplus de travail de la part des paysans et de leur famille. Ceci pour les sociétés fortement hiérarchisées.

Au sein des sociétés lignagères peu hiérarchisées, on trouve ce que l'on a nommé une petite production paysanne dans laquelle le pouvoir traditionnel joue un rôle apparenté à celui que nous venons d'examiner dans les sociétés fortement hiérarchisées. Une différence importante cependant, c'est que bien souvent, dans ce type de rapports de production, l'autorité lignagère a eu à souffrir de la pénétration d'éléments super-structuraux propres au mode de production capitaliste.

Dans une étude portant sur Le développement de la production et la transformation agricole marchande d'une formation agraire en Côte d'Ivoire, Mazoyer montre comment la période coloniale a transformé les systèmes agraires traditionnels baoulés jusqu'à en faire des fournisseurs de matières premières agricoles pour "assurer le fonctionnement et le développement des circuits de transformation et de distribution agro-alimentaires des pays développés". (Mazoyer, M.L., 1975: 143).

En pays baoulé, il est à remarquer que la pénétration de l'agriculture marchande n'a pas pris la forme d'agriculture de grande plantation,

mais a pénétré les formes agraires traditionnelles. L'auteur montre de plus que cette pénétration a eu une incidence directe sur la superstructure qui jouait jusqu'alors le rôle d'élément régulateur en ce qui concernait l'utilisation de la terre au niveau de la communauté, et de la force de travail au niveau de la famille. Mazoyer ajoute:

Sous les effets conjugués des interventions administratives et des sollicitations de l'économie marchande, la superstructure même du système traditionnel tend à se dissoudre. Les régulations s'affaiblissent, la production communautaire de subsistance recule au profit de la petite production marchande et de la production capitaliste à petite échelle. (Mazoyer, M.L., 1975: 165).

Pourtant, il nous faudra nuancer cela en ce qui concerne l'ensemble de l'Afrique. Chaque cas présente une spécificité que seule une analyse systématique peut mettre à jour et nous avons vu au long de ce travail qu'on ne peut généraliser à l'Afrique noire l'idée d'une dissolution de la superstructure du système traditionnel. Cabral, lors de son analyse de la société foola, arrive à une conclusion semblable.

L'infrastructure économique influence par exemple la culture, mais nous pouvons modifier l'infrastructure, et pendant longtemps beaucoup de gens continuent à agir comme s'ils vivaient dans la structure antérieure: on appelle ce phénomène la permanence des caractéristiques de la superstructure antérieure. (Cabral, A., 1975: T1: 162).

On doit ajouter que dans un tel système, l'agriculture n'est pas un secteur à proprement parler capitaliste. La nature des investissements et des moyens employés appartiennent encore au mode de production ancien.

Ainsi, on constate dans bon nombre de cas la persistance d'un mode de production petit paysan au sein duquel une grande masse de paysans incorporent les terres, le capital et la main d'oeuvre de chaque famille dans un système agricole faisant partie des structures traditionnelles persistentes. Dans ce cas, il ne fut donc pas nécessaire de se tourner vers un mode de production capitaliste tel que le capitalisme agraire ou les grandes plantations.

Quant à la place des chefs lignagers, Rey soutient que ces derniers continuent à s'accaparer du sur-travail des paysans qu'ils dominent. Pourtant, dit-il, ce sur-travail ne reste pas entre les mains des chefs mais aboutit entre celles des capitalistes commerciaux et industriels. (Rey, P.P., 1976: 16).

En fait, nous dirons pour nuancer cette affirmation un peu tranchée, que la part de sur-travail retenue par les chefs traditionnels dépendra de la force de cette classe et en particulier de son emprise superstructurelle sur les paysans. Il est vrai que lorsque cette classe est trop faible, la soumission du mode de production pré-capitaliste au capitalisme entraîne une intensification de l'exploitation des producteurs directs.

Il apparaît en dernière analyse que la paysannerie africaine est en grande partie intégrée au capitalisme, même si ce n'est qu'indirectement au niveau de la circulation. Selon Rey:

Le grand capital exploite les ouvriers; la classe dominante du système traditionnel exploite les paysans; les deux se combinent: comme le surplus vivrier extorqué par la classe dominante traditionnelle à la paysannerie est vendue très au-dessous de sa valeur, le prix de la force de travail est également très inférieur à sa valeur: en Afrique noire, le prix de la force de travail est souvent inférieur au quart ou au cinquième de sa valeur; le taux de plus-value est donc extraordinairement élevé; apparemment, la classe dominante traditionnelle peut même "exploiter" les ouvriers eux-mêmes: en effet, nombre d'ouvriers sont tenus de reverser une partie, souvent très importante, de leur salaire à cette classe dominante ou de faire entrer de fortes sommes dans l'un des circuits (funérailles, dot, fêtes, etc...) contrôlés par cette classe; mais en réalité ceci n'est qu'une forme détournée de l'exploitation des paysans; en effet, le prix des produits du mode de production traditionnel est tellement inférieur à leur valeur que l'ouvrier, même avec un salaire qui ne correspond qu'au quart ou au cinquième de la valeur de sa force de travail... peut acheter plus que ce qui lui est nécessaire pour reproduire cette force de travail; ce supplément lui sera soustrait par la classe dominante traditionnelle mais, bien qu'apparemment ce soit l'ouvrier qui soit la victime de cette soustraction, il ne joue en fait dans ce cas que le rôle d'intermédiaire entre la classe dominante traditionnelle et la paysannerie qui est la véritable victime de cette exploitation-là. (Rey, P.P., 1977a): 46-47).

La paysannerie apparaît donc comme le dernier maillon d'une chaîne d'exploitation liée à l'impérialisme. C'est la classe dominée par excellence.

Elle est divisée à cause du procès de travail; elle a du mal à se percevoir comme une classe, à trouver une expression politique propre, et à

s'organiser en un mouvement paysan. Cela a des conséquences importantes pour la lutte des classes. Lors des colères paysannes, rappelant plus la jacquerie que la révolution proprement dite, la plupart du temps les paysans sont renvoyés vers les hiérarchies lignagères qui, alliées à la frac-

tion bureaucratique de la bourgeoisie et au capital commercial (il s'agit

là de tendance: il est certain qu'il y a entre eux des contradictions secondaires) s'empressent à convertir la colère paysanne en colère tribale. Ceci évidemment pour le plus grand profit des chefs de lignages et de celui de leurs co-tribaux de l'appareil d'Etat. Quant aux poussées contre les hiérarchies lignagères, elles se soldent souvent pas le départ des jeunes gens vers la ville.

Les expériences de coopératives agricoles, nombreuses en Afrique noire, ne semblent pas avoir joué le rôle que l'on aurait pu espérer. Il semble que ce fut souvent une forme d'encadrement permettant directement le transfert du sur-travail extorqué à la paysannerie, dans les mains du capitalisme industriel et financier métropolitain. Goussault montre que divers types de coopératives furent mises en place par les puissances coloniales en tant qu'instruments pour contrôler la production paysanne. C'était aussi le meilleur moyen d'amener les petits producteurs à produire pour le marché (Goussault, Y., 1973: 281-294).

Selon Cliffe,

Even populist programs, like Tanzania's Ujamaa policy, have in practice taken on a form in which collective production is virtually absent: the Government has extended its control to new villages but left existing production intact under various modes, its basic purpose being to impose State control in order to extract surplus. (Cliffe, L., 1976: 123).

Shivji reprend ce jugement dans son étude des luttes de classe en Tanzanie (Shivji, I.G., 1976: 73-75). Quant à Kom, il cite une réflexion de Loguinova portant sur le mouvement coopératif au Cameroun:

The average percentage of the population in the co-operative movements is low: in 1961-62 it barely reached one percent in the Eastern Cameroons and three percent in the western co-operative systems of marketing and credit retail. The co-operatives, once established, are organized in general by the wealthy elements in the countryside and used by them to enrich themselves. (cité dans Kom, D., 1977: 162).

Comme nous l'avons déjà souligné, la situation décrite à la campagne a pour conséquence la marginalisation et la paupérisation des masses.

Amin a noté

... la prolétarianisation des petits producteurs agricoles et artisanaux, la semi-prolétarianisation rurale et l'appauvrissement sans prolétarianisation des paysans vivant dans des communautés villageoises. Ces phénomènes ont évidemment une incidence directe sur le taux d'accroissement du chômage urbain et du sous-emploi. (Amin, S., 1972a): 710).

Lors de notre analyse de la période coloniale nous avons présenté les moyens principalement extra-économiques mis en oeuvre pour créer un prolétariat africain. Nous avons aussi souligné le caractère ambivalent de ce prolétariat qui, dans une grande part, reste lié au milieu rural et en particulier à la famille d'origine, qui représente une forme de sécurité. Ce transfert de la force de travail du mode de production pré-capitaliste vers l'économie capitaliste s'effectue de deux manières: l'exode rural et l'organisation des migrations tournantes. Cette dernière forme représente un phénomène relativement récent.

En ce qui concerne la forme la plus ancienne, Rey démontre en effectuant l'analyse des mécanismes d'émigration vers les zones du capitalisme agraire du nord-Togo que ces mécanismes ne sont pas entièrement

réductibles au développement du capitalisme lui-même. En un mot, ce n'est pas la demande de main d'oeuvre qui explique les mouvements migratoires. Rey démontre qu' "il faut aussi que soient à l'oeuvre les processus destructeurs des équilibres traditionnels qui obligent les travailleurs à devenir salariés". (Rey, P.P., 1976: 197). Sans entrer dans le détail de sa démonstration, nous dirons que Rey soutient qu'au-delà d'un certain taux d'émigrants, le système social pré-capitaliste devient incapable, à partir du seul travail des familles sédentaires, d'assurer la reproduction simple et ainsi la migration devient auto-entretenu. Ces mécanismes auront donc pour effet de perpétuer d'eux-mêmes les mouvements migratoires en l'absence de toute demande de force de travail de la part du capitalisme.

Rey constate que "c'est bien dans un tel processus que sont engagées la plupart des sociétés africaines d'où continuent à émigrer les jeunes adultes (notamment de sexe masculin), alors même que le chômage ne cesse de croître dans les villes et les zones du capitalisme agraire". (Rey, P.P. Ibid: 197). Il conclue: "Contrairement à ce que prétent tout un courant de pensée qu'il est urgent de combattre, la demande de main d'oeuvre n'est pas suffisante pour susciter l'offre: mais, depuis un certain nombre d'années, elle n'est pas non plus nécessaire". (Rey, P.P., 1976: 197).

Cette réalité est en contradiction avec la nécessité pour le capitalisme de maintenir le système des migrations tournantes qui a pour principe de base de ne pas couper radicalement le prolétaire rural ou urbain

de son mode d'origine qui assure la plus grande part de la reproduction de la force de travail et permet ainsi les bas salaires et la surexploitation des travailleurs salariés. Il faut d'ailleurs remarquer l'importance quantitative de la force de travail employée dans l'agriculture:

According to United Nations statistics, more than three fourths (77 percent) of the labour force in all Africa was engaged in agriculture in 1960, a decrease of four percentage points from the decade before. An ILO study of some years ago reported that 17 percent of the labour force was engaged in the production of commercial crops and 60 percent in subsistence agriculture, while 13 percent were agricultural wage workers. The proportion of wage workers in agriculture with respect to wage workers in general varied between around 25 percent in Zaire and what used to be French Equatorial Africa,... 20 percent in the countries of former French West Africa, 16 percent in Ghana, 20 percent in Rwanda,... 45 percent in Kenya, and 50 percent in Tanzania. (Stavenhagen, R., 1975: 77).

En fait, on constatera que cette catégorisation ne présente qu'une image approximative de la réalité dans la mesure où bon nombre d'agriculteurs se livrent à l'agriculture de subsistance nécessaire à la reproduction de leur force de travail durant les périodes où ils sont employés dans le secteur capitaliste.

Après cette présentation succincte des fractions de la classe paysanne dominée, il nous faut analyser leur rôle potentiel dans le changement social. A ce niveau, les thèses développées divergent: nous en distinguerons trois types. Il y a d'une part les auteurs qui voient la paysannerie africaine comme la force révolutionnaire par excellence.

C'est sans doute Fanon qui a le mieux développé cette thèse. Il soutient dans un premier temps que le prolétariat ne peut tenir ce rôle dans la mesure où il occupe une place privilégiée durant la période coloniale, situation qui se perpétue après l'indépendance.

It cannot be too strongly stressed that in the colonial territories the proletariat is the nucleus of the colonial regime. The embryonic proletariat of the towns is in a comparatively privileged position. In capitalist countries, the working class has nothing to lose; it is they who in the long run have everything to gain. In the colonial countries the working class has everything to lose; in reality, it represents that fraction of the colonized nation which is necessary and irreplaceable if the colonial machine is to run smoothly. (Fanon, F., 1963: 86).

Selon Fanon, les classes révolutionnaires sont celles qui sont les plus exploitées, c'est à dire la paysannerie et le lumpen-prolétariat. Seules ces deux classes, dirigées par un petit nombre d'intellectuels, peuvent conduire à la révolution en Afrique.

Pour Amin, Rey et Nkrumah, seule l'union du prolétariat urbain et des masses paysannes peut conduire à des structures authentiquement socialistes. Pour Rey,

L'unification de la paysannerie travailleuse et du prolétariat sous la direction de leurs couches les plus exploitées, paysannerie pauvre et prolétariat déqualifié d'extraction rurale récente, n'est pas seulement la seule façon d'éliminer l'hégémonie de la bourgeoisie sur la paysannerie et la classe ouvrière, y compris au sein même de leurs organisations; elle n'est pas seulement le seul moyen de

renverser la domination bourgeoise sur la société; elle est aussi le seul moyen de construire le communisme en mettant fin simultanément à la division du travail manuel et du travail intellectuel (et à la domination du travail intellectuel sur le travail manuel) et à la division campagne-ville (et à la domination des villes sur les campagnes). (Rey, P.P., 1976: 34).

Nkrumah, ainsi qu'Amin, pose cette alliance comme une nécessité objective. Selon ce dernier, "... le mouvement paysan qui, historiquement, a été au centre partie de la révolution bourgeoise, devient partie de la révolution socialiste. Les revendications paysannes ne peuvent donc pas conduire à des révolutions bourgeoises, mais peuvent - et doivent objectivement - devenir une partie de la révolution socialiste à l'échelle mondiale". (Amin, S., 1977: 185). Ainsi, le fer de lance de la révolution socialiste, du centre s'est déplacé vers la périphérie.

En effet, au centre on constate l'hégémonie de la social-démocratie dans la classe ouvrière. Cela est dû au fait que la bourgeoisie du centre dirige l'exploitation vers la périphérie et qu'ainsi les classes prolétaires du centre profitent de la surexploitation à la périphérie. Amin souligne, pour appuyer sa thèse, qu'à "un moment donné de l'histoire des secteurs du prolétariat sont plus avancés que d'autres". (Amin, S., 1977: 186). Il constate de plus que les révolutions socialistes n'ont eu lieu qu'à la périphérie du système mondial. Sans aller plus loin dans le développement de cette thèse, nous concluons que pour ces auteurs, ce sont les luttes à la périphérie du système capitaliste mondial qui agissent qualitativement sur celles du centre. Du résultat de

Q

ces luttes l'exploitation au centre s'amplifie ou diminue. Ainsi, les luttes à la périphérie deviennent le moteur de l'histoire contemporaine et ouvrent la voie au socialisme.

Un des premiers problèmes que présente cette thèse, c'est de désigner la paysannerie comme force révolutionnaire sur la seule base des facteurs objectifs. La logique sous-tendant cela, c'est que passé un certain degré d'exploitation, la classe paysanne n'a plus d'autre choix que la révolte et, selon ces auteurs, ces limites sont soit dépassées ou sur le point de l'être.

Nous avons déjà dit ici que l'histoire africaine est fertile en révoltes paysannes. Mais assimiler ces révoltes sporadiques à une volonté de révolution socialiste nous paraît pour le moins abusif.

Nous avons vu dans notre analyse de la paysannerie africaine l'hétérogénéité de cette classe. S'il est justifié de dire, en considérant l'image de la "chaîne impérialiste" que l'ennemi objectif est le capital, il faut reconnaître qu'au niveau des rapports de classe immédiats, les fractions de la paysannerie se trouvent confrontées à des fractions de la bourgeoisie africaine et aux autorités tribales et que cela a pour effet de masquer les vrais rapports de classe. Nous avons noté dans le chapitre précédent les trois types de rapports qui coexistent à la campagne.

Ajoutons qu'en Afrique, seule la bourgeoisie agraire est organisée.

Nous avons déjà souligné le rôle des organisations politiques des planteurs en Afrique de l'Ouest. Quant à la paysannerie, elle est privée de toute forme d'organisation syndicale ou politique. Ainsi, les manifestations des fractions de cette classe prendront un caractère différent selon les "ennemis" immédiats. Pour les uns, la lutte portera sur l'abolition des redevances et des corvées, pour d'autres, sur la privatisation de la terre et le prix des produits agricoles; dans le secteur capitaliste, ce sera sur le salaire que porteront les revendications des ouvriers agricoles. Ainsi, la paysannerie, force potentiellement révolutionnaire, sert plutôt actuellement de pilier aux autorités en place dans la mesure où ces luttes restent confinées au milieu rural et au niveau local. Cela est dû au caractère transitoire de cette classe qui contribue à sa difficulté à percevoir sa nature de classe et à distinguer ses amis de ses ennemis. Les expériences de luttes en Afrique confirment toutes cela. Cabral, en se référant à la lutte de libération en Guinée-Bissau, déclare:

Thorough and intense work was... needed to mobilize them... The peasantry is not a revolutionary force - which may seem strange, particularly as we have based the whole of our armed liberation struggle on the peasantry. A distinction must be drawn between a physical force and a revolutionary force; physically, the peasantry is a great force in Guinea: it is almost the whole of the population, it controls the nation's wealth, it is the peasantry which produces; but we know from experience what trouble we had convincing the peasantry to fight. (cité dans Markovitz, I.L., 1977: 275).

Aux chercheurs qui rappellent les leçons de la révolution chinoise, Cabral répond: "The conditions of the peasantry in China were very different:

the peasantry had a history of revolt but this was not the case in Guinea, and so it was not possible for our party militants and propaganda workers to find the same kind of welcome". (cité dans Markovitz, I.L.. 1977: 275).

Il ne faudrait pas cependant penser que les chercheurs critiqués ici n'aient pas conscience des limites aussi bien objectives que subjectives aux insurrections de la classe paysanne. Pour la plupart, l'encadrement et l'organisation de cette classe devraient venir d'une avant-garde prolétarienne. Que l'on parle de la classe ouvrière en général comme Amin, ou des travailleurs déqualifiés comme Rey; il ressort une nécessité objective à l'alliance entre la paysannerie et le prolétariat. Pour évaluer une telle prédiction, il nous faut maintenant faire l'analyse de la classe ouvrière et d'un groupe tampon, lui aussi transitoire, que nous nommerons le pré-prolétariat.

S'il est un élément concernant le prolétariat sur lequel tous les chercheurs soient d'accord, c'est sa taille réduite. Pourtant, selon Markovitz,

Although the wage-earning class in Africa constitutes a much smaller proportion of the labour force than farmers, numbers alone do not give an adequate indication of its significance and strength. Because of its strategic location in the cities as well as in the economy, because of its organization, because of the involvement of labour leaders with the governing bourgeoisie, and because of the growing importance of the expanding commercialized sectors of the economy, organized labour counts heavily in the formation of policy in post-independence. (Markovitz, I.L., 1977: 263).

Est-ce à dire que la classe des salariés va jouer en Afrique le rôle que semble lui assigner Marx dans les formations sociales occidentales? Pour répondre à cette question, il nous faut examiner la thèse de "l'aristocratie ouvrière" qui, bien que critiquée, semble être encore la thèse dominante.

Giovanni Arrighi est un des théoriciens ayant développé cette thèse. Nous allons faire brièvement l'exposé de son contenu. Après avoir constaté le nombre relativement faible des salariés, il remarque que le nombre d'emplois qui leur sont réservés n'a augmenté que très peu durant les dix ou quinze dernières années. De plus, Arrighi constate avec Saul que l'augmentation sensible des salaires a fait en sorte que "wages are not merely chasing prices, but are running ahead of them, the rise often implying an increase in real wages considerably faster than that in real national product". (Arrighi, G. et J. Saul, 1973: 116).

Arrighi analyse la structure de la classe ouvrière et constate sa concentration dans le secteur public et en particulier dans les services. Il est évident que le sous-développement industriel et l'africanisation des structures administratives héritées du colonialisme sont à la base de ce fait.

Il perçoit de plus deux catégories distinctes parmi cette classe ouvrière: une élite bureaucratique engagée dans le secteur privé

et public, et une masse de salariés comprenant les travailleurs migrants et les prolétaires au sens strict. Nous avons montré, nous aussi, que cette deuxième catégorie de la classe ouvrière n'est qu'en voie de prolétarianisation dans la mesure où une partie de la reproduction de sa force de travail est encore assurée par le secteur lignager. Une des conséquences de cette position instable est en particulier la non-qualification de cette force de travail mal payée. "Low wages strengthen the tendency for the participation in the labour market to be of a temporary nature, which in turn accounts for the persistently unskilled character of the labour force. These factors interact favouring the development of a poorly paid and unskilled labour force". (Arrighi, G., 1973: 120).

Quant au prolétaire qui n'a que sa force de travail pour survivre et qui est soit semi-qualifié, soit qualifié, son salaire doit être suffisant pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, et lui assurer une certaine sécurité. Il est évident que la différence entre un tel salaire et celui du travailleur saisonnier sera considérable, comme est considérable la différence entre le salaire d'un ouvrier semi-qualifié ou qualifié et celui d'un ouvrier non qualifié. Arrighi et Saul résument cela dans les termes suivants:

The higher wages and salaries (established during the colonial period) foster the stabilisation of the better-paid section of the labour force whose high incomes justify the severance of ties with the traditional economy. Stabilisation, in turn, promotes specialisation, greater bargaining power, and further increases in the incomes of this small section of the labour force, which represents the proletariat proper of tropical Africa. These workers enjoy incomes three

or more times higher than those of unskilled labourers and together with the elites and sub-elites in bureaucratic employment in the civil service and expatriate concerns, constitute what we call the labour aristocracy of tropical Africa. It is the discretionary consumption of this class which absorbs a significant proportion of the surplus produced in the money economy. (cité dans Peace, A., 1975: 282).

Ainsi, alors que pour Marx les intérêts de la bourgeoisie et du prolétariat occidentaux étaient irréductibles, en Afrique, leurs intérêts économiques et politiques convergeraient jusqu'au point de devenir coïncidents.

Peace note justement que dans la mesure où les tenants de la thèse de l'aristocratie ouvrière concentrent leur analyse exclusivement sur le surplus produit par la paysannerie, ils arrivent tout naturellement à distinguer deux groupes: d'un côté la paysannerie et les travailleurs saisonniers, et de l'autre le prolétariat proprement dit et l'élite ouvrière. (Peace, A., 1975: 283).

Alors que le modèle marxiste met l'accent sur l'exploitation à l'intérieur d'un mode de production, Arrighi et Saul placent l'exploitation dominante dans l'articulation de deux modes de production.

Avant d'entrer dans une critique théorique de cette thèse, il convient de la confronter à la réalité historique africaine. Sur ce point, Shivji est catégorique: "There has been no example in Africa where the peasants have played a leading revolutionary role while the workers

have sided with the dominating classes". (Shivji, I., 1976: 116).

En fait, d'un point de vue théorique, la plus grande faiblesse de cette thèse est de faire du salaire l'élément central. La potentialité révolutionnaire d'une classe, quelle qu'elle soit, ne peut venir que de sa place dans le procès de production et de sa capacité à prendre conscience de sa situation d'exploitée. A ce propos, les conclusions tirées par Cabral de l'expérience guinéenne nous paraissent exemplaires:

Many people say that it is the peasants who carry the burden of exploitation: this may be true, but so far as the struggle is concerned, it must be realized that it is not the degree of suffering and hardship involved as much that matters: even extreme suffering in itself does not necessarily produce the prise de conscience required for the national liberation struggle. In Guinea, the peasants are subjected to a kind of exploitation equivalent to slavery; but even if you try and explain to them that they are being exploited and robbed, it is difficult to convince them by means of an unexperienced explanation of a technico-economic kind that they are the most exploited people, whereas it is easier to convince the workers and the people employed in the towns who earn say, ten escudos a day for a job in which a European earns between thirty and fifty, that they are being subjected to massive exploitation and injustice, because they can see. (cité dans Shivji, I., 1976: 120).

Dans une étude portant sur la classe ouvrière de Lagos, Peace est conduit à critiquer la thèse d'Arrighi et Saul. Il déduit en particulier de son analyse que le prolétariat de Lagos a à la fois



l'organisation et la conscience de classe nécessaires pour s'opposer à ce qu'il nomme l'élite au pouvoir. Il est vrai que cette opposition porte la plupart du temps sur les conditions salariales. Mais, alors que les tenants de la thèse de l'aristocratie ouvrière invoquaient le salaire pour appuyer leur démonstration, Peace montre que le salaire des travailleurs urbains est souvent insuffisant pour satisfaire aux dépenses nécessaires de la vie citadine: en particulier, la nourriture, les loyers, les transports, les impôts, etc. Si l'on considère de plus la persistance des liens avec la parenté rurale et les engagements financiers que le travailleur urbain doit remplir à leur égard, on constate ce que l'analyse en terme de niveau de salaire peut avoir de trompeur. En fait, ce qui manque à la thèse de Saul et d'Arrighi, c'est de considérer l'exploitation au sein même des rapports de production capitalistes en Afrique. Concentrer l'analyse sur le seul flux de surplus extrait de la paysannerie et dirigé vers le secteur industriel et urbain au lieu de considérer toutes les formes d'exploitation, c'est faire de la contradiction entre classes exploitées la contradiction principale. Pour notre part, nous placerons plutôt celle-ci au niveau de la contradiction entre classes exploitées et classes exploiteuses.

Saul lui-même, dans une mise au point subséquente, apporte certaines nuances à la thèse dont il a contribué au développement.

Selon lui, le concept d'aristocratie ouvrière, bien qu'encore pertinent à la réalité africaine, voit cette pertinence diminuer dans le temps à cause de certains facteurs. Il précise que "concepts are both

necessary and dangerous in scientific work, dangerous particularly in work directed towards a dialectical analysis of real historical processes. Inevitably, they freeze a reality which is in flux, and their use may come seriously to distort analyses when this danger is not borne firmly in mind". (Saul, J., 1975: 305).

Il constate qu'au lendemain de l'indépendance, l'Etat, aux mains de l'élite africaine transformée ainsi en bourgeoisie bureaucratique, devient l'instrument permettant à cette classe de s'approprier du surplus. S'il reste encore, selon Saul, une fraction de la classe ouvrière qui prétend encore jouer le rôle de partenaire vis à vis de la classe au pouvoir, la majeure partie du prolétariat perçoit ses intérêts comme antagonistes à ceux de la classe dominante. De plus, le concept d'aristocratie ouvrière, en figeant la réalité, lui enlève tout ce qu'elle a de provisoire. La validité d'un tel concept ne durera que jusqu'au moment où les travailleurs n'auront plus d'intérêt à soutenir le statu quo. Saul précise qu'une telle situation est inévitable dans la mesure où "the capacity of the neo-colonial economic system to deliver pay-offs is strictly limited in contemporary Africa; in the absence of structural transformation permitted on socialist strategies, crises and/or stagnations are inevitable, and concomitantly, the co-option of even the most stabilized sections of the working class is that much more difficult". (Saul, J., 1975: 306).

Une telle évolution pourrait alors déboucher sur une véritable conscience prolétarienne qui permettrait de mobiliser tous les

éléments exploités de la société. Ce dernier point est d'ailleurs illustré par l'analyse de Peace.

Ainsi, nous concluerons avec Saul, que

The African working class should not be prematurely labelled (as appears to have been the mistake in referring to it in such an evocative term as "labour aristocracy"). The role of this class is far from being frozen by history or by any internal logic of the current African socio-economic structure. What is needed instead is to concentrate attention upon the processes which are at work in specific African settings. This means identifying analytically, the objective conditions under which a more conservative or a more radical stance towards the neo-colonial situation is likely to be adopted by the working class. (Saul, J., 1975: 308).

L'analyse du développement de la lutte ouvrière en Afrique ne saurait se passer de quelques réflexions sur le mouvement syndical africain.

Il faut bien préciser que les ouvriers africains ont développé leurs propres organisations au cours de leurs luttes avec les employeurs et le pouvoir colonial bien avant que le droit de former des syndicats ne leur soit accordé. Markovitz signale que dès 1874 les dockers de Freetown en Sierra Leone se mirent en grève. Entre les deux guerres, les grèves des travailleurs des chemins de fer se multiplièrent dans toute l'Afrique de l'Ouest: Sierra Leone (1919-1926), Nigéria (1921), et tout au long de la ligne Thiès-Niger (1925). En 1930 ce sont les mineurs de la Côte d'Or

(Ghana) et les dockers de Gambie qui arrêtaient le travail. L'auteur note que ce furent les grèves du Copperbelt zambien qui, en 1930 et 1940, furent les mieux organisées. (Markovitz, I.L., 1977: 265).

Ajoutons que l'émergence de mouvements africains conduisant à l'organisation de syndicats ne s'est pas réalisée comme on a pu le dire sous l'emprise des partis nationalistes.

Though obviously workers' initiatives did not take place in a political vacuum, they did frequently occur independently of formal links to political parties and nationalist movements and without the benevolent guidance of French trade union centres or colonial labour advisors, which influences have sometimes been regarded as the precipitators or, even more invalidly, the creators of trade union activity. (Sandbrook, R. and R. Cohen, 1975: 17).

La plupart des analyses portant sur les syndicats africains montrent que ceux-ci ont joué un rôle ambigu dans l'histoire ouvrière de l'Afrique. Si leur première action d'envergure, celle de la grève du chemin de fer, qui toucha toute l'Afrique de l'Ouest française d'octobre 1947 à mars 1948, se solda par un succès éclatant (obtention de conditions de travail équivalentes pour les Africains et les Européens), il est difficile de soutenir que les syndicats ont généralement fonctionné pour promouvoir les intérêts de la classe exploitée dans son ensemble. Les causes de cela sont en général recherchées du côté des leaders syndicaux et des liens qu'ils entretiennent avec la classe au pouvoir. Sandbrook et Cohen remarquent: "How can one conceive of unions as workers' institutions when, according to most reports, the top and even middle-level union leaders in

Africa, partially excepting Nigeria and the Sudan, are drawn predominantly from white-collared employees rather than from the manual workers who comprise the bulk of the membership?". (Sandbrook, R. and R. Cohen, 1975: 131).

A l'exception des syndicats du Soudan et du Nigéria, il faut bien dire qu'ailleurs, ceux-ci ont souvent joué le rôle de partenaires avec les fractions bourgeoises dans le processus du développement économique. Ces coopérations d'ailleurs, n'auraient pas eu nécessairement pour conséquence de s'opposer aux intérêts des ouvriers. Au contraire, Markovitz soutient que les avantages retirés par certaines fractions de la classe ouvrière auraient renforcé leur désir de maintenir le statu-quo. Evidemment, pour l'auteur, il y aurait là matière à renforcer la thèse de l'aristocratie ouvrière.

Pourtant, ce serait une erreur de percevoir les ouvriers et les organisations syndicales africaines comme nécessairement conservateurs. Au Soudan et au Nigéria la classe ouvrière, sous la direction des leaders syndicaux, s'opposa aux partis bourgeois et, plus tard, au régime militaire. Markovitz, qui soutient la thèse de l'aristocratie ouvrière, ne manque pas cependant de signaler le rôle d'opposition parfois déterminant exercé par les organisations syndicales ouvrières.

In the post-independence period, trade unions helped precipitate political crises throughout the continent. In the Sudan, a general strike brought the downfall of the Abboud regime; in Nigeria, a general strike stimulated a head-on class between the State and the workers; in Dahomey, Congo-Brazzaville, Upper-Volta, the Central

African Republic, the Ivory Coast, and Guinea, trade unions were linked with efforts to overthrow governments. (Markovitz, I.L., 1977: 269).

Il faut préciser que si les leaders syndicaux se dissocient des gouvernements en place et s'opposent à leurs politiques, ce n'est pas toujours en vue d'instaurer des régimes socialistes ou à tendances progressistes. Markovitz souligne en effet que dans le cas de la Haute-Volta et du Bénin, les syndicats ont ouvert la voie à la mise en place de dictatures militaires. Il ne faudrait pas, cependant, voir la classe ouvrière syndiquée comme nécessairement manipulée. Remy et Lubeck montrent comment au Nigéria, dans une période de crise, les ouvriers débordèrent les syndicats et s'organisèrent pour désigner les leaders qui devaient diriger leur lutte pour la sécurité économique de certaines couches du prolétariat et la réduction des inégalités salariales. (Remy, D., 1975: 161-177 et Lubeck, P., 1975: 139-160).

Cette brève analyse, loin d'apporter des réponses claires et tranchées, nous inviterait plutôt à la prudence en ce qui concerne les jugements portés sur le syndicalisme africain.

Nous concluons avec Cohen et Sandbrook:

What can be said with certainty is that workers and trade unions are not as totally impotent as some writers imagined, nor, on the other hand, do their demands "scandalise" many non-wage-earners in the urban areas. Workers in independant capitalist African societies may not know fully "where to go"; but they do know where their rulers are going and they have shown that they are not prepared to acquiesce passively in their own exploitation. (Sandbrook, R. and R. Cohen, 1975: 316).

Il nous faut maintenant aborder l'analyse d'un groupe tampon, situé entre la paysannerie et le prolétariat, souvent appelé à jouer un rôle d'armée de réserve. Ce n'est pas à proprement parler une classe selon la définition énoncée plus haut. Ce groupe, que l'on nommera pré-prolétariat, est formé d'individus ayant quitté la campagne, se retrouvant en ville sans travail et y vivant souvent d'expédients. Leur départ peut être motivé par bien des raisons. Nous avons déjà présenté la thèse de Rey à ce propos. Nous pouvons ajouter ici que ces départs peuvent aussi être motivés par l'existence de structures héritées de la période coloniale et par la généralisation des rapports marchands dans les campagnes (incapacité à payer la dot en argent, ou d'accéder à la terre...). Ces émigrants n'ont que leur force de travail à offrir.

Au Congo en 1972, Bertrand note qu'un quart à un tiers de la population urbaine appartenait au pré-prolétariat. Il estime de plus que quinze pourcent de la population rurale appartiendrait à cette couche. Ce groupe serait formé d'individus n'ayant jamais quitté la campagne et d'autres revenus de la ville. (Bertrand, H., 1975: 106).

Ces groupes comptant de nombreux jeunes éduqués sont de tels foyers de mécontentement et de frustration que Fanon leur attribue un rôle déterminant dans le changement radical en Afrique. En analysant les forces de libération nationale lors de la période coloniale, il conclut: "For the lumpen-proletariat, that horde of starving men uprooted from their tribe and from their clan, constitutes one of the most spontaneous and the most radically revolutionary forces of a colonized people". (Fanon, F., 1963: 103). Plus loin, il ajoute:

The lumpen-proletariat, once it is constituted, brings all its forces to endanger the "security" of the town, and is the sign of the irrevocable decay, the gangrene ever present at the heart of colonial domination. So the pimps, the hooligans, the unemployed and the petty criminals, urged on from behind, throw themselves into the struggle for liberation, like stout working men. These classless idlers will by militant and decisive action, discover the path that leads to nationhood. They won't become reformed characters to please colonial society, fitting in with the morality of its rulers; quite on the contrary, they take for granted the impossibility of their entering the city save by hand grenades and revolvers. These workless-less-than-men are rehabilitated in their own eyes and in the eyes of history. (Fanon, F., 1963: 103-104).

Avant d'aller plus loin, il faut, à la manière de Cabral, distinguer dans le lumpen-prolétariat urbain deux groupes qu'il présente comme manquant de racines:

One of these two groups does not really deserve the name of "rootless", but we have yet to find a better name for them. The other group is easily identified and might easily be called our lumpen-proletariat, if we had anything in Guinea we could properly call a proletariat: they consist of beggars, layabouts, prostitutes, etc... Now it is on the first of these two rootless groups that we have concentrated particular attention, and it is a fact that they have played an important part in our liberation struggle. They consist of a large number of young folk lately come from the countryside, and retaining links with it, who are at the same time beginning to live a European sort of life. They are usually without any training and live at the expense of their petty-bourgeois or labouring families. (cité dans Davidson, B., 1969: 50-51).

Dans notre étude, nous réservons le terme de pré-prolétariat à ce second groupe. En ce qui concerne le premier, nous n'avons pas

rencontré un seul chercheur, mis à part Fanon, pour qui ce groupe joue un rôle quelconque dans la lutte pour le socialisme. Nous dirons plutôt qu'il participe au maintien du statu quo qui est sa raison d'être.

En réponse aux auteurs qui ont extrapolé à la période actuelle les conclusions de Fanon portant sur la lutte d'indépendance, on peut souligner que lorsqu'existe une occupation coloniale, l'organisation d'un front nationaliste est relativement simple dans la mesure où les rapports dominants-dominés sont clairs. Durant la période néo-coloniale, où ces rapports sont masqués, la conscience de classe n'est pas un phénomène quasi-spontané, mais devient un véritable processus.

Lorsqu'on connaît les caractères généraux du pré-prolétariat, on comprend qu'il ait pu, dans certains cas, jouer un rôle dans la lutte d'indépendance. Cependant, dans les luttes de classes contemporaines, il en va tout autrement dans la mesure où la prise de conscience des dominés pose des problèmes considérables. C'est ce qui explique sans doute que le mécontentement et la frustration du pré-prolétariat débouche rarement sur une action organisée et efficace. Souvent les solutions restent individuelles, à la mesure de l'instabilité des membres de ce groupe hétérogène.

Le pré-prolétariat est formé d'individus qui viennent s'offrir sur un double marché du travail urbain: le marché capitaliste et celui que l'on nommera bureaucratique-tribal.



Le marché capitaliste du travail est le seul ouvert à la concurrence dans la mesure où les détenteurs des moyens de production et les employeurs restent en majorité des groupes capitalistes étrangers. Cela entraîne que dans le plupart des cas, l'offre de travail n'est pas liée aux conditions spécifiques des formations sociales africaines.

Quant au marché bureaucratique-tribal, il constitue l'aboutissement de l'alliance entre la bourgeoisie bureaucratique et les hiérarchies lignagères. Ce n'est en aucun cas un marché libre du travail dans la mesure où :

Les hiérarchies bureaucratiques ne cherchent pas à travers ce marché à acquérir de nouvelles forces de travail dont elles ne savent d'ailleurs que faire: la marchandise qui circule sur ce marché n'est donc pas à proprement parler la force de travail prolétaire en tant que telle, mais un lien politique de type lignager ou tribal. (Bertrand, H., 1975: 110).

On échange en fait un soutien politique contre une rémunération.

L'ampleur de ce marché varie selon les formations sociales; elle rend compte à la fois de la pression du pré-prolétariat et de la force des rapports lignagers. Sur un tel marché les candidats à l'emploi ne partent pas sur un pied d'égalité. Dans la mesure où ce marché est fondé sur le privilège, ce sont les individus issus de lignages puissants ou apparentés à des personnages occupant des postes clefs dans l'administration ou les secteurs politiques qui pourront prétendre avoir accès à ce marché du travail. On ne saurait minimiser les conséquences idéologiques d'un tel système. Il a pour effet de brouiller systématiquement les vrais rapports

de classes et d'exacerber les antagonismes tribaux.

Le pré-prolétariat, groupe instable par excellence, est donc utilisé par les couches dominantes comme instrument de stabilisation. En effet, sur le marché du travail, sa présence en tant qu'armée de réserve freine la combativité ouvrière. De plus, comme une partie de sa survie repose sur le système lignager, le pré-prolétariat représente une main d'oeuvre extrêmement bon marché adaptée au travail saisonnier.

A partir de ces remarques, peut-on percevoir ce groupe comme une force révolutionnaire importante ou au moins comme une force d'appoint dans la lutte du prolétariat? Les exemples historiques tendent à démontrer le contraire. Bertrand souligne par exemple l'erreur de certains révolutionnaires congolais qui, ayant voulu organiser un mouvement s'appuyant sur cette couche, ont échoué doublement: d'abord dans l'organisation du mouvement même, et ensuite en suscitant une répression violente que la situation objective ne justifiait pas.

Une fraction importante de ce pré-prolétariat, comme nous l'avons noté plus haut, vit d'expédients, et certains auteurs ont vu dans ces petits métiers classés dans le secteur informel de l'économie, une forme d'occupation qu'on pouvait rattacher à une certaine tradition artisanale. En fait, la production artisanale destinée à l'échange qui était née dans la société lignagère, a disparu en grande partie, et cela rapidement, pendant la période coloniale.

L'artisanat actuel est précisément le fruit de la colonisation. Apparu à l'intérieur du capitalisme, cet artisanat produit aujourd'hui en grande partie des biens que produit le capitalisme et entre ainsi plus ou moins en concurrence avec lui. Ces petits artisans sont placés dans des conditions telles qu'il leur est souvent difficile et parfois impossible de reproduire à la fois leur force de travail et leurs moyens de production. La majorité des petits artisans et commerçants vivent ainsi entre la condition pré-prolétarienne et la possibilité, toujours provisoire, de pouvoir acquérir certains moyens de production. C'est souvent grâce à la solidarité familiale ou lignagère que peuvent se reproduire ces mille activités.

Les petits producteurs et les petits artisans sont dans une situation doublement précaire: au niveau du marché où le secteur capitaliste les repousse vers la clientèle mal solvable, et au niveau de l'accès au capital, dans la mesure où ils ne peuvent prétendre à l'aide bancaire et au crédit. Il s'ensuit une différenciation importante entre le pré-prolétariat coupé du capital et d'autres groupes sociaux ayant accès au crédit et pouvant donc investir. Nous pensons en particulier à la bourgeoisie bureaucratique qui, comme nous l'avons vu, investit dans un grand nombre d'activités de services (taxis, cafés, restaurants, transports), et même dans l'agriculture.

Il faut distinguer ce groupe de petits commerçants et artisans que l'on rattache au pré-prolétariat des quelques artisans et nombreux commerçants qui ont un capital privé et jouissent donc d'une situation stable. Nous les rattacherons naturellement à la petite bourgeoisie.

En tant que classe, la petite bourgeoisie apparaît divisée, hétérogène, et ayant en son sein de multiples contradictions. Dans les formations sociales africaines, la petite bourgeoisie est la classe qui a dirigé la lutte de libération nationale. C'est d'elle que sont issus les principaux dirigeants des mouvements d'indépendance. C'est aussi une fraction de cette classe qui a pu accéder au pouvoir et devenir la bourgeoisie bureaucratique actuelle. Un des caractères importants de cette bourgeoisie est qu'elle est en grande majorité urbaine bien que l'on puisse ranger dans cette classe les petits propriétaires d'exploitations agricoles et les petits éleveurs. Pourtant, la masse des petits bourgeois sera constituée par les cadres de la fonction publique et de l'entreprise privée. Nous incluerons aussi les commerçants, les enseignants et les intellectuels en général.

Le rôle politique de cette classe, et en particulier sa place dans une stratégie du changement social, ont soulevé de vives polémiques parmi les chercheurs. Pour Nkrumah, "theorists arguing that proletariat and petty-bourgeoisie should join together to win the peasantry, in order to attack the bourgeoisie, ignore the fact that the petty-bourgeoisie will always, when it comes to the pinch, side with the bourgeoisie to preserve capitalism". (Nkrumah, K., 1970: 58).

Il semblerait cependant que la réponse à cette question ne soit pas aussi évidente. En effet, en dehors du continent africain, l'expérience cubaine a démontré que des militants petit-bourgeois pouvaient diriger une révolution socialiste: Shivji reconnaît d'ailleurs que l'ambiguïté de cette classe se manifeste surtout au niveau politique: selon

les circonstances elle s'alliera soit avec le prolétariat, soit avec la bourgeoisie.

C'est cependant ~~la~~ lutte pour l'indépendance qui mit le mieux en évidence le rôle catalyseur de cette petite bourgeoisie. Cabral avance:

La situation coloniale qui n'admet pas le développement d'une pseudo-bourgeoisie autochtone et dans laquelle les masses populaires n'atteignent pas en général le degré nécessaire de conscience politique avant le déclenchement du phénomène de libération nationale, offre à la petite bourgeoisie l'opportunité historique de diriger la lutte contre la domination étrangère, pour être, de par sa situation objective et subjective (niveau de vie supérieur à celui des masses, contacts plus fréquents avec les agents du colonialisme et donc, plus d'occasions d'être humiliés, degré d'instruction et de culture plus élevé, etc...) la couche qui prend le plus rapidement conscience du besoin de se libérer de la domination étrangère. (Cabral, A., 1975, T1: 301).

On constate tout d'abord qu'une fraction de la petite bourgeoisie se révèle engagée au niveau de l'action dans la lutte pour l'indépendance. C'est celle qui est passée de l'idée de nationalisme à l'idée de libération nationale. Les autres fractions, soit oscillent sans cesse entre la libération et le colonisateur, soit sont trop compromises avec l'occupant. Cabral ne limite pourtant pas son analyse à la période coloniale, mais tente de transposer ses conclusions, en les nuancant, à la période néo-coloniale.

Il constate d'abord que la structure horizontale de la société autochtone et l'absence d'un pouvoir politique africain, a facilité la

création, durant la période coloniale, d'un front uni de lutte pour l'indépendance au nom du nationalisme. Dans le cas néo-colonial, la structure verticale de la société et l'existence d'un pouvoir politique constitué par des africains, rendent difficile la création d'un front uni de lutte anti-impérialiste. Cabral précise:

D'un côté, les effets matériels (principalement la nationalisation des cadres et l'augmentation de l'initiative économique de l'élément indigène, en particulier sur le plan commercial) et psychologiques (orgueil de se croire dirigé par ses propres compatriotes, exploitation de la solidarité d'ordre religieux ou tribal entre quelques dirigeants et une fraction des masses populaires) contribuent à mobiliser une partie considérable des forces nationalistes. (Cabral, A., 1975, T1, 298-299).

Pourtant, certains autres phénomènes s'opposent à cette dynamique et suscitent une conscientisation des masses. Il s'agit en particulier de la répression exercée par l'Etat contre les forces progressistes, de l'aggravation des contradictions de classes, de la détérioration de la vie rurale et de la persistance des signes de la domination étrangère. Ces phénomènes qui deviennent de plus en plus visibles éveillent la conscience de larges fractions des classes dominées. Selon Cabral, le prolétariat rural et urbain forme la vraie avant-garde populaire de la lutte de libération nationale. Il ajoute cependant:

Mais elle ne pourra réaliser complètement sa mission dans le cadre de cette lutte (qui ne finit pas avec la conquête de l'indépendance) si elle ne s'unit pas solidement avec les autres couches exploitées, les paysans en général (employés, fermiers, métayers, petits propriétaires agricoles) et la petite bourgeoisie nationaliste. (Cabral, A., 1975, T1: 299).

Susciter une telle alliance est, selon Cabral, le rôle d'une organisation politique. Il faut ajouter que, pour la libération totale des formations sociales africaines, les classes dominées ne doivent pas seulement s'accaparer du pouvoir, elles doivent de plus en changer la nature. Il faut détruire la structure capitaliste implantée par l'impérialisme et, pour cela, prendre une option socialiste.

C'est cette destruction nécessaire qui va permettre à la petite bourgeoisie de jouer un rôle décisif. En effet, elle a le choix entre: "maintenir le pouvoir que la libération nationale met entre ses mains" et, en cela, laisser "agir librement ses tendances naturelles d'embourgeoisement" ou bien ne pas trahir les objectifs de la révolution et, pour cela, "se suicider en tant que classe" pour réapparaître comme travailleur révolutionnaire. Cabral conclut: "Cela nous montre, dans une certaine mesure, que si la libération nationale est essentiellement un problème politique, les conditions du développement lui prêtent certaines caractéristiques qui appartiennent au domaine moral". (Cabral, A., 1975, T1: 303).

On a pu reprocher à Cabral la place accordée à la morale dans les choix politiques des fractions de la petite bourgeoisie. Gabriel est clair à ce propos:

En fait, si Cabral propose naïvement à la petite bourgeoisie de se suicider, tout en la gratifiant du caractère de "révolutionnaire", et tout en lui reconnaissant une fonction historique dirigeante, c'est qu'il conçoit encore les rapports de classe au

sein de la Nation dominée, comme idéologues et moraux et non pas en termes de contradictions objectives. (Gabriel, C., 1978: 48-50).

Pour répondre aux critiques formulées par Gabriel, il nous faut considérer la catégorie sociale des intellectuels que l'on placerait pour la plupart au sein de la petite bourgeoisie.

Selon Löwy, les intellectuels se définissent par leur rôle idéologique: "... ils sont les producteurs directs de la sphère idéologique, les créateurs de produits idéologico-culturels". (Löwy, M., 1976: 17). Même s'il précise que les intellectuels n'appartiennent pas à une classe déterminée, nous avancerons qu'en Afrique, pour des raisons historiques, c'est principalement dans la petite bourgeoisie qu'ils se situent.

Pourquoi donner une importance particulière aux membres de cette catégorie? Cela est dû à la capacité de certains d'entre eux de devenir révolutionnaires et de s'allier avec les classes dominées. Ils jouent leur rôle de catalyseurs en apportant aux masses africaines la connaissance des structures sociales. Le rôle que l'Histoire en Afrique a posé sur leurs épaules est d'autant plus grand que l'hétérogénéité des classes dominées, aussi bien au niveau de l'infra que de la superstructure, le taux d'analphabétisme, le manque d'organisation populaire, rejettent sur la catégorie des intellectuels révolutionnaires la responsabilité de mettre en oeuvre un processus de conscientisation et d'organisation indispensable à la mobilisation des forces pour le changement.

Selon Benot,

On ne saurait s'étonner du rôle joué par cette mince couche d'intellectuels dans la période des indépendances elles-mêmes: ils étaient les seuls, en raison non seulement de l'obscurantisme de la politique coloniale, mais aussi et surtout de l'hétérogénéité historique des unités territoriales de la colonisation, à pouvoir apporter l'idée même d'une libération à l'échelle nationale, seuls aussi à pouvoir replacer les problèmes africains dans le contexte des transformations des rapports de force à l'échelle mondiale. (Benot, Y., 1975, T2: 9).

Le problème reste cependant d'expliquer le passage de l'identification à la classe petite-bourgeoisie à l'identification au prolétariat et à la paysannerie. Gramsci pense que les intellectuels peuvent être arrachés au bloc réactionnaire petit-bourgeois. Cela s'avère possible, dit-il, lorsque la superstructure précédente se trouve en crise. (Macciocchi, M.A., 1974: 214).

Il reste cependant à répondre à la question: "Comment un intellectuel africain devient-il révolutionnaire?" C'est sans doute Löwy qui s'est penché sur ce problème avec le plus de systématisation lors d'une étude portant sur les intellectuels révolutionnaires dans le cadre des sociétés occidentales. Nous allons considérer dans quelle mesure certaines de ses propositions sont applicables à l'Afrique.

Avant d'entamer une discussion au niveau de la superstructure, il nous faut préciser qu'un certain nombre de raisons motivant la radicalisation de certains intellectuels peuvent être décelées à celui de

l'infrastructure. Un bon nombre d'activités exercées par des intellectuels africains - nous pensons en particulier à certaines catégories d'enseignants - se rapprochent par bien des côtés d'une situation prolétarienne. Il est en effet possible, même en Afrique, de parler d'une prolétarianisation de certaines couches de la petite bourgeoisie, dans le sens d'une détérioration continue des conditions de vie en général. Ainsi, "ce rapprochement objectif de la condition prolétarienne a comme résultat fréquent (mais non nécessaire) une révolte amère et virulente contre le capitalisme [dans le cas présent il s'agit de l'impérialisme] responsable de cette "déclassification brutale"." (Löwy, M., 1976: 21).

Pourtant, à cause de leur position particulière dans le procès de production, l'analyse du rôle décisif des intellectuels passe par des considérations d'ordre superstructurel.

Nous avons longuement parlé de la domination du politique. En fait, cette domination ne peut se comprendre si on ne considère pas le rôle décisif de l'idéologique qui soutient et renforce le politique.

Ainsi, les intellectuels, éloignés de la production matérielle et dont la fonction est définie essentiellement en terme idéologique, accorderont l'importance la plus grande aux idéologies et aux valeurs. C'est à ce niveau que l'analyse s'impose.

La superstructure en Afrique est constamment en crise. D'un côté, le pouvoir bourgeois privé de bases économiques solides essaye, la

plupart du temps par la force, de gagner une certaine légitimité. Pour cela, il lui faut obtenir une dominance idéologique qui est empêchée par la superstructure persistence des modes de production pré-capitalistes.

Cette crise est vécue de façon aigüe par les intellectuels à cause de leur rôle superstructurel et aussi de leur propre idéologie. En effet, en eux apparaît une contradiction ne pouvant se résoudre que par un choix déchirant. Selon Löwy, les intellectuels vivraient dans un univers régi par des valeurs éthiques d'ordre qualitatif. Ils se trouveraient donc en contradiction avec l'univers capitaliste régi par des valeurs essentiellement quantitatives. De plus -et cela est décisif- "l'univers quantitatif est constamment en expansion, menaçant d'absorber et de dénaturer les valeurs qualitatives, de les dissoudre, digérer, et de les réduire à leur valeur d'échange". (Löwy, M., 1976 : 22).

Ainsi, l'intellectuel est acculé à un choix : se rallier à la bourgeoisie en place et capituler en reniant son univers de valeurs, ou devenir anti-capitaliste, voire révolutionnaire. Il apparaît donc que l'évocation d'un choix moral tel que formulé par Cabral ne tombe pas nécessairement dans le volontarisme le plus étroit comme semble le laisser entendre Gabriel. Le choix auquel est confronté l'intellectuel africain déterminé comme nous l'avons vu par des facteurs objectifs et subjectifs, ce choix donc, est d'autant plus impératif que la crise superstructurelle investit un milieu où règnent la misère et la violence institutionalisée.

Le fait qu'au nom de principes humanistes certains intellectuels se retournent contre la bourgeoisie et l'impérialisme de manière quasi

instinctive ou viscérale, ne manque pas de poser de graves problèmes, surtout lorsqu'ils essaient d'organiser des mouvements paysans. Markovitz note à ce propos le cas d'étudiants éthiopiens qui, au nom de l'égalité et de la justice, partirent en mission dans les villages les plus reculés pour détruire les "vestiges du féodalisme" et eurent à subir un accueil particulièrement hostile de la part des paysans qu'ils voulaient libérer. (Markovitz, I.L., 1977: 348).

La multiplicité d'exemples semblables devrait attirer l'attention sur la nécessité de prendre les peuples africains tels qu'ils sont, de connaître leurs structures sociales, leurs organisations politiques et leurs modes de production. Une fois cette condition remplie, pourra alors s'effectuer l'articulation nécessaire entre les interpellations de classes et certaines interpellations ethniques. Pourtant, comme nous l'avons vu dans le chapitre où nous avons traité de cette question, une telle stratégie présente encore de nombreuses difficultés: c'est sans doute ce qui explique que jusqu'à présent, ce sont souvent les fractions progressistes de l'armée qui ont pu organiser les coups d'état permettant d'espérer des changements radicaux - espoir déçu le plus souvent.

En fait, on peut dire, à l'instar de Cabral, que la possibilité d'une alliance des classes exploitées existe et dépendra pour beaucoup du rôle catalyseur de fractions de la petite bourgeoisie et des couches intellectuelles en particulier. Il faut cependant reconnaître que dans la situation néo-coloniale, le succès de cette entreprise est compromis dans l'immédiat par bien des obstacles situés au niveau de chaque instance,

pouvant être surmontés non pas à partir de recettes toutes faites, mais en fonction d'une prise en compte de la spécificité de chaque formation sociale.

Dans certaines conditions, il sera possible d'effectuer une lutte pour l'hégémonie des masses dominées et ainsi d'être prêt à destituer l'Etat de son caractère bourgeois et de le remplacer par une démocratie socialiste lors de la prise du pouvoir. Cependant, le plus souvent, cet ordre idéal: hégémonie, prise de pouvoir, est renversé dans la mesure où la stratégie à long terme laisse souvent le pas à l'exigence de s'attaquer "au plus pressé", c'est à dire renverser une dictature devenue insoutenable. La construction du socialisme se pose alors comme un second moment avec souvent pour seule arme la détermination d'une poignée d'individus. Nous dirons avec Olivier

Certes, pour un tel objectif, les détours les plus longs et les plus complexes sont parfois nécessaires; il n'y a ni victoires faciles, ni succès heureux. Et la marche sera nécessairement longue pour les révolutionnaires africains. Mais au moins y a-t-il là une perspective autrement plus exaltante que le badigeonnage en rouge des bureaucraties et l'africanisation du capitalisme. (Olivier, J.P., 1975: 1775).

CONCLUSION

L'analyse du changement social passe nécessairement par celle des classes sociales. Nous pensons avoir montré que l'Afrique ne fait pas exception et qu'à l'encontre de ce qu'affirment les tenants d'une Afrique sans classe, la dimension classiste n'est pas un phénomène nouveau dans le continent noir.

Par ailleurs, nous avons réfuté les thèses dualistes et celles des chercheurs qui, se référant à divers modèles théoriques, ont longuement parlé de la désintégration plus ou moins achevée des sociétés pré-capitalistes et des rapports qui en constituaient la charpente. Ils ont aussi argumenté sur la fin du pouvoir des hiérarchies traditionnelles comme si de tels phénomènes s'étaient déjà réalisés.

Dans cette étude, nous avons essayé de montrer que la situation interne aux formations sociales africaines est beaucoup plus complexe et offre plus de variété que ne le laissent prévoir bon nombre d'analyses.

C'est à partir du concept central d'articulation de modes de production que nous avons pu mettre en évidence l'adaptation plus ou moins réussie des modes de production pré-capitalistes et leur articulation spécifique au mode de production capitaliste dominant.

Le caractère récent de cette articulation et le rôle déterminant joué par la période coloniale dans l'imposition d'un capitalisme importé, nous ont permis d'avancer l'hypothèse de la dominance du politique

qui, selon nous, trouve son expression achevée dans les liens complexes qui à la fois unissent et séparent le pouvoir moderne et les hiérarchies traditionnelles. Cette hypothèse nous paraît importante à plus d'un titre, et tout particulièrement au niveau d'une analyse du changement social.

La dominance du politique va donner un caractère décisif à la lutte au niveau de la superstructure. En effet, la grande majorité de la population africaine n'est intégrée qu'indirectement aux relations de production du mode dominant. On a pu constater aussi la présence de couches ou de fractions de classes de transition situées aux marges des modes articulés. Ajoutons que même les fractions de la population intégrées de manière stable au capitalisme ont toujours des liens, si ce n'est que familiaux, avec certains secteurs apparentés aux modes de production pré-capitalistes. Il s'ensuit une conscience de classe diffuse, renforcée par la permanence en chaque individu des caractéristiques persistantes de la superstructure antérieure.

Il apparaît donc clairement que l'appartenance ethnique n'est pas une simple idéologie manipulatrice orchestrée par la classe au pouvoir, mais repose sur des réalités on ne peut plus concrètes. Elle devient du même coup une dimension à partir de laquelle se déterminent certaines interpellations démocratico-populaires, largement répandues, devant être intégrées aux interpellations de classe dans la stratégie conduisant au changement social.

L'analyse des classes en Afrique nous a permis de mettre en cause les approches économicistes qui dominent l'analyse marxiste des classes et d'aborder, avec toutes les limites inévitables, celle du rôle de la superstructure qui nous semble trouver en Afrique une expression plus évidente que dans les formations sociales dites développées. En ce sens, l'Afrique noire nous paraît un champ privilégié pour l'analyse théorique de la superstructure à partir de son autonomie relative et donc de sa propre dynamique. Nous avons conscience de n'avoir fait qu'effleurer cette question théorique fondamentale dans ce travail.

Il nous resterait à parler de la bourgeoisie étrangère, mais cela nous renverrait directement à l'étude de l'impérialisme, sujet qui déborde largement les limites que nous nous étions fixées. Nous nous sommes cependant efforcé, tout en mettant l'accent sur l'analyse des classes internes aux formations sociales africaines, de ne pas minimiser le rôle de cette classe impérialiste qui possède et contrôle les principaux moyens de production (en particulier ceux du secteur I des biens de production), mais dont les intérêts et les luttes débordent les formations sociales analysées.

Il faut cependant apporter quelques précisions concernant la place de l'impérialisme dans cette étude. Une lecture rapide de ce travail pourrait donner l'impression que nous minimisons les conséquences des rapports impérialistes sur le sous-développement des formations sociales d'Afrique noire.

Tout d'abord, il convient de dire que les études portant sur l'Afrique et mettant principalement l'accent sur les effets de l'impérialisme se limitent souvent aux dimensions économiques. L'histoire de l'Afrique se trouve réduite en quelque sorte aux divers stages de son insertion dans le système capitaliste mondial. L'histoire propre à chaque formation africaine est donc ignorée dans la mesure où elle est réduite au développement historique du capitalisme. Nous avons d'ailleurs suggéré que les thèses de Gunder Frank ont largement alimenté ce type d'analyses.

La raison d'être de toute recherche devrait être, selon nous, de donner des fondements théoriques nécessaires à la pratique sociale. Cette pratique, qui a pour objet le changement social, s'effectue encore essentiellement au niveau de chaque formation sociale insérée dans le système capitaliste mondial. La dichotomie facteurs internes-facteurs externes nous paraît trompeuse. Nous affirmerons avec Poulantzas qu'

il n'y a pas à proprement parler, dans la phase actuelle de l'impérialisme, d'un côté des facteurs externes qui agissent purement de l'"extérieur", d'un autre des facteurs internes "isolés", dans leur "espace" propre et qui surclassent les premiers, ainsi conçus. Poser le primat des facteurs internes signifie que les coordonnées de la chaîne impérialiste "extérieure" à chaque pays - rapport de force mondial, rôle de telle ou telle grande puissance, etc. - n'agissent sur ces pays que par leur intériorisation, en s'articulant à leurs contradictions propres: contradictions qui, elles-mêmes, apparaissent par certains de leurs aspects, comme la reproduction induite, au sein des divers pays, des contradictions de la chaîne impérialiste. Bref, parler, en ce sens, de facteurs internes, c'est retrouver le vrai

rôle que joue l'impérialisme - développement inégal - dans l'évolution des diverses formations sociales. (Poulantzas, N., 1975: 23).

En fait, c'est au niveau de la formation sociale que sont re-produits concrètement les rapports de production et leurs agents. C'est à ce niveau que l'analyse marxiste des classes nous paraît indispensable.

Cela a aussi pour effet de lever le voile sur certaines mystifications qu'ont contribué à renforcer - souvent malgré leurs auteurs - un certain nombre de thèses axées sur une conception mécanique des facteurs externes et qui, en mettant la responsabilité du sous-développement africain sur les seules forces impérialistes, ont conduit les dirigeants africains à écarter l'examen de leurs propres erreurs et à minimiser, voire ignorer, les conjonctures internes qui ont permis les interventions efficaces des forces extérieures. Il ne s'agit pas évidemment d'ignorer ces interventions qui existent bel et bien, même si ce n'est qu'indirectement. Mais sauf dans certains cas extrêmes d'interventions directes, elles ne peuvent jouer leur rôle qu'articulées aux rapports de force internes qui jouissent ainsi la plupart du temps d'une autonomie relative.

Les dimensions de notre entreprise doivent nécessairement nous inviter à en préciser les limites. Il reste en effet bien des questions en suspens. La plus urgente consiste peut-être à se demander si les propositions avancées dans notre étude peuvent être appliquées aux pays africains dits progressistes se réclamant du socialisme. Nous n'avons fait qu'effleurer ici cette question qui devrait faire l'objet d'une recherche systématique.

A partir des quelques évidences énoncées dans cette étude, nous serions tenté de répondre par l'affirmative. On peut généraliser à tous les pays africains l'incapacité actuelle de prendre en main le secteur industriel une fois nationalisé. Cela ne peut rendre que partielle toute radicalisation. Des pays tels que l'Angola et le Mozambique par exemple, considérés parmi les plus progressistes d'Afrique sont contraints encore aujourd'hui à satisfaire les intérêts des compagnies étrangères contrôlant une partie des secteurs clefs de l'économie.

Sans vouloir tomber dans la simplification abusive et l'économicisme étroit, nous réaffirmerons que la situation économique des pays africains ne permet que rarement des changements radicaux si ce n'est au niveau des conditions de vie immédiates, longtemps les plus négligées. Coquery-Vidrovitch résume bien la situation:

quelles que fussent la rigueur personnelle et la bonne volonté de l'équipe au pouvoir, les difficultés inhérentes à ces pays exigus, où une mince couche dirigeante se trouvait à peu près totalement coupée des masses rurales, rendaient à court terme le succès quasiment impossible. L'absence de contrôle effectif de l'appareil d'Etat, la rareté, l'incurie ou la corruption des cadres et des techniciens et la pénurie financière entraînèrent la gestion défectueuse d'un secteur public régulièrement déficitaire. Les réalisations positives, notamment dans le domaine scolaire ou sanitaire, ne suffirent pas à compenser l'aggravation du modèle économique ou social accentué par une inflation galopante. Le tout provoqua la désaffection ou l'exode aussi bien des élites que d'une masse rurale misérable et sensible aux tracasseries d'un appareil bureaucratique trop souvent inutilement maladroit. (Coquery-Vidrovitch, C., 1974: 428).

Ainsi, il nous paraît utile dans un premier temps, d'appliquer à ces pays les lignes de force que nous avons tenté de faire ressortir dans ce travail. Il est aussi bien entendu que nos propositions constituent autant d'hypothèses que pourront évaluer des études spécifiques subséquentes. Notre but n'était que de réaliser une étape nécessaire et préalable permettant d'effectuer des études de cas sans tomber dans les pièges du particularisme et du descriptif, solutions tentantes lorsqu'on fait face à un phénomène aussi complexe sans avoir à sa disposition d'indispensables instruments théoriques, ou au moins certaines propositions d'ordre général.

OUVRAGES CITES

- ALTHUSSER, L. Positions. Editions sociales, Paris, 1976.
- AMIN, S. L'accumulation à l'échelle mondiale. Anthropos, Paris, 1970.
- AMIN, S. "Le modèle théorique d'accumulation et de développement dans le monde contemporain" dans Tiers monde. XIII, no. 52, 1972 a).
- AMIN, S. "Sous-développement et dépendance en Afrique noire: les origines historiques et les formes contemporaines" dans Tiers monde. XIII, no. 52, 1972.
- AMIN, S. Le développement inégal, essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique. Minuit, Paris, 1973.
- AMIN, S. "Le capitalisme et la rente foncière" dans La question paysanne et le capitalisme. Anthropos, Paris, 1974.
- AMIN, S. "Sociétés précapitalistes et capitalisme" dans A.G. Frank et S. Amin, L'accumulation dépendante. Anthropos, Paris 1978.
- AMIN, S. Classe et nation. Minuit, Paris, 1979.
- ARRIGHI, G. "International corporations, labor aristocracie, and economic development in Tropical Africa" in G. Arrighi and J. Saul Essays on political economy of Africa. Monthly Review Press, New York, 1973.
- ARRIGHI, G. et SAUL, J. "Socialism and economic development in Tropical Africa" in The Journal of Modern African studies. VI, no. 2, 1968.
- ARRIGHI, G. et SAUL, J. Essays on the political economy of Africa. Monthly Review Press, New York, 1973.
- BALANDIER, G. Sens et puissance. P.U.F., Paris, 1971.
- BALIBAR, E. "Sur les concepts fondamentaux du matérialisme historique" dans Lire le Capital. Maspero, Paris, 1968.
- BALIBAR, E. Cinq études du matérialisme historique. Maspero, Paris, 1975.

- BARBE, R. Les classes sociales en Afrique noire. Economie et politique, Paris, 1964.
- BAREL, Y. La reproduction sociale. Anthropos, Paris, 1973.
- BARRATT BROWN, M. The economics of imperialism. Penguin, London, 1976.
- BAUER, P.T. "Lewis theory of economic growth" in American economic review. XLVI, no. 4, 1956.
- BELTRAN, L. "Dualisme et pluralisme en Afrique tropicale indépendante" dans Cahiers internationaux de sociologie. XLVII, juillet-décembre 1969.
- BENOT, Y. Indépendances africaines: idéologies et réalités. Maspero, Paris, 1975.
- BERTRAND, H. Le Congo: formation sociale et mode de développement économique. Maspero, Paris, 1975.
- BETTELHEIM, C. "Remarques théoriques" dans l'échange inégal d'Emmanuel A. Maspero, Paris, 1969.
- BONTE, P. "Classes et parenté dans les sociétés segmentaires" dans Dialectiques. No. 21, 1977.
- BOTTE, R. "Processus de formation d'une classe sociale dans une société africaine précapitaliste" dans Cahiers d'études africaines. XIV, no. 56, 1974.
- BOTTOMORE, T.B. Classes in modern society. Pantheon Books, New York, 1966 a).
- BOTTOMORE, T.B. Elites and society. Penguin Books, Harmondsworth, 1966.
- BRADBY, B. "The destruction of natural economy" in Economy and society. IV, no. 2, 1975.
- BRAUDEL, F. La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II. Armand Colin, Paris, 1949.
- BRETTON, H. Power and politics in Africa. Aldine, Chicago, 1973.
- CABRAL, A. Revolution in Guinea. Monthly Review Press, London, 1969.
- CABRAL, A. Unité et lutte. Maspero, Paris, 1975.

- CAMPBELL, B. "Social change and class formation in a French African state" in Revue canadienne des études africaines. VIII, no. 2, 1974.
- CARDOSO, F.H. "Dependency and development in Latin America" in New Left Review. No. 74, July-August, 1972.
- COQUERY-VIDROVITCH, C. "Recherches sur un mode de production africain" dans La pensée. No. 144, avril 1969.
- COQUERY-VIDROVITCH, C. "De l'impérialisme ancien à l'impérialisme moderne: l'avatar colonial" dans Sociologie de l'impérialisme. Anouar Abdel-Malek (éd.). Anthropos, Paris, 1971.
- COQUERY-VIDROVITCH, C. L'Afrique noire de 1800 à nos jours. P.U.F., Paris, 1974.
- MORRIOT, H.
- COQUERY-VIDROVITCH, C. "Les limites de l'indépendance économique" dans Le monde diplomatique. Janvier 1976.
- CORNEVIN, R. Histoire de l'Afrique. (T.2). Payot, Paris, 1966.
- DAHRENDORF, R. Class and class conflict in industrial societies. Stanford University Press, Stanford, 1969.
- DAVIDSON, B. African kingdoms. Time Life Books, New York, 1971.
- DAVIDSON, B. L'Angola au coeur des tempêtes. Maspero, Paris, 1972.
- DAVIDSON, B. Africa in history. Collier Books, New York, 1974.
- DAVIDSON, B. "Armées 'orthodoxes', armées de libération" dans Le monde diplomatique. Janvier 1976.
- DeANDRADE, M. et OLLIVIER, M. The war in Angola. Publishing House, Dar Es Salam, 1975.
- DECOSTA, M. "Le modèle de la société dualiste dans les sciences humaines" dans Cahiers internationaux de sociologie. XLIX, juillet-décembre 1970.
- DeSOUZA CLINGTON, M. Angola libre? N.R.F., Paris, 1975.
- DIOP, M. Histoire des classes sociales dans l'Afrique de l'Ouest: le Sénégal. Maspero, Paris, 1972.
- DOS SANTOS, T. "The concept of social classes" in Science and society. Summer 1970.
- ELKAN, W. Migrants and proletarians. Oxford University Press, Oxford, 1960.

- EMMANUEL, A. L'échange inégal. Maspero, Paris, 1969.
- EMMANUEL, A. "L'état de la transition" dans L'homme et la société. Octobre-décembre 1977.
- FANON, F. The wretched of the earth. Penguin, New York, 1963.
- FIRST, R. "Les nouveaux masques" dans Le monde diplomatique. Décembre 1975.
- FOUGEYROLLES, P. "La question des classes dans les sociétés africaines" dans Connaissance du tiers-monde. U.G.E. Paris, 1977.
- FOSTER-CARTER, A. "The mode of production controversy" in New Left Review. 1978.
- FRANK, A.G. Capitalism and underdevelopment in Latin America. Monthly Review, New York, 1969.
- FRANK, A.G. Latin America: underdevelopment or revolution. Monthly Review Press, New York, 1969.
- FRANK, A.G. L'accumulation dépendante. Anthropos, Paris, 1978.
- GABRIEL, C. Angola: le tournant africain? La brèche, Paris, 1978.
- GENNE, M. "La tentation du socialisme au Bénin" dans Etudes internationales. IX, no. 3, septembre 1978.
- GODELIER, M. Un domaine contesté: l'anthropologie économique. Mouton, Paris, 1974.
- GODELIER, M. "Economie" dans Eléments d'ethnologie. R. Cresswell (éd.). Armand Colin, Paris, 1975.
- GOUSSAULT, Y. "Stratifications sociales et coopération agricole" dans Tiers-monde. XIV, no. 54, 1973.
- GULLIVER, P. Tradition and transition in East Africa. (introduction). Berkeley and Los Angeles, 1969.
- HOFFER, R. La politique commerciale de la France. Paris, 1939.
- JACKSON, R.H. "Political stratification in sub-saharan Africa" in Revue canadienne des études africaines. VII, no. 3, 1973.

- KEITA, M. "The single party in Africa" dans Présence africaine. II, no. 30, 1960.
- KIWANUKA, S. From colonialism to independence. East African Literature, Dar Es Salam, 1973.
- KOM, D. "The co-operative movement in the Cameroons" in African social studies, a radical reader. Gutkind, P. et Waterman, P. (ed.). Monthly Review Press, New York, 1977.
- KULA, W. Théorie économique du système féodal. Mouton, Paris, 1970.
- LACLAU, E. Politics and ideology in marxist theory. New Left Review, London, 1977.
- LENINE, V.I. Selected works vol. III. International Publishers, New York, 1967.
- LENINE, V.I.. L'impérialisme stade suprême du capitalisme. Editions sociales, Paris, 1975.
- LEWIS, W.A. "Economic development with unlimited supplies of Labour" in Manchester school economic social studies. May 1954.
- LLOYD, P.C. The new elites of tropical Africa. Oxford University Press, Oxford, 1966.
- LLOYD, P.C. Africa in social change. Penguin, Harmondsworth, 1967.
- LOWY, M. Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires. P.U.F., Paris, 1976.
- LUBECK, P. "Unions, workers and consciousness in Kano, Nigeria: a view from Below" in The development of an african working class. Sandbrook, R. and Cohen, R. (ed.), University of Toronto Press, Toronto, 1975.
- LUKACS, G. Histoire et conscience de classes. Minuit, Paris, 1960.
- MACCIOCCHI, M.A. Pour Gramsci. Seuil, Paris, 1974.
- MAFEJE, A. "The ideology of tribalism" in The journal of modern African studies. IX, no. 2, 1974.
- MARKOVITZ, I.L. Power and class in Africa. Prentice Hall, Englewoods Cliffs, 1977.

- MARTIN, M.L. La militarisation des systèmes politiques africains, 1960-1972: une tentative d'interprétation. Naaman, Sherbrooke, 1976.
- MARX, K. Le capital. (T.I.). Garnier Flammarion, Paris, 1969.
- MARX, K. Le capital. Editions sociales, Paris, 1976.
- MARX, K. et ENGELS, F. Manifeste du parti communiste. Editions sociales, Paris, 1973.
- MARX, K. et ENGELS, F. L'idéologie allemande. Editions sociales, Paris, 1976.
- MAZOYER, M.L. "Développement de la production agricole marchande et la transformation d'une formation agraire en Côte d'Ivoire" in L'agriculture africaine et le capitalisme. (direction Amin, S.). Anthropos, Paris, 1975.
- MEILLASSOUX, C. "A propos de deux textes d'anthropologie économique" (réponse), dans L'homme. VII, no. 3, 1967.
- MEILLASSOUX, C. (ed.) The development of indigenous trade and markets in West Africa. Oxford University Press, Oxford, 1971.
- MEILLASSOUX, C. Femmes, greniers et capitaux. Maspero, Paris, 1979.
- MIGUELEZ, R. La transformation des formations sociales. Essais sur la théorie marxiste (II). Université d'Ottawa, Ottawa, 1979.
- MONIERE, D. Le développement des idéologies au Québec. Québec Amérique, Montréal, 1977.
- NEUMARK, S.D. Foreign trade and economic development in Africa: a historical perspective. Stanford University, Stanford, 1964.
- NKRUMAH, K. Class struggle in Africa. International Publishers, New York, 1970.
- NYERERE, J. "'Ujamaa', one party system of government in Africa" in Voice of Africa. II, no. 5, 1962.
- OLIVER, R. and FAGE, J.D. A short history of Africa. Penguin, Harmondsworth, 1977.

- OLIVIER, J.P. "Afrique: qui exploite qui?" dans Les temps modernes. no. 346-347, 1975.
- OTTAWAY, M. et OTTAWAY, D. Ethiopia, empire in revolution. Africana Publishing Company, New York, 1978.
- PALLOIX, C. "Critique de l'économie politique et du Tiers Monde" dans Connaissance du tiers-monde. U.G.E., Paris, 1977.
- PEACE, A. "The Lagos proletariat: labour aristocrats or populist militants?" in The development of an African working class. University of Toronto Press, Toronto, 1975.
- POULANTZAS, N. Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui. Seuil, Paris, 1974.
- POULANTZAS, N. La crise des dictatures. Maspero, Paris, 1975.
- POULANTZAS, N. Pouvoir politique et classes sociales. Maspero, Paris, 1978.
- REMY, D. "Economic security and industrial unionism: a Nigerian case study" in The development of an African working class. University of Toronto Press, Toronto, 1975.
- REY, P.P. Colonialisme, néo-colonialisme et transition au capitalisme. Maspero, Paris, 1971.
- REY, P.P. Capitalisme négrier, la marche des paysans vers le prolétariat. Maspero, Paris, 1976.
- REY, P.P. "Le transfert du sur-travail de la paysannerie vers le capitalisme" dans L'homme et la société. no. 45-46, 1977 a).
- REY, P.P. "Contradictions de classe dans les sociétés lignagères" dans Dialectiques. No. 21, 1977.
- REY, P.P. Les alliances de classes. Maspero, Paris, 1978.
- RIVIERE, C. Classes et stratifications sociales en Afrique: le cas guinéen. P.U.F., Paris, 1978.
- ROBINSON, R. and GALLAGHER, J. Africa and the Victorian, the official mind of imperialism. London, 1961.
- RODNEY, W. How Europe underdeveloped Africa. Tanzania Pub., Dar Es Salam, 1972.

- SAUL, J.S. "The 'labour aristocracy' thesis reconsidered" in The development of an African working class. University of Toronto Press, Toronto, 1975.
- SAUL, J.S. "The dialectics of class and tribe" in Studies in political economy. No. 1, spring 1979.
- SANDBROOK, R. and COHEN, R. (ed.) The development of an African working class, studies in class formation and action. University of Toronto Press, Toronto, 1975.
- SENGHOR, L.S. "The Senegalise way to socialism" in Review of international affairs. XII, no. 258, 1961.
- SHIVJI, I.G. Class struggle in Tanzania. Heinemann, London, 1976.
- SKLAR, L.R. "The nature of class domination in Africa" in The journal of modern African studies. XVII, no. 4, 1979.
- SKLAR, L.R. "Political science and national integration - a radical approach" in The journal of modern African studies. V, no. 1, 1967.
- STALINE, J.V. Histoire du parti communiste de l'U.R.S.S. Langues étrangères, Moscou Editions, 1949.
- STAVENHAGEN, R. Sept thèses érronées sur l'Amérique Latine ou comment décoloniser les sciences humaines. Anthropos, 1973.
- STAVENHAGEN, R. Social classes in agrarian societies. Garden City, New York, 1975.
- SURET-CANALE, J. "Les sociétés traditionnelles en Afrique Tropicale et le concept de mode de production asiatique" dans C.E.R.M.: Sur le "mode de production asiatique". Editions sociales, Paris, 1969.
- SURET-CANALE, J. Afrique noire occidentale et centrale. Editions sociales, Paris, 1972.
- SYLLA, L. Tribalisme et parti unique en Afrique noire. Université nationale de Côte d'Ivoire, Abidjan, 1977.
- TERRAY, E. "De l'exploitation, éléments d'un bilan autocritique" dans Dialectiques. No. 21, 1977.
- TOURAINÉ, A. Les sociétés dépendantes. Duculot, Gembloux, 1976.

- TOURE, S. Congrès général de l'union des travailleurs de l'Afrique noire. Rapport d'orientation et de doctrine. Présence africaine, Paris, 1959.
- TOURE, S. L'action politique du parti démocratique de Guinée. La planification économique. Plan triennal de développement économique et social. Conakry, 1960.
- TOURE, S. "The role of the party" in Political awakening of Africa, Emmerson, R. and Kilson, M. (ed.). Prentice Hall, New York, 1965.
- ULYSSE, N. "Georges Balandier 'pédagogue de la liberté'" dans Jeune Afrique. No. 874, 1977.
- WODDIS, J. "Is there an african national bourgeoisie" in African social studies: a radical reader. Gutkind, P. and Waterman, P. (ed). Monthly Review Press, New York, 1977.
- ZIEGLER, J. Sociologie de la nouvelle Afrique. Gallimard, Paris, 1964.
- 70